













# PROCHE-ORIENT

## LA SITUATION AU LIBAN

### Le centre culturel français de Tripoli a été détruit par une charge explosive

Les Français ont encore une fois été la cible de deux attaques terroristes au Liban. Ce lundi 2 janvier, un tir de lance-roquettes R.P.-6-7 a eu lieu contre la résidence des Pius à Beyrouth, siège de l'état-major français, sans toutefois faire de victimes. Dimanche 1<sup>er</sup> janvier, une charge explosive de 7 kg avait détruit, peu avant 3 heures, le centre culturel français de Tripoli, au nord du Liban, sans faire de victimes. Le centre, situé dans la zone du port, non loin de la Croix-Rouge, se trouvait au premier étage d'un immeuble qui a été légèrement endommagé. Le directeur du centre, M. Courant, s'est rendu dimanche matin chez M. Rachid Karame, ancien président du conseil et principal notable de la ville, qui a dénoncé l'attentat, lequel n'a été revendiqué par aucune organisation.

Le général René Imbot, chef d'état-major de l'armée de terre, et le général Jean Brette, commandant de la 11<sup>e</sup> division parachutiste, ont passé la nuit de la Saint-Sylvestre au Q.G. du contingent français à Beyrouth, en compagnie du général François Cann, son commandant. Ils ont accueilli samedi soir le président Amine Gemayel, qui a rendu visite aux différents contingents de la force multinationale stationnée à Beyrouth.

Malgré quelques abus qui sont tombés dans la banquette de Beyrouth, la journée du nouvel an a été calme dans la capitale libanaise, contrairement à ce qu'il était prévu à Noël. En revanche, la tension a été grande au sud du Liban, qui

est resté coupé du reste du pays pour la troisième journée consécutive. Les forces israéliennes avaient maintenu fermés les points de passage qui se trouvent à quelque 40 km au sud de Beyrouth, à la suite d'explosions qui se sont produites aux abords de Saïda, à proximité d'une position de l'armée. En outre, une charge explosive de 20 kg munie d'un système de mise à feu automatique a été désamorcée dimanche au sud de Tyr. Les forces israéliennes ont toutefois rouvert les ponts Awali et Bisi ce lundi matin.

Quelques quatre cents Libanais ont organisé dimanche une nouvelle manifestation usée dans la mosquée Zaatari, où les forces israéliennes étaient intervenues vendredi durant la prière hebdomadaire, pour protester contre « les exactions israéliennes ». Une charge qui a explosé dimanche matin à Nabatiyeh au passage d'un véhicule militaire israélien a blessé trois civils libanais. Selon un bilan publié à Jérusalem, plus de cinq cents attentats ont été commis en 1983 contre l'armée israélienne au Liban, faisant soixante-treize morts et deux cent soixante blessés parmi les militaires.

Enfin, le camp de détention israélien d'Ansar, au sud du Liban, fermé il y a un mois et demi à la suite de la libération des cinq mille personnes qui y étaient détenues, a été rouvert, a annoncé l'agence de presse libanaise. Le camp abriterait actuellement huit cents nouveaux détenus libanais et palestiniens, dont certains originaires de Saïda. (A.F.P.)

### Le président Pertini se prononce à nouveau pour un retrait du contingent italien

De notre correspondant

Rome. - Le message de fin d'année du président Pertini, et en particulier les passages attendus sur l'engagement italien au Liban, suscitent depuis plusieurs jours bien des polémiques. Avec le souci de clarté et la sincérité qui font sa popularité, le président italien y a mis un terme samedi 31 décembre. Rappelant que selon lui les forces italiennes ne doivent pas être impliquées dans une guerre, même locale, qui ne les concerne pas, M. Pertini a déclaré :

« Si s'installent des conditions telles qu'un conflit devient inévitable, l'Italie devra retirer son contingent et ne laisser à Beyrouth que son hôpital militaire ». Le président de la République a toutefois ajouté : « Ceci est mon opinion personnelle et je n'entends pas exercer une influence quelconque sur le gouvernement ».

C'est une opinion analogue que M. Spadolini, ministre de la défense, qui a passé le 31 décembre en compagnie des soldats italiens à Beyrouth, a fait valoir lors de ses entretiens avec le président Gemayel. M. Spadolini a notamment parlé d'une « réévaluation » de la force de paix italienne au Liban, sans toutefois indiquer quels ce seront le calendrier et les modalités. « Notre engagement pour la paix ou une

limite, précisément la paix », devait préciser plus tard M. Spadolini, qui a en outre critiqué l'absence de coordination entre les commandements composant la force multinationale.

Le président Pertini a également consacré une grande partie de son message à la paix, se prononçant pour un « désarmement total et contrôlé », tout en se disant conscient de ce qu'il peut avoir d'« absurde » pour les hommes politiques, et défendant les pacifistes contre ceux qui voudraient ne voir en eux que des protestataires « manipulés ».

Les messages qui pèsent sur la paix ont également été au centre du message de Jean-Paul II, le 1<sup>er</sup> janvier, place Saint-Pierre. D'une manière inhabituelle, le pape a d'ailleurs tenu à exprimer publiquement son estime au président de la République italienne pour les paroles qu'il avait prononcées la veille. Jean-Paul II a appelé à une reprise dans les plus brefs délais des négociations de Genève. Il a également souligné l'écart qui se creuse entre le Nord et le Sud, c'est-à-dire entre riches et pauvres, soulignant que, selon la F.A.O., chaque jour quinze mille personnes meurent de faim ou de malnutrition (un thème qu'avait également développé M. Pertini).

## Libye

### Le colonel Kadhafi invite les jeunes chrétiens à lire le Coran

Tripoli (Jana). - « Je ne peux vous inciter à la paix en 1984, car c'est vous qui la mènerez. Je ne voudrais pas vous inciter à l'unité, car c'est vous qui incarnerez la haine pour les autres au point d'avoir inventé les méthodes les plus ignobles de massacres collectifs et d'extermination contre les ennemis de l'enseignement de Jésus-Christ ». Tel est le message de Nouvel An que le colonel Kadhafi a formulé à l'attention « des chefs d'Etat chrétiens membres du pacte atlantique », selon l'agence de presse libyenne Jana.

Soulignant que « le monde chrétien régresse et commence à se dissoudre », il a invité « les nouvelles générations du monde chrétien à lire le Coran et à engendrer une révolution culturelle » pour modifier sa façon de

penser. Le Guide de la révolution affirme aussi que « l'Ancien et le Nouveau Testament que l'on trouve actuellement sont falsifiés, déformés et imputés sciemment du nom de Mohammed et de plusieurs autres choses ».

Le colonel Kadhafi retrace la vie de Jésus, son message prophétique et ses miracles et déclare : « Tout cela, nous l'avons vu par le Coran, le Coran que vous n'avez pas lu et auquel vous ne croyez pas du fait de votre chauvinisme aveugle et de votre fanatisme national à l'égard de la nation arabe, du fait de la propagande israélienne mystificatrice et du fait de l'ignorance qui vous empêchait de vous rendre compte de la réalité de l'histoire du prophète Mohammed ».

### M. Walter Mondale et trois anciens directeurs de la C.I.A. demandent le rapatriement des « marines »

Washington (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.). - Dans son allocution de nouvel an, le président Reagan a affirmé, samedi 31 décembre, que des « progrès » avaient été accomplis au Liban et que « ces progrès auraient été impossibles sans la présence des « marines » et des autres contingents de la force multinationale de paix ». M. Reagan s'est félicité que des conversations se soient engagées en vue d'élargir la base du gouvernement Gemayel. « La tâche n'est pas facile », a-t-il ajouté, les progrès sont donc « modestes », mais ils sont en cours ».

Cependant, après la publication du rapport du Pentagone sur les circonstances de l'attentat du 23 octobre contre les « marines » à Beyrouth, constituant une dénonciation par l'armée elle-même des conditions de l'engagement américain, les pressions sont de plus en plus fortes en faveur du retrait du contingent des Etats-Unis. La semaine dernière, deux membres influents du Congrès avaient pris position dans ce sens. Samedi et dimanche, ce fut le tour de M. Walter Mondale, ancien vice-président et candidat à l'investiture démocrate dans la course à la Maison-Blanche, et de trois anciens directeurs de la C.I.A.

M. Mondale a invité le président Reagan à rapatrier les « marines » dans un délai de quarante-cinq jours en consultation avec les trois autres pays de la force multinationale (France, Grande-Bretagne, Italie). Il s'est cependant prononcé pour le maintien, au large des côtes libanaises, de la force navale américaine, qui « a montré son efficacité ». Il propose de transférer la responsabilité de la défense de l'aéroport de Beyrouth des « marines » à l'armée libanaise, d'accroître les « pressions diplomatiques » sur la Syrie pour obtenir le retrait de ses troupes du Liban et de « raffermir les relations politiques et stratégiques avec Israël ». L'ancien vice-président de M. Carter a accusé M. Reagan de

### LE PASTEUR JACKSON A RENDU VISITE AU PILOTE AMERICAIN PRISONNIER EN SYRIE

Damas (A.F.P.-A.P.). - Le pasteur Jesse Jackson, candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle américaine, espérant rencontrer, ce lundi 2 janvier, le président syrien Hafez el Assad. M. Jackson se trouve à Damas pour essayer d'obtenir la libération de Robert Goodman, pilote américain fait prisonnier par les Syriens, le 4 décembre dernier, après la destruction de son appareil au-dessus du Liban.

Après un entretien avec M. Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, le pasteur a déclaré que Damas était la libération de M. Goodman à l'arrêt des vols de reconnaissance américaine au-dessus des positions syriennes. Dans un premier temps, les Syriens avaient posé comme condition le retrait du contingent américain du Liban.

M. Jackson a ensuite rendu visite au pilote prisonnier dans un bâtiment de l'armée. Il lui a remis trois messages adressés par sa mère, sa fille et le commandant des forces aériennes américaines. Selon lui, M. Goodman a qualifié « d'excuses » les conditions de sa détention - il peut lire des livres anglais et écouter les émissions en anglais de Radio-Damas - mais il a déclaré qu'il avait besoin d'une seule chose : « un billet de retour ».

● **Attentat contre les bureaux d'El Al à Rome.** - Une bombe, de petite puissance, a explosé samedi soir 31 décembre, vers 23 heures, devant les bureaux romains de la compagnie aérienne israélienne El Al, brisant la vitrine et endommageant la porte d'entrée. L'attentat n'a pas été revendiqué. (A.F.P.)

● **M. M. Nimr Saleh et Ahmad Jibril en Libye.** - M. Nimr Saleh (Abou Saleh), l'un des principaux chefs des dissidents du Fath, et M. Ahmad Jibril, secrétaire général du F.P.L.P.-commandement général, également opposé à M. Arafat, sont arrivés samedi 31 décembre à Tripoli. Ils ont été reçus par le commandant Jalloud (numéro deux libyen) et par le lieutenant-colonel Abou Bakr Younes Jaber, commandant général des forces armées libyennes. (A.F.P.)

mener au Proche-Orient une politique « de flottement et d'illusion » et il a estimé que le gouvernement américain avait perdu l'initiative au profit de la Syrie et de l'U.R.S.S.

Trois anciens directeurs de la C.I.A. ont pris - séparément - une position analogue : « Les « marines » ne sont pas une force de maintien de la paix », a déclaré M. William Colby. Si le but est de soutenir le gouvernement Gemayel, il faut un système d'aide militaire et de conseillers, non des « marines ». « Il n'est pas sage de laisser les « marines » lib-bas alors que leur position est devenue de plus en plus vulnérable à mesure que la situation politique se détériore », a dit l'amiral Turner. Enfin, M. James Schlesinger a estimé que la plus mauvaise politique était de permettre à la Syrie de « jouer du chat et du souris » avec les forces américaines.

### M. Shamir s'engage à ne pas « geler » les implantations juives en Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. - « Chacun sait que je ne serai jamais le chef d'un gouvernement préconisant un coup d'arrêt aux implantations ». Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a balayé en ces termes, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, les spéculations faisant état d'un éventuel projet de gel temporaire de la colonisation juive dans les territoires occupés (le Monde du 30 décembre).

On prêtait au ministre des finances, M. Cohen Orgad, l'intention de prêter une telle mesure dans le cadre du prochain budget (avril 1984 - mars 1985). M. Shamir a mis fin à ces spéculations en précisant les craintes de la droite favorable à l'annexion des territoires. « Je ne resterais pas au gouvernement si les choses n'étaient pas clarifiées sur ce point », lança M. Neeman, ministre des sciences et chef du parti Tachnou (Renaissance) ; et M. Shamir de le rassurer : « Moi non plus ».

Alors, beaucoup de bruit pour rien ? Tout est une question de nuances, mais dans un domaine aussi sensible, ces nuances ont évidemment leur importance. Selon le porte-parole du gouvernement, M. Dan Meridor, les commissions budgétaires approuvées dimanche par le conseil des ministres « ralentiront » la colonisation mais ne la « gèleront pas ». M. Meridor évalue ces restrictions à 1 milliard de dollars, alors que la presse cite le chiffre plus modeste de 600 millions.

La marge de manœuvre de M. Cohen Orgad semble plus étroite

### La réunion du Comité central du Fath à Tunis

Tunis. - La nouvelle stratégie qui s'impose à l'O.L.P. après l'expulsion de ses forces du Liban du Nord, est examinée par le comité central du Fath réuni à Tunis sous la présidence de M. Arafat depuis le samedi 31 décembre, avant de l'être ensuite par le comité exécutif de l'organisation palestinienne.

Au cours de cette session, les dirigeants du Fath, tous présents à Tunis, doivent aussi entendre les explications de M. Arafat sur les raisons qui l'ont amené à effectuer une visite au Caire après son évacuation de Tripoli, et être informés de la teneur de son entretien avec le président égyptien Hosni Mubarak. Cette initiative, qui a suscité de très vives réactions de la part de plusieurs mouvements palestiniens, fera également l'objet d'un débat au sein du comité exécutif de l'O.L.P. En marge des délibérations de la direction du Fath, depuis son retour à Tunis (le Monde du 1<sup>er</sup> et 2 janvier), M. Arafat n'a pratiquement pas cessé de recevoir des cadres civils et militaires de l'O.L.P. et des représentants des organismes socio-professionnels palestiniens.

Dans un message au peuple palestinien diffusé dimanche à partir de

Tunis, à l'occasion du dix-neuvième anniversaire du déclenchement de la lutte armée, le président de l'O.L.P. a réaffirmé son rejet du plan de paix américain, et de plan d'autonomie qui en découle. « Ce plan, a-t-il déclaré, supprime les droits du peuple palestinien et ignore ses aspirations nationales ». M. Arafat s'est référé aux décisions du conseil national palestinien tenu en février 1983 à Alger pour évoquer une éventuelle confédération avec la Jordanie, qui ne peut voir le jour, a-t-il rappelé, qu'une fois créé un Etat palestinien indépendant. Il s'est aussi livré à une sévère critique de la politique américaine au Proche-Orient, dénonçant « le complot américano-israélien », qui, selon lui, a pu se développer « à la faveur des hésitations, de la faiblesse et du silence arabes ».

L'année 1984, a proclamé encore M. Arafat, sera celle « de la volonté révolutionnaire et de la décision indépendante » de l'O.L.P. Elle verra, a-t-il dit, l'intensification de la résistance dans les territoires occupés « par tous les moyens, y compris la lutte armée ».

## Israël

Enfin, le budget 1984-1985 sera égal, en termes réels, à celui de cette année, et l'austérité n'affectera que des projets et non des opérations en cours. Les chiffres publiés dimanche par le bureau des statistiques devraient pourtant inciter le gouvernement à une rigueur accrue. Le P.N.B. n'a augmenté en 1983 que de 1 %, le déficit de la balance commerciale a représenté 5,3 milliards de dollars, l'inflation a atteint 194 %. Les importations ont crû de 16 % et les exportations de 1 % seulement. Deux seuls chiffres sont encourageants : l'essor du tourisme (1,2 million de visiteurs) et la vente des diamants, en nette progression.

Les prédictions ne sont pas plus favorables. Ainsi, le vice-ministre de l'immigration, M. Dov Simlansky, a annoncé dimanche que 1984 serait une année record pour l'émigration : le chômage et l'inflation inciteront près de cinquante mille Israéliens à aller vivre à l'étranger, soit trois fois plus qu'actuellement. Ce phénomène est idéologiquement intolérable pour un gouvernement qui ne cesse d'exhorter les juifs de la Diaspora à venir s'installer en Israël.

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

Une émigration sans précédent

M. Lévy, qui se veut le porte-parole de l'électorat populaire du Likoud, a obtenu de M. Cohen Orgad qu'il s'engage à entamer des discussions globales sur les prix et les salaires avec la centrale Histadrout et le patronat, ce qu'il n'envisageait pas de faire avant le printemps, c'est-à-dire une fois le budget voté par la Knesset. La Histadrout a rejeté dimanche le principe d'un tel contrat global qui permettrait de fixer les nouvelles règles du jeu social. Elle a rappelé son hostilité au blocage des salaires.

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

En attendant, les arrêts de travail en signe de protestation contre l'érosion des revenus se multiplient ici et là, notamment dans la fonction publique. Au point que le journal Haaretz publie lundi à l'usage de ses lecteurs un petit guide intitulé : « Qui est en grève ? ».

# A TRAVERS LE MONDE

## Brésil

● **TRENTE-NEUF PERSONNES TUÉES EN 1983 DANS DES CONFLITS POUR LA TERRE EN AMAZONIE.** - Trente-neuf personnes sont mortes en 1983 en Amazonie lors d'affrontements entre des paysans et des hommes de main de propriétaires terriens, a affirmé samedi 31 décembre à Brasilia la commission pastorale de la terre (C.P.T.). 632 personnes ont en outre été menacées de mort et 148 ont été détenues durant la même période, dans cette région où les conflits pour la possession de la terre sont très durs. Les heurts ont été particulièrement violents dans le secteur de Conceição do Araguaia, où 23 personnes ont été assassinées. Dans cette même région, 361 familles ont été expulsées. La C.P.T. rend le pouvoir central et les gouvernements provinciaux responsables de la montée de cette violence et les accuse de ne rien faire pour trouver une solution au problème de la terre.

## Chine

● **PEKIN ET LA REUNIFICATION DE LA CHINE.** - Une haute personnalité de Pékin a invité, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, les autorités de Taïwan à faire des suggestions sur les moyens de réunifier la Chine. Mme Deng Yingchao, veuve de l'ancien premier ministre Chou Enlai et membre du bureau politique du P.C., a invité les Taïwanais à venir travailler ou étudier sur le

continent et a ajouté : « Nous sommes toujours prêts à écouter l'opinion des autorités et de la population de Taïwan sur le thème de réaliser une réunification pacifique du pays, sur celle d'améliorer nos suggestions et de les mettre en pratique petit à petit, et sur des consultations et les discussions qu'il faudrait avoir ainsi que sur les mesures qu'il faudrait prendre ». Elle a réitéré, selon Chine nouvelle, l'assurance que Taïwan pourrait garder son système actuel et jouir d'une demi-autonomie en tant que « région administrative spéciale ».

## Comores

● **REMANIEMENT MINISTÉRIEL.** - Le président Ahmed Abdallah a annoncé, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, un remaniement du gouvernement dont M. Ali Moudjahid conserve la direction. M. Said Hassan Said Hachim est nommé ministre d'Etat délégué à la présidence de la République et chargé des relations avec l'Assemblée fédérale. M. Abou Moustakim, ancien ministre de la santé publique et de la population, devient ministre de la justice. (A.F.P.)

## Guatemala

● **ATTAQUE CONTRE L'AMBASSADE DU MEXIQUE AU GUATEMALA.** - Un groupe d'incriminés a attaqué l'ambassade du Mexique à Guatemala le 31 décembre à l'aube. Il n'y a pas eu de blessés, malgré l'utilisation

de grenades par les assaillants. Une escouade plus tôt, un groupe d'extrême droite se dénommant Solidarité avec la contre-révolution avait attaqué l'ambassade du Nicaragua dans la même capitale. (U.P.I.)

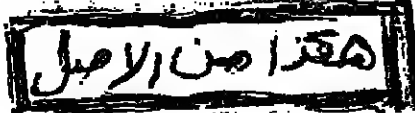
## Italie

● **LE CONFLIT DANS LES PRISONS.** - Six détenus de la prison de Bad' Carro, en grève de la faim depuis le 7 décembre, ont cessé leur mouvement samedi 12 décembre, peu après avoir été hospitalisés dans un état de grande faiblesse. Une trentaine d'autres prisonniers des quartiers de haute sécurité poursuivent la même action, en acceptant toutefois de boire du lait. Les prisonniers, anciens membres des Brigades rouges, réclament l'abrogation du statut spécial qui leur est imposé. Ce statut a été promulgué vendredi 30 décembre par le ministre de la justice, mais pour trois mois seulement et avec certains assouplissements concernant notamment l'isolement carcéral. (A.F.P.)

## Pérou

● **SENTIER LUMINEUX PLONGE LIMA DANS LE NOIR.** - La capitale péruvienne a été plongée dans une obscurité totale pendant la nuit du samedi 31 décembre au dimanche 1<sup>er</sup> janvier à la suite du dynamitage de pylônes à haute tension, un attentat sans doute provoqué par un commando du Sentier lumineux.

PARFUMERIE, COSMÉTIQUE, SAVONNERIE, PLASTIQUES  
matériel de fabrication et de conditionnement  
(neuf - occasion - révision - installations)  
**Sté STUDEUX** 52, rue Saint-Germain  
27000 EVREUX  
Tél., Evreux : (32) 38-17-56 ou Paris : 585-85-86  
Tél. 770-58) F





مقدون الاصل

## EUROPE

## AMÉRIQUES

### Grande-Bretagne

#### « Big Sister » ou l'erreur de George Orwell

De notre correspondant

Londres. — « George Orwell avait tort. » Dans un message de Nouvel An, adressé au parti conservateur, M<sup>me</sup> Margaret Thatcher a porté ce jugement historique pour prédire que 1984 serait « une année d'espoir et de liberté ». Elle a, bien sûr, voulu souligner ainsi que la situation en Grande-Bretagne ne ressemble en rien à la sinistre description qu'en fit George Orwell, voici trente ans, dans 1984.

A l'évidence, le Royaume-Uni n'a pas sombré dans le totalitarisme, sous l'empire tout-puissant de Big Brother. Si cette fiction est devenue réalité et si Orwell a eu raison, c'est ailleurs. Comme M<sup>me</sup> Thatcher, les Britanniques, dans leur ensemble, s'en frottent, quand bien même, ils ne partagent pas les vues et l'optimisme du premier ministre. Dans leurs échanges de vœux, lors des réveillons familiaux ou dans la joyeuse et traditionnelle bousculade de Trafalgar Square, beaucoup n'ont pas manqué de se congratuler en répétant, à l'envi, la condamnation du totalitarisme romancier, oubliant — comme M<sup>me</sup> Thatcher — que 1984 n'était pas une prophétie mais une mise en garde.

Cette vague d'auto-satisfaction n'a pas été perturbée par l'impressionnant déploiement de police dans les rues de Londres. Il est vrai que cela ne pouvait en rien rappeler le système de haute surveillance imaginé par Orwell. La mobilisation exceptionnelle de milliers de policiers et les multiples contrôles de la circulation n'avaient pour but que de tenter d'empêcher de nouveaux attentats de l'IRA et... la conduite en état d'ivresse.

Depuis des semaines, l'Angleterre redécouvre George Orwell, ce qui se traduit, dans les médias, par un véritable « maniaque » auquel il est impossible de se soustraire. Orwell doit se retourner dans sa tombe. Le voilà devenu presque aussi omniprésent que son terrible héros, Big Brother. La presse, la radio et

la télévision ne cessent d'évoquer sa vie et son œuvre, sous toutes les formes. Pour un homme qui avait voulu se retirer du monde, au point de s'installer dans une lointaine île d'Écosse, quelle dévotion ! Son portrait s'estale partout, en poster et sur les T-shirts. On s'arrache le droit de mettre Orwell et 1984 à toutes les sauces. Le légataire de l'écrivain doit se montrer vigilant. Il a déjà refusé l'idée d'un film, façon « Guerre des étoiles », et celle d'une comédie musicale d'un goût douteux. Mais il devrait accepter d'autres projets pour le grand écran ou la scène, notamment ceux du National Theatre et de la très respectable Royal Shakespeare Company.

#### « Un cadeau familial »

Orwell se verra très bien. Ses éditeurs se frottent les mains et semblent n'avoir pas pris le temps de relire ce qu'ils publient. Penguin, en effet, vient de lancer une campagne publicitaire sur le thème : « 1984, le cadeau familial de l'année ». Or, dans l'un des principaux passages du roman, un porte-parole de la dictature annonce la destruction du couple et de la famille en expliquant qu'il ne peut y avoir d'autre amour que celui de Big Brother. Il n'est pas certain que les agents de Penguin aient voulu se livrer ainsi à une plaisanterie au second degré.

D'autres Anglais n'en conviennent pas moins leur sens de l'humour. Une preuve savoureuse vient d'être donnée par les rédacteurs d'un faux exemplaire du vénérable Times, qui relate l'actualité comme si Orwell, dans 1984, avait réellement prédit l'avenir. En gros titre : l'abolition de la monarchie. L'article qui suit nous apprend que cette incroyable décision a été prise par le « digne de fer » qui, désormais, doit obligatoirement être appelé Big Sister.

FRANCIS CORNILLI

### Belgique

#### De violentes manifestations ont suivi la nomination officielle du bourgmestre francophone des Fournons

De notre correspondant

Bruxelles. — M. José Happart, vainqueur incontesté à l'automne 1982 des élections municipales dans la circonscription des Fournons, où une majorité francophone se trouve enclavée dans le territoire flamand,

a été officiellement nommé bourgmestre le vendredi 30 décembre. C'est la conclusion normale et démocratique, mais, depuis bien des années, cette enclave a été l'objet d'affrontements très violents et parfois même sanglants entre la population francophone et des manifestants venus de Flandre dans le but d'imposer la « loi du sol » sur un territoire irrédentiste qui préférerait être rattaché à la province de Liège.

À l'occasion de l'année, le gouvernement a failli éclater lorsqu'il s'est agi de nommer M. Happart. Un compromis intervint en extremis pour gagner du temps : il fut convenu que le vainqueur des élections fournonaises ne serait officiellement nommé au poste de bourgmestre qu'à la fin de l'année, ce qui devait, en principe, lui permettre d'apprendre la langue néerlandaise.

C'est donc dans une atmosphère très tendue que l'on voyait venir les derniers jours de 1983. Les réjouissances de fin d'année ont permis aux autorités d'organiser à la soirée la prestation de serment de M. Happart. La cérémonie a eu lieu sans avoir été annoncée et à huis clos à Hasselt, qui est le chef-lieu de la province flamande du Limbourg. Respectant la législation linguistique en vigueur, le bourgmestre a prononcé son serment en langue flamande. Conformément à cette même législation, le conseil municipal de la région fournonaise devra promulguer toutes ses décisions en flamand même si personne ne peut empêcher les édiles de se concerter préalablement en français.

M. Happart a déclaré que sa nomination ne devait pas être considérée comme une « défaite de la Flandre », mais comme une victoire de la démocratie. Il a cependant ajouté qu'il n'abandonnerait pas son combat pour le rattachement des Fournons à la province voisine — et francophone — de Liège.

Aussi les réactions n'ont-elles pas tardé. Des manifestants flamands ont envahi la bourgade des Fournons dès dimanche matin. Des bagarres violentes ont eu lieu entre francophones et flamandisés malgré la présence d'importantes forces de police.

Les organisations flamandes ont d'autre part demandé au Conseil d'État l'annulation de la nomination du bourgmestre.

JEAN WETZ.

### Pologne

#### M. Adam Michnik refuse de s'exiler pour échapper à la prison

Neuf membres d'une organisation clandestine, Solidarité-Instituteurs ont été arrêtés, vendredi 30 décembre, à Czeszochowa, dans le sud de la Pologne, par la police politique, et annoncés, samedi, la télévision polonaise. D'autre part, plusieurs prisonniers politiques, militants du syndicat dissous Solidarité poursuivent une grève de la faim commencée début décembre dans le pénitencier de Strzelin, petite localité située à une trentaine de kilomètres de Wrocław, pour exiger de meilleures conditions de détention.

Cependant, quelque deux mille personnes se sont rassemblées dans la nuit de samedi à dimanche sous les fenêtres de M. Lech Walesa, à Gdansk, pour soutenir au président de Solidarité une année « victorieuse ». M. Walesa est apparu trois fois à la fenêtre pour saluer la foule et lui souhaiter en retour une année 1984 « meilleure que la précédente ».

Un millier de militants clandestins de Solidarité ont profité de l'anniversaire promis par les autorités à ceux qui se rendraient avant le 31 décembre. Toutefois aucun dirigeant important n'a répondu à cet appel. Dans une lettre datée du 30 décembre et envoyée au ministre de l'Intérieur, le général Kiszczak, M. Adam Michnik, en prison depuis deux ans, refuse la « liberté » dans l'exil. Des extraits de cette lettre ont été publiés, ce lundi, par Libération.

Après avoir décrit les brimades auxquelles il est soumis de la part

des autorités de la prison et avoir déploré que le ministre de l'Intérieur se dise impuissant à y mettre fin, M. Michnik écrit : « En revanche, vous avez été assez (compétent) pour me faire une proposition assez particulière : aller passer les fêtes sur la Côte d'Azur, sinon un procès et de nombreuses années d'emprisonnement inattendues (...) Vous reconnaissez ainsi que je n'ai rien fait qui puisse permettre au pouvoir de formuler les accusations selon lesquelles je « prépare le renversement du régime par la force » (...) Vous reconnaissez que le jugement est fixé bien avant le procès (...) Vous reconnaissez que le but est de débarrasser l'élite du pouvoir d'opposants gênants ».

Le co-fondateur avec M. Jacek Kuron du KOR (Comité de défense des ouvriers), qui attend d'être jugé en même temps que M. Kuron et deux dirigeants de Solidarité, répond à la proposition du général Kiszczak : « Je ne vous ferai pas ce plaisir (...) La valeur de notre combat se trouve non dans ses chances de victoire mais dans la cause au nom de laquelle nous avons entrepris ce combat ».

M. Michnik ne se fait aucune illusion sur le résultat de sa lettre : « Je sais que vos subordonnés vont essayer de me faire prendre pleine conscience de toutes les possibilités qu'offre le régime des prisons dans un pays qui construit le communisme ».

## ASIE

### Brunei

#### LE SULTAN BOLKIAH ET LES MEMBRES DE SA FAMILLE CUMULENT LES PRINCIPAUX POSTES GOUVERNEMENTAUX.

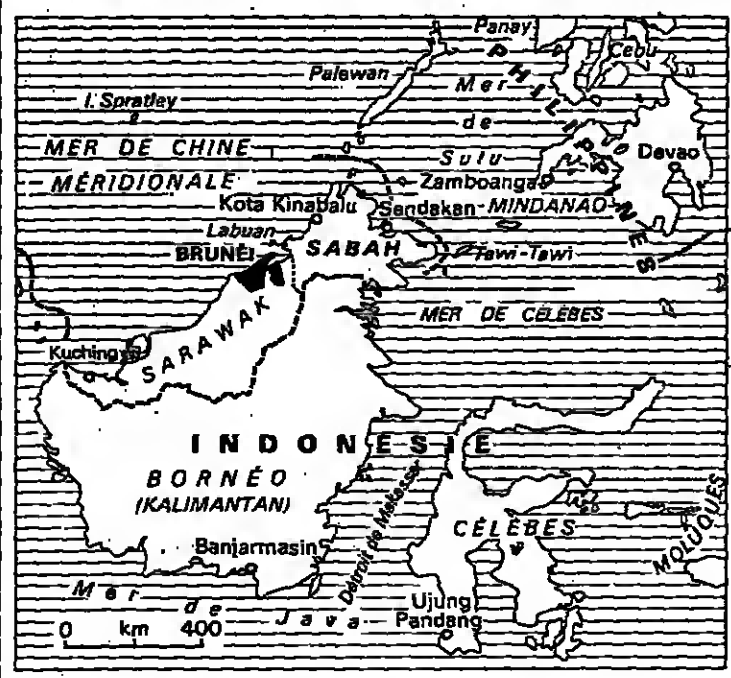
Kuala-Lumpur (A.F.P.). — Le sultan de Brunei, Sir Muja Hassanal Bolkiah, a annoncé, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, qu'il exercerait les fonctions de premier ministre, ministre des finances et de l'Intérieur, dans le premier gouvernement du Brunei indépendant. Selon l'agence malaisienne Bernama, trente mille personnes ont assisté dans la nuit de samedi 31 décembre à dimanche 1<sup>er</sup> janvier, dans la capitale Bandar Seri-Begawan, à la cérémonie officielle de proclamation d'indépendance (Le Monde daté 1<sup>er</sup> 2 janvier).

Dans un discours diffusé à la radio et à la télévision nationales, le sultan a annoncé que son père, Omar Ali Saïfuddin, prenait le portefeuille de la défense, son frère, Mohamed Bolkiah, celui des affaires étrangères, son autre frère, Jefri Bolkiah, celui de la culture, de la jeunesse et des sports.

Par ailleurs, l'ancien attorney général de Brunei devient ministre de la loi et ministre de la communication, tandis que l'ancien chef intermédiaire du gouvernement local, Datuk Abdul Aziz Par Omar, prend le portefeuille de l'éducation et de la santé.

Dans son discours, le sultan a affirmé que Brunei resterait « un Etat monarchique islamique mais souverain, démocratique et indépendant ».

L'indépendance du Brunei (5765 kilomètres carrés), enclavé dans le Sarawak, en territoire malaisien, sur la côte nord-ouest de l'île de Bornéo, comptant environ deux cent vingt mille habitants, met fin à près de cent ans de protectorat britannique. L'économie prospère du nouvel Etat tient essentiellement à ses ressources pétrolières.



### Afghanistan

#### LE SERVICE MILITAIRE DEVIENT OBLIGATOIRE A PARTIR DE DIX-HUIT ANS

Islamabad, (A.F.P.). — Le gouvernement afghan a décrété, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, le service militaire obligatoire pour tous les jeunes gens, à partir de dix-huit ans, et leur a ordonné de se faire recenser dans les plus brefs délais, a rapporté Radio-Kaboul captée à Islamabad. Ceux qui ne répondraient pas à l'appel risquent de sévères sanctions, a précisé un communiqué du ministère de la défense cité par la radio.

L'âge du service militaire obligatoire — d'une durée actuelle de trente mois qui peut éventuellement être prolongée — était jusqu'à présent de vingt et un ans.

La nouvelle loi de conscription touche également les étudiants, qui bénéficient jusqu'à présent de

sursis. Tous ceux qui ont échoué aux concours d'entrée dans diverses institutions gouvernementales ainsi que ceux qui ont terminé leurs études doivent se faire recenser. Les jeunes Afghans ayant déjà effectué leur service militaire doivent pouvoir présenter un certificat attestant de leur passage sous les drapeaux. Une enquête sera menée dans tout le pays pour recenser tous les jeunes mobilisables.

Le nombre des désertions a considérablement augmenté depuis la mise en place, en 1979, du régime pro-soviétique de Kaboul. Selon des sources officielles afghanes, les effectifs de l'armée seraient tombés, depuis lors, de 90 000 à moins de 30 000.

### El Salvador

#### La guérilla a remporté d'impressionnants succès militaires en quarante-huit heures

San-Salvador (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.). — Les guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (F.M.L.N.) ont commencé l'année 1984, au V de la guerre civile, avec un nouveau et impressionnant succès militaire. Quarante-huit heures après leur attaque victorieuse contre la caserne stratégique d'El-Paraiso, à une soixantaine de kilomètres au nord de la capitale, ils sont parvenus, au terme d'un vif engagement contre les gouvernementaux, à détruire le pont Cascatlan, le plus important du pays, par lequel la route panaméricaine franchit le río Lempa, mettant en communication San-Salvador avec les provinces orientales.

Un nombre indéterminé de guérilleros du F.M.L.N. s'étaient infiltrés durant la nuit de la Saint-Sylvestre dans la zone proche du pont et du barrage de San-Lorenzo, l'un et l'autre inaugurés il y a un peu plus de trois mois. Un fort détachement de gouvernementaux gardaient les installations. Des rebelles ont déclenché des tirs de mortier, tandis que d'autres dynamitaient les piles du pont. L'ouvrage d'art a été rendu totalement inutilisable.

En octobre 1982 déjà, un autre pont sur le río Lempa, le pont de Oro, avait été détruit par la guérilla. La capitale et l'est du pays ne sont plus désormais en communication que par un pont de chemin de fer et une route empruntant la crête du barrage de San-Lorenzo.

Le vendredi 30 décembre, ce sont environ huit cents guérilleros qui avaient attaqué au mortier, de 81 mm la caserne d'El-Paraiso, dans le département septentrional de Chalatenango. Cette installation avait été récemment construite selon des plans américains et était considérée par certains experts militaires comme une forteresse à peu près impenable. Cinq autres casernes de ce type existent dans le reste du pays.

Le F.M.L.N. a donc remporté la victoire, ce qui confirme que les quelques trois cent cinquante gouvernementaux qui défendaient El-Paraiso ont presque tous été mis hors de combat. Selon une source militaire salvadorienne, il y aurait eu quarante et un tués, dont deux colonels. En outre, des rumeurs font état de cent trente-cinq soldats prisonniers et de nombreux blessés. Les rebelles se sont aussi emparés d'un petit arsenal et ont totalement détruit le matériel roulant et les installations avant de repartir. Un officiel américain a qualifié l'affaire de « très grave ».

Cette recrudescence d'activités de la part du F.M.L.N. pourrait confirmer certaines indications de source américaine selon lesquelles la

guérilla entendrait intensifier sa pression en vue de saboter les élections générales de mars 1984. En outre, les observateurs sont sensibles au fait que l'attaque contre El-Paraiso ait été menée par trois groupes de guérilleros différents mais sous commandement unique. Cela démontrerait, en particulier, que les Forces populaires de libération (F.P.L.), qui ont récemment connu une scission, ont, en partie au moins, surmonté leur grave crise interne.

### Argentine

#### L'ÉVÊQUE DE LA RIOJA AURAIT BIEN ÉTÉ ASSASSINÉ EN 1976 PAR DES MILITAIRES

Buenos-Aires (A.F.P.). — L'ancien chef de la police de la province de Buenos-Aires, le général Ramon Campa, a été cité à comparaître ce lundi 2 janvier devant le juge chargé de l'enquête sur la disparition d'un chercheur de l'Institut argentin de technologie industrielle, M. Alfredo Giorgi. D'autres responsables, en particulier l'ancien président Reynaldo Bignone, ont également été convoqués pour la même affaire.

Le général Campa est accusé par des organisations de défense des droits de l'homme d'être responsable de plusieurs milliers de « disparitions » de 1976 à 1979.

L'accident de voiture dans lequel est mort, en 1976, Mgr Enrique Angelelli, évêque de la province de Rioja, était « intentionnel », a déclaré, d'autre part, le gouverneur de cette province, M. Carlos Menem, qui a porté l'affaire devant la justice, en demandant qu'elle soit rapidement traitée. Plusieurs membres de l'armée et de la police seraient impliqués dans cet « accident ». Selon la version officielle de l'époque, Mgr Angelelli avait péri dans un accident de la route alors qu'il regagnait son diocèse. L'évêché de la province avait toutefois affirmé en 1983 que le prélat avait été assassiné par des inconnus qui l'avaient tiré hors de sa voiture pour l'achever à coups de poing. L'évêque était en possession, lors de l'« accident », d'un dossier avec des preuves irréfutables sur des assassinats politiques et comprenant notamment une liste de personnes à liquider sur laquelle il figurait.

Enfin, la police a démenté la découverte, annoncée vendredi 30 décembre, du corps d'Hector Hidalgo Sola, ancien ambassadeur d'Argentine au Venezuela, « disparu » en 1977 à Buenos-Aires.

### UN SUPPLÉMENT DE LA REVUE « ESPRIT »

#### « Amériques latines à la une »

Le très riche supplément de la revue Esprit (1) consacré à l'Amérique latine est dédié à la mémoire de Louis Mercier Vega, syndicaliste et auteur méconnu, trop tôt et tragiquement disparu. Un « éclaircir hors pair », ainsi que le qualifie Gilles Bataillon, et qui a effectivement été l'un des premiers à dénoncer, et avec quelle vigueur, tous les totalitarismes, de droite et de gauche. Ses réflexions, ses jugements, par exemple, sur le péronisme ou sur les guérilles, ont aujourd'hui encore une singulière résonance.

C'est dire que l'esprit, au sens propre, qui anime ce supplément est celui d'une volonté de démythification, d'une remise en cause des simplifications abusives, des aveuglements passionnels ou volontaires. Avec le souci, louable mais difficile, de faire place à une Amérique latine existant dans toutes ses dimensions, culturelles, économiques, politiques et sociales. S'il est vrai que les médias, d'une façon générale, sont, par principe et par nécessité, limités dans leur approche et ont naturellement tendance à privilégier l'événement, les réflexions d'ensemble, les analyses ou historiques, des universitaires n'échappent pas toujours à une globalisation discutable.

Bien sûr, d'analyses très fouillées, de mises en ordre et à jour de thèmes actuels ou permanents dans un sommaire dont les titres de rubrique principales sont : la voyage au bout de l'Amérique centrale, la tiers-mondisme et ses religions, les parentèles militaires (Chili, Argentine et Uruguay), du populisme à l'autoritarisme, le développement à perte. Certains textes souffrent sans doute d'avoir été rédigés il y a plusieurs mois, et des méditations de haut niveau, comme le texte du Mex-

icain Octavio Paz sur « l'Amérique latine et la démocratie » voisinent avec des poésies romancières de comptes ou des coups de patte à certaine romancière latino-américaine, trop « engagés » dans un seul sens.

Mais l'ensemble est de qualité et force la réflexion, ce qui est bien l'objectif premier des auteurs. « La brutalité imbécile de Washington ne peut servir de prétexte à une justification du caractère aujourd'hui totalitaire du régime castriste », écrit Louis Mercier Vega en 1976. Olivier Mongin souligne une difficulté actuelle : « Au nom de la critique du totalitarisme qui modifie la perception du conflit Est-Ouest (l'opposition capitalisme-socialisme a laissé la place à celle de la démocratie et du totalitarisme), les conflits de type Nord-Sud (rapport d'évaluation) ne sont plus que des projections du rapport Est-Ouest ».

A propos de l'Amérique centrale, Gilles Bataillon, qui analyse d'autre part l'évolution du régime sandiniste depuis 1979, dénonce justement les doubles simplifications. « C'est sans doute cette incapacité à prendre en compte la diversité des situations locales qui rend si explosifs recherches et débats sur la situation centrale-américaine ». On peut en dire autant de toute l'Amérique latine, complexe, multiple et riche à tous les niveaux.

M. N.

(1) Amériques latines à la une, un supplément à la revue Esprit, avec des textes de Leonardo Boff, Gérard Chaliand, Cabrera Infante, Luciano Marín, Jean-Claude Masson, Jean Mayer, Philippe Burin des Roziers, Olivier Mongin, Daniel Pezard, etc. 320 pages, 64 francs.



Le Monde

# politique

LES VŒUX DU CHEF DE L'ÉTAT

## Le prix de l'effort

« La politique de rigueur n'est qu'une œuvre de vérité », disait M. François Mitterrand, le 31 décembre 1982, en présence de ses vœux aux Français pour l'année nouvelle. La vérité, en l'occurrence, s'appelle réalisme ; et le réalisme, en temps de crise, appelle le courage.

Une année s'est écoulée. La 31 décembre 1983, le président de la République n'a promis rien d'autre à personne que la poursuite, sans faiblesse, de l'effort de redressement national où nous sommes engagés.

Voilà deux années, l'une passée, l'autre à venir, auxquelles il faut ajouter les premiers mois d'application, en 1982, du premier plan de rigueur. L'exercice traditionnel des vœux aux Français est souvent cruel, dans sa vérité, pour demain comme dans les espoirs d'aujourd'hui. Le 31 décembre 1983, qui a ponctué l'année du changement, paraît si lointain que l'on a oublié la promesse d'un monde toujours meilleur.

« En tout cas, la reprise est là, déclarait ce jour-là le chef de l'Etat : c'est la première réponse à nos efforts communs. »

Pourtant, les « deux obstacles » majeurs au redressement du pays — l'inflation et le vieillissement de l'appareil industriel — étaient déjà considérés comme tels dans les discours présidentiels. A la fin de 1982, le chef de l'Etat estimait que 1982 ne répondait pas aux espoirs de la gauche et ses représentants au pouvoir ne parvenaient pas à faire reculer l'inflation et le chômage. Il parlait aussi de la nécessaire réforme des structures industrielles de la France.

Ces deux thèmes sont devenus des obsessions de son discours, des obsessions même. A la fin de 1982 — « produire plus, produire mieux », — M. Mitterrand plaçait l'entreprise parmi les quatre objectifs prioritaires (jeunesse, famille, solidarité et emploi) de l'année 1983 et constatait que la France avait réduit son inflation, mais « plus tard que les autres », et « pas assez ». Quant aux résultats du commerce extérieur, ils étaient reconnus comme franchement mauvais.

A la fin de 1983, le chef de l'Etat se félicitait que la France ait battu, ces derniers mois, le « record absolu » de ses ventes à l'étranger. Mais les deux obstacles majeurs sont toujours là : l'inflation et le vieillissement de l'appareil industriel. Il faut en passer par la réduction accrue de l'une, et la cure de jouvence de l'autre et par la réalisation d'une ancienne promesse : réduction en 1985 des prélèvements obligatoires, sociaux et fiscaux — pour relancer l'activité économique.

La perspective tracée par le président de la République — création d'emplois durables, revalorisation du pouvoir d'achat des salaires, construction d'une France moderne — est lointaine. La gauche n'est pas assurée de recueillir les bénéfices d'une réussite, tant le prix à payer est lourd à court et moyen terme. La revalorisation du pouvoir d'achat passe, pour l'instant, par sa réduction ou, au mieux, sa stagnation. La création d'emplois durables passe, pour l'instant, par des suppressions d'emplois dans les secteurs industriels atteints par le vieillissement.

Il y a un prix à payer pour tout. C'est aussi vrai de la politique extérieure de la France. Si l'on veut aider à la recherche de la paix, c'est que d'autres veulent la guerre et, puisque la guerre, s'efforce d'écarter ceux qui cherchent à l'écarter. On l'a vu au Liban. C'est peut-être aussi le cas à Marseille.

« Il n'est pas question de laisser la violence parler à la place de la raison », a dit M. Mitterrand en adressant ses vœux aux habitants des départements et territoires d'outre-mer. Mais les attentats du 31 décembre ont montré que ce n'est pas la France qui fixe la prix de la raison.

JEAN-YVES LHOMEAU.

## « Je ne promets rien d'autre que la poursuite de l'effort de redressement national »

M. François Mitterrand a adressé ses vœux aux Français, samedi soir 31 décembre, à la télévision. Voici le texte de son intervention.

Mes chers compatriotes, A vous qui êtes réunis en famille, et avec vos amis, et à vous qui, ce soir, êtes seuls ou malades, j'adresse mes vœux de bonne année.

Celle qui s'achève a été rude, cruelle même pour beaucoup. Ma pensée va vers les parents et les proches de nos soldats tombés au Liban, vers ceux qui ont, comme eux, perdu un être cher, vers ceux qui souffrent d'une séparation, vers ceux qui connaissent le drame du chômage. A tous, je souhaite que l'an nouveau donne des raisons d'espérer.

1984. Bien qu'à de nombreux signes on voit notre pays sortir peu à peu de la crise, je ne promets rien d'autre à personne que la poursuite, sans faiblesse, de l'effort de redressement national où nous sommes engagés.

Ce qui a été fait dans ce sens l'a été grâce à vous qui croyez en la France. C'est encore grâce à vous que nous venons de battre ces derniers mois le record absolu de nos ventes à l'étranger. Quel succès pour nos producteurs et nos exportateurs et quel exemple pour nous tous !

Mais, ne sous-estimez pas, nous avons devant nous deux obstacles majeurs : le premier s'appelle l'inflation qu'il faut encore réduire, et ce n'est pas facile, pour affronter victorieusement la concurrence ; le deuxième, c'est le vieillissement d'une partie de notre appareil industriel qu'il faut adapter au changement prodigieux et accéléré des techniques en formant femmes et hommes aux emplois qu'exigent ces techniques.

Et comme l'Etat entend réaliser en 1985 le nécessaire allègement des impôts et des charges, c'est ainsi et pas autrement que nous relancerons l'activité économique, que nous créerons des emplois durables, que nous revaloriserons le pouvoir d'achat des salaires et que nous ferons de la France un grand pays moderne.

A condition, évidemment, qu'une politique sociale de solidarité et de dialogue inspire et accompagne.

AUX DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER « Il n'est pas question de laisser la violence parler à la place de la raison »

Voici le texte des vœux adressés par le président de la République aux habitants des départements et territoires d'outre-mer :

Mes chers compatriotes des départements et territoires d'outre-mer, Comme sous les faiblesse de famille, entre amis, je vous souhaite une bonne année.

Celle qui vient de s'achever a été difficile, difficile pour nous tous, encore traversée par une crise dramatique, mais pour vous plus encore, pour des raisons multiples que vous connaissez comme moi. A la fois parce que votre économie n'a pas été préparée à supporter ce choc. Elle devrait vivre, comme on dit, sur l'autosuffisance, ce qui n'est pas le cas. Elle a supporté bien des calamités naturelles. Je pense à la sécheresse, je pense aux cyclones, et, en dépit de l'aide rapide et forte apportée par la métropole, j'imagine aisément les souffrances et les inquiétudes que vous avez dû supporter. Aussi une année nouvelle est-elle l'occasion de marquer solennellement la volonté de solidarité qui doit aujourd'hui occuper nos esprits, où que nous soyons et qui que nous soyons.

Pendant l'année 1983 bien des réformes ont été proposées. Certaines vont bientôt entrer dans les faits. Des réformes qui, à la fois, permettent à chacun des départements et à chacun des territoires de mieux affirmer son identité tout en demeurant dans l'ensemble français qui est le nôtre.

Je pense au statut de la Polynésie, je pense au statut, sur lequel nous travaillons, de la Nouvelle-Calédonie au de Saint-Pierre-et-Miquelon, sans oublier bien entendu la réforme régionale, la mise en place des institutions qui vous permettront, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, de vous adapter, de vous insérer mieux encore dans votre environnement régional.

Oh, je sais que les difficultés accumulées pendant des décennies provoquent, surtout dans la jeunesse, des colères et parfois des violences. Il faut que chacun sache que nous avons tous intérêt à demeurer ensemble, liés, à affronter ensemble les difficultés, à dominer ensemble les périls, et plus, c'est la loi commune, c'est la loi de la nation française dans sa diversité.

Il n'est donc pas question de laisser la violence parler à la place de la raison. Simplement, il faut que vous sachiez qu'à Paris, dans notre capitale, les pouvoirs publics, et particulièrement le président de la République, pensent à leurs concitoyens lointains.

Mes chers compatriotes, 1984, c'est demain, et nous allons vivre une action continue pour le redressement national rendu si nécessaire par la crise mondiale qui nous frappe depuis dix ans.

Mais revenons à nous, revenons à vos familles et à vos soucis personnels, à vos enfants, à vos espoirs.

Où, je le répète du fond du cœur : bonne année à vous tous.

La politique économique. Elles sont, pour moi, inséparables.

A l'extérieur, la France est partout combattue mais toujours respectée.

Au Liban où nous faisons notre devoir, c'est de nous que l'on attend, de part et d'autre, la sauvegarde des vies humaines, sauvegarde rendue possible en plusieurs circonstances — départ des Palestiniens, échanges des prisonniers, aide à la population de Beyrouth — par la présence de nos soldats auxquels j'adresse ici mes vœux.

En Tchad, c'est de nous que l'on attend les chances de la paix et de l'indépendance dans une Afrique rassemblée. Il appartient maintenant, et dans ces deux pays, aux nationaux eux-mêmes de s'entendre et aux instances internationales d'assurer le relais. Alors, mission remplie, nos soldats rentreront chez nous.

Vous avez suivi cette année, souvent avec anxiété, le débat sur les armes nucléaires installées en Europe et qui ne visent que l'Europe. J'ai, en votre nom, soutenu et je soutiendrai demain qu'il devait y avoir équilibre des forces et au plus bas niveau possible, si l'on voulait servir la paix. Puisent les Russes et les Américains se décider à négocier utilement.

Enfin, 1984 sera l'année de l'Europe, pour le meilleur ou pour le pire. Deux rendez-vous sont déjà pris. En juin, on élira les députés européens et la France présidera, dès le 1<sup>er</sup> janvier, aux destinées de la Communauté.

Première dans le monde sur le plan commercial, il manque à l'Europe une volonté politique, c'est-à-dire la conscience de ce qu'elle veut, de ce qu'elle peut. La France, qui est européenne, ne veut pas rater cette chance.

Mes chers compatriotes, voilà pour nous de grandes tâches. Sans oublier les autres : plus de sécurité, des banlieues rénovées et plus d'enfants dans nos familles.

En dépit de leurs divergences, je ne me lasserais jamais d'espérer — et de vouloir — que les Français s'unissent quand il s'agit de l'essentiel. Bonne année à tous. Vive la République. Vive la France.

Un sondage défavorable à M. Pierre Mauroy. — Selon un sondage, réalisé par l'IPSOS et publié par le Journal du dimanche du 1<sup>er</sup> janvier, 42 % des personnes interrogées ont une opinion défavorable de M. Pierre Mauroy, 43 % s'estiment éloignées des idées politiques du premier ministre, alors que 29 % s'en sentent plutôt proches. 50 % des personnes interrogées ne font pas confiance à M. Mauroy pour sortir la France de la crise économique, et 68 % ne souhaitent pas que M. Mauroy soit élu président de la République. Enfin, 28 % des personnes interrogées pensent que M. Mauroy restera premier ministre jusqu'aux élections européennes de juin 1984. 24 % estiment qu'il conservera ses fonctions au-delà de cette date. Ce sondage a été réalisé du 8 au 10 décembre 1983, sur un échantillon de neuf cent vingt personnes.

Le Monde

doctes et documents

Le Monde

doctes et documents

Le Monde

doctes et documents

Le Monde

doctes et documents

Le Monde

doctes et documents

IMAGE, IMAGE

## M. Marti, miroir du président

La cote du président descend. La cote du président remonte. D'une élévation à l'autre l'évolution du pourcentage fatidique ponctue désormais la vie politique. Son origine : les sondages, évidents et... insaisissables ; aujourd'hui solidement installés dans leur rôle de mesure de l'opinion publique. L'enjeu : l'image du président.

Les sondages fluctuants dessinent l'image. L'image nourrit les sondages. L'image est aussi le miroir. Les photographies successives — à moins que ce ne soient des portraits-robots — sont indissociables du cadre où elles viennent de se poser.

N'importe. L'image, il faut donc la soigner pour que l'image du président ne soit que la somme de ses fluctuations. Gare aux miroirs brisés, aux cadres déformés. Une idée s'est progressivement imposée : pas de bonne image sans communication efficace. Ce dernier maître-mot à ses industries. Il a aussi, précisément, ses maîtres, ses spécialistes. M. Mitterrand devra-t-il de « remonter », de « tenir », grâce au sien, M. Claude Marti ?

Absence Les cartes de cette nouvelle donne de la communication présidentielle ont été distribuées en mai 1983. Le Vaudois Claude Marti s'y est pris avec la ruse de ce diable que son compatriote Ramuz mit en scène pour son ami Stravinski dans l'histoire du soldat. Une main (bien intentionnée ?) met sous les yeux du président, en voyage à Pékin, un article fort critique rédigé, entre autres, par Claude Marti et paru dans le quotidien parisien le Matin.

La communication du président, y a-t-il expliqué en substance, ça ne marche pas. Parais-

se et brouillée par trop de voix discordantes (les ministres et autres responsables politiques) ou inutiles (le porte-parole gouvernemental, elle révisée une énorme abstinence : celle de M. Mitterrand lui-même. La communication s'impose.

Le président ne se le fera pas dire deux fois. Ou plutôt, de retour à Paris, il appellera le 10 mai (6 symboles) M. Claude Marti pour se l'entendre dire et expliquer de vive voix.

Convenu qu'il peut-être ravi d'avoir entendu ce qu'il voulait entendre, M. Mitterrand accepte d'être guidé dans le labyrinthe de la bonne communication par M. Marti. Foin de toute mesquinerie : l'homme qui a fait l'image de M. Michel Rocard depuis près de dix ans et qui reste fidèle sera aussi l'homme, de la nouvelle image présidentielle.

Père et patron Le travail — déjà plus de sept heures d'entretien en tête à tête, et une attention aux mille détails qui « colorient » la « bonne » image et le rendent efficace, aux mille et une occasions qui la « fabriquent » — a déjà porté ses fruits. Deux fois le président a crevé l'écran : le 16 septembre à TF 1 lors de l'émission « l'Enjeu », puis le 16 novembre à Antenne 2 pour « l'Heure de vérité ».

Deux prestations, deux affirmations simples et bien démontrées : « en situation » : l'entreprise-France a un patron moderne, réaliste, tourné vers l'avenir ; la famille — France a un père bienveillant, vigilant et ferme, qui sait châtier, à l'occasion.

De bonnes et saines généralités, dira-t-on, mais faut-il vraiment aujourd'hui aux hommes politiques des spécialistes pour

les traduire, les « faire passer » ? L'imaginaire, en un mot, peut-être. Mais, pour le reste, fait-il autre chose que proposer et mettre en œuvre la politique de ce qu'il propose à lui-même puis de l'imposer aux autres ?

La réponse, qui est à la fois oui et non, fait toucher du doigt l'ambivalence du rôle de l'homme de communication. Qu'il apporte une connaissance technique des médias et de leur bon usage est indéniable. Mais, pour le reste, fait-il autre chose que proposer et mettre en œuvre la politique de ce qu'il propose à lui-même puis de l'imposer aux autres ?

Le miroir du politique, pour le coup, c'est l'homme de la communication. Vient aussi l'importance que les hommes politiques s'efforcent de faire de ceux qui l'ont sollicité pour faire ou accompagner leur chance, alors, en plus d'un sens, il s'impose.

Il faut croire que M. Marti est crédible dans ce rôle de moderne banquier du charisme. Le P.S. s'intéresse à lui pour sa campagne des prochaines élections européennes. M. Badinter l'a récemment accueilli avec attention. Or, à ce qu'il se soit consulté par une manière de super-conseiller, nommé Georges Filidou...

MICHEL KAJMAN.

POINT DE VUE

LA DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL SUR LES PERQUISITIONS FISCALES

Annulation et dissuasion : deux méthodes complémentaires pour les libertés

par OLIVIER DUHAMEL (\*)

Le 29 décembre 1983, le Conseil constitutionnel a suivi l'opposition en considérant que l'article 89 de la loi de finances pour 1984 n'était pas conforme à la Constitution : l'administration des impôts ne pourra effectuer des perquisitions à domicile pour opérer des contrôles fiscaux.

Ceux qui pensent que les droits de l'homme sont inséparables de la démocratie se réjouiront de cette « sauvegarde de la liberté individuelle sous tous ses aspects et notamment celui de l'inviolabilité du domicile » (6<sup>e</sup> considérant de la décision).

Déclarer contraire à la Constitution un article de la loi dangereuse pour les libertés est assurément la méthode la plus directement efficace. Le Conseil constitutionnel n'existe que parce qu'il est capable d'annuler un texte inconstitutionnel et des affirmations variées entre ses membres et ceux qui nous gouvernent.

La contribution du Conseil au perfectionnement de notre Etat de droit ne saurait pourtant être mesurée à la seule aune de ses annulations. On peut certes calculer les pourcentages des décisions de non-conformité, constater que le Conseil a annulé le législateur dans 30 % de ses décisions entre 1974 et 1980, mais

Annulé, dans l'exemple des perquisitions fiscales ; même si le Conseil n'avait pas annulé l'article 89, le simple risque de l'annulation avait déjà provoqué des améliorations protectrices des libertés. Dans la première version du projet de loi, l'administration fiscale pouvait choisir le juge auquel elle demandait l'autorisation de perquisitionner (président du tribunal de grande instance ou juge d'instruction ou juge du tribunal d'instance). Autrement dit, la garantie de l'intervention du juge paraissait des plus réduites.

Mais, redoutant probablement une annulation du Conseil constitutionnel, l'Assemblée nationale, en accord avec le gouvernement, a supprimé, au cours de la discussion au Parlement, ce libre choix du juge et ajouté l'obligation pour le contrôleur fiscal de perquisitionner en présence d'un officier de police judiciaire et de témoins. Si le Conseil avait accepté cette dernière version du texte, elle eût en toute hypothèse offert davantage de garanties au citoyen que le texte initial et, a fortiori, que les pratiques antérieures (1). La discussion a bien joué.

Pourquoi, alors, avoir annulé ? Parce que les garanties sont apparues insuffisantes au Conseil constitutionnel à un triple titre. La notion d'infraction « susceptible d'autoriser des perquisitions » n'était pas assez précise, la loi n'assignait pas clairement au juge de « vérifier de façon concrète la bien-fondée de la demande qui lui est soumise » et

(\*) Professeur à l'université de Franche-Comté, directeur de la revue Pouvoirs.

(1) Voir le Monde du 31 décembre 1981.

IMAGE, IMAGE

## M. Marti, miroir du président

La cote du président descend. La cote du président remonte. D'une élévation à l'autre l'évolution du pourcentage fatidique ponctue désormais la vie politique. Son origine : les sondages, évidents et... insaisissables ; aujourd'hui solidement installés dans leur rôle de mesure de l'opinion publique. L'enjeu : l'image du président.

Les sondages fluctuants dessinent l'image. L'image nourrit les sondages. L'image est aussi le miroir. Les photographies successives — à moins que ce ne soient des portraits-robots — sont indissociables du cadre où elles viennent de se poser.

N'importe. L'image, il faut donc la soigner pour que l'image du président ne soit que la somme de ses fluctuations. Gare aux miroirs brisés, aux cadres déformés. Une idée s'est progressivement imposée : pas de bonne image sans communication efficace. Ce dernier maître-mot à ses industries. Il a aussi, précisément, ses maîtres, ses spécialistes. M. Mitterrand devra-t-il de « remonter », de « tenir », grâce au sien, M. Claude Marti ?

Absence Les cartes de cette nouvelle donne de la communication présidentielle ont été distribuées en mai 1983. Le Vaudois Claude Marti s'y est pris avec la ruse de ce diable que son compatriote Ramuz mit en scène pour son ami Stravinski dans l'histoire du soldat. Une main (bien intentionnée ?) met sous les yeux du président, en voyage à Pékin, un article fort critique rédigé, entre autres, par Claude Marti et paru dans le quotidien parisien le Matin.

La communication du président, y a-t-il expliqué en substance, ça ne marche pas. Parais-

se et brouillée par trop de voix discordantes (les ministres et autres responsables politiques) ou inutiles (le porte-parole gouvernemental, elle révisée une énorme abstinence : celle de M. Mitterrand lui-même. La communication s'impose.

Le président ne se le fera pas dire deux fois. Ou plutôt, de retour à Paris, il appellera le 10 mai (6 symboles) M. Claude Marti pour se l'entendre dire et expliquer de vive voix.

Convenu qu'il peut-être ravi d'avoir entendu ce qu'il voulait entendre, M. Mitterrand accepte d'être guidé dans le labyrinthe de la bonne communication par M. Marti. Foin de toute mesquinerie : l'homme qui a fait l'image de M. Michel Rocard depuis près de dix ans et qui reste fidèle sera aussi l'homme, de la nouvelle image présidentielle.

Père et patron Le travail — déjà plus de sept heures d'entretien en tête à tête, et une attention aux mille détails qui « colorient » la « bonne » image et le rendent efficace, aux mille et une occasions qui la « fabriquent » — a déjà porté ses fruits. Deux fois le président a crevé l'écran : le 16 septembre à TF 1 lors de l'émission « l'Enjeu », puis le 16 novembre à Antenne 2 pour « l'Heure de vérité ».

Deux prestations, deux affirmations simples et bien démontrées : « en situation » : l'entreprise-France a un patron moderne, réaliste, tourné vers l'avenir ; la famille — France a un père bienveillant, vigilant et ferme, qui sait châtier, à l'occasion.

De bonnes et saines généralités, dira-t-on, mais faut-il vraiment aujourd'hui aux hommes politiques des spécialistes pour

les traduire, les « faire passer » ? L'imaginaire, en un mot, peut-être. Mais, pour le reste, fait-il autre chose que proposer et mettre en œuvre la politique de ce qu'il propose à lui-même puis de l'imposer aux autres ?

La réponse, qui est à la fois oui et non, fait toucher du doigt l'ambivalence du rôle de l'homme de communication. Qu'il apporte une connaissance technique des médias et de leur bon usage est indéniable. Mais, pour le reste, fait-il autre chose que proposer et mettre en œuvre la politique de ce qu'il propose à lui-même puis de l'imposer aux autres ?

Le miroir du politique, pour le coup, c'est l'homme de la communication. Vient aussi l'importance que les hommes politiques s'efforcent de faire de ceux qui l'ont sollicité pour faire ou accompagner leur chance, alors, en plus d'un sens, il s'impose.

Il faut croire que M. Marti est crédible dans ce rôle de moderne banquier du charisme. Le P.S. s'intéresse à lui pour sa campagne des prochaines élections européennes. M. Badinter l'a récemment accueilli avec attention. Or, à ce qu'il se soit consulté par une manière de super-conseiller, nommé Georges Filidou...

MICHEL KAJMAN.

POINT DE VUE

LA DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL SUR LES PERQUISITIONS FISCALES

Annulation et dissuasion : deux méthodes complémentaires pour les libertés

par OLIVIER DUHAMEL (\*)

Le 29 décembre 1983, le Conseil constitutionnel a suivi l'opposition en considérant que l'article 89 de la loi de finances pour 1984 n'était pas conforme à la Constitution : l'administration des impôts ne pourra effectuer des perquisitions à domicile pour opérer des contrôles fiscaux.

Ceux qui pensent que les droits de l'homme sont inséparables de la démocratie se réjouiront de cette « sauvegarde de la liberté individuelle sous tous ses aspects et notamment celui de l'inviolabilité du domicile » (6<sup>e</sup> considérant de la décision).

Déclarer contraire à la Constitution un article de la loi dangereuse pour les libertés est assurément la méthode la plus directement efficace. Le Conseil constitutionnel n'existe que parce qu'il est capable d'annuler un texte inconstitutionnel et des affirmations variées entre ses membres et ceux qui nous gouvernent.

La contribution du Conseil au perfectionnement de notre Etat de droit ne saurait pourtant être mesurée à la seule aune de ses annulations. On peut certes calculer les pourcentages des décisions de non-conformité, constater que le Conseil a annulé le législateur dans 30 % de ses décisions entre 1974 et 1980, mais

Annulé, dans l'exemple des perquisitions fiscales ; même si le Conseil n'avait pas annulé l'article 89, le simple risque de l'annulation avait déjà provoqué des améliorations protectrices des libertés. Dans la première version du projet de loi, l'administration fiscale pouvait choisir le juge auquel elle demandait l'autorisation de perquisitionner (président du tribunal de grande instance ou juge d'instruction ou juge du tribunal d'instance). Autrement dit, la garantie de l'intervention du juge paraissait des plus réduites.

Mais, redoutant probablement une annulation du Conseil constitutionnel, l'Assemblée nationale, en accord avec le gouvernement, a supprimé, au cours de la discussion au Parlement, ce libre choix du juge et ajouté l'obligation pour le contrôleur fiscal de perquisitionner en présence d'un officier de police judiciaire et de témoins. Si le Conseil avait accepté cette dernière version du texte, elle eût en toute hypothèse offert davantage de garanties au citoyen que le texte initial et, a fortiori, que les pratiques antérieures (1). La discussion a bien joué.

Pourquoi, alors, avoir annulé ? Parce que les garanties sont apparues insuffisantes au Conseil constitutionnel à un triple titre. La notion d'infraction « susceptible d'autoriser des perquisitions » n'était pas assez précise, la loi n'assignait pas clairement au juge de « vérifier de façon concrète la bien-fondée de la demande qui lui est soumise » et

(\*) Professeur à l'université de Franche-Comté, directeur de la revue Pouvoirs.

(1) Voir le Monde du 31 décembre 1981.

IMAGE, IMAGE

## M. Marti, miroir du président

La cote du président descend. La cote du président remonte. D'une élévation à l'autre l'évolution du pourcentage fatidique ponctue désormais la vie politique. Son origine : les sondages, évidents et... insaisissables ; aujourd'hui solidement installés dans leur rôle de mesure de l'opinion publique. L'enjeu : l'image du président.

Les sondages fluctuants dessinent l'image. L'image nourrit les sondages. L'image est aussi le miroir. Les photographies successives — à moins que ce ne soient des portraits-robots — sont indissociables du cadre où elles viennent de se poser.

N'importe. L'image, il faut donc la soigner pour que l'image du président ne soit que la somme de ses fluctuations. Gare aux miroirs brisés, aux cadres déformés. Une idée s'est progressivement imposée : pas de bonne image sans communication efficace. Ce dernier maître-mot à ses industries. Il a aussi, précisément, ses maîtres, ses spécialistes. M. Mitterrand devra-t-il de « remonter », de « tenir », grâce au sien, M. Claude Marti ?

Absence Les cartes de cette nouvelle donne de la communication présidentielle ont été distribuées en mai 1983. Le Vaudois Claude Marti s'y est pris avec la ruse de ce diable que son compatriote Ramuz mit en scène pour son ami Stravinski dans l'histoire du soldat. Une main (bien intentionnée ?) met sous les yeux du président, en voyage à Pékin, un article fort critique rédigé, entre autres, par Claude Marti et paru dans le quotidien parisien le Matin.

La communication du président, y a-t-il expliqué en substance, ça ne marche pas. Parais-

se et brouillée par trop de voix discordantes (les ministres et autres responsables politiques) ou inutiles (le porte-parole gouvernemental, elle révisée une énorme abstinence : celle de M. Mitterrand lui-même. La communication s'impose.

Le président ne se le fera pas dire deux fois. Ou plutôt, de retour à Paris, il appellera le 10 mai (6 symboles) M. Claude Marti pour se l'entendre dire et expliquer de vive voix.

Convenu qu'il peut-être ravi d'avoir entendu ce qu'il voulait entendre, M. Mitterrand accepte d'être guidé dans le labyrinthe de la bonne communication par M. Marti. Foin de toute mesquinerie : l'homme qui a fait l'image de M. Michel Rocard depuis près de dix ans et qui reste fidèle sera aussi l'homme, de la nouvelle image présidentielle.

Père et patron Le travail — déjà plus de sept heures d'entretien en tête à tête, et une attention aux mille détails qui « colorient » la « bonne » image et le rendent efficace, aux mille et une occasions qui la « fabriquent » — a déjà porté ses fruits. Deux fois le président a crevé l'écran : le 16 septembre à TF 1 lors de l'émission « l'Enjeu », puis le 16 novembre à Antenne 2 pour « l'Heure de vérité ».

Deux prestations, deux affirmations simples et bien démontrées : « en situation » : l'entreprise-France a un patron moderne, réaliste, tourné vers l'avenir ; la famille — France a un père bienveillant, vigilant et ferme, qui sait châtier, à l'occasion.

De bonnes et saines généralités, dira-t-on, mais faut-il vraiment aujourd'hui aux hommes politiques des spécialistes pour

les traduire, les « faire passer » ? L'imaginaire, en un mot, peut-être. Mais, pour le reste, fait-il autre chose que proposer et mettre en œuvre la politique de ce qu'il propose à lui-même puis de l'imposer aux autres ?

La réponse, qui est à la fois oui et non, fait toucher du doigt l'ambivalence du rôle de l'homme de communication. Qu'il apporte une connaissance technique des médias et de leur bon usage est indéniable. Mais, pour le reste, fait-il autre chose que proposer et mettre en œuvre la politique de ce qu'il propose à lui-même puis de l'imposer aux autres ?

Le miroir du politique, pour le coup, c'est l'homme de la communication. Vient aussi l'importance que les hommes politiques s'efforcent de faire de ceux qui l'ont sollicité pour faire ou accompagner leur chance, alors, en plus d'un sens, il s'impose.



سنة ١٤٠١ هـ

Le Monde

# Société

## Sécurité renforcée après les attentats du week-end

L'attentat commis, samedi 31 décembre, dans la salle des consignations manuelles, à la gare Saint-Charles de Marseille, a causé la mort de deux personnes et en a blessé trente-quatre dont neuf grièvement.

Soul l'un des deux morts a pu être identifié : il s'agit de M. Mauché Malouf. La plupart des blessés sont des Nord-Africains résidents à Marseille. L'attentat du T.G.V. a causé, lui aussi, la mort de deux personnes, des jeunes filles, dont l'identité n'avait pas été communiquée lundi en fin

de matinée. Parmi les nombreux blessés, quatre sont grièvement touchés.

Les mesures de sécurité immédiatement prises par le gouvernement s'ajoutent à celles qui avaient été adoptées aux mois d'octobre et de novembre après le double attentat de Bayrouth. On souligne au ministère de l'Intérieur qu'un dispositif renforcé a été mis en place sur l'ensemble du territoire national.

Il s'agit essentiellement de rondes effectuées aussi bien par des policiers que par des gen-

darmes autour des gares S.N.C.F. et des établissements publics. D'autres mesures, qui n'ont pas été rendues publiques, ont été ordonnées par le ministère de l'Intérieur. Les forces de l'ordre ont à nouveau reçu des consignes de vigilance toutes particulières. A Paris, les différents ministères ainsi que les lieux publics sont l'objet de précautions spéciales.

Les deux attentats commis samedi ont d'autre part provoqué des inquiétudes parmi la population. De fausses alertes à la bombe ont également

eu lieu. Ainsi, la gare de Nice a-t-elle dû être entièrement évacuée dimanche en début de soirée. Ses responsables ont fait appel aux artificiers qui ont fouillé en vain les locaux. La gare de Grenoble a dû être évacuée, elle aussi, et fouillée dimanche, vers vingt-trois heures, ainsi que le car-ferry qui a transporté les concurrents du rallye Paris-Alger-Dakar.

### Des actions de « professionnels » selon les enquêteurs

Le premier des deux attentats qui ont été commis dans la soirée du samedi 31 décembre 1983 a eu lieu dans le T.G.V. Marseille-Paris. Le train à grande vitesse, qui avait quitté la gare de Marseille-Saint-Charles à 17 h 29, traversait la commune de Tain-Hermitage, dans le Drôme, à une quinzaine de kilomètres au nord de Valence. L'engin explosif, placé selon les premières constatations dans une soute à bagages, a éjecté le deuxième et troisième wagons à 19 h 42. « Nous avons eu l'impression, brusquement, que le train venait de franchir une marche », a déclaré un passager qui voyageait en tête du train. « Le conducteur », a indiqué M. Jean Mingasson, commissaire de la République de la Drôme, « a eu une excellente réaction qui a évité le pire. Sa détermination a été progressive pour éviter une catastrophe ».

Les secours se sont très rapidement organisés autour du train. Plusieurs personnes prisonnières de l'amas de tôles brûlées et de débris arrachés ont pu être rapidement dégagées. Les sauveteurs découvraient néanmoins les corps de deux jeunes filles tuées par l'explosion et une vingtaine de blessés, dont quatre grièvement.

### Aucune piste solide

Selon M. René Rouvère, maire de Tain-Hermitage, certains éléments ont contribué à atténuer les conséquences qu'aurait pu avoir cet attentat : « L'explosion », a-t-il précisé, « s'est produite dans la longue ligne droite qui précède l'entrée de la gare. De ce fait, le train, malgré sa vitesse élevée (120-140 km/h) n'a pas déraillé. De plus, il n'y avait que trois ou quatre passagers dans la deuxième voiture en ce soir de fête ». D'autre part, le T.G.V. venait heureusement de croiser, depuis 45 secondes, un convoi en provenance de Paris.

Moins d'une vingtaine de minutes plus tard, à 20 h 09, une violente explosion avait lieu dans la salle des consignations manuelles de la gare Saint-Charles, à Marseille. De nombreux voyageurs attendaient, à proximité, l'arrivée de parents ou d'amis. La force de l'explosion a provoqué la formation d'un cratère d'un mètre de profondeur. Des gravats ont été projetés sur une centaine de mètres. Une quarantaine de personnes se trouvaient alors dans la salle. Deux d'entre elles seront décapitées par la bombe, plus de trente autres blessées. A Marseille comme à Tain-Hermitage, les secours (infirmiers, médecins et pompiers) s'organisent vite.

### LES RAMES DU T.G.V.

#### Une résistance à beaucoup d'épreuves

C'est la deuxième fois en moins de trois ans qu'un T.G.V. fait l'objet d'un attentat. Et c'est la deuxième fois qu'il fait, en ces circonstances, montre de sa longue ligne droite et de sa sécurité. A Tain-Hermitage, pas plus qu'à Marseille, l'explosion n'a fait dérailler la rame. Même si, dans les deux cas, les charges n'avaient pas été disposées sur un organe vital du train — un bogie par exemple, — l'effet mécanique de l'explosion n'a pas entraîné de grave déséquilibre de la trajectoire.

Il faut dire que les essais auxquels se livre le S.N.C.F. préalablement à la mise en service de tout matériel — et ce fut encore plus vrai dans le cas du T.G.V. — permettent en général de repousser très loin son point de rupture en cas d'accident. Les constructeurs s'en préoccupent de leur côté, mais le S.N.C.F., surtout, dispose à Vitry-sur-Seine d'un centre d'essais très spécial dans lequel on « torture » non seulement les prototypes, mais aussi des matériels en service prélevés au hasard sur les lignes, afin de s'assurer qu'ils vieillissent bien.

De la sorte, peuvent être calculés avec une grande précision — et le cas échéant, améliorés, — la résistance au déraillement d'un bogie, d'une voiture, d'un wagon, ou d'une motrice, les ca-

pacités extrêmes de freinage, ou les aptitudes à absorber, à des vitesses données, les chocs frontaux ou latéraux. Ainsi le plancher de tout le matériel roulant de la S.N.C.F. est-il capable de résister à un effort de compression de 200 tonnes. Quant aux vitres frontales des motrices du T.G.V., elles sont conçues pour tenir jusqu'à mach 2...

Le degré de fiabilité des essais réalisés par le S.N.C.F. est tel que leurs conclusions ont une valeur internationale. La qualité de ses matériels explique leur longévité et le succès des équipements français à l'étranger — encore que certains réseaux, trop résistants, trop sophistiqués, et donc trop coûteux.

Tous ces tests ne portent cependant que sur des incidents ou accidents afférents aux conditions « normales » d'exploitation. Les ingénieurs de la S.N.C.F. conviennent que le cas de figure de l'attentat n'est pas venu à ce niveau, la norme de situations possibles étant alors à peu près infinie, puisqu'il dépend de la nature et de la position de la charge. Une « impasse » que comense donc en partie la qualité d'ensemble du matériel.

J. SN.

### UNE ANNÉE DE TERRORISME

Outre les nombreux attentats liés à la politique intérieure (mouvements autonomistes, groupements révolutionnaires, etc.), comme en Corse, au Pays basque et dans les départements d'outre-mer, nous résumons les événements, nous les présentons dans l'ordre chronologique.

LE 26 FÉVRIER. — Un engin explosif est dissimulé à Marseille, dans les locaux d'un établissement où devait avoir lieu une fête de la communauté juive.

LE 28 FÉVRIER. — Un attentat revendiqué par l'ASALA (Armée secrète algérienne pour la libération de l'Algérie) démolit le siège d'une agence de voyages parisienne spécialisée dans le tourisme en Turquie, causant la mort d'une jeune secrétaire française.

LE 13 MARS. — Un enfant d'une famille d'immigrés, âgé de onze ans, est tué par un engin explosif dans le quartier de la Cavaille, à Marseille.

LE 15 JUILLIET. — Un attentat revendiqué par l'ASALA provoque, à l'aéroport d'Orly, la mort de huit personnes.

LE 7 AOÛT. — Un gendarme est tué dans les Landes au cours d'une fusillade avec des militants basques.

LE 13 SEPTEMBRE. — Pierre-Jean Massini, secrétaire général du département de la Haute-Corse, est assassiné près de Bastia.

LE 30 SEPTEMBRE. — Une bombe explosive se fait sauter au Palais des congrès de Marseille, provoquant la mort d'un homme de trente et six ans.

LE 19 NOVEMBRE. — Une explosion criminelle au restaurant parisien l'Orée de bois blesse trente-trois personnes.

LE 23 DÉCEMBRE. — Deux attentats sont commis, dont deux grièvement, dans l'attentat par explosif dirigé contre le restaurant le Grand Vefour, à Paris.

### Enrayer l'engrenage de la peur

(Suite de la première page.)

Succès très rapides après la nuit blanche du F.L.N.C. sur le continent, en mai 1983 : les quarante-huit heures de garde à vue légale suffisent à en arrêter les auteurs. Grande raffe dans les milieux arméniens, au petit jour, mobilisant le ban et l'arrière-ban de la police judiciaire, après l'attentat de l'ASALA à l'aéroport d'Orly en juillet 1983 : arsenal saisi, auteurs — rétrécis par la suite — de l'attentat, puis, après de longues filatures, interpellation le 8 octobre, de Souad Nayir, suspectée d'avoir fabriqué l'engin explosif.

Signe prémoniteur : l'arrestation a lieu un samedi matin, gare Saint-

Charles, à Marseille, quelques heures avant une cérémonie en l'honneur du T.G.V. Paris-Marseille, dont la maraîche est l'épouse de M. Gaston Defferre. Enfin, à la mi-novembre 1983, après la mort, en octobre, d'un militant extrémiste italien lors d'un hold-up de banque à Paris, les policiers parisiens s'approprient à interpellation en flagrant délit quelques rescapés de la mouvance Action directe et du terrorisme italien, reconvertis dans le droit commun alimentaire. Des révélations inexactes et inopportunes, assurément, auraient empêché l'opération.

Ces résultats tangibles associant la brigade criminelle de Paris, qui, avec sa section antiterroriste (SAT) dirigée par le commissaire Jean Dikran Tchividjian, regroupe des spécialistes incontestés ; les renseignements généraux, dont on a pu noter la collaboration étroite, en ce domaine du moins, avec la police judiciaire ; et la direction de la surveillance du territoire (D.S.T.), quand il s'agit de militants étrangers. Seul service actif à avoir bénéficié de créations de postes et d'une augmentation de moyens au budget de 1984 du ministère de l'Intérieur, la D.S.T., dont la mission traditionnelle est théoriquement la lutte contre les menaces de puissances étrangères sur le territoire national, voit son rôle accru. Tout simplement parce que le terrorisme international est une continuation de la guerre et de la diplomatie par d'autres moyens, bref un terrorisme d'Etat.

S'interessant de près aux activités islamiques intégrées en France, la D.S.T. est à l'origine de l'expulsion, la semaine dernière, de trois diplomates, puis de cinq étudiants iraniens, suspects de faire partie d'un réseau terroriste, constitué autour d'associations culturelles ou religieuses. De même, ses rapports ont conforté l'ingénierie des responsables politiques — notamment de M. Defferre, qui ne le cachait pas à ses visiteurs — depuis les attentats de Bayrouth, fin octobre, contre les contingents américains et français. Leur religion était faite : début 1984, serait, comme l'est 1982, une période difficile.

Le troisième niveau concerne la coordination de cette action diversifiée. Après avoir privilégié, par choix de la présidence de la République, une mission placée directement à l'Elysée, sous la responsabilité du chef d'escadron de gendarmerie

Christian Prouteau, le gouvernement est revenu à une répartition des rôles plus classique.

Les résultats des services de police « traditionnels » comme les nombreux « affaires Baril » n'y sont évidemment pas étrangers. Cette réorientation en faveur de la police nationale faillit même être symbolisée par la nomination d'un coordonnateur de la lutte antiterroriste auprès du directeur général de la police nationale, M. Pierre Verbrugghe. Le nom de M. François Le Mouél, « grand flic », a temps en disgrâce, circula sans suite. Constaté en 1982, un bureau de liaison antiterroriste (BLAT) continue cependant de se réunir place Beauvau.

Telle est la machinerie qui est déjà en branle, sans que l'on veuille au ministère de l'Intérieur confirmer officiellement l'hypothèse, cohérente avec les avertissements précédents, d'une offensive élitée de « Jihad islamique ». On y a en effet d'autres priorités : rassurer, enrayer l'engrenage de la peur quotidienne et du terrorisme exceptionnel, cette machine à produire de l'insécurité. Mesures classiques qu'une « logique » folle et criminelle s'efforce toujours de contourner : rondes accrues, contrôles renforcés dans les gares et les aéroports, gardes statiques bien visibles, etc. Cette guerre se gagne aussi par l'apparence.

EDWY PLENEL.

### La piste islamique

Ce 31 décembre marque peut-être le début d'une époque nouvelle : celle d'un terrorisme plus efficace parce que plus masqué, inquiétant parce que moins lié aux modèles de référence connus. Davantage caractérisé, surtout, par ce qu'on redoutait les spécialistes occidentaux ces derniers mois : un maximalisme froidement recherché, une obsession à privilégier les cibles à fort effet psychologique, à atteindre les démocraties en des points où l'écho des meurtrissures se répercute loin. Un terrorisme, aussi, qui systématise sa fréquentation de la France, reconnue comme une victime d'excellente tenue du point de vue des auteurs d'attentats.

La prudence des enquêteurs à ne pas accuser sans preuves ni éléments de conviction les honnêtes. Mais l'expérience prouve que la main armant les engins de mort est, la plupart du temps, celle à laquelle on avait spontanément songé. Les erreurs d'interprétation dans l'histoire récente du terrorisme ont été finalement peu nombreuses. Deux hypothèses évidentes peuvent donc être avancées sans trop de risques :

1) L'ASALA. L'armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie a de bonnes raisons d'co vouloir à la France. Plusieurs des membres de son réseau européen ont été arrêtés après l'attentat d'Orly commis le 15 juillet. Et si l'on accorde une vertu aux symboles, rappelons que l'un des responsables de l'ASALA pour la France, Sonir Nayer, spécialiste de la fabrication des bombes, avait été appréhendé en octobre, alors qu'il descendait en gare de Saint-Charles, du train Paris-Marseille. L'ASALA, d'autre part, réclame toujours la mise en liberté de quatre de ses militants arrêtés après la prise d'otages, en 1981, au consulat de Turquie à Paris. Leur procès devrait s'ouvrir à la fin du mois de janvier.

Enfin, autre argument en faveur d'une piste arménienne : le rôle des services de renseignements français dans la scission intervenue, en 1983, dans l'organisation clandestine arménienne. La tendance « dure » de l'ASALA, reprochée à la France d'avoir, même de manière fort indirecte, poussé l'aile « européenne » du mouvement à un certain repli.

Toutefois, cette première hypothèse reste la plus invraisemblable, l'ASALA ayant toujours, jusqu'à présent, mis un soin jaloux à revendiquer rapidement ses opérations.

2) L'intégrisme islamique. Une hypothèse évoquée sans cesse, celle de l'organisation compositée, à dominante chiite, Djihad islamique, qui s'est fait connaître en revendiquant les attentats du 23 octobre à Bayrouth contre les troupes américaines et françaises du contingent international ; du 4 novembre à Tyr contre l'armée israélienne, et du 12 décembre contre plusieurs installations notamment américaines et françaises.

Cette piste islamique — qui peut comprendre plus largement une intervention iranienne — s'impose à double titre. Le 31 décembre marquait en effet la fin d'un ultimatum de dix jours adressé le 21 décembre à la France après l'attentat, revendiqué par Djihad islamique, commis le jour même contre un poste militaire français. « Les forces françaises et américaines doivent quitter Bayrouth dans un délai de dix jours, faute de quoi nous provoquerons un véritable tremblement de terre sous leurs pieds ». Les auteurs du communiqué ne présentaient pas, toutefois, où la terre, au Liban ou dans les pays d'origine des armées désignées, allaient trembler.

### La peur des kamikazes

Cet attentat répond aussi à une crainte forgée ces dernières semaines et largement répandue par les autorités, les opinions publiques française et américaine. Celle des kamikazes sous les yeux, qu'on craignait de voir lancés contre des installations militaires ou civiles.

Celles qui entraînent un brusque sursaut de protection de la Maison Blanche et de l'Elysée, des casernes et des bases aériennes et de certains objectifs considérés comme stratégiques.

La France et les Etats-Unis ont affiché plus qu'une peur sérieuse, attestée par des rapports de police ou des indices concrets. Les fantasmes de mort ont peut-être constitué davantage encore le lit de ces deux attentats. Djihad islamique, appellation générique aux contours encore imprécis, peut avoir simplement prééipité ses noirs desseins en choisissant un moment fort de la vie occidentale, et en particulier française, pour justifier la réputation qui avait précédé cette démonstration de force.

Qui, en définitive, peut-être responsable du double attentat de la Saint-Sylvestre ? Les enquêteurs, à la différence des années précédentes, redoutent de ne pas l'apprendre par voie de communications de revendication. L'ASALA, Djihad islamique, en fait toute autre organisation terroriste née ou à naître, ont assimilé quelques vérités expérimentées par leurs aînés, qu'il s'agisse de la génération européenne des poseurs de bombes ou de la violence des extrémistes palestiniens. Quiconque signe un attentat se désigne, s'affaiblit donc, en permettant aux sociétés européennes de ne pas souffrir d'une meurtrissure plus grave encore que celle du sang : l'ignorance. L'incapacité de jauger l'adversaire, de savoir de quels côtés viennent les coups et de mettre ce mouvement leur processus — lourd et lent — d'autodéfense.

Le groupe Abou Nidal, par exemple, a beaucoup perdu de son pouvoir de faire peur, donc de sa force, lorsque, après plusieurs attentats, en 1981 et 1982, certains des mystères concernant ses objectifs et ses méthodes ont été percés et certains de ses membres, si prompts à avouer leurs crimes, arrêtés. Il fallait s'attendre qu'une nouvelle génération trouve plus d'efficacité à s'imposer la discrétion et à s'auto-censurer du silence.

PHILIPPE BOGGIO.

### DANS LA PRESSE PARISIENNE :

#### « Bons baisers de l'ayatollah »...

Des khoménistes ? des Arméniens ? ou des extrémistes ? Roger Pouteau, qui, dans l'Humanité, dénonce « les tueurs de l'ombre », fait preuve d'une grande prudence sur l'origine des attentats... « La situation actuelle, remarque-t-il pourtant, incite à s'interroger sur la nature d'un certain nombre d'attentats et sur l'identité de leurs véritables instigateurs qui, dans un passé récent se recrutent encore parmi les filières de l'extrême droite ». L'éditorialiste de l'Humanité est le seul à évoquer cette piste. Avec plus ou moins de formes, les autres commentateurs voient dans ces attentats la main de l'organisation de Djihad islamique. « En tête du hit parade des malades capables d'envoyer leurs vœux à coup de T.N.T. », écrit Vincent Lahu dans le Matin, il y a certes les « tueurs » et les « cibles du Jihad islamique ». Revendication a priori puisque « ceux-là au moins avaient annoncé la couleur. Le Quotidien de Paris est plus catégorique : il ne voit, dans les déclarations gouvernementales, que « de piyoables et vains exorcismes face à la puissance maléfique que

nous connaissons parfaitement (...) Dominique Jumez, a connu Khoménisme. « Ce sont, estime-t-il, les bons vœux de Téhéran avec les bons baisers de l'ayatollah ».

Le Figaro titre sur « l'Etat impuissant ». Tout en admettant l'absence de « protection miracle en matière de terrorisme », Gérard Nirasco voit dans le téléscopage entre ces attentats et le message du président de la République « le symbole d'un Etat affaibli, incapable de faire face ».

Mitterrand, estime en revanche Serge July dans Libération, est parvenu à prendre les tueurs à contre-pied. « Le président de la République, s'exprimant à la télévision sept minutes après le premier attentat, n'a pas eu, d'après Serge July, à changer un mot de son intervention ». « Même la réponse à l'ultimatum du Jihad était prévue : « Nos soldats rentreront chez nous, mission remplie ». (...) un comble pour des terroristes ; cette fois-ci, ils n'arriveront même pas à provoquer un discours de Mitterrand qui leur soit spécialement consacré », écrit le directeur de Libération.

Une publicité sans autre vocation que de diffuser de la peur, puisque les auteurs de ces attentats ne se soucient apparemment pas de signer leur forfait. Comme s'il se suffisait, pour l'instant, à lui-même.

LAURENT GRELSAMER.

### Un triple défi

L'image des cinquante-huit cercueils alignés dans la cour d'honneur des Invalides commençait à s'estomper, mais pas le souvenir de ces militaires morts à Bayrouth, le 23 octobre, après qu'un camion-suicide bourré d'explosifs eut percuté contre leur cantonnement.

Menaçante, l'organisation Djihad islamique, en accordant, le 22 décembre, « un défi de dix jours aux forces françaises et américaines pour qu'elles évacuent le territoire libanais, faute de quoi un véritable tremblement de terre aura lieu sous leurs pieds », n'avait sans doute pas assez retenu l'attention.

M. François Mitterrand, pour sa part, présentait sur le petit écran ses vœux aux Français. Le président de la République rappelait : « Au Liban, où nous faisons notre devoir, c'est de nous que l'on attend, de part et d'autre, la sauvegarde des vies humaines. (...) Mission remplie, nos soldats rentreront chez eux ».

Voilà pour le contexte. Le gouvernement redoutait assurément un « passage à l'acte ». Témoin les précautions prises pour assurer la protection de l'Elysée et d'autres bâtiments. Un triple défi a répondu, samedi soir, à ces craintes.

Dén au chef de l'Etat, dont l'allocation, comme on allait l'ap-

prendre, a eu lieu entre les deux explosions meurtrières. Défi au ministre de l'Intérieur, maire de Marseille, dont la ville, au travers de l'attentat de la gare Saint-Charles, est visée, ainsi que lui-même. Défi à la France, aussi, touchée par la mort de quatre personnes, la nuit du réveillon. Ce triple défi, par les symboles visés, allait assurer aux terroristes un maximum de publicité.

Une publicité sans autre vocation que de diffuser de la peur, puisque les auteurs de ces attentats ne se soucient apparemment pas de signer leur forfait. Comme s'il se suffisait, pour l'instant, à lui-même.



# MÉDECINE

UNE LOI POUR RÉGLEMENTER L'EXPÉRIMENTATION DES MÉDICAMENTS SUR L'HOMME

## La France souhaite mettre de l'ordre dans les rapports entre l'industrie pharmaceutique, le corps médical et les patients volontaires

Un avant-projet de loi relatif à toute expérimentation du médicament sur l'homme, sain ou malade, est actuellement à l'étude au secrétariat d'État à la Santé. Il sera prochainement l'objet de réunions interministérielles et pourrait être présenté à la session de printemps de l'Assemblée nationale.

Concluant les rapports entre l'industrie pharmaceutique, le corps médical et les patients volontaires, il aligne la France sur la plupart des pays industrialisés, comble un vide juridique dénoncé depuis quelques années et apporte plusieurs correctifs au système actuel. En garantissant la sécurité minimale des personnes sur lesquelles sont pratiqués les essais des médicaments, le texte, tel qu'il se présente, bouleversera bon nombre d'habitudes.

Les questions relatives à l'étude du médicament font, depuis plusieurs années, l'objet d'une attention croissante de la part des pouvoirs publics. En octobre 1981, M. Jack Ralite, alors ministre de la Santé, charge le professeur Dangoumeau (Bordeaux) d'une mission sur les essais médicamenteux et la pharmacovigilance. M. Dangoumeau remet un rapport, à bien des égards accablant, en février 1982. Il est ensuite nommé directeur de la pharmacie et du médicament, en remplacement de M. Jean Weber. Un an plus tard, il indique qu'une réflexion est engagée au sein du gouvernement, sur la nécessité de légiférer à propos de l'expérimentation des médicaments sur l'homme, qu'il soit sain ou malade (Le Monde daté 6-7 février 1983). Pourquoi ?

Pour être mis en vente dans les pharmacies, un médicament doit obtenir, en France, une autorisation de mise sur le marché (A.M.M.). En d'autres termes, il lui faut passer à travers les mailles très fines d'un filet scientifique et réglementaire. Objectif : ne mettre sur le marché (et ne laisser rembourser par la Sécurité sociale) que des substances dont l'innocuité d'abord, l'efficacité ensuite, ont été parfaitement établies. Les études physiologiques, toxicologiques et pharmacocinétiques, d'abord réalisées sur l'animal, le sont toujours ensuite sur l'homme. C'est ici que le bât blesse.

Sans évoquer les objections philosophiques (certains moralistes n'admettent, en toute rigueur, que l'expérimentation sur soi-même), tous les observateurs notent en France de graves lacunes. « Le casier des spécialités », peut-on lire dans le rapport du professeur Dangoumeau, estime que l'expérimentation sur les volontaires est actuellement illégale en France. (...) La réalité est que certaines expérimentations sont quand même effectuées, mais celles-là sont de manière quasi clandestine, et avec un sentiment d'illégalité. Ni leur intérêt, ni leur qualité, ni leur nécessité ne sont assurés ou contrôlés. Tous les spécialistes savent que les accidents (...) les assurances pourraient ne pas jouer, et que le problème pénal serait posé. »

### EN BREF

#### Mikel Goikoetxea est mort

Bayonne. — Mikel Goikoetxea, vingt-trois ans, réfugié basque, victime d'un attentat, mercredi 28 décembre, à Saint-Jean-de-Luz (Le Monde du 31 décembre), est mort, dimanche soir, à l'hôpital Pellegrin de Bordeaux.

Une voiture correspondant au signalement de celle utilisée par le commando auteur du meurtre avait été trouvée en fin de semaine près de Bilbao (province de Biscaye). Le GAL (Groupe antiterroriste de libération), qui a revendiqué deux meurtres en l'espace de dix jours, a annoncé qu'il s'attaquerait, cette semaine, aux citoyens français accueillant les réfugiés basques. (Corresp.)

#### Libération d'un enfant kidnappé en Italie

Un enfant âgé de neuf ans, Rocco Lupini, enlevé le 18 mai avec sa mère, Mme Fanista Rignani, quarante-deux ans, a été relâché par ses ravisseurs, le 1<sup>er</sup> janvier, près de Oppido-Martina (Calabre). L'enfant, qui est en bonne santé, a été détenu pendant sept mois. Il a été retrouvé au même endroit que sa mère, libérée le 22 décembre pour être le versement d'une rançon. Selon la police, la rançon (3 milliards de lire, soit 16 millions de francs) aurait été versée samedi.

Situation d'autant plus compliquée que, depuis l'affaire Cambier (1), comme le souligne le professeur Dangoumeau, « il ressort que toute expérimentation ayant pour but de vérifier les propriétés d'un produit susceptible de faire l'objet d'une demande d'A.M.M. [essai pré clinique] doit suivre la procédure d'une telle demande ». Or les laboratoires n'expérimentent jamais qu'en espérant que la substance étudiée deviendra un jour un médicament. Ils ne sont pas pour autant disposés à suivre pour chaque substance la lourde procédure de l'A.M.M. Si on n'enregistre, somme toute, compte tenu des précautions prises, que fort peu d'accidents, il n'en reste pas moins que les essais pré cliniques, « toujours hasardeux », sont aujourd'hui éthiquement et scientifiquement critiquables.

### En Europe

Rédigé par un groupe interministériel et soumis à plusieurs séances de concertation avec les partenaires concernés, le projet de loi, s'il est adopté, aura pour conséquence d'aligner la France sur la réglementation européenne. L'unanimité n'est pourtant pas obtenue sur la nécessité d'en venir à un texte législatif. Ainsi, le Conseil national de l'ordre des pharmaciens préférerait voir traiter toute cette matière par voie réglementaire.

Tel qu'il se présente, le projet comporte deux points majeurs. D'une part, il fait explicitement référence — sans le définir, toutefois — au « consentement libre et éclairé du sujet », d'autre part, en cas de litige à propos d'un dommage qui aurait été subi par le sujet, la charge de la preuve appartiendrait à l'auteur de l'essai. En d'autres termes, ce sera au fabricant de démontrer que son produit n'est pas nocif. « Quand on connaît le pharmacologue, explique le docteur Louis René (Conseil national de l'ordre des médecins), la fréquence et la variété des effets secondaires, ce point pourrait avoir des conséquences considérables. » Le débat amorcé au sein du Conseil supérieur du médicament a clairement montré que ce dispositif, « contraire au droit commun », faisait l'objet de positions tranchées : alors que syndicats et représentants des consommateurs sont pour, le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique le qualifie de « pervers » et y est opposé.

Autre question épineuse : qui délivrera l'autorisation d'entreprendre un essai ? Dans une première version, le texte précisait : « Avant d'entreprendre un essai, son auteur doit obtenir l'autorisation délivrée par le ministre chargé de la Santé, sur avis conforme d'un conseil d'éthique régional. » Après qu'une majorité du Conseil supérieur du médicament se fût prononcée contre cette disposition, on a retenu la solution de l'avis du conseil d'éthique régional, suivi de la notification aux pouvoirs publics. « Il s'agit là, com-

meute M. Jean-Pierre Cambier (Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés), d'une différence essentielle. La responsabilité des pouvoirs publics ne sera nier servent désormais de leur responsabilité constitutionnelle, « faute de moyens », nous a-t-on dit au ministère. Mais en quoi les conseils régionaux disposeraient-ils de plus de moyens que le ministère ? »

### Rémunérations clandestines

Outre leur rôle et les divergences qui pourraient survenir avec le Conseil national d'éthique, récemment mis en place par M. François Mitterrand, la composition des conseils régionaux d'éthique posera problème. Ces instances, dont le statut n'est nullement défini (2), seront-elles ouvertes aux mouvements des consommateurs, ou réservées aux professionnels de la médecine et du médicament ? C'est un décret qui répondra à cette question.

Autre interrogation : les rémunérations, problème récemment abordé par le conseil national de l'Ordre des médecins. Aujourd'hui, celles-ci, quoi que clandestines, existent bel et bien. Les fonds recueillis par les expérimentateurs sont habituellement versés à des « coéquipiers », essentiellement la loi de 1901. En règle générale, cet argent constitue un volant de manœuvre fort utile pour la bonne marche des services hospitaliers. Mais, dans le même temps, l'hôpital et les caisses de sécurité sociale, par ailleurs bailleurs de fonds (remboursement des actes de biologie, de radiologie, d'examen complémentaires, etc.), ne reçoivent rien directement. Ce système peut aussi, en théorie, donner lieu à la constitution, à des fins plus ou moins louables, de « tiroirs secrets » (3).

### LE TEXTE DE L'AVANT-PROJET

#### Avec l'accord du conseil d'éthique régional

Le texte de l'avant-projet de loi, au départ, est élaboré par un groupe de travail comprenant des représentants de divers ministères (affaires sociales et solidarité nationale, santé, industrie et recherche, consommation, justice). Il n'a pas au départ été présenté comme un projet de loi, de manière à pouvoir être plus aisément modifié. Dans l'esprit de ses auteurs, il s'applique aux sujets sains comme aux sujets malades, à toutes les phases de l'expérimentation.

Le texte définit les essais comme « toute administration de médicaments ou de substances destinées à la médecine, dans le but d'évaluer leurs propriétés et leurs effets thérapeutiques, ainsi que les conditions de leur utilisation ». Il fixe les conditions et les limites des essais, et définit comme auteur des essais « toute personne sollicitant une autorisation de procéder aux essais », comme expérimentateur « tout docteur en médecine disposant des qualifications et des moyens matériels et techniques adaptés qui assurent la direction et la surveillance clinique des essais », et comme sujet « la personne sur laquelle est pratiqué un essai ».

Point important, tout essai ne peut être réalisé qu'avec le consentement libre et éclairé du sujet. Corollaire : « Le sujet peut

Or si le projet de loi aborde bien la question de la rémunération entre « sujet » et « auteur », il n'évoque pas les rapports financiers « moralement condamnables », selon l'Ordre, entre « auteur » et « expérimentateur ». Le professeur Dangoumeau estimait pourtant dans son rapport, qu'un contrôle apparaissait « indispensable » et que « les frais occasionnés à l'hôpital pour la pratique des essais thérapeutiques, devraient être reconnus et remboursés ». La mise en place du budget global et les impératifs actuels de restriction des dépenses de santé ne devraient rien modifier cet objectif. Sera-t-il atteint par voie de décret ?

De quelle garantie disposera-t-on par ailleurs pour faire que la rémunération n'incite en aucune manière le sujet à prendre des risques inconsidérés. Le principe même d'une rémunération ne va-t-il pas à l'encontre de la notion de « consentement libre et éclairé ». On explique que la direction de la pharmacie et du médicament que l'administration a souhaité élaborer en même temps que le projet de loi, les grandes lignes des textes d'application qui le compléteront. Ces textes ne sont pas encore connus.

JEAN-YVES NAU.

- (1) Du nom de M. Jean-Pierre Cambier, pharmacien licencié des laboratoires Jean-Roy Freysingue (Pithiviers), sur « l'essai » à ce qu'il estimait être une interprétation laxiste des textes réglementaires sur l'expérimentation humaine. La procédure qui s'ensuivit a duré onze ans, et nécessité deux passages en cour de cassation. M. Cambier était soutenu par la C.F.I.D.T.
- (2) Seuls quelques grands centres hospitalo-universitaires (à Paris, Lyon et Marseille) disposent déjà de comités d'éthique.
- (3) Le rapport Dangoumeau rappelle que ces systèmes « ont donné lieu à de sévères observations de la part de la Cour des comptes, qui a insisté sur un certain nombre de redressements ».

à tout moment interrompre l'essai en cours, sans avoir à justifier cette décision. Il n'encourt de ce fait aucune responsabilité et préjudice. »

Le texte précise qu'aucun essai ne peut être effectué sur des personnes détenues et des personnes au service de l'auteur de l'essai, sauf si celui-ci est fait dans l'intérêt de leur santé. Et aussi que l'essai doit être fait entre le sujet et l'auteur de l'expérimentation. La convention fixe notamment les modalités de la rémunération éventuelle. « Avant d'entreprendre un essai, peut-on lire, son auteur doit obtenir l'accord d'un conseil d'éthique régional et le notifier au ministre chargé de la Santé. »

Point majeur, « tout dommage subi par le sujet, du fait de l'essai, est réparé par l'auteur dudit essai (...). En cas de litige, la charge de la preuve appartient à l'auteur de l'essai et le cas échéant, à l'expérimentateur ». Enfin, un décret déterminera notamment « les modalités relatives au respect des données du sujet, à l'établissement et au fonctionnement des conseils d'éthique, à la qualification de l'expérimentateur, aux conditions financières des essais ainsi qu'aux modalités par lesquelles il est fait appel aux personnes qui vont se soumettre à l'essai ».

## « Il faut à la France deux, trois enfants par famille » déclare M. François Mitterrand au cours de la visite d'une maternité

M. François Mitterrand a fait le samedi 31 décembre, une visite surprise à la maternité de l'hôpital Antoine-Bécé à Clamart (Hauts-de-Seine) et à la maison de retraite de Bry-sur-Marne (Val-de-Marne). Accompagné de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État à la Santé, le président a visité la maternité de Clamart, sous la direction du professeur René Frydman, obstétricien de la première fécondation française in vitro.

Interrogé sur la signification de ce geste, M. Mitterrand a répondu : « C'est une maternité où l'on est tout à fait en avance par rapport aux techniques modernes, où l'on a cherché et réussi à humaniser au maximum. Le père est, généralement là, admis, reconnu. Toutes les conditions sont créées pour que cet événement difficile et en même temps heureux pour une famille se déroule dans de bonnes conditions psychologiques. »

C'est une maternité très bien tenue, et j'ai voulu le voir pour que cela serve d'exemple à beaucoup d'autres. Je sais que ce n'est pas la seule, bien entendu. »

« Dans toute la France, a ajouté le président de la République, il y a des médecins, des infirmières, des sages-femmes qui veulent à ce que les maternités répondent à notre attente. Je veux aussi donner la signification de véritable intérêt de cette association de bonnes volontés et de compétences : il faut qu'il y ait des enfants en France : plus les familles auront qu'elles auront bien reçues, bien soignées, que c'est pour elles un événement dont elles tireront le meilleur, plus il y aura d'enfants. » « Bien entendu, a conclu le chef de l'État, cela relève de la décision des parents, mais il n'en reste pas moins qu'il faut à la France deux, trois enfants par famille. »

# RÉGIONS

## Qui profitera du développement des activités tertiaires ?

- M. Mauroy veut des bureaux pour les régions
- M. Chirac souhaite les garder à Paris

Il était fatal que la politique de décentralisation railleuse, sur un point ou sur un autre, la vieille guerre entre Paris et la province. C'est fait. Le terrain est, cette fois, celui de la localisation des nouvelles activités du secteur tertiaire. Des bureaux, ce terme, aussi vague que flou, se cache une bricole partie du travail qui se fait aujourd'hui dans les bureaux.

Le tertiaire, c'est le domaine des cols blancs qui fournissent dans les services publics, les banques, les assurances, les services de direction et de gestion des entreprises, les bureaux d'ingénierie, les départements d'information, les organismes de recherche, etc. Ces employés et cadres sont de plus en plus nombreux : alors que les gros bataillons des agriculteurs et des ouvriers s'effaîcent, ceux des « tertiaires » s'épaississent. D'un recensement à l'autre, ces derniers ont reculé de 1 200 000 personnes de plus.

Le secteur des services — autrefois tenu pour simple intermédiaire — est aujourd'hui l'un des plus dynamiques. Non seulement il résiste mieux à la crise que les vieilles industries, mais il joue un rôle d'entraînement. On observe que les trois régions — Ile-de-France, Rhône-Alpes et Centre — où les emplois tertiaires sont les plus florissants, sont aussi celles qui ont le moins de chômeurs.

Naguère, tous les maires de France rêvaient de zones industrielles. Aujourd'hui, ils parlent prudemment de zones d'activités. De main, ils réclament des « pôles tertiaires ». Autrement dit, les bureaux apparaissent comme un gisement plus prometteur que les ateliers.

M. Jacques Chirac, maire de Paris, n'a pas été le dernier à s'en apercevoir. Or, à son grand désespoir, il constate que précisément les programmes de bureaux neufs se réduisent dans sa ville. L'atelier parisien d'urbanisme qui dépend de l'Hôtel de Ville puis la Chambre de commerce, lui ont, tour à tour, fait tenir des rapports qui sont autant d'avertissements. Selon les données fournies par la DATAR elle-même, le gouvernement autoriserait en moyenne la construction de 174 000 mètres carrés de bureaux neufs à Paris au cours des années 1971 à 1973. Or, durant les années 1981 à 1983, les agréments sont tombés à 21 000 mètres carrés par an. Huit fois moins.

Pour la capitale, les inconvénients d'un tel freinage sont multiples. Les entreprises du bâtiment, déjà frappées par le ralentissement de la construction de logements, n'ont même pas l'espoir de se « retenir » en édifant des immeubles de bureaux. La pénurie de locaux décourage les grandes sociétés étrangères.

### Hémorragie

Est-ce un hasard si vingt-quatre des trente-cinq firmes qui, en six ans, ont choisi la France pour installer leur Q.G. ont opté pour la périphérie de la capitale et la province ? En trois décennies Paris a déjà perdu le quart de sa population et une bonne partie de son industrie. Hémorragie préoccupante, car la taxe professionnelle payée par l'industrie, le commerce et les services représente la moitié des ressources fiscales de la ville. La municipalité espère se rattraper sur les bureaux dont chaque mètre carré rapporte 250 francs par an en taxe professionnelle. Espoir en grande partie déçu. Enfin, les possibilités d'emploi s'amoindrissent dans Paris intra-muros.

Fidèle à sa tactique de harcèlement du pouvoir, M. Chirac attribue la responsabilité de cette situation à la DATAR dont il juge le système « dissuasif, archaïque et masé ». Devant un auditoire de promoteurs, il lançait récemment : « Je suis étonné par des décisions aussi stupides que tactiques... »

Il est vrai que la réglementation actuelle fait obstacle à l'installation de grandes entreprises dans Paris. Tout projet concernant plus de 1 000 mètres carrés de bureaux doit faire l'objet d'une double autorisation : pour les locaux vides, puis pour leurs occupants. Ceux-ci sont ensuite tenus d'acquiescer une taxe qui en moyenne se monte à 400 francs par mètre carré et il est prévu que ce « péage » sera prochainement porté à 600 francs et même à 1 200 francs pour certains quartiers : de quoi doubler bien des enthousiasmes.

Mais si ces mesures ni le comité de décentralisation qui les applique ne sont une invention de la gauche, le système dénoncé par le maire de Paris a été monté il y a seize ans et

encouragé par lui jusqu'à son élection à l'Hôtel de ville. On oublie aussi que pour freiner l'extension des bureaux jugée excessive dans les années 70, le Conseil de Paris a approuvé, en 1975, un plan et un coefficient d'occupation des sols qui ont largement contribué à décourager les constructeurs d'immeubles de bureaux.

Les conséquences de cette politique voulue à la fois par l'État et par la Ville sont magistralement illustrées par un dénombrement actualisé en cours. En 1981, deux campagnes d'assurances — La Prévoyance et la Foncière — fusionnent. Comment unifier deux systèmes informatiques et amalgamer deux mille employés lorsque les hommes et les ordinateurs sont disséminés dans huit immeubles ? Les dirigeants de la compagnie cherchent 21 000 mètres carrés de bureaux d'un seul bloc. A Paris c'est infaisable. Pourrait-on au moins rénover les vieux immeubles haussmanniens ? Les architectes consultés présentent un devis exorbitant. La Prévoyance-Foncière est condamnée à « émigrer ». C'est la condition sine qua non de sa modernisation, de son adaptation à l'informatique, de sa survie tout court.

### Les grimaces du maire de Paris

La DATAR suggère de décentraliser les services dans plusieurs métropoles régionales. Ce serait compromettre la fusion toute récente et fragile. Mairie-la-Vallette ? La direction fait la moue et les syndicats menacent de monter un créneau. Restait la dernière tour de la Défense prévue pour un hôtel. La compagnie d'assurances devra s'en accommoder. Paris va donc perdre deux mille emplois et près de 7 milliards de francs par an de taxes professionnelles.

On comprend que M. Chirac fasse la grimace et propose de renverser la vapeur. Mais comment ? D'abord en réduisant le P.O.S. de Paris et le coefficient d'occupation des sols de certains quartiers. Il s'agit de rendre possible et même attractive la construction de bureaux. Les urbanistes de l'Hôtel de Ville vont en outre insérer des programmes de bureaux dans les secteurs à construire ou à réhabiliter. Un groupe de travail présidé par M. Barthélemy Reynaud, le directeur de la construction de la Ville, va étudier dans le détail les mesures à prendre. Les conseils de Paris connaîtront ses propositions avant l'été prochain.

Déjà, le maire fixe des objectifs. Profitant du plan de rééquilibrage de Paris vers l'Est, il propose d'édifier dans le croissant oriental de la capitale 30 000 m<sup>2</sup> de bureaux par an pendant dix ans. Lors du vote du budget municipal pour 1984, il a placé la barre encore plus haut : 150 000 m<sup>2</sup> de bureaux par an dans Paris. Pour atteindre cet idéal il faudrait des terrains, des promoteurs et des acheteurs.

Il faudrait surtout convaincre les pouvoirs publics de multiplier par sept le chiffre actuel des agréments délivrés par la DATAR. Or la grande nouveauté sur ce sujet des idées toutes différentes est le raisonnement au niveau de l'Hexagone. Après la décentralisation des industries, encouragée depuis vingt ans par la DATAR, voici la décentralisation politique et administrative. Les élus régionaux, départementaux et locaux sont en train d'endosser de nouvelles responsabilités. M. Pierre Mauroy veut, en toute logique, faciliter et accompagner ce transfert en développant à présent le tertiaire dans les villes de province. Les régions font figure de sous-développées puisque les bureaux n'y occupent que 55 % de la population active, contre 67 % en Ile-de-France. Pas étonnant quand on songe que près de quatre cents des cinq cents plus grandes entreprises de France ont leur siège en région parisienne. Bref, M. Chirac veut des bureaux à Paris alors que M. Mauroy les souhaite ailleurs. Et comme la DATAR dépend directement de Matignon...

Il est donc clair que le maire de Paris a énoncé des objectifs que dans l'hypothèse d'un transfert au pouvoir de lui-même et de ses amis. Mais alors, les intérêts de Paris passeront-ils encore dans son esprit avant ceux de la nation ? Il est probable que non. Les élus de la capitale ne doivent pas se bercer d'illusions : quels que soient les hommes au pouvoir, Paris ne connaîtra qu'une croissance modeste de ses activités tertiaires.

MARC AMBROISE-RENDU.

هنا من الاصل



مقدار العمل

## SPORTS

### LE SIXIÈME RALLYE PARIS-ALGER-DAKAR

## 12 000 kilomètres et beaucoup d'argent

C'est quatorze motocyclistes, deux cent cinquante-trois automobiles et trente et un camions - au total près de huit cents concurrents - ont pris dimanche 1<sup>er</sup> janvier, place de la Concorde à Paris, devant une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes, le départ du sixième Paris-Alger-Dakar pour un rallye de 12 000 kilomètres à travers sept pays : l'Algérie, le Niger, la Haute-Volta, la

Côte d'Ivoire, la Guinée, la Sierra-Léone et le Sénégal.

Cette épreuve est devenue le terrain d'affrontement des grandes marques automobiles. Pour sa première apparition, Porsche a engagé l'équipage Jacky Ickx-Claude Brasseur, vainqueur l'an passé sur Mercedes; le constructeur allemand sera le grand favori

d'une épreuve que convoite également Lada, Range Rover, Mitsubishi.

Le Paris-Dakar des motocyclistes donnera également lieu à un affrontement entre R.M.W., Yamaha et Honda. R.M.W. a confié cette fois à Hubert Auriol une moto qui a une puissance supérieure de 40 ch à celle de ses rivaux pour renouveler ses succès de 1981 et 1983.

effectué 102 heures de vol, soit une dépense de 400 000 F, qui ont été, en partie, remboursés par S.O.S.-Assistance.

On compte, en moyenne, une cinquantaine de blessés sérieux à chaque rallye. Jean-Paul Minguelles, blessé à la tête en 1982, après un vol plané d'une quarantaine de mètres, a été victime, l'année suivante, de plusieurs chutes successives. Il a été rapatrié avec un traumatisme crânien, tel un boxeur qui ne se remet pas d'un banal K.O. Aussi graves que soient ces accidents, ils ne sont rien si on les compare aux morts enregistrés lors du rallye depuis quelques années: l'urssule Zentich, journaliste; Bert Oosterhuis, matard néerlandais; un jeune Malien en 1982; Jean-Noël Fineau en 1983.

GILLES MARTINEAU.

#### Dans un quotidien ivoirien

#### LES NOSTALGIQUES DE L'AFRICA KORPS

Abidjan. - Le quotidien ivoirien *Fraternité-Matin*, sous le titre: « Le grand cirque », a publié, samedi 31 décembre, une présentation de la course Paris-Dakar laissant transparaître une certaine irritation devant ce que l'auteur de l'article a hésité à désigner comme « le dernier refuge pour les nostalgiques de l'empire de Lawrence d'Arabie ou de l'Africa Korps ».

Déplorant le manque de contact entre les participants et les populations africaines lors de la course et l'importance des sommes en jeu, le quotidien ivoirien estime qu'« en France c'est la période creuse de fin d'année, c'est la trêve en football, en rugby, les Oscars sont distribués, alors les médias se sont tournés vers ce grand cirque qui se joue sur le continent africain sans les Africains », organisé par « un grand maître: Thierry Sabine, qui, tel Lawrence d'Arabie, chevauche à la tête de son arade, tout de blanc vêtu, une longue écharpe immaculée flottant au vent du désert ».

Ce « feuilleton annuel », doit « respecter le jardin africain », souligne le quotidien. - (A.F.P.).

TELEX PARTAGE  
ETRAVESERVICE TELEX • 347.21.32

## L'AMIE FRANÇAISE

UN NUMERO EXCEPTIONNEL

### RADIOSCOPIE DE VOTRE PORTEFEUILLE

- 1500 conseils au banc d'essai.
- Notre opinion sur 400 valeurs pour 1984.

### SOCIAL : VRAIS CHOMEURS, FAUX EMPLOIS

l'échec de la gestion sociale de la crise.

### POLITIQUE INTERIEURE : défaite sociale

mais succès politique pour la CGT. Université : une loi qui n'arrange rien.

### POLITIQUE ETRANGERE : l'Occident renforce

le pouvoir militaro-industriel de Moscou.

### ENTREPRISES : Air Inter : scénario pour l'avenir.

LE 1<sup>er</sup> HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

### Un musée de l'école dans le Val-d'Oise

Retrouver l'odeur de l'encre, celle du pupitre et de la craie sous le grand tableau noir. Retrouver surtout le chemin de l'école pour revoir ou découvrir tous ces objets familiers qui ont servi à former plusieurs générations d'enfants depuis le début du vingtième siècle. C'est ce qui sera bientôt permis dans le Val-d'Oise où le conseil général, à l'unanimité, a décidé de subventionner la création d'un musée départemental de l'école.

Un musée qui aura pour cadre un établissement scolaire datant de 1903 au cœur de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Une façon comme une autre de relayer le passé à l'avenir. Ce musée de l'école sera le premier musée départemental après la création à Ruseu du musée national de l'éducation et malgré quelques initiatives individuelles, tels que l'exposition de mobiliers dans une classe désaffectée de Chantres, l'écomusée de Montceau-les-Mines ou encore la reconstitution d'écoles anciennes dans le Morbihan.

Nous faisons du sauvetage. M. Paul Rivière, inspecteur départe-

mental à la retraite, est convaincu du bien-fondé de son entreprise. Aux côtés d'autres fonctionnaires de l'éducation nationale, il est à l'origine du projet val-d'oisien. Depuis des années, avec nostalgie, il assiste, impuissant, au rachat par les brocanteurs de la région, du matériel et du mobilier scolaires.

La célébration du centenaire de l'école publique en 1981 permettra d'en sauver quelques uns grâce à une exposition de matériel scolaire décidée par le conseil général et l'inspection d'académie. L'objectif était alors de « montrer la continuité de la notion d'éducation de l'enseignement primaire à travers les âges et en réponse au besoin national d'une conservation des masses populaires ». A l'époque, trois salles de classes avaient été reconstituées et une dizaine de vitrines aménagées avec des manuels, des cartables, des maquettes d'écoles nouvelles.

Aujourd'hui, l'objectif reste le même pour les promoteurs du musée, qui étaient hier les organisa-

teurs de l'exposition. Ils ont reçu le soutien du Centre de documentation pédagogique et du conseil général, qui leur ont octroyé une subvention de 20 000 F en 1983. Il est à l'origine du projet val-d'oisien, Alain Richard, député, maire de Saint-Ouen-l'Aumône - une des quinze communes supports de la ville nouvelle - avait dès le mois de mai proposé un des ses établissements - l'école du Centre 2 pour abriter les futures collections.

Tous les enseignants de la région ont été convoqués à l'école date de 1903, avec cour et préau et huit classes seulement fonctionnant sur les seize salles existantes, pour un peu plus de deux cents élèves. Les autres salles sont occupées par le service de documentation psychopédagogique, par le cabinet médical, les archives, le travail manuel ou encore la télévision. « Aucune école ne dispose d'un tel espace », précise Paul Rivière. Et le projet n'a besoin que de trois salles!

Seule ombre au tableau: malgré un consensus général, certains enseignants de l'école et notamment la directrice, M<sup>me</sup> Freytag, ont tenté en vain de s'opposer au projet. « Il faut défendre l'espace vital de chacun de nos enfants », ont-ils transformé notre école en musée. Écrivains dans des pétitions. Aujourd'hui, ils font contre mauvaise fortune bon cœur.

De réunion en réunion pour expliquer le choix de la municipalité, « la fièvre est tombée », si l'on en croit Alain Richard, tandis que la directrice, elle, s'estime placée tout simplement devant le fait accompli: le musée aura ses trois salles et le logement de fonction inhabité, tandis que l'école en contrepartie récupérera une classe dans l'établissement voisin et sera dotée d'une bibliothèque.

La municipalité a toutefois décidé de passer une convention de cinq ans avec le conseil général: « on ne peut connaître l'évolution de la population », reconnaît le maire, Alain Richard. De quoi rassurer les enseignants et les parents d'élèves.

Pour mener à bien les recherches de ce patrimoine scolaire dans chaque établissement du département, l'inspecteur d'académie a détaché le directeur d'une autre école de Saint-Ouen-l'Aumône, M. Serge Lesmane. Déjà, parmi les objets retrouvés: des photographies, des lanternes à projection, deux tables de 1890 avec ardoises intégrées, des tableaux éducatifs de sciences naturelles, des tableaux maraux, des compendiums, des cahiers. Un sauvetage qui se traduit sur le papier par un inventaire, tandis que les organisateurs de l'exposition de 1981 mettent la dernière main à un catalogue qui rappellera la manifestation aux nostalgiques de l'école primaire.

JACQUELINE MEILLON.

## L'Éducation

JANVIER 1984

### ÉLECTRONIQUE INFORMATIQUE :

LES FORMATIONS EFFICACES

JEUNES DANS LA CRISE : L'UNIVERS DE LA DÉBROUILLE

COMMENT UTILISER LES CENTRES CULTURELS ÉTRANGERS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 11 F



# LES ÉVÉNEMENTS DE

## La diplomatie armée

### JANVIER

11-12. - **CORÉE DU SUD-JAPON** : M. Yasuhiro Nakasone effectue la première visite officielle d'un chef de gouvernement japonais en Corée du Sud depuis la guerre. Tokyo accorde à Séoul une aide financière de 4 milliards de dollars.

13-18. - **FRANCE-AFRIQUE** : M. Mitterrand, pour son troisième voyage en Afrique, se rend au Togo, au Bénin et au Gabon.

17. - **NIGÉRIA** : Le gouvernement de Lagos décide d'expulser les étrangers « installés illégalement » au Nigéria, ce qui provoque l'exode de centaines de milliers de personnes vers les autres Etats de la région, en particulier le Ghana.

17-20. - **ETATS-UNIS-JAPON** : Visite de M. Nakasone à Washington. Tokyo a autorisé, le 14, la vente aux Etats-Unis de technologies à usage militaire.

18. - **NAMIBIE** : L'Afrique du Sud reprend le contrôle de l'administration namibienne après la démission, le 10, de M. Dirk Mudge, président depuis 1978 du conseil des ministres intérimaire de Windhoek.

24. - **ITALIE** : Vingt-cinq membres des Brigades rouges, jugés pour l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro en 1978, sont condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité.

25. - **C.E.E.** : L'accord sur une politique de la pêche est signé entre les Dix à Bruxelles.

25. - **MAROC** : Le général Ahmed Dlimi, proche conseiller du roi Hassan II, meurt dans un accident de la circulation. Le correspondant du Monde à Rabat, qui avait mis en doute la version officielle de l'accident, est expulsé du Maroc le 6 février.

26. - **PÉROU** : Huit journalistes péruviens sont assassinés, dans le département d'Ayacucho, par des paysans qui les avaient pris pour des guérilleros de Sendero lumineux.

27-28. - **FRANCE-MAROC** : visite officielle de M. Mitterrand au Maroc.

### FÉVRIER

6. - **PARAGUAY** : Le général Alfredo Stroessner, au pouvoir depuis vingt-huit ans, est réélu président de la République avec 91 % des suffrages.

7. - **ISRAËL** : La commission gouvernementale d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila, en septembre 1982 à Beyrouth, met en cause la « responsabilité personnelle » de M. Begin dans le rapport final qu'elle lui remet. Le général Sharon, invité à démissionner par la commission Kahane, accepte, le 11, de quitter le ministère de la défense, où il est remplacé par M. Moshe Arens, mais est maintenu, le 13, au gouvernement comme ministre sans portefeuille.

11. - **F.M.I.** : Les ressources du Fonds monétaire international sont portées de 66 à 98,5 milliards de dollars pour faire face à l'endettement excessif de nombreux pays en voie de développement.

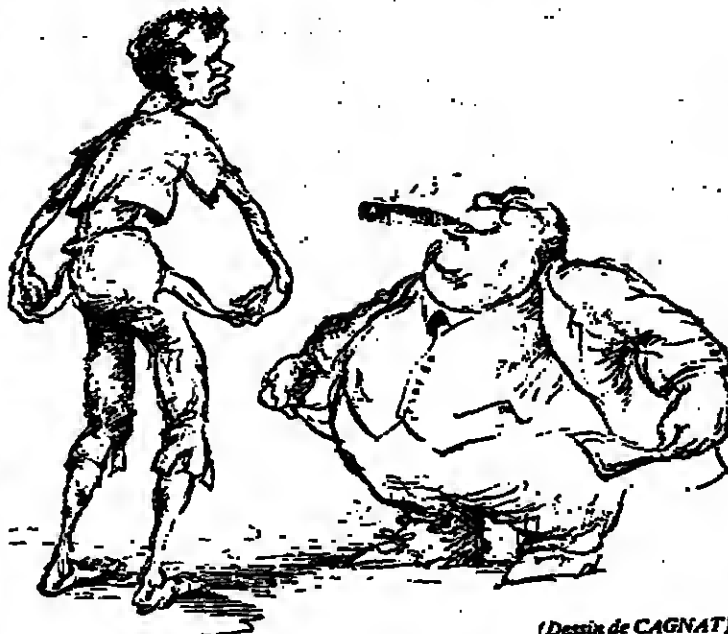
12. - **C.E.E.-JAPON** : Le Japon accepte de réduire ses exportations vers l'Europe de dix produits, dont les magnétoscopes.

13. - **CHYPRE** : M. Spyros Kyprianou, réélu président de la République avec 56,54 % des voix.

20. - **INDE** : Les élections en Assam, boycottées par 70 % des électeurs et remportées par le parti de M. Gandhi, sont l'occasion de très violents affrontements entre Assamais et Bengalis. Plus de quatre mille personnes, en majorité des femmes et des enfants, auraient été massacrées.

27. - **SÉNÉGAL** : M. Abdou Diouf est réélu président de la République avec 84 % des suffrages. Aux élections législatives, le parti socialiste, avec 80 % des voix, obtient 111 des 120 sièges.

28. - **BRESIL** : Le F.M.I. accorde quelque 6 milliards de dollars de crédit au Brésil, qui a obtenu, le 25, un prêt de 4,4 milliards de dollars auprès de banques commerciales internationales. Suspendu en mai par le F.M.I., les versements reprendront fin novembre après l'adoption par le Brésil d'un nouveau programme de redressement.



(Dessin de CAGNAT)

### MARS

2-9. - **VATICAN** : Voyage de Jean-Paul II dans les sept Etats de l'Amérique centrale et en Haiti.

5. - **AUSTRALIE** : Le parti travailliste, dirigé par M. Bob Hawke, remporte les élections législatives, battant ainsi la coalition conservatrice conduite par M. Malcolm Fraser, au pouvoir depuis 1975. M. Hawke forme, le 10, le second gouvernement travailliste depuis la guerre, dominé par les modérés.

6. - **R.F.A.** : Victoire du chancelier Helmut Kohl aux élections législatives anticipées : les chrétiens-démocrates associés aux chrétiens-sociaux (C.D.U.-C.S.U.) obtiennent 244 (+ 18) des 498 sièges du Bundestag.

Leurs alliés libéraux (F.D.P.), avec 34 sièges (- 19), se maintiennent au Parlement où 27 députés Verts font leur entrée. L'opposition social-démocrate (S.P.D.), avec 193 élus, perd 25 sièges.

7-12. - **NON ALIGNÉS** : Au septième sommet des pays non alignés, réuni à New-Delhi, M. Fidel Castro transmet la présidence du mouvement à M. Indira Gandhi.

9. - **YUGOSLAVIE** : L'ambassadeur de Turquie à Belgrade est assassiné. Les deux Arméniens auteurs de l'attentat, titulaires de passeports libanais, sont arrêtés.

10. - **INDONÉSIE** : Le général Suharto, candidat unique, est réélu président de la République par l'Assemblée populaire consultative pour un quatrième mandat de cinq ans.

13. - **ZIMBABWE** : M. Joshua Nkomo, chef de l'opposition, se réfugie à Londres, alors que, dans la région du Matabeleland, ses partisans sont pourchassés par l'armée, qui serait responsable de plus d'un millier d'assassinats de civils depuis la mi-janvier. M. Nkomo regagnera son pays le 16 août.

14. - **OPEP** : Les treize pays producteurs de pétrole membres de l'OPEP décident la première réduction officielle du prix de référence, de 34 à 29 dollars le baril. Pour 1983, la production est plafonnée à 17,5 millions de barils par jour et des quotas sont fixés par pays.

15. - **BRESIL** : Les gouverneurs élus le 15 novembre 1982 entrent en fonction : dans dix Etats sur vingt-deux, les plus peuplés et les plus riches, ils appartiennent à l'opposition.

18. - **GRÈCE** : Assassinat de Georges Athanassiadis, éditeur du journal de droite Protydi.

19. - **MAGHREB** : Le président algérien Chadli, effectuant une première visite officielle en Tunisie, signe avec le président Bourguiba un traité de « fraternité et de concorde », qui « demeure ouvert à l'adhésion des autres Etats du grand Maghreb arabe ». Le 26 février, M. Chadli s'est entretenu pour la première fois avec le roi Hassan II du Maroc.

19. - **THAILANDE** : Le roi Bhumibol dissout l'Assemblée nationale, qui avait repoussé, le 16, une réforme de la Constitution favorable aux militaires. Après les élections du 18 avril, le général Prem Tinsulanond, premier ministre sortant, forme, le 7 mai, un gouvernement représentatif par une coalition de partis du centre et de la droite qui bénéficie d'une majorité de 208 sièges sur 324 à la Chambre.

## La tension Est-Ouest et le débat sur les armements nucléaires

### JANVIER

4-5. - Le sommet du pacte de Varsovie, à Prague, propose aux pays membres de l'OTAN la conclusion d'un traité sur « le non-recours réciproque à la force et la limitation des rapports de paix ».

16-19. - **M. Gromyko**, ministre soviétique des affaires étrangères, en visite à Bonn, rejette catégoriquement l'« option zéro » (pas de fusées à moyenne portée, ni à l'Est ni à l'Ouest).

25. - Tokyo proteste après le F.M.I.S.S. contre un éventuel transfert de missiles SS-20 du théâtre européen vers l'Extrême-Orient. Les propos tenus par M. Nakasone à Washington, décrivant un Japon transformé en « porte-avions incoercible » face à la puissance militaire soviétique, avaient suscité une mise en garde de Moscou.

### MARS

23. - M. Reagan annonce une extension du programme militaire américain et de nouvelles recherches en matière de défense antimissiles.

30. - M. Reagan propose, pour relancer les négociations américano-soviétiques de Genève, un « accord intermédiaire » prévoyant une réduction « substantielle » des armements stratégiques déployés ou prévus « à des niveaux égaux des deux côtés ».

### AVRIL

19. - M. Reagan présente son nouveau projet de déploiement de missiles à sites multiples MX, qui seraient remplacés, au début des années 90, par des missiles à ogive unique, baptisés Midgetman.

### MAI

3. - M. Andropov confirme que l'U.R.S.S. est disposée à prendre comme unité de compte des armements non plus les lanceurs, mais les ogives nucléaires. Il rappelle sa demande de « prise en considération » des forces de dissuasion française et britannique, ce qui est jugé « inacceptable » par Paris, Londres et Washington.

3. - Dans une lettre pastorale, les évêques catholiques américains, réunis à Chicago, jugent « lamentable » le recours à l'arme nucléaire et demandent l'« arrêt des essais, de la production et du déploiement » de nouveaux systèmes nucléaires.

29. - Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis pour le sommet économique de Williamsburg (Etats-Unis, R.F.A., Canada, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon) adoptent une déclaration qui proclame : « La sécurité de nos pays est indivisible et ne peut être compromise que de façon globale. »

### JUN

9-10. - Les ministres des affaires étrangères des seize pays membres de l'OTAN, réunis à Paris pour la première fois depuis 1966, lancent aux Soviétiques un dernier appel à des « négociations constructives » avant le déploiement des armements américains à la fin de 1983.

16. - Le Soviet suprême de l'U.R.S.S. appelle toutes les puissances nucléaires (U.R.S.S., Etats-Unis,

France, Grande-Bretagne et Chine) à « geler », en quantité et en qualité, toutes les armes nucléaires qu'elles possèdent. Washington, Paris et Londres rejettent cette proposition, qui « perpétuerait le déséquilibre actuel ».

### JULIET

4-7. - M. Kohl, reçu à Moscou par M. Andropov, exprime sa volonté de maintenir le dialogue politique et la coopération économique entre la R.F.A. et l'Europe de l'Est, malgré le désaccord sur les euro-missiles.

### AOUT

18. - M. Andropov annonce que l'U.R.S.S. s'engage à ne pas être la première à mettre une arme antimissile en orbite dans l'espace.

25. - Un nouvel accord américano-soviétique sur les circuits est signé à Moscou pour cinq ans. Le 20, les Etats-Unis avaient supprimé les restrictions imposées depuis cinq ans sur les exportations vers l'U.R.S.S. de machines servant à poser les câbles et les gazoducs.

27. - M. Andropov affirme que les missiles à moyenne portée soviétiques qui seraient retirés d'Europe en application d'un accord à Genève seraient détruits et non déplacés vers l'Asie.

31. - Un Boeing-747 des lignes soviétiques transportant deux cent soixante-dix personnes est abattu par des chasseurs soviétiques près de l'île soviétique de Sakhaline, ce qui suscite une très vive réprobation internationale. M. Reagan annonce, le 5 septembre, dans une allocution télévisée aux termes très durs, des sanctions limitées contre l'U.R.S.S., tandis que s'intensifie un boycottage des liaisons aériennes entre l'Occident et l'U.R.S.S. Moscou ne reconnaît que le 6 août « un mot sur le vol du Boeing sud-coréen, qu'il accuse d'avoir été utilisé par les services de renseignements américains pour une mission d'espionnage. Les experts concluent à une erreur de programmation des ordinateurs de vol ».

### SEPTEMBRE

7-9. - Stance de clôture de la conférence sur la sécurité en Europe (C.S.C.E.) tenue à Madrid depuis novembre 1980. Les ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays européens et nord-américains signent des accords d'Helsinki en 1975 établissant le document final adopté le 15 juillet.

26. - M. Reagan, ouvrant la trentième Assemblée générale des Nations unies, se dit prêt à « se montrer plus souple » dans la négociation de Genève, notamment en acceptant d'y

englober les avions porteurs d'armes nucléaires.

28. - M. Andropov, dans une déclaration télévisée lue en son nom à la télévision, qualifie les dernières propositions de M. Reagan de « supercherie » et se livre à une attaque frontale et de mensonge, contre les « ambitions impérialistes » et l'« extrême aversité » des Etats-Unis.

### OCTOBRE

4. - M. Reagan, pour relancer, à Genève, les négociations START sur les armements stratégiques, propose à Moscou plusieurs formules visant à diminuer progressivement le nombre des ogives nucléaires.

22-23. - Deux millions de personnes manifestent en Europe de l'Ouest contre l'armement nucléaire : les rassemblements les plus importants ont lieu en R.F.A. (à Bonn, Hambourg et Stuttgart), ainsi qu'à Londres, Rome, Bruxelles et Madrid. Le 29, de nouvelles manifestations pacifistes ont lieu, en particulier à Copenhague et sur la route de La Haye, où se réunissent cinq cent mille personnes.

### NOVEMBRE

14. - Les premiers missiles de croisière de l'OTAN arrivent en Grande-Bretagne sur la base de Greenham Common : seize sur les cent soixante prévus y seront installés avant le 31 décembre, de même qu'en Italie (seize sur cent douze), à Comiso, en Sicile. Au total, quatre cent soixante-quatre devraient être opérationnels en Europe de l'Ouest en 1985.

22. - Le Bundestag approuve par 286 voix contre 226 l'implantation de missiles en R.F.A. Les socialistes et les Verts se prononcent contre. Les premiers éléments des Pershing-2 arrivent à partir du 23 en R.F.A. : neuf sur les cent huit prévus seront opérationnels à la mi-décembre.

23. - Les négociations de Genève sur les euro-missiles sont « interrompues » à l'initiative de Moscou.

24. - M. Andropov, dans une déclaration lue en son nom à la télévision soviétique, annonce l'arrêt du « moratoire » déclaré par M. Brejnev en mars 1982 sur le déploiement de SS-20. L'accélération du processus d'installation de « missiles tactiques opérationnels » en R.D.A. et en Tchecoslovaquie ainsi que le déploiement de « moyens soviétiques appropriés (...) dans les zones océaniques et maritimes ».

### DÉCEMBRE

8. - Les Soviétiques décident la suspension afin de des négociations de Genève START sur les armements intercontinentaux.

9-10. - Le conseil atlantique, réuni à Bruxelles, annonce que les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN seront présents à Stockholm, le 17 janvier 1984, pour l'ouverture de la Conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.). L'objectif est de rétablir avec l'Est « un dialogue politique large et ouvert ».

15. - Les pays du pacte de Varsovie se retirent des négociations de Vienne M.R.F.E. sur les forces chimiques en Europe.

## La guerre du Tchad

### JUN

24. - Faya-Largeau, principale ville du nord du Tchad, tombe aux mains des rebelles dirigés par M. Goukouni Oueddei, après et soutenu par la Libye, après de violents combats.

28. - M. Mitterrand annonce que « la France respectera ses engagements, sans fléchir », tandis que des changements d'armement et de matériel sont envoyés par des « experts civils » français, sont envoyés à N'Djamena.

### JULIET

12. - Les forces de M. Hachane Hachem reconquièrent Abéché, ville principale de l'est du pays occupé par les rebelles, après les pertes de M. Goukouni Oueddei.

19. - Les Etats-Unis accordent au gouvernement tchadien une aide militaire d'urgence de 10 millions de dollars. Cette aide sera portée à 25 millions, le 4 août.

30. - Faya-Largeau est reprise par l'armée libyenne. Mais l'aviation libyenne intervient en bombardant la palmeraie.

### AOUT

1. - Paris et Washington annoncent qu'ils vont livrer des armes anti-

personnelles à M. Hachane Hachem pour s'opposer aux troupes libyennes contre Faya-Largeau.

9. - M. Hachane, accusant la Libye d'être responsable de l'insécurité, annonce la fin du conflit, annonce l'envoi de soldats français au Tchad.

10. - Les forces de M. Hachane Hachem reprennent Faya-Largeau, après de violents combats.

16. - Début de l'arrivée de détachements militaires français. Fin août, il comprend environ trois mille hommes déployés au nord et à l'est de N'Djamena, de façon à défendre le long du quai de la capitale une « barrière de sécurité » en cas de l'arrivée d'une confrontation franco-libyenne pourrait se produire.

25. - M. Mitterrand explique dans le Monde les raisons et les limites de l'engagement français au Tchad.

### OCTOBRE

3-4. - Le dialogue sommet franco-libyen, réuni à Vint, ne permet pas de dépasser les contentieux sur le conflit tchadien, sujet essentiel des débats.

## Les Etats-Unis et leur « arrière-cour »

### MARS

26. - Un coopérant français, le docteur Pierre Grosjean, est tué au sud du Nicaragua, dans une région où se multiplient les affrontements entre forces sandinistes et commandos venus de Honduras, soutenus par Washington.

### AVRIL

27. - M. Reagan défend, devant les deux Chambres réunies en séance extraordinaire, sa politique d'intervention en Amérique centrale. Le 28, il nomme M. Richard Stone au poste d'ambassadeur extraordinaire dans cette région.

### MAI

19. - Le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni à la demande du Nicaragua, adopte à l'unanimité une résolution chargeant le « groupe de Contadora » (Mexique, Colombie, Panama, Venezuela) de trouver une solution aux crises d'Amérique centrale.

27. - Après l'assassinat par la guérilla, le 25, du sous-chef des conseillers militaires américains au Salvador, Washington annonce l'ouverture au Honduras d'un « centre d'entraînement régional » où des instructeurs américains formeront les soldats honduriens à la lutte antiguerilla.

### JULIET

16-17. - Les présidents des quatre pays du « groupe de Contadora », réunis à Cancun (Mexique), adoptent une « déclaration » en Amérique centrale. Le Nicaragua, le 19, et Cuba, le 26, approuvent leur soutien à ces propositions.

18. - Le président Reagan nomme M. Henry Kissinger pour diriger aux Etats-Unis une commission le-

partie de réflexion sur l'Amérique centrale.

### AOUT

5. - Des manœuvres militaires conjuguées américano-honduriennes, prévues pour durer dix mois, commencent au Honduras. Plus de cinq mille militaires américains ainsi qu'une importante flotte de guerre doivent y participer.

### OCTOBRE

25. - Des troupes des Etats-Unis débarquent dans l'île antillaise de la Grenade, où M. Maurice Bishop, premier ministre, proche de Cuba, a été destitué, le 13, par les éléments les plus radicaux de son parti et tué. Le 19, M. Reagan affirme que l'île était en train de devenir un « relais de la subversion soviéto-cubaine dans les pays voisins ». L'intervention est critiquée par la plupart des pays, y compris par les alliés traditionnels de Washington, mais approuvée par la grande majorité des Américains et bien accueillie par les Grenadins. Après une courte rébellion des forces cubaines et grenadines, Washington peut annoncer, le 2 novembre, la fin de toutes les hostilités. Sir Paul Scoon, gouverneur général de la Grenade, forme un gouvernement provisoire, qui entre en fonction le 15 novembre, tandis que les troupes américaines sont rapatriées : sur les six mille hommes, il n'en reste que trois cents le 18 décembre.

### DÉCEMBRE

4. - Manning, qui a annoncé des élections pour 1985, précise le « processus électoral » et fait des ouvertures en direction des contre-révolutionnaires. Washington estime que ces « gestes » sont « inadéquats », mais « bénéfiques ».

مقداد من الاصل



# 1983 A L'ÉTRANGER

- 20-21. - FINLANDE :** Aux élections législatives, le parti social-démocrate de M. Kalevi Sorsa, premier ministre sortant, remporte 57 des 200 sièges (+ 5). M. Sorsa forme, le 6 mai, un nouveau gouvernement de centre-gauche avec, pour la première fois depuis sa fondation en 1958, la participation du parti rural, qui, avec 17 élus, a gagné 11 sièges.
- 21. - C.E.E. :** Les parités des huit monnaies qui appartiennent au S.M.E. sont réajustées après que la victoire électorale de M. Kohl en R.F.A. ait été suivie d'une ruée sur le deutschemark. Le franc français et la lire sont dévalués de 2,5 % ; la livre irlandaise, de 3,5 % ; le mark est réévalué de 5,5 % ; la florin de 3,5 % ; la couronne danoise, de 2,5 % ; le franc belge de 1,5 %.
- 22. - ISRAËL :** M. Haim Herzog, travailliste, est élu président de l'État d'Israël par la Knesset ; présenté par l'opposition, il a battu le candidat de M. Begin.
- AVRIL**
- 4-5. - BRÉSIL :** A São-Paulo, des manifestations contre la misère et le chômage, suivies de pillages et de heurts avec la police, font un mort et une centaine de blessés.
- 5. - FRANCE-URSS :** Quarante-sept diplomates et représentants de l'Armée française sont accusés d'espionnage et expulsés.
- 7. - FRANCE-AFRIQUE DU SUD :** Le gouvernement français, rappelant qu'il « condamne le système de l'apartheid », interdit aux sportifs amateurs toute relation avec l'Afrique du Sud.
- 12. - ÉTATS-UNIS :** Un Noir, M. Harold Washington, est élu maire de Chicago, la deuxième ville des États-Unis.
- 14. - POLOGNE :** Les dirigeants clandestins de Solidarité, avec lesquels M. Lech Wałęsa s'est entretenu en secret les 9, 10 et 11, confirment leur appel pour des « célébrations indépendantes » de la Fête du travail, le 1<sup>er</sup> mai.
- 14-15. - FRANCE-SUISSE :** Visite officielle de M. Mitterrand en Suisse.
- 23. - ISLANDE :** Les élections législatives anticipées ne dégagent aucune majorité. Après plusieurs autres tentatives infructueuses, c'est M. Steingrunn Hermannsson, chef du parti agrarien (14 élus), qui forme, le 26 mai, un gouvernement de coalition de centre droit avec les conservateurs, qui ont obtenu 23 des 60 sièges du Parlement.
- 24. - AUTRICHE :** Aux élections législatives, le parti socialiste obtient 90 (- 5) des 183 sièges et perd la majorité absolue à l'Assemblée. Le parti populiste emporte 81 sièges (+ 4) et le parti libéral, 12 (+ 1). M. Fred Sinowatz (socialiste) forme, le 18 mai, un gouvernement de coalition social-libéral. Il succède à M. Bruno Kreisky, qui dirigeait un cabinet majoritaire socialiste depuis 1971.
- 25. - PORTUGAL :** Le parti socialiste de M. Mario Soares, en obtenant 101 (+ 27) des 250 sièges de la nouvelle Assemblée, remporte les élections législatives anticipées aux dépens de l'Alliance démocratique, coalition de centre droit qui gouvernait depuis 1979. M. Soares forme un gouvernement le 9 juin, avec les sociaux-démocrates du P.S.D., membres de l'ancienne coalition, qui ont en 75 élus (- 7).
- MAI**
- 1. - POLOGNE :** Les manifestations organisées par Solidarité dans une vingtaine de villes sont

un succès, mais un manifestant est tué à Nowa-Huta.

**3-7. - FRANCE-CHINE :** M. Mitterrand, après une journée au Népal, se rend en Chine.

**4. - IRAN :** Le parti Toudéh (communiste) est dissous et dix-huit diplomates soviétiques sont expulsés pour « espionnage ». Depuis début février, au moins mille cinq cents membres du P.C. iranien ont été emprisonnés, dont la plupart des dirigeants.

**6. - R.F.A. :** Les « carnets secrets » de Hitler dont l'hebdomadaire Stern avait commencé la publication se révèlent un « faux grotesque et superficiel » après une expertise officielle.

**17. - C.E.E. :** Accord entre les Dix sur la fixation des prix agricoles 1983-1984. La question du

démantèlement des montants compensatoires avait provoqué, en France, depuis le 22 avril, de violentes manifestations de paysans.

**20. - AFRIQUE DU SUD :** Un attentat, revendiqué par le Congrès national africain (A.N.C.), fait dix-huit morts à Pretoria. En représailles, l'aviation sud-africaine lance, le 23, un raid sur la banlieue de Maputo au Mozambique.

**26. - TURQUIE :** L'armée turque pénètre en Irak, avec l'accord de Bagdad, pour une opération contre la guérilla kurde ; après une semaine de ratisages, près de deux mille « bandits » sont faits prisonniers.

**28-30. - SOMMET DE WILLIAMSBURG :** Les sept principaux démocrates industrialisés adoptent une « déclaration sur la reprise économique ». L'éventualité d'une conférence monétaire internationale est envisagée selon les propositions faites par M. Mitterrand, le 9, devant l'O.C.D.E.

## JUN

- 3. - AFGHANISTAN :** Le docteur Philippe Auguyard, médecin français capturé par des troupes soviétiques, le 16 janvier, et condamné, le 13 mars, par un tribunal de Kaboul, à huit ans de prison, est gracié. Le 11, il regagne Paris.
- 7. - NORVÈGE :** M. Kaare Willoch, chef d'un gouvernement conservateur minoritaire depuis octobre 1981, forme un cabinet de coalition avec les centristes et les chrétiens populaires.
- 8-12. - O.U.A. :** Après deux échecs à Tripoli, en août et en novembre 1982, le dix-neuvième sommet de l'Organisation de l'Unité africaine se réunit à Addis-Abeba, en l'absence de la délégation saoudienne, qui a accepté de se retirer. L'O.U.A. adopte, le 11, une résolution sur le Sahara occidental qui

## JULIET

- appelle le Maroc et le Polisario à une négociation directe.
- 9. - GRANDE-BRETAGNE :** Triomphe de Mme Thatcher aux élections législatives. Le parti conservateur obtient 397 des 650 députés, soit la plus forte représentation aux Communes depuis 1945.
- 13. - ESPACE :** Pioneer-10, sonde spatiale américaine lancée le 2 mars 1972 en direction de Jupiter et toujours en état d'émission, quitte le système solaire.
- 16. - U.R.S.S. :** M. Iouri Andropov, secrétaire général du P.C. soviétique, est élu président du présidium du Soviet suprême, c'est-à-dire chef de l'État.
- 16-23. - VATICAN-POLOGNE :** Jean-Paul II, pour sa seconde visite dans son pays natal, est accueilli par des foules gigantesques au sein desquelles fleurissent des banderoles de Solidarité. Le pape rencontre à deux reprises le général Jaruzelski et reçoit M. Lech Wałęsa, le 23, en audience « privée ».
- 17-19. - C.E.E. :** Le conseil européen, réuni à Stuttgart, renvoie au sommet d'Athènes en décembre les décisions sur la réforme des mécanismes communautaires et sur l'augmentation des ressources financières de la C.E.E.
- 20-21. - FRANCE-CAMEROUN :** Visite officielle de M. Mitterrand au Cameroun.
- 26-27. - ITALIE :** Recul de la démocratie chrétienne aux élections législatives anticipées : avec 225 des 630 élus de la Chambre des députés, elle perd 5,4 % des voix et 37 sièges. Mais dans le cabinet de coalition formé le 4 août par M. Bettino Craxi, premier chef de gouvernement socialiste de l'histoire de la République italienne, les démocrates-chrétiens occupent la plupart des postes-clés.
- 14. - BELGIQUE :** Un diplomate tueur est assassiné à Bruxelles. L'attentat est revendiqué par une Armée révolutionnaire arménienne, inconnue jusqu'alors.
- 15. - GRÈCE :** L'accord sur les bases américaines en Grèce, en négociation depuis neuf mois, est conclu : il prévoit l'évacuation des bases à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989.
- 22. - IRAN-IRAK :** L'armée iranienne ouvre un « quatrième front » dans le nord de l'Irak. Depuis son début, en septembre 1980, la guerre irano-irakienne aurait fait près de cinq cent mille morts.
- 22. - POLOGNE :** L'état de guerre instauré le 13 décembre 1981 et suspendu le 31 décembre 1982 est levé à l'occasion de la fête nationale. Une amnistie partielle et conditionnelle est proclamée tandis que la Diète adopte plusieurs lois élargissant l'arsenal de la répression.
- 27. - PORTUGAL :** Cinq terroristes armés envahissent l'ambassade de Turquie à Lisbonne : l'un est tué au cours d'une fusillade ainsi qu'un policier portugais ; les quatre autres sont tués par l'explosion de la bombe qu'ils transportaient, de même que la femme d'un diplomate turc.
- 30. - SRI-LANKA :** Après des émeutes raciales qui, depuis le 25, auraient fait près de deux mille morts parmi la minorité tamoule, le président Jayewardene dénonce un « complot » inspiré par l'étranger. Trois formations d'extrême gauche sont interdites, et leurs dirigeants arrêtés. Le 4 août, le Parlement vote un amendement constitutionnel qui interdit toute revendication autonomiste.

(Lire la suite page 12.)

## Le Liban et la question du Proche-Orient

- FÉVRIER**
- 14-22. - Réunion du Conseil national palestinien :** qui donne lieu, à Alger, à un débat passionné entre « modérés » et « radicaux ». M. Yasser Arafat, dont la réflexion à la tête du comité exécutif de P.O.L.P., est contrariée par l'absence, obtient un mandat large et imprécis en vue d'éventuelles négociations de paix.
- AVRIL**
- 10. - Le roi Hussein de Jordanie :** constate l'échec des discussions engagées avec P.O.L.P. pour envisager une participation jordanienne-palestinienne aux pourparlers de paix.
- 10. - Jean Sartre :** conseiller politique de M. Arafat, est assassiné à Al-Buhayra (Liban). L'attentat est revendiqué par le groupe palestinien dissident d'Abou Nidal.
- 18. - L'ambassade des États-Unis à Beyrouth :** est ravagée par l'explosion d'un véhicule piégé : soixante-trois personnes sont tuées.
- MAI**
- 6. - Une dissidence, menée par le colonel Abou Moussa et soutenue par la Syrie et la Libye, éclate au sein du P.O.L.P. :** la principale organisation de P.O.L.P.
- 17. - Signature de l'accord israélo-libanais :** mettant fin à l'état de guerre entre les deux pays et prévoyant le retrait des forces étrangères du Liban. Cet accord, aboutissement des négociations ouvertes le 26 décembre 1982, a été obtenu après une suite entre Jérusalem et Beyrouth effective entre le 25 avril et le 8 mai par M. George Shultz, secrétaire d'État américain. Il est fermement condamné par la Syrie, P.O.L.P. et F.U.R.S.S. et ne sera pas ratifié.
- JUN**
- 24. - M. Arafat est expulsé de Damas :** ses propos, dénonçant le 21, l'« agression syro-libanaise contre la révolution palestinienne », ont été jugés calomnieux à l'égard de la Syrie, accusée d'être intervenue militairement aux côtés des dissidents dans les combats interarmées qui les opposent, depuis le 4, aux loyalistes du P.O.L.P., accusés dans la plaine libanaise de la Bekaa.
- JULIET**
- 23. - Un front de saint national, regroupant l'opposition libanaise au gouvernement de Beyrouth, est constitué au Nord-Liban :** Damas exprime sa satisfaction.
- 26. - A Héraon, en Cisjordanie, des libanais masqués tirent à l'intérieur du collège israélien :** Cet attentat, qui provoque la mort de trois étudiants arabes, est attribué à des colonels juifs extrémistes.
- SEPTEMBRE**
- 1. - L'armée libanaise achève de reprendre le contrôle de Beyrouth :**

Qu'est après les violents combats de rue qui l'ont opposé depuis le 28 août à des miliciens musulmans.

**3-4. - Les troupes israéliennes au Sud-Liban :** se replient derrière la rivière Awali. Dans la montagne du Chouf qu'elles évacuent, les affrontements reprennent entre miliciens chrétiens et druzes, ces derniers fortifiant souvent par la Syrie. Après plusieurs jours de très violents combats, les miliciens chrétiens sont contraints de se retirer de presque toute la montagne. L'armée libanaise, qui s'était déployée au sud et à l'est de Beyrouth, le long du littoral, intervient à partir du 14 pour défendre la position de Souk-El-Gharb. Elle est appuyée dans la bataille par l'artillerie navale américaine qui bombarde les batteries druzes ainsi que celles des Syriens dans le Haut-Metn.

**22. - Des avions Super-Eclair :** français détruisent des batteries d'artillerie qui pilonnent le contingent français de la force multinationale à Beyrouth.

**25. - Un accord de cessez-le-feu est conclu au Liban :** grâce aux efforts de médiation israéliens. Il prévoit la convocation d'un congrès de réconciliation nationale. Damas refuse que le cessez-le-feu soit contrôlé par des observateurs de P.O.N.U.

**OCTOBRE**

**23. - Le Q.C. des « marines » :** et le siège d'une compagnie de parachutistes français à Beyrouth sont détruits à quelques instants d'intervalle : sur cinquante des deux hommes n'est précipité en camion-suicide bourré d'explosifs. Deux cent quatre-vingt-dix-sept « soldats de la paix » sont tués, dont deux cent-trente-neuf américains et cinquante-huit français.

**31/X - 4/XI. - La conférence internationale, réunie à Genève, demande au président Giscard d'Estaing de « prendre les mesures et les contacts nécessaires pour la scène internationale » pour la remise en cause de l'accord israélo-libanais du 17 mai. M. Giscard se rend dans les villes, en novembre et décembre, à Paris, Ryd, Rome, Washington, Londres, Rabat et Tripoli.**

**NOVEMBRE**

**3. - Les dissidents palestiniens, appuyés par des forces syriennes et libyennes, lancent une offensive contre les positions de M. Arafat et de ses fidèles, retranchés depuis la fin de septembre dans la région de Tripoli, au nord du Liban.**



Dessin de PLANTU.

- 28. - 29. - Les États-Unis et Israël :** décident de renforcer leur « coopération militaire et politique » à l'occasion de la première visite officielle à Washington de M. Shavit, ex-tout premier ministre.
- DÉCEMBRE**
- 6. - Six personnes sont tuées par l'explosion d'un autobus à Jérusalem. L'attentat est revendiqué par P.O.L.P. En représailles, des véhicules israéliens sont bombardés, les 9, 13, 18 et 19, des positions de Fatah à Tripoli, ce qui entraîne l'évacuation de M. Arafat et de ses troupes.**
- 12. - A Koweït, six attentats, dont deux visant les ambassades des États-Unis et de France, font cinq morts. Ils sont revendiqués par les « révolutionnaires » chiites du « Jihad islamique » qui avaient déjà revendiqué les attentats de Beyrouth du 18 avril et du 23 octobre et celui de Tyr du 4 novembre.**
- 20. - M. Arafat et plus de quatre mille combattants palestiniens quittent Tripoli à bord de cinq navires grecs, entrant par le P.O.N.U. et protégés par la marine française.**
- 21. - A Beyrouth, un camion piégé lancé contre un poste du contingent français fait quinze morts dont un soldat français.**
- 22. - M. Arafat, qui a annoncé son intention de relancer les négociations avec la Jordanie sur le projet de confédération jordanio-palestinienne, fait escale en Égypte et rencontre le président égyptien Moustarak au Caire. Cette « réconciliation » est vivement critiquée tant par Israël que par plusieurs dirigeants palestiniens.**
- 30. - M. Spadolini, ministre de la Défense italienne, repart par le président Giscard à Beyrouth, lui annonce la réduction de près de la moitié du contingent italien de la force multinationale.**

Chronologie établie par PHILIPPE BOUCHER et EDOUARD MASURER.

## L'AFFICHE DE CINÉMA

1 - LE CINÉMA FRANÇAIS  
Jean-Louis Chapiron  
Balthazar J.M. Chabron  
Iconographie de Jean-Pierre Berthomé

300 affiches des films les plus célèbres illustrent cette histoire du cinéma français, des premiers films à la nouvelle vague.

UN VOLUME DE 160 PAGES  
AU FORMAT DE 22,5 x 30 cm  
300 REPRODUCTIONS  
DONT 100 EN COULEURS  
195 F

ÉDITIONS FRÉDÉRIC BIR

## Les personnalités disparues

- JANVIER**
5. - Valérie Vabre, écrivain.
11. - Nicolas Podgorny, ancien chef de l'État soviétique.
24. - George Cukor, cinéaste américain.
28. - Georges Bidault, ancien président du conseil.
27. - Louis de Funès, acteur.
- FÉVRIER**
15. - Waldeck Rochet, secrétaire du parti communiste de 1964 à 1972.
24. - Jacques Benoist-Méchin, historien, ancien membre du gouvernement de Vichy.
25. - Tennessee Williams, dramaturge américain.
- MARS**
3. - Arthur Koestler, écrivain britannique.
3. - Hergé, père de Tintin.
7. - Igor Markevitch, compositeur et chef d'orchestre.
13. - Louison Bobet, ancien champion cycliste.
14. - Maurice Ronet, acteur.
15. - Rebecca West, écrivain et journaliste britannique.
18. - Umberto II, ancien roi d'Italie.
23. - Barney Clark, cent douze jours après la pose d'un cœur artificiel à Salt-Lake-City.
23. - Armand Lanoux, écrivain, secrétaire général de l'Académie française.
- AVRIL**
4. - Gloria Swanson, actrice américaine.
14. - Achille Peretti, membre du Conseil constitutionnel.
30. - George Balanchine, chorégraphe.
30. - Muddy Waters, chanteur et guitariste de blues américains.
- MAI**
17. - Alfred Fabre-Luce, essayiste.
25. - Idriss Senoussi, ancien roi de Libye.
26. - Louise Weiss, écrivain et féministe, doyenne du Parlement européen.
- JUN**
1. - Prince Charles, comte de Flandres, régent du royaume de Belgique de 1944 à 1951.
1. - Anna Seghers, romancière allemande.
5. - Jean Freustié, écrivain et critique littéraire.
10. - Fabrice Emmer, fondateur du Palace.
- JULIET**
7. - Hermann Kahn, futurologue américain.
8. - Raymond Barrillon, chef du service de politique intérieure du Monde.
23. - Georges Auric, compositeur.
- SEPTEMBRE**
10. - John Vorster, premier ministre sud-africain de 1966 à 1978.
25. - Léopold III, ancien roi des Belges.
26. - Tino Rossi, chanteur.
- OCTOBRE**
17. - Raymond Aron, philosophe et journaliste.
- NOVEMBRE**
5. - Jean-Marc Rausser, dessinateur de bandes dessinées.
7. - Germaine Tailleferre, compositrice.
8. - André Chamson, de l'Académie française.
20. - Marcel Dufo, acteur.
27. - Manuel Scorza, écrivain péruvien.
- DÉCEMBRE**
5. - Robert Aldrich, cinéaste américain.
6. - Lucienne Boyer, chanteuse.
25. - Joan Miró, peintre espagnol.

Devenez une lumière en anglais!

COURS TRIMESTRIELS le 2 janvier 1984 INSCRIPTION IMMÉDIATE

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE  
20 passage Dauphine  
75006 Paris - Tél. 325.41.37



صكزامن الاصل



# LES ÉVÉNEMENTS

## Gérer à gauche

de l'influence du parti communiste et dressant un bilan positif de la participation du P.C.F. au gouvernement qui « n'estompe pas la portée des réserves et des critiques » à propos du plan de rigueur.

25-26. - Voyage de M. Mitterrand dans le Nord-Pas-de-Calais. Il rappelle que « les responsabilités et la décision appartiennent au président de la République » et renouvelle son soutien au gouvernement, qui agit « sous son autorité ».

### MAI

8. - M. Louis Le Pen, ancien ministre de la mer, est réélu député du Finistère avec 54,31 % de voix dès le premier tour.

19. - Les quarante et un fûts de dioxine de Seveso (Italie), entrés illégalement en France en septembre 1982, sont retrouvés dans l'Aisne. Leur recherche, depuis la fin mars, dans plusieurs pays d'Europe, avait relancé les débats sur l'élimination des déchets toxiques.

28-29. - Seize attentats en Guadeloupe, en Martinique, en

dans un terrain vague du quartier de la Cayolle.

22. - M. Mauroy forme son troisième gouvernement : MM. Delors et Bérégovoy voient leur position renforcée. MM. Chevènement et Jobert, qui ont auparavant démissionné, sont remplacés par M. Fabius, à l'Industrie et à la recherche, et par Mme Cresson, au commerce extérieur et au tourisme. A cette dernière, succède M. Rocard, à l'Agriculture. Il y a six nouveaux, dont Mme Bonchard (P.S.U.) et M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement.



(Dessin de PLANTU.)

23. - M. Mitterrand, dans une allocution télévisée, demande aux Français de « redoubler d'énergie et de ténacité pour le redressement national ».

Guyane et un à Paris sont revendiqués par une organisation inconnue jusqu'alors : l'Alliance révolutionnaire caribéenne.

31. - Adoption définitive de la loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi « sécurité et liberté ». Le gouvernement a fait approuver un amendement sur les contrôles d'identité, après une polémique à gauche sur l'autorisation de prises d'empreintes digitales et de photographies.

### JUIN

2. - M. Léopold Sedar Senghor est le premier Africain élu à l'Académie française. Il succède au duc de Lévis-Mirepoix. M. Jacques Soustelle est élu au fauteuil de Pierre Garat.

2. - Le R.P.R. et l'U.D.F. si-

## La politique de rigueur

défini par le président de la République en 1981.

45,6% prévus pour 1984, sont devenus « insupportables ».

21. - Le conseil des ministres adopte le projet de budget pour 1984. La limitation à 6,2% de l'augmentation des dépenses de l'Etat n'empêche pas un allouement de la fiscalité pour les moyens et les gros revenus.

### OCTOBRE

3. - Création du Comité pour le développement industriel (Codi). Les fonds, collectés dans les caisses d'épargne et dans les établissements bancaires et financiers, seront utilisés pour moderniser l'appareil de production français.

19. - La balance de commerce extérieur est excédentaire en septembre pour la première fois depuis août 1981. Le déficit pour 1983 sera inférieur de moitié à celui de 1982, qui a atteint 92,7 milliards de francs.

### NOVEMBRE

8. - Le rapport sur les comptes de la Sécurité sociale annonce que ceux-ci devraient être excédentaires en 1983 et équilibrés en 1984.

21. - Au moment où le marais indice des prix en octobre (+ 0,8 %) confirme que le hausse sera en 1983 à peine inférieure aux 9,7 % de 1982, alors que l'objectif gouvernemental était de 8 %, le C.N.P.F. adresse à ses confédérations une recommandation qui refuse tout rattrapage des salaires sur les prix.

25. - Malgré l'opposition du patronat, le système d'encadrement des prix et des marges est reconstruit pour 1984.

### DÉCEMBRE

2. - Le troisième cuprum d'Etat est porté de 12 à 15 milliards de francs, après ceux de février (10 milliards) et de septembre (25 milliards).

16. - Les chiffres du chômage corrigés pour la première fois de l'année une augmentation importante : + 3,1 % en un mois à la fin novembre.

(Suite de la page 11.)

### AOUT

4. - HAUTE-VOLTA : Le capitaine Thomas Sankara, ancien premier ministre démis de ses fonctions le 17 mai, considéré comme proche de la Libye, renverse le gouvernement du commandant Jean-Baptiste Ouédraogo, chef de l'Etat depuis novembre 1982.

6. - NIGERIA : Le président Shehu Shagari est réélu chef de l'Etat. Son parti, le parti national nigérian (N.P.N.), obtient les 13 et 20, près des deux tiers des sièges de gouverneurs et de sénateurs.

7-14. - FINLANDE : Les premiers Championnats du monde d'athlétisme ont lieu à Helsinki : les Etats-Unis obtiennent 24 médailles, l'U.R.S.S., 23, et la R.D.A., 22. La France n'en gagne aucune.

8. - GUATEMALA : Le général Efraín Ríos Montt, président guatémalte depuis le coup d'Etat de mars 1982, est renversé par son ministre de la défense, le général Oscar Mejía.

10. - SUISSE : Licio Gelli, ancien grand maître de la loge maçonnique italienne P.2, s'évade de la prison de Genève, où il était incarcéré depuis septembre 1982.

14. - PAKISTAN : Début de la campagne de désobéissance civile, lancée par l'opposition au régime militaire du général Zia Ul-Haq. Le mouvement est surtout suivi dans la province du Sind, au sud-est du pays.

21. - MAURICE : Aux élections législatives, l'Alliance tripartite dirigée par M. Anerood Jugnauth, premier ministre sortant, remporte 41 des 60 sièges.

21. - PHILIPPINES : Benigno Aquino, principal rival politique du président Marcos, est assassiné dès sa descente d'avion, à son retour des Etats-Unis, où il était en exil depuis 1980. Plus de trois millions de personnes participent, le 31, à ses funérailles. Les mois suivants, les manifestations hostiles au régime de M. Marcos se multiplient.

31. - POLOGNE : Les consignes lancées par les dirigeants clandestins de Solidarité et par M. Lech Walesa pour marquer le troisième anniversaire des accords de Gdansk sont suivies dans de nombreuses villes.

### SEPTEMBRE

15-23. - BELGIQUE : Une grève des services publics paralyse le pays.

19. - SAINT-KITTS-et-NEVIS : L'archipel antillais de Saint-Kitts-et-Nevis, ancien territoire britannique, accède à l'indépendance. Le 23, il devient le 158<sup>e</sup> Etat des Nations unies.

26. - ETATS-UNIS : Le 12<sup>e</sup> maître australien *Australia II* remporte la Coupe de l'Amérique, disputée à Newport, battant, pour la première fois depuis 1851, le voilier des Etats-Unis.

29. - MEXIQUE : Le Mexique obtient le rattachement de l'extraterritorialité de sa dette publique, échue entre août 1982 et décembre 1984 : après l'accord du 26 août, qui portait sur 11,4 milliards de dollars, un nouvel accord est signé concernant 7 milliards de dollars.

### OCTOBRE

7. - INDE : L'Etat du Pendjab est placé sous le contrôle du gouvernement central alors que des graves attentats, commis par des nationalistes sikhs, ont tué les forces de l'ordre et la communauté hindoue.

8. - IRAN-IRAQ : La France livre à l'Irak cinq avions d'attaque Super-Eclair malgré les menaces iraniennes de provoquer la fermeture du détroit d'Ormuz par où passe le pétrole à destination de l'Occident. Le 31, le Conseil de

sécurité de l'ONU demande une « cessation immédiate de toutes les hostilités dans la région du Golfe ». Téhéran, dont les troupes ont lancé une nouvelle offensive, le 20, dans le Kurdistan irakien, rejette cet appel.

### LES PRIX NOBEL

5. - PAIX : M. Lech Walesa (Pologne).

6. - LITTÉRATURE : M. William Golding (Grande-Bretagne).

10. - MÉDECINE : M<sup>me</sup> Barbara McClintock (Etats-Unis).

17. - ÉCONOMIE : M. Gérard Debreu (Etats-Unis).

19. - PHYSIQUE : MM. Subrahmanyan Chandrasekhar et William Alfred Fowler (Etats-Unis).

19. - CHIMIE : M. Henry Taube (Etats-Unis).

9. - BURMA : A Rangoon, un attentat visant M. Chou Doo Hwan, président de la Corée du Sud, provoque la mort de vingt et une personnes dont quatre membres du gouvernement sud-coréen. Le 4 novembre, la Birmanie rompt ses relations diplomatiques avec la Corée du Nord, accusée d'être à l'origine de l'attentat.

10. - ISRAËL : Après le retrait de M. Begin, le 15 septembre, M. Yitzhak Shamir est investi par la Knesset à la tête d'un gouvernement identique au précédent. Dès le 11, il annonce une dévaluation de 23 % du shekel et de nouvelles mesures d'austérité.

12. - CHINE : Le comité central du P.C. chinois décide une campagne de « rectification » du style du parti.

12-14. - FRANCE-BELGIQUE : Visite officielle de M. Mitterrand en Belgique.

19. - ESPACE : Le succès du septième lancement de la fusée européenne Ariane, après celui du sixième, le 16 juin, assure son avenir commercial.

23. - SUISSE : Aux élections législatives, la coalition sortante obtient 167 (- 2) des 200 sièges du Conseil national.

27-29. - FRANCE-TUNISIE : Visite officielle de M. Mitterrand en Tunisie.

30. - TURQUIE : 1 330 personnes sont tuées dans un tremblement de terre, au nord-est d'Erzurum.

31. - ARGENTINE : M. Raul Alfonsín (radical) est élu président de la République en battant le candidat péroniste, M. Italo Luder. Après huit ans de dictature militaire, il entre en fonction le 10 décembre et annonce, le 13, que des poursuites judiciaires vont être engagées contre les membres des forces armées et les terroristes qui ont violé les droits de l'homme.

### NOVEMBRE

2. - AFRIQUE DU SUD : 66 % des électeurs blancs approuvent par référendum la nouvelle Constitution, qui prévoit une présidentialisation du régime et l'association partielle et séparée des minorités mélangées et indiennes à l'exercice du pouvoir dont la majorité noire reste exclue.

6. - TURQUIE : Aux élections législatives, le parti de la mère patrie de M. Turgut Ozal obtient, avec 45,1 % des voix, 211 des 400 députés. Le général Evren, président de la République jusqu'en 1989, approuve, le 13 décembre, le gouvernement libéral formé par M. Ozal.

7-10. - FRANCE-ALGÉRIE : M. Chadli Bendjedid effectue à Paris le premier voyage officiel d'un chef d'Etat algérien depuis l'indépendance.

9-14. - ETATS-UNIS-JAPON ET CORÉE DU SUD : Le voyage du président Reagan au Japon et en Corée du Sud est surtout consacré au renforcement de la coopération stratégique entre les trois pays.

15. - CHYPRE : Une « République turque », présidée par M. Rauf Denktash, est créée au nord de Chypre. Ankara est seul à la reconnaître.

23. - ESPACE : Deux cosmonautes soviétiques regagnent la Terre après cent quarante-neuf jours dans l'espace.

27. - ESPAGNE : Un Boeing-747 de la compagnie colombienne Avianca s'écrase près de Madrid : cent quatre-vingt-trois personnes sont tuées et onze rescapées. Le

7 décembre, une collision entre deux avions sur l'aéroport de Madrid fait à son tour quatre-vingt-trois morts.

27. - URUGUAY : Après le succès des journées nationales de protestation des 25 août et 25 septembre, plus de trois cent mille personnes manifestent à Montevideo pour le retour à la démocratie.

28/XI-8/XII. - ESPACE : Pour sa neuvième mission, la sixième pour Columbia, la navette spatiale américaine emporte le laboratoire européen Spacelab qui permet une « maison d'informations impressionnante ». Auparavant, les trois vols de l'autre navette, Challenger, du 4 au 9 avril, du 18 au 24 juin et du 30 août au 5 septembre, avaient été des réussites complètes.

### DÉCEMBRE

1. - VENEZUELA : M. Jaime Lusinchi, candidat du parti d'Action démocratique (social-démocrate), remporte l'élection présidentielle. Il succède le 2 février 1984 à M. Luis Herrera Campins, l'actuel président social-chrétien.

4-6. - C.E.E. : Le conseil européen d'Athènes ne trouve de compromis ni sur les questions budgétaires ni sur la politique agricole. Les négociations vont se poursuivre. Paris succédant à Athènes à la présidence semestrielle de la Communauté.

10. - NORVÈGE : Mme Danuta Walesa reçoit à Oslo, au nom de son mari, le prix Nobel de la paix.

11. - BANGLADESH : Le général Ershad, administrateur de la loi martiale, depuis le coup d'Etat du 24 mars 1982, se proclame chef de l'Etat.

14. - ETATS-UNIS : Le dollar dépasse les \$ 47 francs à Paris, où il cotait 6,60 francs le 10 janvier. A la Bourse de New-York, l'indice des valeurs industrielles, qui a augmenté de 65 % en quinze mois en raison de l'amorce de reprise économique, a atteint le 29 novembre le niveau record de 1287,20.

15. - JAMAÏQUE : Aux élections législatives, le parti travailliste (conservateur) de M. Edward Seaga, au pouvoir depuis 1980, obtient les soixante sièges du Parlement en raison du boycottage du scrutin par l'opposition.

15-17. - FRANCE-YOUGOSLAVIE : Visite officielle de M. Mitterrand en Yougoslavie.

16. - POLOGNE : L'appel à manifester lancé par la direction clandestine de Solidarité pour l'anniversaire des révoltes ouvrières de 1970 est peu suivi en raison du gigantesque dispositif de dissuasion mis en place par les autorités. Dans un discours rendu public le 15, M. Lech Walesa avait dressé un violent réquisitoire contre le régime et proposé un programme d'action.

17. - GRANDE-BRETAGNE : L'explosion d'une voiture piégée devant les grands magasins Harrod à Londres fait 5 morts et 91 blessés. L'IRA provisoire revendique l'attentat tout en indiquant qu'elle ne l'a pas commandité.

18. - JAPON : Le parti libéral démocrate (P.L.D.), au pouvoir depuis 1945, obtient 258 (- 28) des 511 sièges de la Diète aux élections générales provoquées par le refus de M. Tanaka, ancien premier ministre, de démissionner de son siège après une condamnation, le 12 octobre, dans l'affaire des pots-de-vin Lockheed. Malgré son revers électoral, M. Yasuhiro Nakasone est réélu premier ministre, le 26, par la Diète. Son nouveau gouvernement maintient la primauté du « clan Tanaka ».

26-29. - U.R.S.S. : M. Iouri Andropov, qui n'est pas apparu au public depuis le 18 août, n'assiste pas au plénum du comité central ni à la session du Soviet suprême des 28 et 29. Mais quatre de ses proches sont promus dans les instances du P.C.

27. - AFRIQUE DU SUD-ANGOLA : L'armée sud-africaine confirme qu'elle n'a pénétré, depuis le 6, en territoire angolais pour attaquer les bases de maquisards de la SWAPO avant que celle-ci ne lance une offensive contre les forces sud-africaines en Namibie.

28. - UNESCO : les Etats-Unis annoncent qu'ils se retireront de l'UNESCO pour du 1<sup>er</sup> janvier 1985. Washington reproche à l'organisation son « antiaméricanisme » et son engagement en faveur d'un « nouvel ordre mondial de l'information ».

31. - NIGERIA : Le gouvernement civil du président Shehu Shagari est renversé par un coup d'Etat militaire. Le général Mohammed Buhari est nommé chef du nouveau conseil militaire suprême.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Laurence, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : Le Monde, 3, r. des Juifs, PARIS-IX  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

صكنا من الأهل



## DE 1983 EN FRANCE

gent une « charte » qui manifeste leur « volonté commune d'une action politique ».

5. - Yannick Noah est le premier Français depuis 1946 à remporter les Internationaux de tennis de Roland-Garros.

10. - L'Assemblée nationale adopte en première lecture le projet de réforme de l'enseignement supérieur, après un débat de près de trois semaines : l'opposition avait déposé environ deux mille amendements.

13-14. - M. Mitterrand, en visite officielle en Corse, déclare que « le champ du dialogue est ouvert pour que la Corse fasse preuve d'initiative », mais condamne « la violence et la révolte ».

17. - M. Harnu présente, dans un entretien au Monde, le projet de réorganisation des forces terrestres et annonce la création d'une force d'action rapide de quarante-sept mille hommes, à base d'hélicoptères et d'infanterie antichars.

23. - Un débat sur le budget social est organisé pour la première fois à l'Assemblée nationale.

27. - La loi de programmation militaire 1984-1988 et la loi modifiant le code du service national sont définitivement adoptées.

## JUILLET

5. - Après les prises de position hostiles de M.M. Chirac, maire de Paris, et Girard, président (R.P.R.) du conseil régional de l'Ile-de-France, M. Mitterrand annonce que la France renonce à organiser une exposition universelle à Paris en 1989.

15. - Une bombe explose à Orly-Sud devant les locaux de la Turkish Airlines : huit personnes sont tuées et cinquante-quatre blessées. L'attentat, revendiqué par l'ASALA, est condamné par la plupart des organisations armées en France. Le 18, à Paris, cinquante-six personnes sont interpellées par la police, dont Vardjian Garabadjian, qui avoue, le 20, être l'auteur de l'attentat d'Orly, mais revendique sur ses aveux le 28. Au total, onze personnes sont incriminées et écrouées et dix autres assignées à résidence.

21. - Les directions de Peugeot et de Talbot annoncent un plan de suppression de 3 371 emplois.

## AOÛT

7. - Au Pays basque, un gendarme est tué et un autre blessé au cours d'une fusillade avec des militants nationalistes, alors que, depuis le début de l'été, plusieurs attentats ont été commis contre des touristes.

14-15. - Jean-Paul II se rend en pèlerinage à Lourdes, pour sa deuxième visite en France.

31. - Le conseil des ministres adopte une série de mesures destinées d'une part à renforcer la lutte contre l'immigration clandestine, d'autre part à faciliter l'insertion des immigrés installés en France.

## SEPTEMBRE

13. - Pierre-Jean Massimi, secrétaire général de la Haute-Corse, est tué près de Bastia. Le F.L.N.C. assure le 21 avoir commis cet attentat en représailles contre la « disparition », le 17 juin, du militant nationaliste Guy Onesti. Le 27, le conseil des

19. - Les syndicats dits « réformistes » (F.O., C.G.C. et C.F.T.C.) remportent les élections des administrateurs des caisses de la Sécurité sociale, organisées pour la première fois depuis 1962. La C.G.T. et la C.F.D.T. subissent un échec. F.O. devance la C.F.D.T. et talonne la C.G.T.

19. - M. Savary présente de nouvelles propositions sur l'avenir de l'enseignement privé : écartant l'idée d'intégration dans un service public, il propose un calendrier de discussions pour une rénovation d'ensemble du système

18-20. - Le parti radical, réuni en congrès à Paris, élit M. André Rossinat à sa présidence et confirme son maintien dans l'opposition.

23. - Le conseil des ministres adopte le projet de loi sur la presse, très vivement critiqué par l'opposition. Après quatre jours de débats houleux à l'Assemblée nationale, du 14 au 17 décembre, l'examen du texte est renvoyé à une session extraordinaire en janvier 1984.

## DÉCEMBRE

1. - Rencontre au sommet P.S.-P.C.F., à Paris, pour « vérifier » le respect de l'accord de gouvernement conclu le 23 juin 1981.

18. - Au deuxième tour des élections législatives partielles organisées dans le Lot et dans le Morbihan, M. Bernard Charles (M.R.G.) et M. Aimé Kergueris (U.D.F.) sont élus pour succéder respectivement à M.M. Maurice Faure et Christian Bonnet, élus sénateurs.

19. - M. André Chandernagor, nommé, le 7, premier président de la Cour des comptes, est remplacé par M. Roland Dumas comme ministre chargé des affaires européennes.

21. - Le projet de loi sur l'enseignement supérieur est définitivement adopté. En deuxième lecture, les députés ont approuvé des amendements propres à rassurer en partie les professeurs qui s'étaient inquiétés d'une éventuelle « dégradation de l'Université ».

mande de M. Barre par un magistrat de cette Cour. Ce rapport concernait les sommes consacrées par Elf-Erap entre 1976-1979 à des recherches sur la détection aérienne des gisements pétroliers.

28. - Un réfugié espagnol, membre présumé de l'ETA-militaire, est grièvement blessé à Saint-Jean-de-Luz. Un autre réfugié avait été tué, le 19, à Bayonne. Ces deux attentats sont revendiqués par un « Groupe antiterroriste de libération », soupçonné d'être une émanation des milieux policiers espagnols.

31. - M. Mitterrand, présentant ses vœux aux Français, ne leur « promet rien d'autre que la poursuite sans faiblesse de l'effort de redressement national ».

- Deux bombes explosent, l'une dans le T.G.V. Marseille-Paris, près de Tain-Hermitage (Drôme), l'autre à la gare Saint-Charles à Marseille. Ces attentats, dont les auteurs sont inconnus, font quatre morts et une cinquantaine de blessés.



(Dessin de PLANTU)

ministres décide la dissolution de la Consultative des comités nationaux (C.C.N.), considérée comme la « vitrine légale » du F.L.N.C.

25. - Aux élections sénatoriales, l'opposition obtient soixante-quinze (+ 12) des quatre-vingt-dix-neuf sièges qui étaient à pourvoir, et la majorité, vingt-trois (+ 1).

30. - A Marseille, l'explosion d'une bombe dans l'enceinte de la Foire internationale provoque la mort d'un visiteur.

## OCTOBRE

2. - M. Jean-Michel Baylet, élu président du M.R.G., lance un appel à la constitution d'un « large centre gauche ».

5. - La procédure judiciaire engagée contre trois Irlandais, arrêtés à Vincennes le 28 août 1982 et présentés alors par l'Elysée comme des « terroristes internationaux », est suspendue en raison des irrégularités commises par des gendarmes, notamment d'un G.I.G.N., lors de la perquisition.

éducatif. L'enseignement catholique accepte de négocier, mais le Comité national d'action laïque (C.N.A.L.) refuse.

28-30. - Au congrès du parti socialiste, réuni à Bourg-en-Bresse, les délégués manifestent leur soutien « résolu » à la politique du gouvernement. Le CÉRES de M. Chevènement, dont la motion avait recueilli environ 18 % des suffrages dans le vote des fédérations, et les « rocardiens dissidents » (5 %) se sont ralliés au texte de M. Jospin (77 %).

## NOVEMBRE

3-4. - M. Mitterrand effectue en Poitou-Charentes sa sixième visite officielle dans une région.

14. - Six attentats à la bombe commis en Guadeloupe sont revendiqués par l'Alliance révolutionnaire caribbe (A.R.C.).

16. - M. Mitterrand affirme, à Antenne 2, que la crédibilité de la discussion nucléaire repose sur sa propre détermination.

## Le pouvoir et les pouvoirs

## JANVIER

28. - Alors que plusieurs conflits sociaux ont lieu dans l'industrie automobile, M. Mauroy « constate » que « des travailleurs immigrés sont agités par des groupes religieux et politiques ».

## MARS

15. - Une manifestation nationale d'étudiants en médecine rassemble plus de quinze mille personnes à Paris : une grève très suivie a commencé à la mi-février pour protester contre la réforme en cours des études médicales. Ce mouvement est marqué par de multiples actions spectaculaires.

22. - Début de la grève des internes et chefs de clinique des centres hospitaliers-universitaires contre les projets de réforme hospitalière et les modifications envisagées de leur statut.

30. - Des professionnels du tourisme manifestent à Paris contre le renforcement du contrôle des changes.

## AVRIL

25-26. - M. Mitterrand, en visite dans le Nord-Pas-de-Calais, évoque les conflits hospitaliers ainsi que l'agitation des agriculteurs et des éleveurs. Il affirme qu'il « entend faire respecter l'autorité de l'État », mais souligne qu'il « n'accepte pas, et n'est pas en mesure d'accepter, l'absence de dialogue ».

28. - M. Kramsch (C.G.T.), tout en insistait sur « l'insatisfaction et même le mécontentement des travailleurs », appelle les salariés à « faire échec à la mobilisation des forces de droite et du patronat, qui veulent peser sur les changements ».

## MAI

2. - Les internes et chefs de clinique votent la fin de leur grève. M. Mauroy a délégué, le 25 avril, cinq médiateurs et a adressé, le 29 avril, un texte qui satisfait leurs principales revendications.

4. - M. Chirac déclare dans le Monde que l'opposition doit être « l'apaisement des conflits ».

5. - Plus de vingt mille artisans, commerçants et petits patrons manifestent contre le gouvernement à l'appel de la C.G.P.M.E.

20. - Les étudiants en médecine décident de suspendre leur grève, qui de-

rait depuis trois mois. Ils n'ont obtenu que très partiellement satisfaction.

24. - L'ouverture du débat, à l'Assemblée nationale, sur le projet de réforme de l'enseignement supérieur est marquée par plusieurs manifestations, dont celle organisée par la « coordination nationale étudiants-enseignants », proche de l'opposition, qui rassemble quinze mille personnes. Cette manifestation, comme celles de la fin avril, du 5 et du 11 mai, est suivie d'affrontements avec les forces de l'ordre, malgré les mises en garde lancées par le gouvernement contre les provocations de militants d'extrême droite.

## JUN

3. - Deux manifestations de policiers sont organisées après la mort de deux d'entre eux, tués le 31 mai à Paris. Avec des mots d'ordres très politiques, la première, le matin, se tient sans être arrêtée le ministère de la justice ; la seconde, l'après-midi, parvient jusqu'aux grilles du ministère de l'Intérieur. Dans la soirée, le préfet de police de Paris démissionne, et le directeur général de la police nationale est révoqué de ses fonctions tandis que M. Mauroy demande la plus grande fermeté pour les policiers défilant : soixante-cinq fonctionnaires seront sanctionnés, dont les dirigeants des deux syndicats organisateurs des manifestations, qui seront révoqués dès le 7.

## OCTOBRE

3. - Trente mille à quarante mille personnes manifestent à Paris à l'appel de la C.G.C. contre la politique du gouvernement.

11. - Alors que des défilés syndicaux ont lieu dans les centres de tri postaux depuis le 24 septembre, M. Cattaui, président du C.N.P.F., déclare que les entreprises sont « gravement menacées » par les retards et le manque de courrier.

## NOVEMBRE

14. - La C.G.T. souligne que « l'écart entre nos objectifs et la politique du gouvernement s'est accru ».

## DÉCEMBRE

3. - Soixante mille personnes défilent à Paris au terme de la marche contre le racisme commencée le 15 octobre à Marseille par des jeunes d'origine immigrée.

14. - M. Maire (C.F.D.T.) démissionne, à Antenne 2, l'insolence et l'immobilité de la politique industrielle du gouvernement.

17. - A l'Assemblée de Poissy, le gouvernement accepte 1 905 des 2 905 licenciements demandés par la direction ainsi que le plan social qui les accompagne. La grève avec occupation, commencée le 7, se poursuit, mais, le 31, le gouvernement fait évacuer l'usine.

## Les élections municipales

La 20 janvier, le R.P.R. et l'U.D.F. concluent un accord limitant à cinq le nombre des « primaires ». L'accord du 23 décembre entre le P.C. et le P.S. en prévoyait onze.

La 6 mars, le premier tour des municipales est marqué par un recul de la majorité, qui perd seize villes de plus de 30 000 habitants (8 P.C., 8 P.S.) dont Reims (P.C.), Brest, Grenoble, Nantes et Roubaix (P.S.).

Le 13 mars, au second tour, la gauche résiste mieux, mais perd quinze autres villes de plus de 30 000 habitants (8 P.C. et 7 P.S.) dont Nîmes et Saint-Étienne (P.C.). Sur les trente et une prises à la majorité, dix-huit seront dirigées par le R.P.R. et huit par l'U.D.F. La victoire de l'opposition est totale à Paris comme à Lyon.

En juin, plusieurs décisions de tribunaux administratifs annulent ou limitent des résultats suscitant une vague polémique sur les fraudes électorales. La P.C.F. voit dans treize cas sur vingt-

sept, dénoncer une « manipulation politique ».

La 11 septembre, à Dreux, l'opposition, alliée à l'extrême droite, remporte l'élection municipale organisée dans cette municipalité à direction socialiste après l'annulation pour irrégularité du scrutin de mars. Entre les deux tours, un débat national s'était instauré et M. Simone Veil avait précisé, le 5, qu'elle « n'aurait pas conclu d'alliance avec le Front national », qui avait obtenu 16,72 % des suffrages au premier tour.

Le 2, puis le 16 octobre ainsi que les 6 et 13 novembre, des maires sortants communistes sont battus par des listes d'opposition dans quatre nouvelles villes de plus de 30 000 habitants : Sarcelles, Antony, Villeneuve-Saint-Georges et Aulnay-sous-Bois. M. Marchais, rejetant à nouveau le 13 novembre les accusations de fraude, affirme que les « pertes de la gauche » sont dues à un recul du P.S.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5 rue des Mathématiques  
75007 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4287-23

## ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

## FRANCE

341 F 605 F 859 F 1 080 F

## TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

## ÉTRANGER

(par messagerie)

## L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 685 F 979 F 1 240 F

## IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voient bien joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-propos en espèces d'apporter.

## Un Dépôt-Vente

Différent...

Se taille (200 m² d'exposition), la qualité et la variété des meubles et objets anciens

présentés et surtout le nombre de bonnes affaires qu'on y réalise font de ce

Dépôt-Vente l'endroit rêvé de la capitale, pour acheter

ou vendre tout mobilier ancien ou d'occasion.

Le Dépôt-Vente de Paris

81, rue de Lagny, Paris 20<sup>e</sup>

372.13.91

# BLANC 84

# MADÉLIOS

Place de la Madeleine, Paris  
Pour ceux qui savent choisir



## DES EXEMPLES :

CHEMISE popeline 100% coton. poignet simple ou poignet mousquetaire 145 F  
CHEMISE COL ANGLAIS 100% coton. 165 F  
CHEMISE oxford 100% coton. 168 F  
PYJAMA popeline coton. 175 F  
PEIGNOIR éponge coton. 270 F  
MOUCHOIR coton couleur, les trois. 33 F  
MOUCHOIR coton blanc roulotté main. 54 F  
initiale brodée, les trois

SPECIALITE  
DE MOUCHOIRS  
EN FIL DE LIN  
ROULOTTES  
MAIN



# LÉGION D'HONNEUR

## Grand-Croix

M. Georges Portmann, membre de l'Académie de médecine.

## Grand officier

MM. Robert Bordaz, président de l'Union centrale des arts décoratifs; François Cuisin, ancien conseiller d'Etat en service extraordinaire; Georges Plescoff, inspecteur général des finances honoraire; Henri Rol-Tanguy, lieutenant-colonel.

## Grande chancellerie

Sont promus officiers: MM. Roger Arnaud, président d'une section d'entraide de la Légion d'honneur; Pierre Biquard, professeur honoraire à l'Ecole supérieure de physique et de chimie de Paris; Jacques Brebant, professeur honoraire de cancérologie; Gabriel Dubois de Labarre, Marie Lafon de Lagasse, secrétaire général de la fondation Marchais-de-Latture; Jean Fauriol, professeur honoraire de physiologie; Hector Riviere, conseiller honoraire à la Cour de cassation; Fernand Tesson, ancien ingénieur militaire; M. Rosette Tringault, épouse Peschard, secrétaire générale de la fondation Leclerc de Hautecloque.

Sont nommés chevaliers: M. Marcelin Berthelot, maire de Saint-Denis; M. Jeanne Faucheur, surintendante des maisons d'éducation de la Légion d'honneur; MM. Robert Gert, directeur d'école honoraire; Auguste Gima, commissaire divisionnaire honoraire; Roger Leroy, ancien compositeur typographe; Joseph Messag, ancien ingénieur des travaux publics; Robert Richard, ancien gardien chef du Musée de la Légion d'honneur; Henry Tournelle, ancien directeur de collège honoraire; Engèle Vaillant, ancien commis au ministère de la défense.

## Premier ministre

Sont promus commandeurs: MM. Michel Dufes, architecte, décorateur conservateur de musée; Jean Levy, président d'une université populaire; André Magnus, directeur de publicité et de relations extérieures.

Sont promus officiers: MM. Albert Boulin, ancien gardien de musée; Maurice Cotteneau, membre du bureau du centre d'étude et de recherche de l'Occupation et de la Résistance dans le Morvan; Lucien Delassus, membre d'associations d'anciens combattants; Marcel Dornier, vice-président d'une fédération de déportés, internés, résistants et patriotes; Julien Gervais, président du comité des anciens chefs militaires du réseau Sylvester; Jacques Mitterrand, ancien administrateur de classe exceptionnelle; Paul Poulain, lieutenant-colonel médecin des sapeurs-pompiers; Pierre Smadja, ancien P.D.G. d'une société de textile; René Thibaut, président d'une fédération de déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers: MM. Georges Bellin, ancien sénateur; Virgile Calmet, ancien administrateur d'une imprimerie; Jean-Michel Cornier, chirurgien; Jules Dalk, ancien journaliste; Gilbert Delaine, président de l'association Art contemporain; André Delmas, avocat honoraire; Pierre Denin, prêtre; Roland Gardou, secrétaire général de l'association de Toulouse des auditeurs de l'Institut des hautes études de défense autonome; Jacques Hérard, directeur d'un bureau de la Datar; M. Yvette Lecharpentier, secrétaire administratif; MM. Ben Amar Minuian, conducteur automobile; Gérard Minvielle, sénateur honoraire, ancien questeur du Sénat; Jean Raynaud, président de chambre régionale des comptes; Camille Sandrin, ancien enseignant; Raymond Spingard, ancien sénateur; M. Viger, née Juliette Abraham, ancienne secrétaire.

## PROMOTION DU TRAVAIL

Sont nommés chevaliers: MM. Jean Belkacem, P.D.G. d'une société; Justin Buisson, artisan ébéniste tapissier; André Carton, ancien maître ouvrier; Maurice Chabais, artisan maçon; Henri Desgrappes, ébéniste; Jean-Marie Durand, technicien textile; M. Marie Francoual, épouse Lagrange, ancienne femme; MM. André Huard, ancien ingénieur divisionnaire; Léopold Ilterre, ancien mineur; Jean Lagasse, conseiller municipal, instructeur maritime; Albert Lemauf, agent d'informations maritimes; M. Jeanne Michon, épouse Masse, secrétaire générale dans une société; M. Georges Remy, sculpteur-décorateur; M. Georges Scallia, épouse André, vice-présidente d'un centre hospitalier; M. André Van de Syde, directeur de travaux dans une société.

## DROITS DE LA FEMME

Sont nommés chevaliers: M. Juliette Beltrando, dite Gerla-Beltrando, expert Beltrando; Suzanne Besançon, épouse Burtin, magistrat; Renée Creze, épouse Dufour, enseignante.

## RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Est nommé chevalier: M. Pierre Lasseguette, directeur d'école en retraite.

## PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT

Est promu officier: Mgr Jean Monisier, évêque de Nice.

## FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORMES ADMINISTRATIVES

Est promu officier: M. Michel Maler, conservateur des hypothèques.

Sont nommés chevaliers: MM. Louis Solbes, professeur de collège; Louis Luc, journaliste parlementaire.

## TECHNIQUES DE LA COMMUNICATION

Est promu officier: M. Georges Mamy, rédacteur en chef adjoint au Nouvel observateur.

Sont nommés chevaliers: MM. Henri Berthod, ingénieur général à l'Hydroélectricité de France; Jean Ceillon, directeur des services techniques à Radio-France; Frédéric Doerr, ancien journaliste; Josy Eisenberg, rabbin, producteur d'émissions télévisées et radiodiffusées.

## ENVIRONNEMENT ET QUALITÉ DE LA VIE

Est promu officier: M. Philippe Pruvost, coordonnateur de la mission Environnement et qualité de la vie.

Sont nommés chevaliers: MM. Pierre Capat, président de l'Amicale des jardiniers de Nice et des Alpes-Maritimes; Michel Decaux, adjoint au chef des études et de la recherche au secrétariat d'Etat; Pierre du Pontavice, directeur de la Fédération des parcs naturels; M. Claudette Roche, chef de section des T.P.E. à Lyon.

## ÉCONOMIE FINANCES ET BUDGET

Sont promus officiers: MM. Armand Bizquet, secrétaire général du crédit d'équipement des P.M.E.; Pierre Bougon, conseiller maître à la Cour des comptes; Jean Dupont, trésorier-payeur général; Jean-François, directeur général adjoint de la Caisse centrale de réassurance; Pierre Garçon, contrôleur financier; Jacques Le Noan, chef de service du contrôle d'Etat; Gilbert Magal, président d'honneur de la chambre nationale des fonctionnaires; Raymond Robinet, ancien directeur général d'une compagnie d'assurances; Jean Saint-Geours, inspecteur des finances, P.D.G. du Crédit national.

Sont nommés chevaliers: MM. Jean Bagdasarian, vice-président de la commission de développement de l'informatique; Paul Braxton, conseiller maître à la Cour des comptes; René Chevalier, chef de section à l'administration centrale; M. Dangin, des Lilas; Le G. G. chef de centre des impôts à Beauvais; MM. Bernard Duchesne, sous-directeur à l'administration centrale; Marcel Dufournaud, sous-directeur de banque; André Langlade, trésorier-payeur général de la Nouvelle-Calédonie; Gilbert Lasfargues, président de banque; Jean Leclerc, directeur à la Banque de France; M. Denise Lemaire, assistante sociale chef à la C.D.C.; MM. Daniel Luciani, P.D.G. de société, administrateur de la C.D.C.; Jean-Louis de Loo; Lucien Meudal, directeur général pour les relations avec le public; Pierre Nadal, secrétaire général de banque; Georges Pompey, secrétaire général de la Fédération des employeurs et salariés; Claude Reinhard, directeur général adjoint de banque; René Rondil, ancien fondé de pouvoir; Guy Sallerin, sous-directeur à l'administration centrale; Guy Savary, réviseur en chef à l'administration centrale.

## CONSUMMATION

Est promu commandeur: M. Pierre Ordonneau, conseiller d'Etat honoraire.

## AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITÉ NATIONALE

Sont promus officiers: MM. Armand Fairrie, vice-président fondateur d'une association pour les jeunes handicapés; Jean-Louis Maillet, directeur administratif et technique d'un centre pour l'enfance et l'adolescence handicapée; Jean Meunier, président de la Fédération française d'écadrement (C.G.C.); Emile Niboyet, médecin; Henri Perret, directeur régional honoraire des affaires sociales et sociales; Henri Sarraden-Massat, président d'honneur d'une union départementale d'associations familiales; Ahmed Soma, médecin chef de service honoraire; Raymond Valtier, président de l'Institut international de l'audit social.

Sont nommés chevaliers: MM. Jean Barthe, directeur régional honoraire des affaires sociales et sociales; Jean Benet, président de la fédération nationale des associations d'entraide des pupilles et anciens pupilles de l'Etat; Georges Bernartet, directeur départemental du travail et de l'emploi; Jacques Besnais, médecin chef du travail; M. Monique Blinneau, épouse Creutz, administrateur civil; MM. Antonin Brugère, vice-président d'une union départementale de sociétés mutualistes; André Brunet, cide; Roger Brunet, ancien président de la Fédération des associations de foyers adoptifs; M. Jeanne Chevillotte, directrice d'une société de sauvegarde de l'enfance; MM. Lucien Chibois, chef de fabrication; Roger Courteau, président d'une caisse d'allocation familiale; Henri Dermen, vice-président d'une mutuelle; Julien Dupont, secrétaire adjoint d'une union locale C.G.T.; René Foubonne, président d'une union régionale mutualiste; André Gilet, médecin directeur d'une caisse de retraite mutualiste; Théodore Hasnol, directeur régional des affaires sociales et sociales; Vincent Holland, P.D.G. de l'Office de vulgarisation pharmaceutique; Claude Lacambra, secrétaire général d'une union départementale F.O.; Georges Laurent, médecin conseil de la Sécurité sociale; Pierre Marois, chirurgien-dentiste; Dominique Moyen, directeur général de l'Institut national de la recherche et de la sécurité; Gaston Parant, ancien directeur technico-commercial d'une fonderie; Georges Prosper, menuisier-ébéniste, meilleur ouvrier de France; M. Marie de

Robien, secrétaire générale de la Fédération des centres de formation d'économie sociale familiale; MM. Maurice Vassili, secrétaire général d'une fédération nationale mutualiste; André Wauemont, président d'une caisse primaire d'assurance-maladie.

## EMPLOI

Est nommé chevalier: M. Osvaldo Calvetti, président de l'UNEDIC.

## SANTÉ

Est promu commandeur: M. Marcel Legrain, médecin-chef de service des hôpitaux de Paris.

## SANTÉ

Est promu officier: M. René Berge, ancien chirurgien-chef de service; Jean Bourron, chirurgien honoraire et président départemental de la Croix-Rouge; Pierre Degrez, biologiste honoraire; Léon Nizand, médecin; Robert Wagnant, secrétaire général de la société d'histoire dentaire.

## SANTÉ

Sont nommés chevaliers: MM. François Accard, médecin-chef de service; Mme Marie Blampain, épouse Codron, infirmière; MM. Jean Cazejust, médecin radiologue; Abraham Citanova, président de l'association des cadres de l'industrie pharmaceutique; Georges Ducloux, ancien caissier d'un centre hospitalier; Fernand Flabaud, chirurgien-chef de service; Bernard Genet, médecin, directeur d'un centre de transfusion sanguine; Bernard Laffin, médecin; Pierre Meyer, directeur honoraire d'une entreprise de réparation pharmaceutique; Pierre Morille, secrétaire général de la Fédération des donneurs de sang bénévoles; Georges Perrin, ancien chirurgien-chef de service; Robert Polier, médecin, directeur honoraire d'un centre de transfusion sanguine; Robert Rolland, professeur honoraire à Paris; M. Jean Sarvonnat, médecin; M. Madeline Selzer, ancienne infirmière; M. Jean Sarragana, président du Centre national de défense contre l'alcoolisme.

## RAPATRIÉS

Est nommé chevalier: M. Elie Ghazvin, médecin, retraité.

## INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Sont promus commandeurs: MM. Marcel Blanc, préfet, chargé des mesures de défense; Maurice Morel, ancien député du Cantal; Philippe Serre, ancien ministre, ancien député de Meurthe-et-Moselle.

## INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Sont promus officiers: MM. Léon Benichou, président honoraire d'un comité d'intérêt de quartier; Henri Bouvonnat, président de l'Union (Nièvre); Jacques Corbon, commissaire de la République de Madagascar et de la Haute-Garonne; Gaston Ferret, ancien adjoint au maire de Niort; André Fouchard, ancien député, ancien ministre; M. Madeline Selzer, ancien député; M. Jean Sarragana, président du Centre national de défense contre l'alcoolisme; Mgr Armand Le Bourgeois, évêque d'Autun; MM. Jean-Louis Querrelle, conseiller général de Gers; Maurice Treys, commissaire de la République du Val-de-Marne.

## RELATIONS EXTERIEURES

Sont nommés chevaliers: M. Fernand Bagarre, ancien maire de Montargis-Montparat (Alpes-de-Haute-Provence); René Billières, ancien ministre, ancien député, ancien sénateur; Emile Bizon, conseiller général de l'Allier; Paul Cromarias, directeur général adjoint du département de la Dordogne; Gérard Curvaux, commissaire de la République du territoire de Belfort; Augustin Denans, conseiller général du Var; Jacques Fouchier, commissaire divisionnaire; André Grunewald, officier de police principal; Henri Hirt, commissaire divisionnaire; René Lavergne, conseiller général de la Dordogne, maire de Lescrope; Jean Lemaunier, ancien maire de Quimper; Antoine Maizero, ancien conseiller municipal de Marseille; Maurice Michel, député honoraire, ancien conseiller général de la Drôme; M. Gabriel Mullier, secrétaire général des services de la Haute-Garonne; MM. Pierre-Charles North, commissaire de la République de l'Orne; Zénon Oas, contrôleur général de la police; Jean Perret, ancien ministre, ancien député, ancien sénateur, ancien maire de Biarritz; Roger Poitier, conseiller municipal de Nevers; Jean-Pierre Quinio, directeur général adjoint de la Compagnie générale des eaux; Camille Saillier, maire honoraire de Moudouze (Tarn); Michel Soulier, directeur de l'Ecole nationale supérieure de police de Saint-Cyr-et-Mont-d'Or; Jean Theuriot, ancien conseiller général de la Nièvre, maire de Montpas.

## DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Sont promus officiers: MM. Sidi Brouha, chef de section au cabinet du haut commissaire à Papeete; Joseph Cassat, président des Français libres de Nouvelle-Calédonie.

## SANTÉ

Sont nommés chevaliers: MM. Victorius Depluche, artisan aux Aghmes (Guadeloupe); James Hawweng, chef administratif et conseiller de la tribu de Duzip (Nouvelle-Calédonie); Pierre Hurry, ancien syndicaliste à la Réunion; Maurice Louis-Joseph-Dugue, maire et conseiller général à la Martinique; Charles Médé, directeur à la Martinique de coopération économique; Jean Montpouzet, directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer; Léon Nicolas, ancien marin pêcheur à Saint-Pierre-et-Miquelon.

## MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Sont promus officiers: MM. Fernand Andreani, ancien commandant de bord Concorde; Edouard Chais, président des Associations professionnelles des commissaires de transport et affrèteurs routiers; Michel Fry-

bourg, ingénieur général des ponts et chaussées; Georges-Pierre Rateau, chef d'entreprise, président d'honneur des transports routiers.

## SANTÉ

Sont nommés chevaliers: MM. Edmond Bustières, secrétaire général d'une union régionale de la C.F.D.T.; Henri Canal, chef du centre météorologique de Bordeaux-Mérignac; Christian Danfous, directeur régional de l'équipement de la Corse; André Delaux, président du Conseil national des commissaires de transport; François Gentile, délégué général de la Prévention routière; François Gilet, directeur général adjoint à Air-Inter; Robert Hermin, ancien président de la Fédération des cheministes C.G.T.; Constant Leroy, ancien attaché de cabinet à l'Aéroport de Paris; Marc Lucchini, secrétaire général d'une organisation syndicale de la R.A.P.; René Pissot, président départemental de mutualité; François Sarre, conducteur principal au service de la navigation de la Seine.

## MER

Est promu officier: M. Simon Mouru, patron pêcheur.

## JUSTICE

Est promu commandeur: M. Paul Malaval, conseiller honoraire à la Cour de cassation.

## JUSTICE

Sont promus officiers: MM. Michel Bernard, conseiller d'Etat; Michel Bernard, conseiller à la Cour de cassation; Georges Bourget, président de chambre honoraire à la cour de Paris; Jean Cochard, avocat général à la Cour de cassation; Paul Courtaud, président de chambre honoraire à la cour de Paris; M. Maurice L'Epée, professeur de médecine légale à Bordeaux-II; Pierre Mangin, président de chambre à la cour de Versailles; Constant Martha, premier président de la cour d'appel de Riom.

## SANTÉ

Sont nommés chevaliers: MM. Robert Akabou, avocat à Paris; Louis Auzan, président de chambre à la cour de Paris; Pierre Bap, directeur général de l'association Amoro; Albert Barbaud, avocat général à Bordeaux; Régis Bonnard, avocat général à Riom; Jean Boumarque, président de chambre à la cour de Paris; Roger Capelle, président du tribunal d'Epinal; Gérard Combes, président du tribunal d'Albi-Provence; François Crespin, conseiller à la cour de Paris; Guy Daout, bâtonnier des avocats de Paris; Serge Dary, président de la conférence des bâtonniers; Philippe Daux, maître des requêtes au Conseil d'Etat; Paul Fourer, conseiller à la cour de Paris; Michel Guernaud, président de chambre à la cour de Douai; M. Madeline Selzer, ancien député; M. Jean Sarragana, président du Centre national de défense contre l'alcoolisme; M. Jean Sarragana, président du Centre national de défense contre l'alcoolisme; M. Jean Sarragana, président du Centre national de défense contre l'alcoolisme.

## RELATIONS EXTERIEURES

Sont promus officiers: M. Louis Bouche, Léopold Le Vizeux, internés résistants.

## RELATIONS EXTERIEURES

Sont nommés chevaliers: M. Louis Bouche, Léopold Le Vizeux, internés résistants.

## EDUCATION NATIONALE

Est promu commandeur: M. Emile Aron, professeur de clinique médicale honoraire.

## EDUCATION NATIONALE

Sont promus officiers: MM. Xavier Aubert, inspecteur général; Jean Dibia, sous-directeur; Yves Doumaire, inspecteur d'éducation; Claude Dreyfus, directeur d'administration centrale; René Dupuy, professeur au Collège de France; Robert Gauthier, inspecteur général; Jean Lemoine, inspecteur général de l'Administration; Manuel Mazon, professeur de lycée d'altitude de Brignoles; Bertrand Robelle-Borgella, inspecteur général de l'Administration; Jean Repussens, inspecteur général; André Tunc, professeur titulaire à Paris-I; Jean Vidéus, professeur d'université honoraire.

## EDUCATION NATIONALE

Sont nommés chevaliers: MM. Claude Aniel, professeur à Paris-VII; Georges Balandier, professeur à l'université Paris-V; Pierre Baquet, chef de la mission des enseignements artistiques; Marcel Bonvalet, recteur de Nantes; M. Pauline Carpentier, épouse Crépité, directrice d'école honoraire; MM. Jean Cazart, professeur du LEP de Châteauneuf-de-Lot; François Degoulange, professeur de lycée à Champagne-sur-Seine; Jean Delat, inspecteur général; Robert Gauthier, professeur d'université à Lille; Jean-Pierre Hennion, inspecteur d'académie à Toulon; Jean Huvé, directeur du Centre national de la M.G.E.N. les Trois Etoiles; Gilbert Jeanne, inspecteur pédagogique régional honoraire; Gaston Marchal, directeur du C.I.O. de Castres; Maurice Mazères, professeur d'université à Toulouse; Roger Miliou, ouvrier professionnel à l'université de Nice; Ange Moncheourt, inspecteur principal de l'enseignement; Jeanne Moncheourt, inspectrice principale; René Pancher, professeur à l'Institut polytechnique de Grenoble.

## COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT

Sont promus officiers: M. Louis Chambon, médecin aux

instituts Pasteur d'outre-mer; René Courty, sous-directeur à l'Administration centrale; Pierre Garreau, ambassadeur de France à Djibouti; Daniel Richon, directeur dans une compagnie aérienne, chevalier du 7 novembre 1973.

## SANTÉ

Sont nommés chevaliers: MM. Manotti Botazzoli, secrétaire général d'une association de solidarité internationale; Louis Brumbarbe, responsable de formation professionnelle des adultes en Martinique; Philippe Decraene, directeur du centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes; Paul Juvé, ingénieur en chef des services de l'agriculture outre-mer (Cameroun); Pierre Michel, inspecteur primaire en Côte d'Ivoire; Gilles Pretteville, attaché principal d'administration; Alain Provost, directeur général d'une société; Raymond Koster, directeur dans une société; Mlle Hélène Sarret, chargée de mission à l'Administration centrale.

## DÉFENSE

Sont promus officiers: MM. Serge Dassaun, P.D.G. d'une société; Raymond Maillet, responsable d'association; Jean-Marie Saget, pilote d'essai.

## SANTÉ

Sont nommés chevaliers: Mme Paulette Baland, née Bellot, secrétaire administrative; MM. Pierre Moulinier, directeur général d'une société; Paul Timmermans, directeur général d'une société.

## ANCIENS COMBATTANTS

Sont promus officiers: MM. Emile Carver, vice-président départemental de la Société mutualiste; Roger Faraut, président départemental de combattants volontaires de la Résistance; Albert Frenzel, président départemental des croix de guerre et de la valeur militaire; M. Marthe Rind, veuve Brunet, vice-présidente d'une section Rhin et Danube; MM. Marcel Ribera, trésorier général de la Cour de la Libération; Jean Tamaguy, président départemental de Rhin et Danube.

## SANTÉ

Sont nommés chevaliers: MM. François Amodeuz, membre du conseil d'administration de la Fédération des déportés et internés résistants et patriotes; René Aubry, vice-président de la fédération André-Magniot; M. Michelle Andouy, dite Cambarde et Mirande, membre des anciens de la D.B.; MM. Maurice Berthelin, membre du bureau national de l'Union des amicales de camps de prisonniers de guerre; François Burg, président départemental de patriotes résistants; Jules Carpentier, membre du bureau départemental de combattants de la Résistance; Edouard Doyot, membre de l'amicale des anciens du 3<sup>e</sup> régiment de marche du Tchad; Georges Egasse, vice-président départemental de combattants prisonniers de guerre et de la Résistance; Tounis, M. Marcel Gailland, vice-président départemental de combattants de la Résistance; Alphonse Janello, président départemental des médaillés militaires; M. Marcelle Jean, veuve Bourgeois, vice-présidente départementale des anciens combattants et victimes de guerre; MM. Roger Lecaue, ancien membre du mouvement national des prisonniers de guerre et déportés; Camille Lapiere, dirigeant de l'association des anciens de l'Administration du service des sapeurs; Lucien Laurent, vice-président de la fédération des poètes marseillais; Raphaël Oraviani, membre du bureau d'une union régionale d'anciens combattants; M. Liliane Velter, membre des anciens de la 2<sup>e</sup> D.B.; MM. Pierre Walbol, membre du mouvement national des prisonniers de guerre et déportés.

## DÉPORTÉS ET INTERNES DE LA RÉSISTANCE

Sont promus officiers: MM. Louis Houche, Léopold Le Vizeux, internés résistants.

## RELATIONS EXTERIEURES

Sont nommés chevaliers: M. Guy Behar, dit Guy Béat, auteur, compositeur, interprète; M. Michèle Benoit, ancien conservateur au département des sculptures du Louvre; MM. Jean-Pierre Faye, philosophe, écrivain, maître de recherches au C.N.R.S., directeur du haut conseil du Collège international de philosophie; Jacques Fèvre, administrateur civil à la direction du théâtre et des spectacles; Martial Geoffroy, jardinier en chef du domaine de Saint-Cloud; Jean Gougeon, dit Jean Mity, cinéaste, historien du cinéma; Gilbert Paris, chargé des relations extérieures au Centre Georges Pompidou; Claude Ravier, sous-directeur au Centre national de la cinématographie; Michel Rouzère, P.D.G. de plusieurs théâtres parisiens; M. Alice Serron, veuve Lewis, dite Alice Monnet-Sully, présidente du comité Monnet-Sully; Christine Vauzard, veuve Hawkins, professeur de danse à l'Opéra de Paris et au Conservatoire de musique de Paris; M. René Vign, avocat et écrivain; M. Marie Vignot, veuve Lantier, dite René Saint-Cyr, artiste dramatique; M. Alexis Weissenberg, pianiste, compositeur.

## PERSONNALITÉS ÉTRANGÈRES

Est promu commandeur: M. Georges Ivens, dit Joris, cinéaste.

## SANTÉ

Sont promus officiers: MM. Camille Aboussouan, ancien ambassadeur et représentant du Liban auprès de l'UNESCO; Norbert Baillet, P.D.G. de société; Nodet Conrad, interprète de mélodies; William Tyler, diplomate américain en retraite.

## SANTÉ

Sont nommés chevaliers: MM. Georges Deveroux, ancien professeur au Collège de France; Stanislas Paczynski, ancien directeur de la maison de retraite du Fonds humanitaire polonais à Lailly-en-Val.

## (A suivre)

EURO  
VORIT

051071607



# Le Monde ECONOMIE

\*\*\* LE MONDE - Mardi 3 janvier 1984 - Page 15

## LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1983

### L'Europe favorite

Dossier établi par François RENARD,  
André DESSOT et Serge MARTEL

Les marchés financiers mondiaux, qui avaient en un très vigoureux sursaut en 1982 après leur fléchissement de 1981, ont connu une année particulièrement faste, avec des performances tout à fait remarquables.

Ces performances ont été le fait, surtout, des marchés européens, où les hausses moyennes se sont élevées de 24 % à plus de 60 % (Paris et Stockholm). La plus modeste, en revanche, a été celle de New-York (+ 20 %). Aux États-Unis, en effet, c'est au second semestre de 1982 que l'essentiel de la hausse a été acquise, dans l'espoir d'une reprise économique que les opérateurs anticipèrent largement. Cette reprise une fois confirmée, le ton est devenu plus hésitant outre-Atlantique. Certes la Bourse de New-York a monté jusqu'à l'été 1983, mais elle a stagné au second semestre, sur le fait accompli d'abord, sur la crainte d'une nouvelle tension des taux d'intérêt ensuite.

Au Japon, très déprimé en 1982 par la crise mondiale, tous les records ont été battus. La hausse des valeurs s'est développée tout au long de l'année dans la perspective d'un redémarrage de l'économie, déjà perceptible au second semestre et qui devrait se poursuivre assez vigoureusement en 1984.

En Europe, sur l'ensemble des douze mois de 1983, la flambée des cours a été alimentée par l'espoir d'une amélioration de la situation. A Londres, la City a salué chaleureusement la réélection de la majorité conservatrice, et les valeurs britanniques se sont hissées à un palier historique. A Francfort, où les cours ont rejoint et dépassé leurs plus hauts niveaux, atteints en 1960, le redressement de l'économie, désormais acquis, a été amplement escompté.

En France, ce n'est pas la reprise économique, loin s'en faut, qui a provoqué une véritable « explosion » des cours, la

plus forte et la plus étendue depuis la guerre. Bien au contraire, les nouvelles les plus déprimantes n'ont cessé d'affluer : chômage, licenciements, stagnation, puis baisse de la consommation. Et pourtant les valeurs françaises n'ont cessé de monter, certaines doublant ou même triplant leur cours de départ ! « Un boom triste », dira un des acteurs du jeu, et même « un peu honteux » dans un cadre national peu riant.

C'est que, à Paris, un faisceau de facteurs techniques a été réuni dans une conjonction assez rare : perte d'intérêt pour l'immobilier et pour l'or qui a provoqué des désinvestissements au profit de valeurs mobilières favorisées par le fisc, phénomène d'« entonnoir » dans un marché relativement étroit où les investisseurs se sont disputés une quinzaine de valeurs, celles de sociétés en bonne santé et opérant, pour une bonne part, à l'étranger, notamment aux États-Unis (les « belles américaines »).

Une chose est vraisemblable néanmoins : les performances hors du commun réalisées par la Bourse de Paris en 1983 ne risquent pas d'être rééditées en 1984, tout au moins de cette façon-là. Le même problème se pose partout dans le monde aux investisseurs : comment consolider les progrès effectués et se prémunir contre les retours de flamme, inévitables dans certains cas ? Les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel ! Tout dépendra de l'évolution des taux d'intérêt. Ils continueront de baisser, sans doute, en France pour des raisons internes. Ailleurs, c'est l'inconnu, avec toutefois l'espoir que la reprise américaine s'étendra et se généralisera, sans trop d'inflation, et cela, les gouvernements y veilleront, à tout prix. Autres inconnues : le prix de l'or et celui du pétrole.

Bien des investisseurs y pensent, comme à un relais.

## PARIS : L'EXPLOSION

Le comble des paradoxes ! Alors que rien dans la situation économique de la France n'incite à un optimisme béat, que l'hélicoptère n'a pas pu s'acrocher, pour l'instant, au train de la reprise parti des États-Unis et que les dirigeants actuels ne sont pas précisément ceux que les milieux d'affaires appellent de leurs vœux en 1981, la Bourse de Paris a réalisé cette année un parcours exceptionnel à tous égards.

Avec une hausse de 60 % en moyenne par rapport au début du mois de janvier (67 % pour l'indice global le 28 décembre et 55,5 % selon l'indice de la Compagnie des agents de change), le marché parisien a connu en tête des places mondiales, au coudé à coudé avec Stock-

holm. Il faut remonter à 1954 pour retrouver de pareilles performances au moment où le Palais Brongniart trouvait dans les découvertes pétrolières d'Esso à Parentis le stimulant nécessaire après plusieurs années de marasme de l'après-guerre.

Du coup, la capitalisation boursière de Paris et des sept places de province a franchi le seuil des 300 milliards de francs. Dans le même temps, on assistait à une explosion du volume des échanges, plus de 300 milliards de francs, en augmentation de plus de 50 %. Une fois de plus, les obligations ont occupé une part importante du marché, le montant des échanges atteignant 222 milliards de francs durant

cette période, soit une augmentation de 71 % tandis que les actions représentaient 108 milliards de francs (+ 66 %) sur le seul marché officiel.

En dépit du terrain gagné par ces dernières par rapport à l'ensemble des transactions, la part du marché obligataire est restée prépondérante. « Les raisons de la croissance très forte du marché obligataire sont structurelles, mais j'ai le sentiment qu'elles sont actuellement à leur zénith », devait déclarer à ce sujet M. Yves Flornoy à la revue Bourse avant de céder à M. Xavier Dupont son fauteuil de syndic au terme de leur années passées à la tête de la Compagnie des agents de change.

Les raisons de cette hausse exceptionnelle ? Elles sont multiples, puisqu'on peut citer pêle-mêle les niveaux records enregistrés sur l'ensemble des places internationales et leur effet d'entraînement sur le marché de Paris, la « prise en tenaille » des placements liquides entre une fiscalité alourdissant et des conditions plus contraignantes (levée de l'anonymat sur les ventes d'or, par exemple), enfin, la grave crise qui a sévi sur le marché immobilier en dépit d'un « freinage » par certains professionnels en fin d'année. Parallèlement, la Bourse de Paris avait subi la « saignée » des nationalisations depuis plus d'un an sans que de nouvelles valeurs soient venues compenser, à la cote officielle, la vingtaine de titres bancaires et industriels radiés pour cause d'extension du secteur public.

Cette conjonction d'éléments, allée à une politique volontariste des pouvoirs publics qui a trouvé son aboutissement dans la « loi Deleors » du 3 janvier 1983 sur le développe-

ment des investissements et la protection de l'épargne, a fait que tous les secteurs se sont trouvés poussés à la hausse les uns après les autres. Aux « belles américaines », installées aux États-Unis et que l'envoie du dollar a tirées vers le haut (Möet-Hennessy, Pernod Ricard, B.S.N.-G.D., Bongrain, Générale Biscuit) ont succédé les secteurs industriels, agro-alimentaire et chimie en tête, tandis que les services et les sociétés de portefeuille allaient également de l'avant.

Seules les valeurs de la métallurgie, du bâtiment et des travaux publics ainsi que de la distribution ont fait grise mine : encore ces dernières ont-elles été tirées de l'ornière en fin d'année par des investisseurs se rabattant sur des titres qui n'avaient pas trop monté. Un vent de spéculation a également soufflé sur une poignée de sociétés dites « en redressement », parmi lesquelles Michelin, Peugeot, Mammès, Creusot-Loire, Maisons Phénix (par moments) ou encore D.M.C. Résultat : à la fin novembre, plus d'une vingtaine de sociétés françaises avaient dépassé les 100 % de hausse par rapport à la fin de l'année 1982 avec, en tête, Sommer Alibert, Générale Biscuit, Pernod Ricard, D.M.C., Rousset-Uclaf, Essilor et Esso, pour ne citer que les écarts supérieurs à 150 %.

En dehors du cercle étroit des trois mille personnes directement intéressées, dans leurs évolutions, par les performances de la Bourse de Paris, celles-ci ont également profité aux sociétés cotées. Grâce aux nouveaux produits financiers mis à leur disposition, à un développement important des augmentations de capital et au relais assuré par les comptes d'épargne en actions aux

anciennes Sicav Monory, elles ont recueilli cette année quelque 15 milliards de francs d'argent frais. Un autre apport important a été constitué par le second marché, ouvert, en

principe, aux seules petites et moyennes entreprises et dont la capitalisation a déjà dépassé les 7 milliards de francs depuis son inauguration, le 1<sup>er</sup> février 1983.

### Record pour les émissions et les transactions

Si l'année 1982 avait été celle des obligations, qui avaient battu deux records - celui des transactions et celui des émissions, - l'année 1983 aura été propice à la fois aux obligations et aux actions, tous les records étant à nouveau battus.

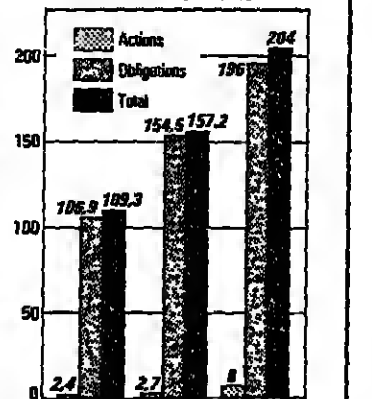
Certes, les obligations ont été davantage favorisées grâce à deux facteurs : la nouvelle baisse des rendements et des taux à l'émission, revenus de 15,30 % à 13,40 % pour les emprunts d'État et de 15,70 % à 14 % pour ceux du secteur public, qui a attiré les prêteurs et renouvelé les cours des émissions précédentes ; la véritable « explosion » des SICAV et fonds de placement en obligations à court terme, dits « de trésorerie », qui ont collecté plus de 50 milliards de francs supplémentaires aux dépens des placements traditionnels à courte durée (compte sur livrets et comptes à terme). Ces deux phénomènes conjugués ont permis aux émissions de faire un nouveau bond de près de 27 % en 1983, faisant suite à celui de 44 % en 1982, avec un total de 196 milliards de francs contre 154,5 milliards de francs. Le montant des emprunts d'État a augmenté de 25 %, à 50 milliards de francs (51 milliards de francs avec les bons du Trésor renouvelables), se part du montant total ne variant guère (26,5 % ou 26 % contre 25,9 % en 1982). Les grands emprunteurs ont été, comme à l'habitude, les établissements publics, E.D.F. notamment (plus de 16 milliards de francs), le S.N.C.F., les P.T.T., les établissements à statut spécial (Crédit foncier, Crédit national, C.E.P.M.E.) et les banques, pour obtenir du désencadrement. Deux nouvelles catégories d'émissions sont apparues : les obligations avec bons de souscription d'action (voir au page 16) pour 1,3 milliard de francs, et les obligations renouvelables du Trésor (1 milliard de francs). Au total, la capitalisation boursière des obligations en circulation est passée de 605 milliards de francs fin 1981 à 818 milliards de francs fin 1982 et à plus de 1 000 milliards de francs à la fin 1983.

Celle des actions, qui avait fléchi de 9 % en 1982, à 211 milliards de francs, a fait un bond de 50 % en 1983, atteignant 320 milliards de francs environ en raison d'une hausse moyenne des cours de plus de 50 %. L'événement de l'année a été le triplement des augmen-

tions de capital en espèces, plus de 8 milliards de francs contre 2,7 milliards de francs en 1982 et 2,4 milliards de francs en 1981.

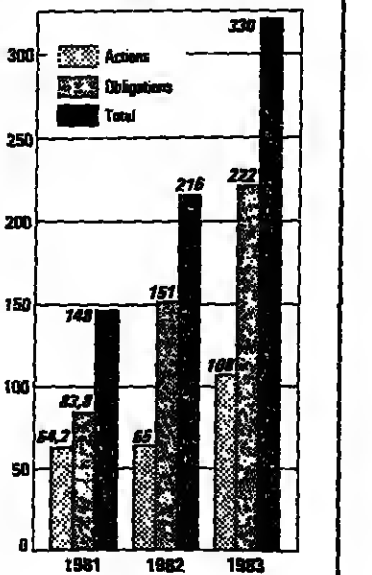
Au chapitre des transactions, tous les records ont été battus à nouveau : + 53 % pour le total (330 milliards de francs). Si les obligations comptent pour 222 milliards de francs (+ 47 %) après une progression de 71 % en 1982, les actions ont fait un

#### LES ÉMISSIONS



véritable bond à 108 milliards de francs (+ 68 %), ce qui reflète l'extraordinaire activité de la Bourse de Paris en 1983, due, également, aux transactions en actions étrangères (plus de 35 milliards de francs).

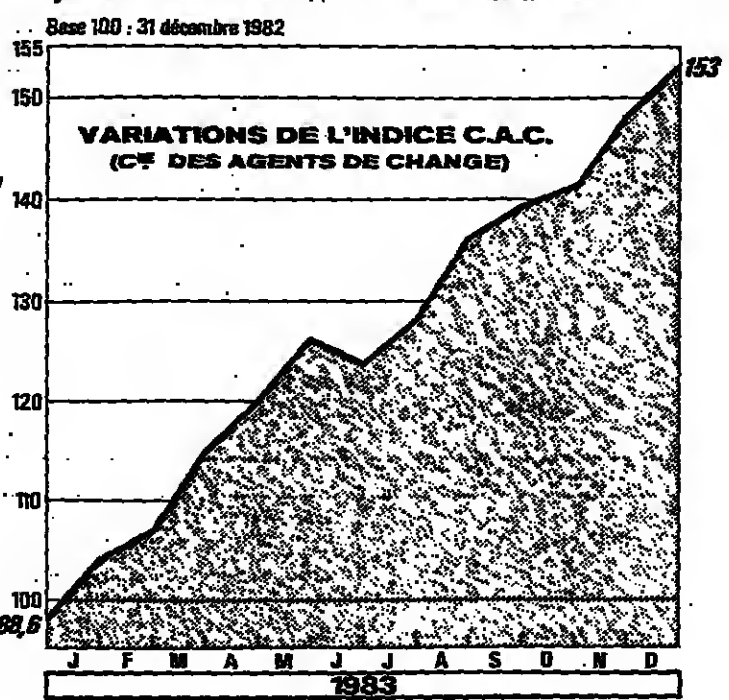
#### LES TRANSACTIONS



### LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(Institut national de la statistique)

COMPARTIMENTS	31 déc. 1982	Plus haut 1983	Plus bas 1983	23 déc. 1983	Diff. en %
<b>Indices globaux de base 100 en 1959</b>					
Valeurs françaises à revenu variable	982,5	1 291,1	942,7	1 291,1	+ 49,88
Valeurs étrangères	2 385,5	3 817,5	1 594,8	3 549,9	+ 48,79
<b>Base 100 : 29 décembre 1972</b>					
Valeurs françaises à revenu variable	113,8	186,3	121,6	186,3	+ 49,88
Valeurs étrangères	322,5	512	338,9	486,3	+ 48,79
<b>Base 100 : 31 décembre 1981</b>					
Indice des valeurs françaises à revenu variable (base 100 en 31-12-1981)	100	169,9	105	169,9	+ 25
Industrie-Chimie	77,2	136,3	83,5	136,3	+ 56,69
Métallurgie	78,8	87,2	72,3	77,2	+ 2,15
Chimie	95,3	188,8	96,5	188,8	+ 97,71
Élec., mécat., constr., trav. publics	109	126,1	104,7	126,1	+ 15,10
Constructions mécaniques	96,7	122,9	96,8	122,9	+ 26,78
Matériel électrique	116,9	177,6	119	177,6	+ 47,30
Automobile et accessoires	96,5	127,5	94,6	127,5	+ 40,23
Industrie de conc., non alimentaire	117,1	238,1	112,7	238,1	+ 120,40
Agro-alimentaire	126,5	238,5	121	240,2	+ 99,66
Distrib. et détail	92	97,7	84,5	97,7	+ 6,19
Transport	113,8	145	113	145	+ 27,41
Services	126,9	287,1	113,7	282	+ 72,79
Assurances	185,4	185,2	90,7	185,2	+ 41,35
Banques	132,7	279,9	122,6	279,9	+ 49,11
Immobilier et financier	112,7	156,9	112,7	156,9	+ 38,23
Investissement et portefeuille	107,9	182,6	106,4	182,6	+ 69,24
<b>Base 100 : 26 novembre 1980</b>					
Valeurs françaises à revenu fixe	98,4	104,6	98,4	104,6	+ 5,76
Emprunts d'État	99,4	105,5	99,2	104,5	+ 5,45
Emprunts privés et assimilés	96,7	104,2	99,4	104,2	+ 5,37
Sociales	96,7	105,5	99,8	105,3	+ 6,68
<b>Base 100 : 31 décembre 1972</b>					
Emprunts garantis et assimilés	87,9	91,6	87,4	91,6	+ 4,20
Sociales	96,1	106,3	94	106,1	+ 5,25
<b>Composés des agents de change</b>					
<b>Base 100 : 31 décembre 1981</b>					
Indice global	100	152,9	96,1	152,9	+ 53,49
Produits de base	78,6	131	74,9	126,6	+ 61,86
Construction	97,9	116,9	94,2	112,9	+ 15,79
Biens de consommation durables	101,6	125	97,6	120,2	+ 18,39
Biens de consommation non durables	108,3	166,5	97	166,7	+ 66,29
Biens de consommation alimentaires	107	228,5	104,1	220,1	+ 114,91
Services	117,5	237	113,4	238,1	+ 102,12
Sociétés financières	92,5	130,1	91,6	129,1	+ 32,41
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	118,4	183,8	112,6	185,1	+ 56,33
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	91,6	132	89,9	132,6	+ 44,75
Valeurs étrangères	96,9	156,1	95,1	156,4	+ 60,78
<b>Base 100 : 31 décembre 1981</b>					
Indice global	100	124,7	101,6	125,5	+ 19,07





## MARCHÉ DE PARIS

## Le succès du second marché

Depuis quelques années, la pénurie d'introductions en Bourse inquiète les autorités : d'une douzaine par an durant la période 1968-1977, le rythme moyen était tombé à cinq par an pour les quatre années suivantes, et encore 1982 n'a-t-elle permis qu'une seule véritable accession à la cote officielle, celle d'Epoca Bertrand-Faure. En outre, la cote a subi la saignée provoquée par la radiation d'une vingtaine de banques et sociétés industrielles, conséquence de la nationalisation. Pour combler ce vide, les autorités boursières ont été contraintes d'accroître la mise en place d'une structure d'accueil spécialement destinée aux petites et moyennes entreprises, encore inhibées à l'idée d'accéder directement à la cote officielle.

C'est à cette préoccupation que devait répondre, le 1<sup>er</sup> février 1983, la création officielle du second marché grâce au « feu vert » donné par la loi du 3 janvier de la même année, dite « loi Delors ». Directement inspiré des expériences en ce sens tentées sur les places étrangères, notamment du marché américain NASDAQ où sont cotées actuellement plus de 9 000 entreprises de moyenne importance, mais, surtout, de l'Unlisted Securities Market (U.S.M.), ce marché londonien de création beaucoup plus récente qui compte déjà 150 sociétés inscrites en trois ans d'existence, le second marché devait se substituer à l'ancien « hors cote spécial ».

Créé en 1977, celui-ci avait rapidement pris de la mesure où les sociétés qui y étaient cotées étaient soumises aux mêmes contraintes qu'à la cote officielle (mettre 25 % du capital à la disposition du public, publication de nombreux documents financiers...) et obligées, en outre, d'accéder à cette dernière après une période d'acclimatation de trois ans passée au « hors cote spécial ». Tirant les leçons de cet échec, la commission des opérations de Bourse, la Chambre syndicale des agents de change et les pouvoirs publics devaient convenir de conditions d'admission beaucoup plus souples — et moins coûteuses — sur ce nouveau marché (introduction de 10 % du capital seulement) et d'une grande facilité de fonctionnement (pas d'obligation de passer à la cote officielle). Outre la mise en place d'un « contrat de liquidité », conclu entre banquiers et agents de change introducteurs, ceux-ci s'engagent non seulement à effectuer la diffusion des titres au moment de l'introduction mais à assurer la liquidité du marché par la suite (en se portant acheteur ou vendeur face à la clientèle), de façon à éviter le ca-

racière semi-confidentiel des transactions qui caractérisait jusqu'alors l'ancien « hors cote spécial ».

Il faut croire que la formule a séduit à la fois la communauté financière et les entreprises soucieuses d'ouvrir leur capital dans la perspective d'une future opération en fonds propres puisque, à la fin de l'année 1983, le second marché de Paris et des Bourses de province comportait quarante-deux sociétés françaises et trois étrangères. Sur ces quarante-deux, vingt-sept d'entre elles étaient cotées au palais Brogniart et quinze sur les Bourses de province : une à Bordeaux (Auriant), deux à Lille (Foucray-Cotex et Rydel Industries), quatre à Nancy (Garages souterrains, N.S.C., Rhin-Rhône et S.F.E.C.), trois à Nantes (Albert S.A., Quo Vadis, I.P.O.) et cinq à Lyon (Genty-Cathiard, Ollier Installux, H.D.P., Salomon et Smoby).

Ces sociétés nouvelles inscrites ont une triple origine : le transfert opéré pour une vingtaine d'entre elles de l'ancien « hors cote spécial » au second marché, le passage de cinq ou six titres du « hors cote » traditionnel où ils se négocient précédemment, enfin, l'admission pure et simple pour plus d'une dizaine de sociétés. Selon les statistiques les plus récentes, établies à fin octobre, les transactions sur ce nouveau marché d'accueil ont représenté environ 1,5 milliard de francs (contre 286,8 milliards à la cote officielle), la capitalisation atteignant 7,6 milliards de francs (contre 302,9 milliards au marché officiel).

D'autres sociétés françaises de moyenne importance sont déjà sur les rangs pour 1984 (une trentaine d'introductions sont d'ores et déjà prévues) et les spécialistes considèrent que trois cents à six cents entreprises françaises correspondront aux caractéristiques globales du second marché, certains d'entre eux n'hésitant pas à pronostiquer environ cent cinquante candidatures à moyen terme.

Terrain privilégié de réconciliation entre la Bourse et les petites et moyennes entreprises en mal de capitaux, le second marché doit encore maîtriser un processus d'introduction qui a conduit à de nombreux excès face à une demande de titres déchainée. La récente mise en place de procédures nouvelles telles que l'offre publique de vente nominative va dans ce sens, et une certaine régularisation devrait intervenir au fur et à mesure de la « banalisation » de ce marché boursier, à mi-chemin entre le « hors cote » et la cote officielle.

## Une éclosion de nouveaux produits financiers

Avec la loi du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements et la protection de l'épargne pour cadre, 1983 aura été l'année des nouveaux produits financiers. Destinés à canaliser chaque jour un peu plus l'épargne des ménages vers les marchés financiers, ils viennent s'ajouter aux entreprises privées et publiques, ils ont revêtu diverses formes :

- Les titres participatifs : sans doute la principale innovation de cette année, ils sont essentiellement destinés aux sociétés du secteur public, récemment nationalisées ou coopératives, dont ils confortent les fonds propres. Successivement : Saint-Gobain ; Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt ; la Compagnie générale d'électricité et la régie Renault ont procédé à l'émission de titres participatifs. La liste des firmes industrielles intéressées par ce produit n'est pas close, mais les banques vont également se mettre bientôt sur les rangs.
- Les certificats d'investissement : pour l'instant, seule l'Agence Havas a utilisé ce nouveau titre financier qui peut émettre les entreprises sur le modèle des anciens certificats pétroliers.
- Les actions à dividende prioritaire sans droit de vote : elles ont l'avantage de permettre aux sociétés de recueillir des capitaux sans crainte

de perdre le contrôle de l'affaire. Après Legrand, Casino, Darty, Essilor, Signaux Sagem, Mors, pour ne citer que quelques entreprises, ont émis des A.D.P. de cette nature.

- Les obligations à bons de souscription d'actions ou « warrants » : c'est la société Lafarge-Coppée qui a inauguré cette nouvelle formule qui permet de devenir actionnaire tout en disposant d'un titre obligataire, le groupe Peugeot lui ayant ensuite emboîté le pas.
- Le versement d'actions au titre du dividende : successivement, CIT-Alcatel, Alsthom-Atlantique et Lafarge-Coppée ont utilisé cette possibilité offerte aux actionnaires qui souhaitaient percevoir leur dividende ou actions nouvelles au lieu des traditionnelles espèces.
- Les obligations renouvelables du Trésor ou O.R.T. : destinées à la clientèle traditionnelle des bons du Trésor, ce nouveau titre, qui ne figurait pas dans la « loi Delors » du 3 janvier dernier, a été testé pour la première fois à la fin juin, une époque mal choisie (veille de départ en vacances, paiement du deuxième titre provisionnel et de l'emprunt obligataire). C'est ce qui explique sans doute son semi-échec sans que les pouvoirs publics aient renoncé à de prochaines émissions d'O.R.T., ce qui ne signifie pas pour autant la fin des classiques emprunts d'État.

## PETROLES

## Nette amélioration

Tres déprimés en 1982, avec un recul de 24 %, en raison de la crise du pétrole, le compartiment a effectué une brillante remontée cette année. Au départ, la prise en compte de la nouvelle formule de calcul des prix domestiques, intégrée à l'évolution des cours sur les marchés européens et la fluctuation du dollar, provoquait une très vive baisse, « cassée » toutefois au milieu de l'été

lorsque le libre jeu de cette formule fut entravé par les pouvoirs publics qui inquiétaient la hausse continue du dollar. Toutes les valeurs ont, tout de même, vigoureusement progressé, à l'exception, fort logiquement, de la Française de raffinage. Esso et Française B.P. ont été stimulées par des rumeurs de découvertes pétrolières, peu ou pas confirmées.

	31-12 1982	Plus haut	Plus bas	30-12 1983
Applications des gaz	154	368	136	368
Elf-Aquitaine	104	283	100,50	171
Esso	170	519	165,90	511
Française des pétroles	119,50	197	114	172,40
Francecap	296	463	273	463
Industrie B.P.	36	149	35,10	88,90
Raffinage (Française de)	76	127	73	82
SOCERAP	275	487	255	490
Elf-Gabon	859	1300	852	910

## MINES D'OR

## Grâce au dollar

Sauvées par le gong. Bien parties à l'aube de 1983, au point de s'élever à leur plus haut niveau historique le 15 février (734 à l'indice « F.T. »), les mines d'or, déprimées ensuite par les hausses du métal précieux, ont bien failli rater complètement leur arrivée. A la fin octobre, leur baisse, par rapport au pic atteint neuf mois auparavant, était de 39,5 %.

Non seulement elles ont réussi à surmonter ce lourd handicap, mais, sont parvenues à progresser d'une année à l'autre (+ 4 %). Cela en deux mois seulement.

C'est une promesse, qui ne doit rien au hasard mais tout au rendement des actions, redevenu attractif (de 7 % à 14 %) par effet conjugué, et surtout, au très bon bilan de santé dressé par les compagnies minières pour les neuf premiers mois : recettes augmentées de 26 %, bénéfices d'exploitation de 38 %, profits après impôts de 22 %, dividendes de 45 %.

A première vue, un tel bilan peut paraître étonnant. Comment, avec une entreprise peut-être dépourvue de résultats améliorés ? Le paradoxe n'est qu'apparent. Depuis septembre 1982, les compagnies minières sont réglées en dollars par l'État sud-africain pour leurs ventes d'or. L'effet de ce nouveau mode de paiement s'était déjà fait partiellement sentir l'année précédente. Cette fois, les compagnies ont profité à plein de la dépréciation du rand (- 13 % en octobre). Mais ce ne fut pas la leur seule chance. Malgré la baisse du rand, elles ont en moyenne encaissé plus de dollars par once d'or vendue en 1983 qu'en 1982 : 427 dollars environ (+ 12,4 %). La production ayant, d'autre part, légèrement augmenté (+ 2,4 %) pour atteindre 670 tonnes, les recettes ont tout naturellement augmenté. Pour l'année, elles ont été de l'ordre de 9,6 milliards de rand (+ 33 %).

Dans ces conditions, même avec des coûts d'exploitation accrus (+ 14 %) et une charge fiscale alourdie (+ 36 %), les mines d'or ont réussi à dégager des bénéfices améliorés de 11 % en moyenne (3 milliards de rand au total).

Du coup, mis à la portion congrue l'année précédente, les actionnaires

ont pu être un peu plus gâtés. De 1,35 milliard de rand, leur rémunération s'est élevée à 1,57 milliard de rand (+ 15 %).

Ainsi donc, une fois de plus, grâce au dollar, mais cette année en fin de parcours seulement, les mines d'or, dans leur course, se sont désolidarisées du métal précieux. Mais le phénomène pourra-t-il se reproduire une troisième fois ? Rien n'est moins sûr. Tout dépendra des caprices du dollar et, par voie de conséquence, de l'évolution des cours de l'or.

Les compagnies d'exploitation se heurtent à deux problèmes majeurs : le manque aigu de main-d'œuvre qualifiée avec la rotation très rapide de leurs effectifs (90 % l'an), la nécessité d'aller chercher le minerai à des profondeurs toujours plus grandes. Dans les deux cas, leurs dépenses, donc leurs coûts, s'accroissent, et le plus grand nombre sont dans cette situation.

L'évolution des résultats est donc étroitement liée au prix de l'or, qui détermine à son tour l'importance des investissements (1 257 millions de rand en 1983, chiffre en baisse de 1,5 %) et, au-delà, de la charge fiscale, les investissements étant déductibles des bénéfices imposables. L'alourdissement de l'impôt l'an dernier résulte du double effet du plafonnement de ces investissements et de l'augmentation des bénéfices. Quel du prix de l'or pour 1984 ? Les experts sont très réservés à cet égard. Cependant, le directeur adjoint de la Chambre des mines sud-africaine pense que les deux ou trois années à venir seront des années honorables, pour la simple raison que tous les éléments, à ses yeux, tendent en place pour favoriser une nouvelle poussée inflationniste.

Les analystes financiers de Johannesburg partagent cet avis et tablent, pour 1984, sur des cours de l'or tournant autour d'une moyenne de 440 dollars l'once. C'est sur cette hypothèse de travail que planchent aussi les experts de l'Anglo-American.

Notons qu'à Paris, l'indice « Agafi » des mines d'or a monté de 20,6 %. Cette hausse est essentiellement due à la progression rapide de la devise-titre (+ 28,9 %), passée de 8,30 F à 10,70 F.

	31-12 1982	Plus haut	Plus bas	30-12 1983
Anglo	916	1 475	901	1 285
Anglo-American	234	236	134	177,50
Barlind-American	477	710	388,50	628
De Beers	39	113,40	51,20	89
Driefontein	271	416	249	348,50
Free State	409	545	330	415
Gencor	189	391	181,50	253,50
Goldfields	45	105	61	77
Hartmann	178	284	155,50	217
President Brand	499	533	332	494
Randfontein	1 097	1 693	1 029	1 523
St Helena	363	498,50	311,50	375
Western Deep	478	688	410	566
Western Holdings	453	621	385	465

## Les plus importantes variations de cours de l'année (en %) (cours au 30 décembre 1983)

VALEURS FRANÇAISES - MARCHÉ À RÉGLEMENT MENSUEL	
EN HAUSSE	EN BAISSE
Général Biscuit + 253	Messier - 57
Anglo International + 218	Poclain - 44
Pernod Ricard + 216	Chantier F. Desbarges - 42
Sommer Alibert + 213	Eurochemie - 31
Roussel Uclaf + 205	Auray - 27
Esso + 203	Cremat-Lotie - 24
Industrie B.P. + 184	Valberré - 23
Arjomat Frères + 177	G.T.M. Endropes - 18
Frances Cité + 165	Nobel Borel - 18
Martell + 160	Cromat - 13

## VALEURS FRANÇAISES - MARCHÉ AU COMPTANT

EN HAUSSE	EN BAISSE
Gervet + 718	Sacilor - 78
S.F.M. + 432	Mars-Madagascar - 64
Nadella + 422	Acieries Motobécane - 57
Carboneq + 281	Jauger - 54
SAFAA + 276	Gérance Arm. Hold. - 54
Softex + 234	N.V. Participations - 52
Toutat Aquitaine + 221	Amis Les Lèvres - 49
Lactine + 207	C.G.L.B. Norvelles - 48
Fromageries Bel. + 206	Radar - 44
Synthelabo + 186	Profil Tubes Est - 42

## VALEURS ÉTRANGÈRES - MARCHÉ À RÉGLEMENT MENSUEL

EN HAUSSE	EN BAISSE
Bo Yokada + 132	Zambia Copper - 14
Norsk Hydro + 120	East Rand - 5
Imperial Chemical + 116	St-Helena Mines - 2
Ford Motor + 111	President Brand - 1
L.T.T. + 90	Free State - 0
Hoechst + 88	
Du Pont de Nemours + 87	
Philips + 81	
Matsumita Elec. + 80	
Boyer + 79	

## AGROALIMENTAIRE

## La « grande bouffe »

Du jamais vu : 100 % de hausse en 1983. A ce titre, l'agro-alimentaire a été le véritable « challenger » de l'année boursière. La crise ? Voilà bien un secteur qui ne la connaît pas vraiment. Mais quand il s'agit de manger et de boire, les porte-monnaies les plus étreints se délient. Et l'INSEE ne prévoit-il pas un excédent commercial (entre 19 milliards et 20 milliards de francs) fortement accru (près de 30 %) ? Ceci expliquant cela, aucune, mais aucune des valeurs figurant dans cette rubrique n'a baissé. Les plus défavorisées, si l'on peut dire (Béghin et Orlida), ont enregistré des progressions supérieures à 20 %. Pourtant, l'industrie sucrière n'a pas précisément le vent en poupe. Quant à la charcuterie française, victime de la concurrence européenne, elle ne va pas très fort. Mais s'agissant d'Orlida, l'effort de restructuration intéressé, et quelques-uns, autour de la corbeille, n'hésitent pas à marier la société avec un plus grand groupe. Bref, quand le milieu de la classe a de bonnes notes, que dire des bons élèves qui marchent ou galopent, travaillent avec les États-Unis et/ou sont implantés là-bas, tirant de ce fait de très larges profits d'un dollar hyperfort. Leurs performances ont été peu communes. Mumm a largement doublé sa mise. Pernod, détenteur de la coupe de France de l'entreprise pour 1982, aussi, grâce à sa vigoureuse politique de diversification, Perrier, bien sûr, qui pille toujours autant dans les verres américains. Et Martell donc ! Partie doucement, l'action a fini très forte, profitant à plein d'informations de dernière minute. Pensez donc : malgré la concurrence et les restrictions aux importations décidées par les autorités de Hongkong, le groupe a bien résisté sur le front du cognac, et sa filiale mexicaine, qui lui avait donné du fil à retordre, a été reconvenue. Ce fut la ruée des que ces nouvelles furent connues début décembre : + 16 % en une séance, et 153 % sur l'année.

D'une certaine manière, Moët-Hennessy et B.S.N. ont été gagnés avec des gains de 70 % environ. Le premier groupe, pourtant,

fait un tiers de son chiffre d'affaires aux États-Unis. Le second y est bien solidement implanté aussi et, de surcroît, a mis une perle à sa couronne en rachetant aux frères Gardinier leurs intérêts dans les champagnes Lanson et Pommery et Greno. La réalité est que leurs titres ont fait une très belle course. Récents les investisseurs ? Que non ! Mais la capitalisation des titres constitue une barrière. Elle est de dix-sept fois pour le premier, de quinze fois pour le second. C'est déjà beaucoup, mais, en Bourse, les professionnels assurent que les investisseurs font leurs calculs sur l'estimation des résultats de 1983 et même de 1984. Cela abaisse d'autant ces fameux ratios (price earning ratio ou PER, autrement dit, le bénéfice par action rapporté au prix facturé en Bourse).

D'où les rapports assez étonnants enregistrés sur Bougarn (dix-huit fois), surtout sur Générale Biscuit (vingt-quatre fois), que le seul rachat de Mother's Cake, deuxième producteur américain de biscuits, ne saurait entièrement justifier même en portant le chiffre d'affaires réalisé par la firme aux États-Unis à 235 millions de dollars.

S'agissant de cette entreprise, les analystes d'une grande banque de la place tablent pour 1983 sur un bénéfice supérieur à 100 F par action ce qui ramènerait le PER à dix-sept fois. Faut-il s'étonner dans ces conditions que le titre ait fait un malheur : + 262 % ?

Pour tout dire d'une façon générale, les opérateurs ont joué en anticipant presque partout des bénéfices fortement accrus, y compris sur Lescage (+ 26 % de profits en plus pour les seuls neuf premiers mois) et Saint-Louis (une hausse de 30 % des résultats est escomptée). La progression assez « modeste » de l'action Veauv Cluquet (+ 43 %) se comprend mieux dès lors que les pronostics portent seulement sur une amélioration de 10 % des résultats. De tout ceci l'on retiendra surtout que, crise ou pas crise, les hommes devront toujours s'alimenter et s'habiller. Pour l'agro-alimentaire, 1983 restera l'année de la « grande bouffe ».

Valeurs	31-12 1982	Plus haut	Plus bas	30-12 1983
Béghin	217	338	208,10	265
Biscuit (Gén.)	459	1 650	441	1 590
Bougarin	1 035	1 578	1 037	1 878
B.S.N. - G.D. (1)	1 467	2 738	1 314	2 580
Orlida	818	1 575	760	1 375
Martell	643	1 890	623	1 800
Moët-Hennessy (2)	828	1 421	795	1 402
Mumm	338	650	306	650
Orlida	185	223,50	143	280
Pernod-Ricard (3)	365	590	347	779
Perrier	206	454	194	454
Saint-Louis B. (4)	156	371	150	312
Veauv Cluquet	178	1 850	1 081	1 780
Nadella	16 490	25 639	16 540	25 639

(1) Émission à 800 F (1 pour 5). Droit : 120 F.  
(2) Émission à 550 F (1 pour 5). Droit : 20 F.  
(3) Augmentation (1 pour 2). Droit : 340 F.  
(4) Émission à 200 F (1 pour 3). Droit : 27 F.

## CHIMIE

## Dans les pharmacies...

Sous le signe de l'austérité l'année précédente, le compartiment de la chimie s'est classé troisième (+ 90 %) au palmarès en 1983.

Déjà, la chimie, essentiellement constituée de sociétés exerçant leurs activités dans la pharmacie et/ou dans l'industrie des cosmétiques, deux branches rentables et très prometteuses pour l'avenir, il a tiré le meilleur profit de l'effet d'entraînement imprimé par les plus performantes d'entre elles.

A tout seigneur, tout honneur : L'Oréal.

L'entreprise ne connaît pas la crise, s'en vante et le prouve. Son taux prévisionnel d'expansion pour l'année écoulée est de 14 à 15 %, avec une progression de son bénéfice du même ordre de grandeur. Résultat : l'action a monté de 120 %.

Malgré la décision des pouvoirs publics de mettre l'industrie pharmaceutique à la portion congrue en lui refusant une seconde hausse conjoncturelle, Roussel-Uclaf a remarquablement tiré son épingle du jeu avec un chiffre d'affaires consolidé accru de 22 % et un bénéfice d'autant. La Bourse lui a décerné la palme (+ 160 %). Mais la SANOFI a également eu droit aux honneurs (+ 117 %). Le tandem Sautier-Dehock a fait du beau travail. L'affaire achève sa restructuration et se révèle très saine. Des problèmes ? Elle en a, bien sûr, comme beaucoup, et a perdu 75 mil-

lions de francs du fait de l'encadrement des prix (90 millions escomptés pour 1984). Mais son niveau de résultats est très satisfaisant, et la recherche fait l'objet d'une attention de tous les instants.

Dernier représentant de l'industrie chimique, L'Air Liquide a encore pâti de sa croissance ralentie. L'entreprise a pris le contrôle à 90 % de la Carboxychem française, a renforcé sa participation dans la filiale américaine Liquid Air Corp., a accru ses ventes au Japon, a fait enfin des efforts méritoires de production en Europe. Mais pour 1983, une augmentation de 10 % seulement des profits est attendue.

Enfant adopté de la chimie, Arjomat (second fabricant mondial de papiers spéciaux : billets de banque, d'avion, chèques) s'est fait un devoir de remettre une très bonne copie. Le redressement se poursuit, les investissements s'orientent dans les secteurs de haute technicité à forte valeur ajoutée, et les résultats augmentent.

Nobel Borel a été une fois encore le dernier de la classe. Mais ce n'est pas une surprise. Un plan de redressement, le huitième du genre, a été mis en place avec la constitution de trois divisions : Bozell électrometallurgie, Nobel Plastiques, Tramicco (mousses pour l'automobile, l'aménagement, le bâtiment), qui devraient sans doute conduire à une vente par appartements.

Valeurs	31-12 1982	Plus haut	Plus bas	30-12 1983
Arjomat	139	361	128	369
L'Air Liquide (1)	481,30	526	383	526
Institut Mérieux	489	852	654	850
L'Oréal	971	2 225	961	2 219
Nobel-Borel	13,30	13,65	6,85	18,85
Roussel-Uclaf	239	705	223	705
Sanofi (2)	231	532	223	532

(1) Attribution gratuite (1 pour 10). Droit : 50 F.  
(2) Émission à 200 F (1 pour 5). Droit : 45 F.  
(3) Émission à 300 F (1 pour 6). Droit : 25 F.

03/01/84



## INDUSTRIE DE CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE

## Les feux de la rampe

Véritable panier de la ménagère, ce compartiment a, comme l'année précédente, fait des émules en 1983, et, de la seconde place, est passé à la première (+120 %). Les espoirs placés dans les nombreuses sociétés le constituant se sont cette fois renforcés ou matérialisés.

Ainsi, les résultats d'André Rouillard seront encore mauvais. Mais les comptes du second semestre ont fait apparaître des bénéfices. L'assainissement commence donc à porter ses fruits. Le cours du titre a triplé.

La situation de D.M.C., troisième groupe textile français, a continué de s'améliorer. Malgré une première année du retour à l'équilibre, la marge bénéficiaire du groupe devrait s'élargir : 24 millions de francs prévus. C'est encore peu comparé au chiffre d'affaires (25 milliards de francs), mais prometteur. Le groupe a tenu ses promesses (90 millions de francs de résultats escomptés). L'acheteur aussi avec en principe 57 % de profits en plus (200 millions de francs).

Presses de la Cité a profité de l'effet Larousse. Mais Havaas lui a soufflé l'affaire. N'importe. Malgré une expansion plus ralentie collant à l'inflation, le groupe n'a pas démenti, et l'action a été très entourée (+140 %).

Un des cinq plus grands opticiens mondiaux, Essilor, a connu encore un bel essor et commencé à tirer parti de sa pénétration américaine. Le groupe a saisi l'occasion pour émettre des actions nouvelles à dividende prioritaire sans droit de vote. L'action a elle aussi triplé son cours.

Skis Rossignol a tenu ses objectifs de redressement. Les comptes de l'exercice 1983-1984 devaient se clore sur un bénéfice de 25 millions de francs. Révisé : 210 % de hausse.

Même Didot-Bottin a fait un score honorable grâce au développement des techniques de l'information.

Mais tous n'ont pas eu la chance de pouvoir, au moins, administrer la preuve que leur avenir n'était pas hypothéqué.

En définitive, Agache-Willot a conservé le cap, sans plus. Prouvost, encore à la recherche de son identité, a pitié.

Et Bic a déçu. Sa « Marine » n'a pas eu le vent, en poupe et l'action a fait volte-face après un bon parcours. Lanterne rouge.

Valeurs	31-12-1982	Plus haut	Plus bas	30-12-1983
A. Rouillard	59,78	166,58	34,95	155
D.M.C.	29,40	83,50	25,40	83,50
Agache-Willot (loc. et fin.)	67	105,50	57,30	94,88
Prouvost	145	539	141	432
Sommer	265	345	255	320
Didot-Bottin	675	1.564	681	1.548
Hachette	745	1.975	717	1.975
Presses de la Cité	480	872	380	480
Bic	149,50	277,40	143	219
Compagnie L'Yves-Alain	723	2.190	645	2.190
Skis Rossignol	635	1.440	610	1.300

(1) Emission à 900 F (1 pour 6). Droit : 55 F.

## CONSTRUCTIONS MECANIQUES

## Lourd

Les difficultés n'ont fait que pleurer sur le secteur : sauvetage de Manurhin par la maison mère Matra, crise du matériel de travaux publics et, donc, de Pochain, crise;

amais, la Générale de fonderie. En revanche, des progressions sensibles ont été enregistrées à la SAGEM, intéressée à l'électronique, de même que pour Epéda-Bertrand Faure.

Valeurs	31-12-1982	Plus haut	Plus bas	30-12-1983
Av. M. Demuile	427	465	395	445
Crouzet	151	197	106	132,90
Dietrich	302	366	285	320
Epéda B. Faure (1)	730	1.428	551	753
Faure	590	725	475	800
Fichtel-Bueche (2)	796	965	675	800
Fives-Lille	142	209	140	200
Géa Fonderie	19	45,10	17	40,60
Manurhin	236	298	188	100,10
Pochain (3)	92	298	48	54
SAGEM (4)	99	1.450	965	1.400

(1) Souscription : 1 pour 4 à 600 F.  
(2) Souscription : 1 pour 10 à 650 F.  
(3) Souscription : 1 pour 5 à 100 F.  
(4) Souscription : 1 pour 3 à 900 F.

## BATIMENT

## Le poids de la crise

Avec 15 % de progression moyenne, le secteur du bâtiment s'est donc inscrit largement en dessous de la progression moyenne de 55 %. Cette contre-performance s'explique par la crise que subit la profession à l'intérieur de nos frontières, et qui, toutefois, a épargné les entreprises opérant à l'étranger :

Auxiliaire, Bouygues, Dumez. Cette crise a touché Maisons Pénix, S.O.E., qui a fusionné avec Salmat, et Brice pour former S.G.E.-S.B., et d'une manière générale les cimentiers, Lafarge-Coppée ayant été affecté, au surplus, par le fléchissement de ses activités américaines et par les pertes sur certaines filiales.

Valeurs	Fin 1982	Plus haut	Plus bas	31-12-1983
Auxiliaire d'Entreprises	863	1.092	830	1.064
Bouygues (1)	742	794	578	701
Ciments français	250	210	145	205,20
Dumez (2)	1.850	1.134	654	868
G.T.M. Europe	309	407,90	254	295
Lafarge-Coppée	243	302	235	320
Maisons Pénix	354	472	275	324,50
SCRECO (3)	286	380	94	163,80
S.G.E.-S.B. (4)	184	163,80	96	97

(1) Attribution gratuite : 1 pour 3. Cours de droit : 217 F.  
(2) Attribution gratuite : 1 pour 2. Cours de droit : 410 F.  
(3) Augmentation de capital : 1 pour 3 à 100 F.  
(4) Augmentation de capital : 1 pour 3 à 100 F.

## BANQUES

## Dans la moyenne

En très vif repli en 1981 (-22 %) en raison des nationalisations et de la hausse des taux d'intérêt, qui pénalisaient les établissements distributeurs de crédit, puis enregistrant une remontée spectaculaire en 1982 (+30 %) alors que l'indice général restait plat, le compartiment des banques, limité désormais aux

établissements spécialisés et non SI-COMI, a confirmé son redressement et participé au mouvement de hausse générale avec une progression de près de 50 %. La baisse des taux d'intérêt, surtout à long terme, a favorisé ce secteur, dont l'activité reste bonne malgré la crise.

Valeurs	31-12-1982	Plus haut	Plus bas	30-12-1983
Banque Paribas	290	619	375	570
Comptoir d'Escompte	253	461	232	456
Crédit Foncier (4)	241	355	180	138
Crédit National (3)	400	593	383	545
Crédit National (4)	313	492	303	475
LOCINDUS	460	754	343	625
Paribas Rénovatrice (5)	345	670	309	599
Prêt à l'habitat	640	940	421	156
SADE (6)	138,90	170	121	127,40
U.C.B. (7)	137	230	127,40	230

(1) Attribution gratuite : 1 pour 4. Cours de droit : 94 F.  
(2) Attribution gratuite : 1 pour 4. Cours de droit : 66 F.  
(3) Augmentation de capital : 1 pour 4. Cours de droit : 107 F.  
(4) Augmentation de capital : 1 pour 10. Cours de droit : 48 F.  
(5) Augmentation de capital : 1 pour 20 à 200 F. Attribution gratuite : 1 pour 10. Cours de droit : 56 F.  
(6) Souscription : 1 pour 5 à 110 F.  
(7) Attribution gratuite : 1 pour 3. Cours de droit : 72 F.

## AUTOMOBILES ET ACCESSOIRES

## Sous surveillance

Sorti à la fin de l'année précédente de la salle d'examen, le compartiment « automobiles et accessoires » a fait en 1983 ses premiers pas dans sa chambre d'hôpital et a progressé de 46 %, mais sous haute surveillance. Il n'est pas encore entré en convalescence. Les bénéfices ont été terribles. On n'a pratiquement parlé que de déficit chez Peugeot et pour la Compagnie européenne d'accumulateurs ; déficit toujours chez Peugeot (2 milliards de francs vraisemblablement contre une perte réelle de 4 milliards en 1982) ; déficit probable chez Michelin (4 milliards l'année précédente).

Dans cet océan de pertes, Valéo est apparu comme un îlot de relative prospérité. Revenu dans l'ère des bénéfices en 1982, ses résultats consolidés devaient augmenter de 28 %.

L'action a fait un bon parcours (+53 %). Avenir oblige. C'est à elle mais, singulièrement aussi à celle des deux géants malades (Michelin,

Peugeot) que le compartiment doit d'avoir assez bien tiré son épingle du jeu.

Les voies de la Bourse seraient-elles impénétrables ? Pas tellement. Bibendum n'a plus un sou vaillant, pas même le franc symbolique pour reprendre Dunlop-France, en déconfiture. Mais les mesures de rigueur prises pour stopper l'hémorragie, surtout les promesses du marché américain, ont retenu l'attention. Si à l'horizon 90, cinq, voire six puissants matriciens sont encore vivants, Michelin sera du lot. Un analyste de la place assure même que pour 1983 un retour aux profits est pas impossible et chiffre ce résultat à 30 francs par action, soit 80 millions de francs environ. Mais c'est peut-être aller un peu vite en besogne.

Quant à Peugeot, l'intérêt suscité a été double. Les investisseurs ont joué la réussite, naturellement, du plan de compression radical, des effectifs, mais aussi l'échec, avec, soit-on jamais, une nationalisation, très hypothétique il est vrai, de Talbot, voire de Lion de Belfort.

Valeurs	31-12-1982	Plus haut	Plus bas	31-12-1983
Michelin	14,95	17,40	6,28	6,45
Compagnie européenne d'accumulateurs (1)	76	41,40	26,60	38,90
Peugeot	636	852	626	34,50
Valéo (2)	116,30	226	115,50	287
	197	334	200	304,90

(1) Réduction du nominal de 100 F à 12 F. Emission à 300 F (5 pour 1). Droit : 0,05 F.  
(2) Emission à 220 F (1 pour 3). Droit : 15 F.

## ASSURANCES

## Mauvais

L'assurance n'est plus ce qu'elle était. Ses résultats techniques sont souvent mauvais, et la concurrence y jette les barèmes, tant en assurance-vie où le marché reste porteur, ce qui a stimulé A.G.P.-Vie,

par exemple. Quelques exceptions, néanmoins, au niveau des holdings, comme le groupe Victoire, ou même des sociétés comme Le Secours ou Le Monde S.A.

Valeurs	31-12-82	Plus haut	Plus bas	30-12-83
A.G.P. Vie (1)	3.090	5.520	3.080	5.450
Cominard	375	631	281	620
Concord	232	271	237	266
France S.A.	430	690	407	684
GAN	170	352	120,50	362
Le Monde S.A. (2)	600	645	483	645
Patrimoine	170	260	138	175
Providence IARD (3)	302	477	268	370
Réassurance (Fr. de)	100	146	178	145,50
Secours	380	790	313	790
VEP	380	790	313	790
Victoire (Groupe)	380	790	313	790

(1) Répartition : 1 action A.G.P. Vie, pour 4 A.G.P. Vie. Cours du bon de droit : 276 F.  
(2) Augmentation de capital.  
(3) Attribution gratuite : 2 pour 1. Cours du bon de droit : 67 F.

## VALEURS A REVENU FIXE

## Bien disposé

La baisse des taux d'intérêt à long terme (près de 2 %) a favorisé les valeurs à revenu fixe, qui ont ajouté 5 % en moyenne à leurs gains de l'année précédente (7 % à 10 %), pour la plus grande satisfaction des épargnants. Certains d'entre eux, néanmoins, sont encore perdants sur les émissions antérieures à 1980, dont les cours sont encore inférieurs à ceux d'émission. Les titres indexés

n'ont guère été favorisés, surtout le 4 1/2 % 1973, qui a ajouté 3 % de perte à celle de 2,5 % enregistrée en 1982. Il est vrai que la stagnation du cours de l'or, qui lui soit en pièces ou en lingots, n'a guère favorisé. Ainsi le 7 % 1973, grand triomphateur l'an dernier avec une hausse de 34 %, n'a-t-il progressé que de 5 %.

Valeurs	31-12-1982	Plus haut	Plus bas	30-12-1983
4 1/2 % 1973	1.932	2.307	1.818	1.835
7 % 1973	9.167	10.145	7.902	9.620
3 % 1977	3.125	2.392	2.950	3.112
6,80 % 1977	102	114,50	102,90	112,30
9,80 % 1978	85	91,95	85,40	91,75
10,80 % 1979	84	96,60	84,10	96,19
12 % 1980	98	102,25	97,70	101,80
13,80 % 1981	105	110,80	105,35	110,60
16,75 % 1981	104	111,40	104,30	110,70
16,20 % 1982	104	109,55	102,80	108,90
15,75 % 1982	104	104,75	100	104,75
14,60 % 1983	104	104,75	100	104,75

## DISTRIBUTION

## La déprime

Le poids de la crise a affecté le secteur de la distribution, où non seulement le chiffre d'affaires plafonne en raison de la stagnation de la consommation, mais où les bénéfices ralentissent leur progression face à l'alourdissement des frais généraux et des charges de toute nature. Ce ralentissement général a été très vite compensé par les opérateurs, qui, toutefois, révisaient quelque peu leurs jugements pessimistes en

fin d'année. Dans leur première crise depuis la guerre, la plupart des grandes surfaces ont prouvé qu'elles pouvaient faire front et s'adapter, comme Promodès, par exemple, dans le secteur de la vente par correspondance. La Redoute et Danart ont même réussi de très belles performances. A noter, enfin, le début du redressement de la SCOA, après des pertes répétées.

Valeurs	30-12-1982	Plus haut	Plus bas	31-12-1983
Alcatel	308	440	296	414
R.E.V.	110	120	101,50	113
Carrefour	1.310	1.531	1.200	1.350
Cauvin (1)	1.070	1.064	800	871
CEDEX	578	654	469	510
C.F.A.O.	451	574	435	556
Compagnie moderne	282	310	231,10	1.395
Danart	785	1.395	605	778
Darty	761	791	595	778
Doude de France	550	615	448	533
Bureauval	998	964	129,50	150
Galeries Lafayette	142	165	129,50	319
Guyane et Guyane	69	74	62	137,90
Novellus Galeries	115	150	90,20	127,50
Prêt-à-porter (As)	1.630	1.285	865	1.275
Promodès	982	1.178	820	1.630
Redoute (La) (2)	24	55	22,45	55
SCOA (3)	380	555	365	595
U.I.S.	111,5	1200	596	1.080
Vinçotte	380	555	365	595

(1) Augmentation de capital : 1 pour 3 à 600 F.  
(2) Augmentation de capital : 1 pour 4 à 450 F.  
(3) Augmentation de capital : 2 pour 5 à 36 F.

## MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

## Les hautes technologies à l'honneur

Si les investisseurs travaillent dans la City ont, en 1983, boudé les valeurs électriques (-4 %), leurs collègues parisiens, bien au contraire, les ont fêtées (+47 %). Les amours sont durables. L'année précédente, déjà, ils les avaient assidûment courtisées. Ce comportement de la cote, il est vrai, est un des rares à pouvoir se prévaloir des hautes technologies, le petit électroménager constituant l'exception. Et les hautes technologies sont prises. C'est l'avenir. La preuve en est : aucune action n'a baissé, les plus défavorisées s'étant bornées à faire un score à peu près nul ou légèrement négatif. Parmi ces dernières, il y eut Alsthom, toujours affaibli par ses chantiers navals et occupé d'autre part à redresser le secteur gros matériel de la Compagnie électromécanique (C.E.M.), qu'il a rachetée à Brown Boveri. Crouzet, dont la convalescence traîne toujours en longueur, fut du lot. Et Matra aussi. Pauvre Matra : trop d'impôts, trop de provisions. Doté d'une division « horlogerie » ruineuse, bien en peine avec une fille prodigue (l'automobile), le groupe a lâché Peugeot et s'est associé à la régie Renault. Lâchée aussi, la branche « transport ». Mais le véritable coup est venu de Manurhin, au bord de la faillite, dont Matra a dû prendre le contrôle à 80 %. Pas de gaieté de cœur, l'opération s'en doute, mais quand même avec l'aide de l'Etat, accordée sous forme de prêts participatifs (450 millions de francs). Bref, le groupe de M. Lagardère va devoir se recentrer, la priorité étant donnée aux composants, encore avec le concours financier de la puissance publique.

Mais l'événement de l'année a sans conteste été la reprise par C.I.T.-Alcatel (filiale de la C.G.E.) des activités « communications » (téléphone, informatique, transmissions) de C.S.F. (désormais filiale à

plus de 50 % de Thomson-Brandt). L'opération est programmée jusqu'en janvier 1987. L'objectif des pouvoirs publics est de créer, sous la houlette de la C.G.E., un grand groupe mondial dans la communication, et la mission a été confiée à Thomson-Brandt de se développer encore dans l'électronique grand public et les composants.

Mais, singulièrement, ce n'est pas à C.I.T.-Alcatel qu'est revenue la palme. La vedette a été tenue par SEB, dont le dynamisme, à l'étranger surtout, a fait recroquer l'attention générale, et par Signaux, dont la situation s'est bien améliorée avec notamment un gros contrat à la clé (signalisation du métro de Lagos au Nigeria).

Par ordre décroissant, signalons les performances de : 1) Télémeccanique, sorti enfin de l'hôpital et dont on attend une progression de 22 % des bénéfices ; 2) T.R.T. (groupe Philips) ; 3) P.M.-Labinal (qui se porte beaucoup mieux) ; 4) Moulinex (effort à l'étranger, retour périodique de rumeurs sur la succession de M. Mantel) ; 5) Merlin-Gérin (prévisions de bénéfices en hausse de 22 %) ; 6) Intertechnique ; 7) Legrand, premier cette année à avoir lancé une émission d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote ; 8) Leroy-Somer, plus riche de son avenir (élargissement de la tête de pont américaine avec le rachat de King Bearing, quatrième distributeur de produits industriels aux Etats-Unis) que de son présent (100 millions de bénéfice d'exploitation consolidés attendus contre 127,8 millions) ; 9) enfin, Radiotechnique, qui a soufflé un gros contrat à Thomson-Brandt pour les décodeurs télé (4<sup>e</sup> chaîne).

Passé sous le contrôle de l'Etat, Bull a été définitivement radié de la cote le 22 juillet, avec, bico sûr, C.E.M.

Valeurs	31-12-1982	Plus haut	Plus bas	30-12-1983
Alsthom-Alcatel	138,60	179	135	128
C.I.T.-Alcatel	810,00	1.548	785	1.310
Crouzet	151	197	106	1.260
Intertechnique	854	1.390	849	1.940
Legrand (1)	1.519	2.150	1.581	1.900
Matra	1.250	1.440	900	1.300
Merlin-Gérin	565	1.020	545	518
Moulinex	368,80	580	347	518
Moteurs Leroy-Somer (2)	65	111,20	63	109
Moulinex	205	354	199	335
P.M.-Labinal (3)	333	445	323	485
Radiotechnique	222	450	212,90	450
SEB (4)	431	865	440	850
Signaux (5)	766	1.410	750	1.410
Télémeccanique	149,50	219	134	219
Thomson-C.S.F.	1.135	2.100	1.120	2.060
T.R.T. (6)	1.135	2.100	1.120	2.060

(1) Emission à 2 000 F (1 pour 3). Droit : 90 F.  
(2) Emission à 400 F (1 pour 3). Droit : 20 F.  
(3) Emission à 230 F (1 pour 4). Droit : 21 F.  
(4) Emission à 180 F (1 pour 3). Droit : 13 F.  
(5) Emission à 500 F (1 pour 3). Droit : 35 F.  
(6) Attribution (1 pour 10). Droit : 160 F.

## SERVICES

## Une très brillante année

Dans une conjoncture économique particulièrement grise, et peu propice à la production d'équipement, le compartiment des services s'est particulièrement distingué avec une progression supérieure à 70 %. Que ce soit Aéro, nouveau nom de l'ensemble Novotel, Borel International, en rapide redressement, Sodebo, en grand rival dans la restauration, le Club Méditerranée, ou Havas, qui a pratiquement pris le contrôle de la Librairie Larousse par filiale interposée, les valeurs de loisirs, de restauration ou de médias, public



## BOURSES ÉTRANGÈRES

## LONDRES

## Hausse kangourou et pluie de records

Avec 30 % de hausse, le London Stock Exchange est arrivé sixième en 1983 au hit-parade des Bourses mondiales. Il aurait mérité de monter sur le podium car sa performance, favorisée par la déflation et la désescalade des taux, masque des prouesses. Elle a d'abord permis aux valeurs britanniques (toutes actions confondues) de se hisser à leur plus haut niveau historique (indice « all-shares » à 470). Mais son principal mérite est de s'être fait accompagner par une cascade de records : record d'activité (près de 70 milliards de livres sterling) ; records d'émission (2 milliards de livres, soit 24 milliards de francs, sans compter les ventes de titres faites par l'Etat dans le cadre de la dénationalisation pour 700 millions de livres ni les 500 millions de livres placés par le secteur privé, dont 150 millions pour les 87 introductions nouvelles sur le second marché, qui compte maintenant plus de 200 sociétés ; record d'achats également de valeurs de « père de famille » (les fameuses « gilt edged stocks ») pour 9,5 milliards de livres ; record de hausse en fin, avec des progressions inimaginables, les dix plus fortes s'échelonnant de 500 % à 2300 % (Belair Cosmetics).

Mais le tort du marché est d'avoir mené sa course à la façon des kangourous, par bonds, ce qui, globalement lui a ôté de l'ampleur. Ainsi les augures avaient vu juste. Le marché n'avait pas dit son dernier mot l'année précédente, pourtant conclue par un sérieux passage à vide. La récupération fut rapide, et les prévisions économiques très optimistes faites par divers organismes spécialisés, les cours se remirent à pétiler joyeusement.

Enfin, la politique rigoureuse menée par la « dame de fer » promettait de porter ses premiers fruits. Mais cette fois, l'élan ne fut pas vraiment donné par les investisseurs locaux, titides pour la plupart. De fait, en début d'année, le climat au Stock Exchange était au doute, un sérieux doute sur les vertus de la potion amère administrée par « Maggie ». Pour tout dire, les chances de redressement apparaissaient assez minces aux « brokers ». Ce ne fut pas l'avis de tout le monde. Et l'on vit, dès la fin janvier, les « marines » de la finance new-yorkaise débarquer en force outre-Manche, dollars au poing. Ce furent eux, qui d'un bout de l'année à l'autre, animèrent le marché et transmettent leur rage d'acheter aux nationaux, rage, qui devait les amener à acquiescer — un exemple entre cent — 10 % du capital des L.C.I. L'arrivée de cette armada eut pour premier effet de faire monter les cours de 16 % en l'espace de deux mois et demi et de porter le 15 avril l'indice F.T. au voisinage immédiat de la barre des 700. Un record, le premier. Par la suite, le marché allait s'aggraver un peu. Pas longtemps. La promesse de résultats améliorés faite par I.C.I., numéro un de l'industrie privée, prometteuse effective-ment confirmée peu après, regonfla les énergies, et, jusqu'au 9 mai, le flirt avec la fameuse barre des 700 fut à peu près ininterrompu.

Cependant, le 10, l'annonce d'élections générales anticipées produisit l'effet d'une douche glacée, et, dans la crainte d'une alternance politique, la plus forte baisse depuis deux ans fut enregistrée (22 points).

La confiance ne se restaura qu'avec la multiplication des sondages donnant la victoire à Mme Thatcher. Le 26 mai, la barre des 700 était cette fois définitivement franchie et, à partir du 10 juin, c'est-à-dire au lendemain du raz de marée conservateur jusqu'à la fin du

mois, les records tombèrent en rafales sur les achats redoublés des G.I. installés dans la City.

Les actions I.C.I., Plessey, Glaxo, Grand Metropolitan, General Electric, Blue Circle, Thorn EMI, pour ne citer que les principales, furent assidûment courtisées. C'est alors que commença le second semestre, bien plus contrasté que le premier.

Le mois de juillet et la première quinzaine d'août furent placés sous le double signe du scepticisme et de la réflexion. Le boom de la consommation (+ 4,4 % au lieu des 2,5 % escomptés) donna des frissons et ses effets pervers sur la balance commerciale furent pris en compte. En plus, pour bien des analystes, les niveaux de cours anticipaient déjà les bénéfices comptables attendus par les sociétés cotées pour l'année entière et la majeure partie de 1984.

Ne sachant trop à quel saint se vouer, faute de mieux, le marché se mit à la remorque de Wall Street. Un premier sursaut se produisit quand même le jour de l'Assomption, favorisé par le raffermissement de la livre et la hausse de B.P., nouvelle cible des Américains, puis un second le 22 août. Nouveaux records. L'indice F.T. culmina à 740,4.

C'est alors que survint une nouvelle vague de baisses. L'optimisme sur la reprise économique se tempéra avec la recrudescence de la production industrielle et l'intention manifestée par le nouveau chancelier de l'échiquier, M. Nigel Lawson, de donner un nouveau tour de vis pour assainir les finances. Le brio des pétroliers effraya toutefois en partie la mauvaise impression produite. Mais le 14 septembre, le plongeon de Wall Street causait un beau désordre et une jolie baisse, une des plus fortes de l'année. La vente par la Banque d'Angleterre d'actions B.P. (130 millions) calma les capitaux et excita les acheteurs. Mais derechef, fin septembre, l'annonce d'un nouvel emprunt d'Etat gela les initiatives. Le mois d'octobre fut à l'image de juillet, sans grand relief, ce malgré les encouragements venus de Wall Street et les ardeurs manifestées par les investisseurs du Nouveau Monde, dont la confiance restait inébranlable. Mais avec la perspective d'éventuelle insolvabilité de l'Argentine n'arrangea pas les choses. Le signal de la reprise ne vint que vers la fin novembre avec la multiplication des bons résultats industriels. La bataille boursière du siècle sur Eagle Star et la prolifération d'O.P.A. fortifièrent le marché et, vers la fin décembre, de nouveaux records tombèrent (776 à l'indice F.T.). L'année s'achèvera dans l'euphorie. Mais à côté des gagnants, entreprises de presse notamment (+ 65 %), il est des perdants, le matériel électrique (- 4 %), les brasseries et distilleries. Décidément les Anglo-Saxons ne peuvent jamais rien faire comme les autres.

	Cours fin 1982	Cours fin 1983
Beecham	338	305
Bovater	153	265
Brit. Petroleum	296	486
Courtauld	74	123
De Beers	625	745
Dunlop (*)	47	39
Free State Geduld	52 1/8	37 1/4
Glaxo	12 1/2	702
Univ. Science	493	616
Imp. Chemical	354	636
Shell	414	568
Unilever	770	895
Warren	86	136
Vickers	34 1/2	36 1/8

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

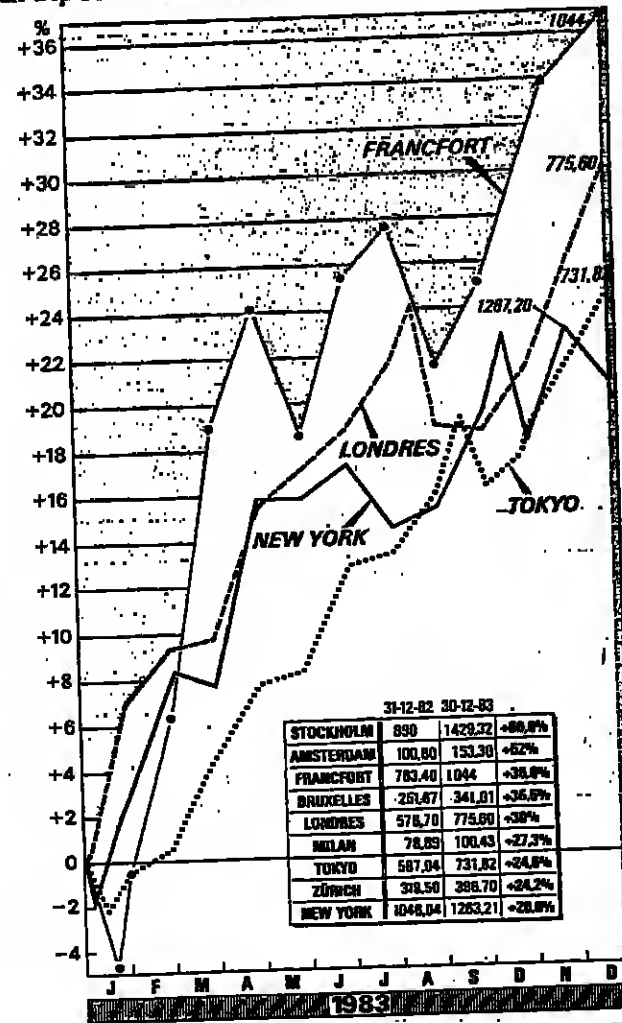
## Une course irrégulière

La place allemande a eu beaucoup de mérite en 1983 mais moins de chance dans la réussite. Du mérite, car, confirmant ses excellentes dispositions affichées dès la fin de l'année précédente, elle a fait un excellent parcours (+ 36 % de hausse). Moins de chance parce que des « outsiders » l'ont doublée dans la cote (Stockholm, Paris, Amsterdam). Ainsi Francfort, qui pouvait braver la deuxième place, est arrivé quatrième. Mais le résultat obtenu compte davantage que le classement. Quelle course ! Les actions allemandes ont réussi à hisser à leur plus haut niveau depuis septembre 1960, avec l'indice de la Commerzbank au-dessus de la barre des 1000 et un volume de transactions record approchant les 100 milliards de deutschemarks (+ 44 %), dont 47 milliards en actions (+ 34 %).

Francfort n'a cependant pas mené sa course avec la même régularité que Paris. Pour cause : plus international, le marché allemand, avec la promesse d'un retour sur les voies de l'expansion, fut davantage sensibilisé aux grands problèmes politiques et monétaires. C'est ainsi que, après avoir démarré en trombe début janvier, le même mois il faisait brutalement machine arrière après l'annonce de la dissolution du Bundestag et la fixation des élections pour le 6 mars suivant.

Mais avec la multiplication des sondages accordant la victoire à la coalition gouvernementale au pouvoir, ses craintes s'évanouirent et la hausse reprit rapidement. Largement anticipé, le résultat du scrutin n'en fut pas moins salué comme il se doit par une envolée des cours. Le recul de l'inflation, la régression du chômage, la détente des taux d'intérêt, les premiers frémissements de la reprise économique outre-Rhin, furent autant de prétextes dont la spéculation se saisit pour parier sur les valeurs allemandes. Et avril, le plus haut niveau depuis 1969 était atteint. Avec l'excellente tenue de Wall Street, le marché continua d'avoir le vent en poupe. Cependant, les prévisions sur une détente des taux d'intérêt étant apparues trop optimistes, il allait subir un second revers de fortune en mai, revers d'autant plus marqué que lui ne se bécotaient trop d'illusions sur les résul-

	Cours fin 1982	Cours fin 1983
A.E.G.	28,48	81
B.A.S.F.	122	171,50
Bayer	114	171
Deutsche Bank	134,50	170
Deutsche Bank	275	336
Hoechst	113,30	279,50
Karstadt	201	279
Mannesmann	144	140
Siemens	259,80	382
Volkswagen	146,80	216



## TOKYO Le retour des guerriers

dans un pays où le code de l'honneur est encore pratiqué ne devait pas affecter outre mesure le moral des investisseurs nippons. Pas plus, d'ailleurs, que la condamnation pour corruption de l'ex-premier ministre, M. Kakuei Tanaka. Celui-ci devait d'ailleurs prendre une éclatante revanche sur ses adversaires politiques, à commencer par l'actuel chef de gouvernement, M. Yasuhiro Nakasone, en reprenant la tête de sa circonscription de Nigata lors des élections législatives du mois de décembre dernier.

Ce camouflet s'accompagnait, pour le parti libéral-démocrate de M. Nakasone, de la perte de la majorité absolue à la Diète, un résultat inattendu qui faisait perdre près de 200 points en une séance à l'indice Nikkei à la Bourse de Tokyo. Mais le 26 décembre, le premier ministre était reconduit dans ses fonctions et les investisseurs délaissèrent alors la scène politique pour tourner leurs regards vers les progrès accomplis

par la Bourse nipponne à l'aube de la nouvelle année. Un point paraît acquis : si les investisseurs étrangers ont continué à se sentir attirés par l'Empire du Soleil-Levant, c'est tout simplement qu'à leurs yeux, la hausse de Tokyo est davantage due à une phase de rattrapage après le terrain perdu depuis l'été 1981 plutôt qu'à une réelle volonté de prendre le large.

Conclusion : les titres nippons conservent encore un potentiel de hausse, alors que les marchés américains et britannique semblent un peu préoccupés par les effets d'âme que provoquent la question de l'évolution des taux d'intérêt et de la menace inflationniste que contient, en germe, la relance de l'économie confirmée aux Etats-Unis. Restés toutefois assez prudents dans le choix de leurs investissements, les acheteurs étrangers ont surtout acquis des valeurs jugées solides, à large marché, et, si possible, dans les

secteurs de pointe, où certains titres ont gagné 50 % environ. Les actions liées à la consommation ont également suscité de l'intérêt auprès de la communauté boursière, dans la perspective d'une relance du marché intérieur, destinée à compenser une expansion désormais plus limitée sur les marchés à l'exportation.

Du côté des valeurs étrangères, la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) a demandé sa radiation de la Bourse de Tokyo, ce qui ramène à dix-sept la liste des firmes étrangères cotées sur cette place. Celle-ci a inauguré le 1<sup>er</sup> novembre 1983 un marché hors cote désormais « dépourvu » pour accueillir largement, et selon des réglementations assouplies, les sociétés japonaises qui ne peuvent pas encore avoir accès à la cote officielle.

Sur un plan général, les marchés nippons ont tiré profit de la fermeté du yen vis-à-vis des principales monnaies, à commencer par le dollar, et de la poursuite de la croissance au

Japon. Evaluée à 3 % environ pour cette année, il a été pas exclu qu'elle atteigne plus de 4 % en 1984. Dans l'immédiat, le volume d'affaires s'est fortement développé à Tokyo, à tel point que les transactions en actions effectuées par les maisons de courtage au cours de l'exercice 1982-1983, c'est-à-dire le 30 septembre dernier, ont porté sur 277 millions d'actions contre 184 millions l'année précédente. Au fil des mois, l'intérêt des investisseurs s'est accru, et 1984 devrait être l'année du Japon, en termes de placement, font valoir les spécialistes.

	Cours fin 1982	Cours fin 1983
Akt	285	629
Bedgeman	489	629
Canon	1.240	1.550
Fuji Bank	598	900
Honda Motor	1.040	1.100
Mitsubishi Heavy	1.420	1.970
Sany Corp.	332	272
Sany Corp.	3.570	3.640
Tokyo Motor	1.130	1.490

(1) Dédoublement des actions (1 pour 1).

## NEW-YORK

## Un cycle haussier

En progrès de 20 % environ par rapport au début janvier, le marché new-yorkais a pratiquement reconstruit, en 1983, la hausse enregistrée sur l'ensemble de l'année précédente. Succédant à la pluie de records qui s'était abattue sur Wall Street à partir de cette fameuse journée du 17 août 1982 qui a donné le signal de la course contre la montre, les actions américaines ont continué à progresser avec un bel ensemble et, un an plus tard, pour marquer le premier anniversaire de ce démarrage historique, l'indice Dow Jones des industrielles avait déjà mis plus de 50 % à son actif.

D'entrée de jeu, le baromètre numéro un du Big Board s'établissait à 1070 points aux premiers jours de l'année nouvelle. Un mois plus tard, il parvenait à franchir la barre des 1100 en dépit des craintes de voir baisser le prix du pétrole, prélude à une éventuelle guerre des tarifs entre producteurs de brut. Mais ce n'était qu'une fausse alerte et la cote reprenait aussitôt de la hauteur, l.B.M. mettant à profit le climat favorable pour dépasser le cours de 100 dollars.

C'est surtout à partir du mois d'avril que devait rebondir la polémique sur les taux d'intérêt. Pour M. Paul Volcker, le patron à poigne de la Réserve fédérale, le loyer de l'argent était à l'évidence trop élevé, ce que les opérateurs ont aussitôt interprété comme l'annonce discrète d'une baisse des taux, mais, quelques jours plus tard, le brusque gonflement de la masse monétaire, confirmé au mois de mai, faisait craindre un resserrement de la politique du crédit pratiquée aux Etats-Unis.

Pendant quelque temps, le Dow Jones devait se tenir prudemment au-dessous de 1200 points, au fur et à mesure que les « gourous » faisaient connaître leur avis sur l'importance et la stabilité de la reprise économique et sur le danger de redémarrage de l'inflation qui pourrait en résulter ou non. Ce n'est qu'en août que fut franchie la barre des 1200 points, après un léger fléchissement fin juillet, conséquence de l'épisode « Peanut ». Il s'agissait là du nom de code (« cacahouète ») donné par l.B.M. à une nouvelle série d'ordinateurs domestiques, baptisée par la suite P.C. junior, et qui devait susciter la panique sur un marché déjà fortement perturbé. Au cours du seul second trimestre 1983, l'ensemble des compagnies avaient perdu 600 millions de dollars dans ce secteur, ce qui incitait Texas Instruments à battre en retraite tandis que d'autres constructeurs, tel Digital Equipment, perdaient des sommes très importantes.

Toujours au mois d'août, le relèvement d'un quart de point du taux de base bancaire de la Citibank (à 11 %), constituait un signal d'alarme pour le marché, emprêté jusqu'à la fin de l'année dans des considérations souvent contradictoires, selon l'identité des intervenants, tant à propos des taux d'intérêt (les fonds fédéraux ont fluctué entre 8,50 % et 10 %) que sur l'ampleur des déficits budgétaires. Sur ce dernier chapitre, le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, estimait, début octobre, que le découvert devrait être ramené à 100 milliards de dollars d'ici à la fin de l'année fiscale 1985.

Intervenu à la fin de ce même mois d'octobre, le débarquement des « marines » américains à la Grenade n'avait pratiquement aucun effet sur la cote et l'indice Dow Jones se tenait fermement au-dessus du niveau

de 1220, les familiers du Big Board étant plutôt sensibles à la fermeté manifestée à cette occasion par le président Reagan... et aux bons résultats annoncés au même moment par les firmes américaines à l'issue du troisième trimestre d'activité.

Le 29 novembre, le Dow Jones des valeurs industrielles inscrivait un nouveau record (1287,20) avant de redescendre progressivement au mois de décembre, sous l'effet des ajustements de positions (« window dressing ») et des ventes fiscales auxquelles se livrent traditionnellement les opérateurs en fin d'année. Ainsi, en dépit de nombreuses incertitudes d'ordre économique, notamment à propos du déficit commercial évalué à 65 milliards de dollars cette année, Wall Street a atteint de nouveaux sommets, la majorité des investisseurs se disant convaincus de la pérennité de la reprise aux Etats-Unis, même ralentie, alors que l'inflation devrait être stabilisée aux alentours de 5 % en rythme annuel.

Parmi les secteurs les plus en vue cette année, les valeurs « redentes » (« blue chips ») ont toutes figuré en bonne place, à commencer par l.B.M. Dans un premier temps, A.T.T. a un peu souffert de l'éclatement du groupe en une autre société et sept entités régionales distinctes, intervenu à la mi-novembre, mais les cours se sont un peu repris par la suite. Les titres automobiles ont également fait preuve de bonnes dispositions après l'annonce d'un spectaculaire redressement des bénéfices de General Motors et de Chrysler, Ford faisant savoir, de son côté, qu'elle reprendrait la distribution d'un dividende.

Les valeurs sidérurgiques ont également été bien tenues dans leur ensemble, tandis que les pétroliers représentaient de la bourse en fin d'année. Les actions de haute technologie ont continué à bénéficier de la faveur des investisseurs, toujours sensibles à la possibilité de réaliser rapidement des plus-values, alors que, d'un avis commun, le marché new-yorkais est encore sous-évalué avec un rapport cours/bénéfice voisin de 12.

Visiblement, l'« effet Reagan » continue à jouer à plein sur les marchés financiers, où l'on entrevoit déjà un second mandat pour l'hôte actuel de la Maison Blanche, dans la perspective de l'élection présidentielle de l'automne 1984. En attendant, New-York a toutes les chances de rester dans un cycle haussier pendant plusieurs mois, en dépit de quelques ajustements inévitables qui ne devraient pas dévier le marché de sa trajectoire « bullish » (hausserie), selon l'expression des spécialistes.

	Cours fin 1982	Cours fin 1983
Alcoa	31 3/4	44 7/8
A.T.T.	29 5/8	61 3/8
Boeing	33 1/2	43 3/4
Chase Man. Bank	58	45 1/2
Du Pont de Nem.	35 7/8	52
Eastman Kodak	35 5/8	76 3/8
Exxon	29 3/4	37 3/8
Ford	38 7/8	42 1/2
Gen. Electric (I)	55 5/8	58 5/8
General Foods	62	74 3/8
General Motors	36	30 3/8
Gould	34 1/8	122 1/2
I.T.T.	38 5/8	44 3/4
Johnson & J.	25 1/4	28 5/8
Mobil Oil	68 3/8	35 3/4
Pfizer (I)	46	59 1/4
Schlumberger	30 3/4	36
Teneco	33 3/4	36 3/4
U.A.L. Inc.	53	62 3/4
Union Carbide	33 3/4	36 3/4
U.S. Steel	38 7/8	30 3/8
Westinghouse	38 7/8	34 3/4
Xerox Corp.	37 1/2	49 3/4

(1) Dédoublement des actions (1 pour 1).



# Le Monde

## MUSIQUE

PARRAINÉ PAR RADIO-FRANCE ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE

### Le Trio à cordes de Paris en liberté

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, trois musiciens de l'Orchestre national de France, Charles Frey, Michel Michalakakis et Jean Grout, bénéficient d'un congé exceptionnel. C'est bien entendu car les membres du Trio à cordes de Paris, depuis sa fondation en 1966, devaient d'abord s'acquitter de leurs devoirs envers l'orchestre nourricier avant de consacrer leurs loisirs à jouer, non seulement les trios de Mozart, de Beethoven et de Schubert, mais également ceux de Schoenberg, de Webern et tout ceux qu'ils demandaient à des compositeurs contemporains.

Le nombre de leurs concerts et de leurs tournées croissent et se multiplient, ils avaient obtenu, il est vrai,

#### CONDITIONS DE L'AIDE DE L'ÉTAT AUX THÉÂTRES LYRIQUES MUNICIPAUX

Un arrêté du ministre de la culture publié au Journal officiel du 28 décembre fixe les mécanismes d'attribution des subventions de l'État aux théâtres lyriques municipaux.

Les projets d'activité pour la saison en cours et la saison à venir sont examinés par une commission composée du délégué à l'audiovisuel du ministère de la culture et de six personnalités désignées par le ministre.

Trois membres de l'inspection générale de la musique sont associés aux délibérations. Le montant des subventions éventuellement attribuées dépendra de l'efficacité des projets, de la programmation, de la qualité professionnelle, selon les critères, ainsi que des conditions de préparation et de rentabilisation des spectacles.

Les productions doivent assurer la promotion des artistes lyriques français, donner l'occasion de découvrir des talents nouveaux, ou encore valoriser des activités chorégraphiques. Enfin, chaque théâtre candidat devra garantir le minimum d'une création mondiale ou française et d'une répétition d'ouvrage contemporain tous les deux ans. La mise en valeur d'œuvres peu jouées de l'épicerie est également recommandée.

certaines facilités au fil des années. A l'Orchestre national, on leur refusait de moins en moins la permission d'aller jouer ailleurs et le ministère de la culture avait passé une convention avec le Trio à cordes de Paris, lui assurant une certaine sécurité financière en échange de concerts « gratuits » destinés en priorité à des associations à but non lucratif.

Il n'en demeure pas moins que jouer en trio ou au sein d'un grand orchestre sont deux choses bien différentes, presque incompatibles, dans la mesure où la plupart des chefs demandent aux cordes une sonorité puissante au détriment de la finesse et de la spécificité individuelle : pour un fort on écrase l'archet sur la corde, pour un pianissimo on l'effleure. En musique de chambre, cette façon de comprendre les nuances serait proprement désastreuse. Pour concilier l'un et l'autre, il faut donc deux techniques. Ce qui ne va de soi que pour l'observateur extérieur.

Désormais, de par la volonté commune de Radio-France et du ministère de la culture, les membres du Trio à cordes de Paris n'auront plus besoin de se livrer à des acrobies dangereuses : ils joueront seulement en formation de chambre, pendant une durée illimitée, à la seule condition qu'ils jouent beaucoup et toujours aussi bien et qu'ils fassent suivre leur dénomination de celle de leurs tuteurs (placés entre parenthèses) afin sans doute qu'on n'aille pas croire qu'il s'agit d'une initiative du maître de Paris.

#### Le « Tricoparaphrastique » ?

Comme il a manifesté depuis longtemps une vocation missionnaire, le Trio à cordes de Paris (Radio-France - ministère de la culture) va pouvoir multiplier les séjours prolongés dans les villes et les campagnes (que le ministère appelle d'ailleurs des « missions ») et qui sont organisées en liaison avec les collectivités et les institutions locales, tandis que le nombre de partitions écrites spécialement à son intention va croître et multiplier dans des proportions inégales pour la critique.

Pour le premier concert donné sous son nouveau nom, qu'il faudra bien décider à abréger officiellement.

ment sinon l'usage s'en chargera, le Trio à cordes de Paris (R.F.-M.C.) a tenu à montrer les diverses facettes de son activité dans un programme où il figurait tantôt seul, tantôt avec un partenaire.

Pour illustrer la partie « classique » de son répertoire, il avait choisi la transcription pour trio à cordes de la Fugue en mi bémol mineur de Bach faite par Mozart, qui, outre la transposition en ré mineur, l'a dotée d'un prélude de son ore au grand désespoir des amis du Cantor, mais pour le bonheur des autres car c'est une page d'une rare intensité.

En comparaison, le *Quatuor pour flûte et cordes* en ut majeur de Mozart, pour lequel Patrick Gallois s'était brillamment associé au T.C.P. (R.F.-M.C.) - abréviation provisoire - apparaît comme un divertissement sans arrière-pensées. On émettra seulement une réserve sur la confusion entre l'entrain et la rapidité, ou entre le tempérament et la vitesse, pour reprendre les termes de Schoenberg dans une lettre de 1914 à Hermann Scherchen (qui n'en a pas moins continué toute sa vie à jouer plutôt rapide). C'est une tendance de tous les temps puisque Mozart s'en plaignait déjà, qui résulte tantôt d'un souci exclusif de briller, tantôt de la crainte d'ennuyer, cependant qu'un tempo plus retenu permet des articulations de détail plus intéressantes et donne davantage de sonorité dans les traits.

Cette remarque vaut aussi pour le *Quatuor en sol mineur* de Brahms, avec cette fois Pascal Rogé au piano. Mais c'est bien, dans les deux cas, la seule réserve car dans des œuvres comme celles-ci on voit le fruit d'un travail sans relâche poursuivi par des artistes d'une conscience professionnelle et d'une exigence musicale rares.

Parmi les partitions contemporaines qu'il a créées, le « Tricoparaphrastique » - abréviation saugrenue - a que l'enthousiasme du choix. Indéniablement le Trio de Clardy Malherbe (né en 1950) est un bon choix, d'autant que les exécutions successives depuis un an ayant arrosé les angles, cette œuvre sonne bien sans être confortable, claire sans excès d'évidence, elle reste libre de toute école.

GERARD CONDÉ.

## Rencontre

### Robin Renucci ou les contradictions du jeu

Robin Renucci, vingt-sept ans, mi-Bourguignon, mi-Corse. Très anxieux, nerveux, les yeux rigolards quand même, un sourire désarmant. Dix ans de théâtre déjà : semi-professionnel à Auxerre, stages à la jeunesse et aux sports. A Paris, cours Dullin, Conservatoire avec Rousillon, Blumel, Vives et Delauche. Là, Michel Deville le remarque et le fait débiter au cinéma dans deux profonds. Depuis, Robin Renucci progresse parallèlement sur l'écran et sur les planches, de petits en seconds rôles, jusqu'aux premiers plans de 1983 : *Vie la sociale* de Gérard Mordillat, où il est l'infatigable animateur de fêtes. *Où boivent les vaches*, de Roland Dubillard, qu'il reprend à partir du 4 janvier à Villeurbanne. Face à Roger Planchon, poly-artiste surdégoré, il est le pianiste mi-amer, mi-voyou en attente de consécration.

Robin Renucci est quelqu'un qui éclate au cinéma comme au théâtre. Il fait partie des « jeunes qui montent », et ça ne le rassure pas, dans une époque « de rasoir et de bloenex à jeter après usage ». Il s'accroche sa confiance à rien ni à personne, en tout cas pas aveuglément et pas définitivement. A dix-huit ans, passant son bac avec une dissertation sur Nietzsche, il comprend l'idée de solitude : « Être seul, refuser l'assistance. L'acteur est quelqu'un qui travaille individuellement sur lui-même ». Sa formation est électorale, il en prend ce qui lui sert, fait la synthèse. Il ne croit pas, d'ailleurs, à la formation de l'acteur, seulement à la possibilité de transmettre une technique, un relatif savoir, mais « ça se passe ailleurs, dans un domaine qui ne peut pas se dire ».

Robin Renucci cite Rimbaud : « Je ne pense pas, ne me pense ». Lui, à l'impression d'être entraîné sans intervention de la volonté. Il ne regrette rien de ce qu'il a fait, il faut le faire, trouver ces relais vers la

tradition. Il ne se reconnaît pas de maîtres, mais des guides - « les poètes d'adolescence » - une famille qui va de Copeau à Brook. La famille, les racines, la tradition, sont des balises dans sa solitude. Il en a besoin, et en même temps a peur de ne pas être dans le mouvement, en tête du mouvement. Ses contradictions viennent de sa perpétuelle inquiétude. Il veut du concret - ainsi, il place son argent parce qu'il peut vivre sans confort. Il refuse les contraintes, pose partout des points d'interrogation. Une chose pourtant, il est sûr d'être un acteur, d'être fait pour ça.

Être acteur, c'est jouer, imaginer, inventer, détenir le pouvoir immense de la communication, et c'est une responsabilité. Robin Renucci cherche « (On est seul quand on cherche) », il tient à maîtriser l'effet produit sur le public, c'est-à-dire à en maîtriser la cause, et la seule cause c'est l'acteur. Il a le goût du pouvoir, il est ambitieux, orgueilleux, exigeant au théâtre et commode à pouvoir se permettre de l'être au cinéma. « Les seconds rôles, quand on s'ennuie en plein tournage sans rien savoir, tout ce qu'on vous demande c'est d'assurer. Moi, là, je veux prouver que je suis bon ».

Il compte bien profiter de la vogue des jeunes acteurs, mais s'en méfie : « A cause du marasme, on cherche des nouvelles idées. On nous veut naturels. On nous a bien eus avec le naturel des Américains. En réalité, ils composent, on ne peut pas jouer soi-même. On pousse l'acteur dans sa pathologie, c'est une impasse, et quelle hécotombe. Il faut une santé de fer pour jouer la dérive, la subtilité du malaise. C'est obsessionnel, pénible, mais pas si grave. Je souhaite avoir l'humour de tout ça et l'amour. Mon seul repère, je le trouve dans l'art ».

COLETTE GODARD.

## NOTES

### Exposition

ÉMILE BERNARD  
A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

### L'Égypte d'un synthétiste

Emile Bernard (1868-1941) appartient au groupe « synthétiste » de Pont-Aven et participe à l'exposition du Café Volpini à Paris avec Gauguin, en 1889. Les recherches du professeur Jean-Jacques ont permis de faire mieux connaître aux francophones un peintre plus prisé jusqu'ici à Amsterdam ou à New York (catalogue raisonné de l'œuvre peint de E. Bernard, Editions SIDA, Paris 1982).

En 1891, il rompt avec Gauguin et, deux ans plus tard, partit pour l'Orient. Il s'installe en Égypte où il vécut jusqu'en 1904, épousant une Syrienne, vivant comme un autochtone et peignant, peignant sans arrêt. Il retourna ensuite en Europe où il passa le reste de sa vie, notamment à Venise, exposant plusieurs fois à Paris.

C'est sa période nilotique, à travers un grand nombre de dessins, d'aquarelles, de photos, de lettres, le tout inédit, et de toiles déjà connues, qui est présentée dans le cadre superbe du prieuré de Saint-Germain-en-Laye, association de la veine orientaliste d'Emile Bernard ne ressort que mieux sur la sobre architecture Grad Sibile du prieuré. L'ensemble vaut le déplacement.

J.P. PERONCEL-HUGOZ.

\* Musée du Prieuré. Tél. : 973-77-87. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars. Ensuite au Musée des beaux-arts de Quimper, puis, à partir du 15 mai, au Musée de Pont-Aven.

### Formes

ROMATHIER  
GALERIE BELLINT

### Contact avec la terre

Les paysages éclatés, repensés, de Georges Romathier affirment de plus en plus l'étrange contact du peintre avec la terre. Rico que la peinture et rien que la terre. L'ombrage, en dépit des trous bleus que font d'invisibles oiseaux, s'écrit sa propre lumière, celle qui, ailleurs, fait luire la grisaille bleutée du mas ou inonde la terrasse et le plateau. Sombres sont les Alpilles comme les bûches noires sous les taillis.

Exécutées en atelier, les builes s'en respectent pas moins l'éclairage, à un moment donné, de chaque site élu. C'est qu'elles ont été peintes d'après d'innombrables aquarelles toutes enlevées sur le motif et dont une série offerte au visiteur transmet intacte la vision première.

JEAN-MARIE DUNOYER.

\* Bellint, 28 bis, boulevard Sébastopol et galerie Estienne-de-Causans, 25, rue de Seine.

### Cinéma

« UN BON PETIT DIABLE »  
DE J.-C. BRIALY

### Méchant petit film

Si la rencontre entre Jean-Claude Brialy, comédien passant à l'occasion derrière la caméra, et la comtesse de Ségur - née Rostopchine - ne s'imposait pas vraiment, on pouvait néanmoins espérer que l'ancien acteur masqué de la Nouvelle Vague, le dandy cynique des *Coustins* de Chabrol, mettrait un brin de piment dans sa transposition d'*Un bon petit diable*. Assisté de Didier Decoin pour l'écriture du scénario, Brialy a pour le film le plus triste, le moins impertinent qui se puisse imaginer.

Seule envolée lyrique, un pastiche du célèbre telenovela de Zéro de conduite de Jean Vigo, les chers petits « anges » comme nous dans un halo de blancheur. Mais la citation passe complètement à côté de la plaque, le cinéaste et son scénariste ne savent pas vraiment sur quel pied danser. D'Allice Sapritch en odieuse cousine Mac'Miche, ils ne tirent même pas une mimique drôle, une phrase cinglante.

Débordant la chère comtesse sur sa gauche, ils imaginent de toutes pièces un laborieux montage, où plottent une sorte de fonde-enchaîné, entre l'enterrement de la mère Mac'Miche et le mariage de la bonne Betty (Bernadette Lafont). A côté du tandem Decoin-Brialy, la comtesse avait tout simplement du génie.

\* Voir les exclusivités.

L.M.

## CINÉMA

### Le Japon en cinq cents films

(Suite de la première page.)

La première partie (190 films, de janvier à juin 1984) se veut une histoire chronologique du cinéma japonais, de 1900 à 1970 ; la deuxième partie (220 films, de juillet à décembre 1984) rend hommage à diverses personnalités : cinéastes, comédiens, techniciens, ainsi qu'aux films de guerre, adaptations littéraires, documentaires, films fantastiques, films de samouraïs ; la troisième partie propose un panorama contemporain de 1970 à 1984, incluant aussi bien des œuvres grand public que l'équivalent nippon de l'underground.

Plus concrètement, dans les deux premières parties, on pourra voir 29 films de Mizoguchi, 26 de Kurosawa, 32 d'Ozu, 23 de Naruse, 16 de Gotha, 12 de Kinoshita, mais aussi un choix de films pratiquement inconnus en France, ou du moins peu connus, de Hiroshi Shimizu, de Taniuchi Ichidô, de Sôko Yanagawa, signifiés par Noël Burch dans la première partie de son récent ouvrage sur le cinéma japonais.

« Parmi les non-cinéastes auxquels nous rendons hommage, précise Hiroko Govaers, on retrouvera les noms de Kazuo Miyagawa, l'opérateur de *Mizoguchi*, de Kazuo Hasegawa, l'interprète de *Yôjima*, de Rintô Ichikawa, le Gérard Philipe nippon, remarqué dans *Vengeance* d'un acteur, en 1963, et le Brasier, d'après Mishima, tous deux réalisés par Kon Ichikawa.

#### Un investissement considérable

« Parmi les documentaires, poursuit-elle, on notera deux ouvrages assez particuliers : d'abord quatre bobines d'un film de 1939, *Le Japon japonais* sur le Yang-Tse de Sôzô Kinura, qui montre la marine japonaise à la conquête du continent chinois (la copie appartient à la Cinémathèque française) ; et le court métrage *Travail de Tokyo*, de Masao Kobayashi, plus connu pour ses courts métrages romanesques, et qui décrit pendant quatre heures le procès des criminels de guerre japonais par les alliés en 1946. »

Existe-t-il encore un cinéma japonais contemporain ? Oui, affirme Hiroko Govaers. La production moyenne varie entre deux et trois cents films, la moitié sort des films

étriqués artisanaux, qui passent deux ou trois semaines en salles puis disparaissent à jamais. Le reste se répartit entre des productions relativement importantes comme le *Balade de Narayama*, prime d'or à Cannes en 1983, et des œuvres modestes comme *Carnaval de la nuit*, projeté à la Semaine de la critique, au change officiel, douze millions de francs, le second cent cinquante mille francs. Pour financer *Kagerô*, sa super production primée à Cannes il y a deux ans et demi, Kurosawa avait dû se faire députer par Francis Coppola et George Lucas. Les très gros budgets semblent interdits au pays du Soleil Levant.

Au coût moyen de 3 000 francs le transport d'une simple copie de Tokyo à Paris, la rétrospective japonaise représente un investissement considérable. Un catalogue va être publié courant janvier, sur la première partie de la manifestation.

L'importance des moyens mis en œuvre, le véritable phénomène culturel que représente cette rétrospective, amènent à souhaiter dans un avenir rapproché l'avènement de ces nouveaux supports électroniques, et d'abord le fameux disque au laser, qui devrait rendre l'objet film aussi aisé à consulter et à manipuler que le livre de poche ou le disque. La véritable révolution dans la communication est encore à venir : le cinéma redevenant l'art majeur dont ont tant rêvé les pionniers.

LOUIS MARCORELLES.

\* Outre le livre de Noël Burch, *Pour un observateur japonais* (édition Cahiers du Cinéma, Gallimard), on consultera avec profit *Images du cinéma japonais*, de Max Tessier (Heml Veyrier, 1981).

« MUSIQUE ET CINÉMA. - Le deuxième Festival du film des musiques sera à Paris, du 11 au 17 janvier 1984, sur l'initiative de la Maison des cultures du monde, autour du thème « Le musicien et son milieu ». Les films seront projetés au théâtre de l'Odéon, au Musée de l'Homme et à la Cinémathèque (salle du Centre Pompidou). Réservations : 544-72-36.

## DANSE

### PROGRAMMES VIDÉO AU CENTRE POMPIDOU

### Les ressources du mouvement

Pour la douzième année consécutive, Marcel Bonnard a organisé au Centre Georges-Pompidou un cycle de vidéo-danse. Immense succès : la petite salle du sous-sol où l'on projetait en permanence plus de deux cents cassettes a connu la saturation. Les visiteurs pouvaient y voir des émissions de télévision du monde entier allant des ballets filmés aux documentaires et rétrospectives et aussi des essais d'écriture vidéo-chorégraphique réalisés à l'Institut national de l'audiovisuel (France) (1) ou la Kichaviv (Etats-Unis) ou par divers organismes privés.

Il est certain que la danse moderne, éclatée dans l'espace, trouve dans la vidéo des possibilités infinies de projection du mouvement et lui offre réciproquement des ressources d'images et de rythmes riches. La jeune danse française, imaginative et diversifiée, fait sa percée dans ce domaine. Jean-Claude Gallois travaille avec le cinéaste Claude Mourieras (*Daphnis et Chloé*), Régine Chopinot avec Charles Ploq du groupe Frigo (*Articulations*, *Délices*). Dominique Bagonet avec Charles Ploq aussi (*Tant mieux tant mieux*). Lila Green avec Alain Longuet (*Pandore*), sans oublier le *Chant des légendes*, de Philippe Decouffé, et *Un sucre ou deux*, de Daniel Lardoux, avec la collaboration des étudiants des Arts déco.

Les États-Unis ont une bonne longueur d'avance, et c'est normal si l'on pense qu'un Nam June Paik ou un Charles Atlas sont des familiers de Cunningham, Cage ou Tudor et que le studio de Merce Cunningham à Westbeth est un haut lieu de la vidéo-danse.

Le Centre Georges-Pompidou a présenté au grand foyer Time five, de Charles Atlas, un cycle de soixante minutes diffusé sur cinq écrans à partir de cinq magnéscopes. C'est une sorte de synthèse de tous les trucs, incrustations, jeux de perspective et surimpressions possibles, véritable poème en images

à la gloire de Cunningham représenté comme une divinité évoluant au milieu et des poissons.

Actuellement, le groupe Frigo présente dans la petite salle du sous-sol *Eau* (2), un travail sur le reflet. Frigo, c'est une jeune équipe. Producteurs et créateurs associés, ils tirent leurs ressources de la publicité, du graphisme, des décors de théâtre et de prestations de services (ils filment tous les spectacles de la Maison de la danse de Lyon pour constituer des archives). Ils disposent aussi de quelques subventions.

Leur manière de travailler suppose une connivence, un même état d'esprit, le goût de la recherche et de la conservation. Frigo laisse percer dans *Eau* sa prédilection pour la danse, même si le montage en donne une image irrévérencieuse (un *Las Vegas* c'est un professeur de « classique » qui donne son cours dans la piscine et, au milieu d'un rituel, Lionel Jospin inattendu dans les Montmartres sont là). La règle de vie de Frigo pourrait s'énoncer ainsi : pas de travail sans plaisir. Bien installé dans la cité lyonnaise, le groupe a réussi à atteindre une certaine autonomie, à ne pas dépendre de la diffusion, ce qui permet une belle dévolution. Son objectif affirmé : récupérer l'image vidéo, la sauver des médias qui la banalisent.

MARCELLE MICHEL.

(1) Notamment *AEIOUYXZ* et *Carren Cartha*, montages vidéo réalisés par Geneviève Hervé avec la danseuse Gretcha Cargo.

(2) Jusqu'au 9 janvier 1984.

## JAZZ

### Mort du guitariste de blues Alexis Korner

Le guitariste britannique Alexis Korner est mort dimanche 1<sup>er</sup> janvier à l'hôpital Westminster de Londres des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-cinq ans.

Alexis Korner fut l'un des premiers en Grande-Bretagne, à la fin des années 50, à sortir le blues du ghetto dans lequel il était alors enfermé. Véritable catalyseur de la scène musicale anglaise des années 60, il fut à l'origine de la formation de plusieurs groupes, notamment des Rolling Stones.

Né à Paris le 19 avril 1928 d'une mère grecque et d'un père britannique, Alexis Korner passa son enfance à traverser l'Europe avant de s'installer avec sa famille à Londres en 1939. Korner commença par jouer dans des orchestres de jazz comme celui de Chris Barber. Au moment de la grande période du *rhythm and blues*, au milieu des années 50, il va à contre-courant et s'efforce, non sans mal, d'imposer le blues dans les clubs londoniens. En 1961, il fonde l'*Alexis Korner Blues Incorporated*, un groupe auquel participèrent Charlie Watts et Keith Richards, Jack Bruce, Ginger Baker, Eric Burdon, John McLaughlin. L'*Alexis Korner Blues Incorporated* fut l'un des premiers orchestres de blues électrique. Guitariste remarquable, Alexis Korner ne chantait pas lui-même - ou du moins pas encore - et sans doute cela lui porta préjudice dans son aventure. Il était un musicien respecté, vénéré. Pas une star.

Dans les années 70, il avait formé divers groupes : le C.C.S. (Collective Consciousness Society) et le *Snake*. Parmi ses albums, notons : *R. and B. from the Marquee*, Alexis Korner et Blues Incorporated, Alexis Korner and New Church, Get off my Cloud - C.F.

### Vos annonces dans

### Emplois Cadres

### Le Monde

5, rue des Italiens, 75009 Paris  
Régie-Presses, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris







# COMMUNICATION

## Lundi 2 janvier

### PREMIERE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Film : Ces merveilleux fous volants dans leurs drôles de machines. Film anglais de K. Atkinson (1965), avec S. Miles, S. Whitman, F. Fox, A. Sordi, R. Morley, G. Froese, J.P. Cassel (réalisation).

En 1910, le directeur d'un grand journal argentine une course d'avions, Londres-Paris. L'un des concurrents exploite des moyens déloyaux pour gagner. Cartes, gags et impressions rétrospectives historiques. C'est souvent très amusant, mais pas à la hauteur du budget espéré.

22 h 45 Extraits.  
22 h 50 Passions-passions.  
Magazine de P. Desfontaines et A. de Gaudemar.  
Nicolas Fris, compositeur de musique contemporaine, une adaptation des aphorismes de G.-C. Lichtenberg ; vidéo : Jean-Claude Lichtenberg ; Henri Cartier-Bresson, etc.

23 h 30 Journal.  
23 h 50 Vivre en poésie.  
24 h 30 Magazine : L'Heure de vérité.  
De F.-L. de Villiers.  
Avec M. Laurens Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche.

21 h 50 Le petit théâtre.  
« Paroles françaises » de E. Ionesco. Avec l'auteur, R. Frenay, Ch. Mérieux.  
Une adaptation d'une pièce d'Eugène Ionesco tournée en direct au théâtre. Cocasse, très bien interprétée, une réussite.

22 h 35 Histoire courte.  
« Ne va jamais seul dans les montagnes », de A.B. Hernandez.  
23 h 05 Journal.

### TROISIEME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Film : Le Scandale.  
Film français de J. Giovanni (1972), avec J.-P. Belmondo, C. Cardinale, M. Castellan, M. Pevron (réalisation).  
De 1934 à 1950, le célèbre mouvement d'un train mensuel qui restait bloqué à un carrefour, portait avec lui bon et mauvais sort. Les thèmes chers à Giovanni, la mythologie des hommes de la page, une reconstitution rétro. En 1961, le même roman d'été est tiré en film et est adapté pour un film de Jean Becker. Un nomme La Rocca avec, d'Alb. Belmondo.

22 h 15 Journal.  
23 h 30 Journal.  
Magazine de G. Pernod. « La Tour 83 », plénitude à voir en Bretagne.  
23 h 50 Prélude à la nuit.  
« Sonate en mi bémol majeur » de J.-S. Bach interprétée par G. et B. Plasson, pianistes.

### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Du plomb dans la neige.  
17 h 20 Dis, raconte-moi le noir (l'affiche maritime).  
17 h 35 Télévision ouverte (l'émission des téléma-

18 h 5 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.  
18 h 30 Sports.  
18 h 55 Dessin animé : Les Misérables.  
18 h Informations.  
18 h 15 Feuilles d'un homme... une ville.

### FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinée.  
8 h, Les chemins de la connaissance : Martin Buber, la rencontre de l'éternel et de l'éternel ; à 8 h 32, les métamorphoses de l'espace.  
8 h 50, Écho au hasard.  
9 h 7, Les heures de l'histoire : les Carolingiens, par J. Le Goff.  
10 h 45, Le conte et la marge : « La révélation de Jésus-Christ », avec le père Bruckberger.  
11 h 2, Musique : les grands événements à Radio-France en 1983 (et à 13 h 30).  
12 h 5, Agorà.  
12 h 45, Panorama.  
14 h, Jazz.  
14 h 30, Les heures de l'histoire : « Les lances flamandes », de Robert Aron.  
14 h 47, Les heures de l'histoire : anthropologie de l'espace : à 15 h 20, Laboratoire ; à 16 h, le musée du Louvre ; à 17 h, L'homme, homme de passion.  
17 h 32, Musique : magazine musical.  
18 h 30, Feuilles d'un homme... une ville.  
19 h 25, Jazz à l'antenne.  
19 h 30, Présence des arts : exposition Raoul Dufy, à Louvre.  
20 h, « Le conte de Pierre », de Pouchkine. Avec R. Mollien, C. Nicolet, J.-R. Cassin.  
21 h, L'entre-scène, ou les vivants et les morts : la source pythagoricienne, avec L. Razoumou.  
22 h 30, Notes musicales : sans images.

### FRANCE-MUSIQUE

0 h Fréquence de nuit : Les mots de François Xenakis : 1 h, Bach ; 2 h 30, Concert : œuvres de Schubert, Kreutzer, Capote, Beethoven.  
4 h 30, Musique de chambre : Vivaldi, Schumann, Gluck.  
6 h 10, Concert : Mozart.  
7 h 45, Le Journal de musique.  
8 h 12, Magazine du disque.  
9 h 7, Presses de l'histoire : Geminiani, Marini, Bruch.  
12 h, La table d'écrits.  
12 h 35, Jazz à l'antenne.  
13 h, Opéra.  
13 h 30, Jazz à l'antenne.  
14 h 4, Musique légère.  
14 h 30, L'après-midi des musiciens, duos (Marin-Marais - Mozart - Naderman - Barock).  
17 h 5, Répertoire contemporain : Hodeir.  
18 h 5, Concert : musiques traditionnelles.  
19 h, Jazz à l'antenne.  
20 h 30, Concert (Festival de Ludwigsburg 1983) : Trio pour piano, violon et cor ; Sonatine en ut mineur, Schumann pour piano, de Brahms ; Trio pour piano, violon et cor, de Ligeti par le Trio Ligeti.  
22 h, Cycle acoustique : « Original », création de M. Raoul ; « L'écrit de l'écrit », création de M. Raoul.  
23 h, Fréquence de nuit : ouvertures sur le grand Nord, trois Tristan.

## Mardi 3 janvier

### PREMIERE CHAÎNE : TF1

11 h 30 Vision plus.  
12 h, Le rendez-vous d'Amiel.  
12 h 30 Atout cœur.  
13 h Journal.  
13 h 45 Série : La petite maison dans la prairie.  
14 h 35 Destination Noël.  
14 h 45 Le village dans les nuages.  
16 h Film : La Grande Course au tour du monde.  
Film réalisé de R. Edwards (1963), avec J. Lennon.  
Film réalisé de R. Edwards (1963), avec J. Lennon.  
En 1908, un héros sportif et son rival, ami de nos jours, se disputent dans une course automobile New York-Paris. Comme pour les « fous volants », le budget colossal relatif au rythme. Mais le scénario défilant, les gags burlesques à la manière de Mack Sennett et Laurel et Hardy sont tout de même à l'avantage du style de R. Edwards.

18 h 25 L'après-midi des musiciens, duos d'éclair.  
18 h 35 Variétés.  
18 h 50 7 heures moins cinq.  
19 h Météo.  
19 h 15 Émissions régionales.  
19 h 30 Jeu : Les petits de l'été.  
19 h 50 Regardez l'heure.  
20 h Journal.  
20 h 30 D'accord, pas d'accord.  
20 h 50 Comédienne Nicole Bouton.  
Réal. P. Azal.  
Sketches sur la vie quotidienne d'une femme comédienne. Le spectacle est à la Cour des miracles. Comédienne Nicole Bouton : « un tel regard à la Comédie des Champs-Élysées. Une sélection des meilleurs moments ».

22 h Extraits.  
22 h 5 Variétés : Bel de nuit.  
Réal. P. Azal.  
Eddy Barclay reconstruit son orchestre des années 50 et invite Dorcy Cow, Jean Lefèvre et Michèle Freeman.  
23 h Journal.  
23 h 15 Vivre en poésie.

### DEUXIEME CHAÎNE : A2

10 h 30 ANTOPE.  
12 h Journal (et à 12 h 45).  
12 h 10 Jeu : L'académie des neufs.  
13 h 30 Feuilles d'un homme... une ville.  
13 h 50 Aujourd'hui la vie.  
14 h 55 Série : Drôles de dames.  
15 h 45 Répertoire : Opéra sauvage : le Zimbaré (diff. le 1<sup>er</sup> janvier).  
16 h 40 Entre vous.  
De L. Bériz.  
Les métiers d'art.  
17 h 45 Récré A2.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Des chiffres et des lettres.  
19 h 15 Émissions régionales.  
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.  
20 h Journal.  
20 h 30 D'accord pas d'accord.  
20 h 40 Les Dossiers de l'écran : le Choix des années.

Film français de A. Courau (1981), avec Y. Montand, G. Depardieu, C. Denève, M. Galabru, G. Larvin, R. Anouilh.  
Un ancien traqué, qui s'est fait une vie honnête et heureuse, veut se débarrasser d'un jeune bandit en cavale. Celui-ci a menacé sa tranquillité, la police le traque de son côté. Une intrigue policière tournant à la tragédie dans une suite de malentendus. Aspects sociaux du film noir et de la délinquance. Magnifiquement mis en scène et interprété.

22 h 50 Débat : Yves Montand face aux téléspé-  
tateurs.  
23 h Journal.

### TROISIEME CHAÎNE : FR3

14 h 30 Émissions pour la jeunesse.  
17 h Télévision régionale.  
Programmes autonomes des douze régions.

## SUR FRANCE-MUSIQUE

### « La Tribune », c'est fini

C'est terminé. Fré. Pour de vrai, n'entendez plus sur France-Musique, « La Tribune des critiques de disques ». Diffusé le dernier jour de l'année, samedi 31 décembre, le dernier numéro de l'émission légendaire manquait un peu d'actualité. Ce n'était pas tout à fait ça, plus ça va. Ils ont au beau comparé consciencieusement les extraits de quatre versions différentes du Massie, de Haendel, MM. Armand Panigel, Jacques Bourgeois et Jean Roy ne se sont pas affrontés avec le mordant accoutumé. Comment dire ? La son de leurs voix respectives semblait soudain un peu étouffée, voire : comme c'est blanc. Plus, il a été 13 h 30, et une présentation a simplement dit : « Ainsi s'achève La Tribune des critiques de disques », émission d'Armand Panigel, et l'on est passé aux archives de Georges Zisiel, sans autre forme d'adieu.

« La Tribune », qui, comme c'est la musique, a traversé tous les régimes, de la R.T.F. à l'O.R.T.F. jusqu'à Radio-France. En 1975, M. Louis Dandrel,

nommé à la direction des programmes de France-Musique, avait voulu faire une croix sur ce programme sacro-saint du dimanche après-midi... Il avait du capituler face aux auditeurs furieux. La « Tribune » fut vite rétablie, et l'actuel directeur de France-Musique a attendu longtemps et procédé par étapes progressives. Premier temps : on a déplacé le créneau de M. Panigel du dimanche au samedi matin. Deuxième temps, ce 1<sup>er</sup> janvier 1984, on annonce que la « Tribune » sera remplacée par un nouveau programme plus ambitieux, à partir du mois de février, après le MIDEM.

Il s'agit d'une émission rediffusée en public au studio 106 de Radio-France et retransmise en différé chaque samedi après-midi. L'émission sera chaque fois lancée par l'audition d'un compact-disque ; au lieu de quatre disques du commerce, on en fera écouter deux, et la comparaison s'appuiera sur des documents d'archives trouvables seulement dans les sources de l'INA, ou d'orga-

nismes à l'étranger. Un concert inclus dans la même tranche horaire complètera le tout de manière à faire écouter d'éventuelles transcriptions ou orchestrations de l'œuvre mise sur la sellette. On déçoit la confrontation, on tient compte du son.

La nouvelle « super tribune » sera assurée chaque fois par des producteurs différents.

Pour les auditeurs désireux de se rendre compte de ce qui se passe, ceux qui aiment retrouver une ou deux voix particulières... eh bien ! tant pis.

On leur rétorquera, de toute manière, que depuis la mort d'Antoine Golde, en 1980, rien n'était plus comme avant. Les critiques professionnelles de ce point de la critique, ses jolis coups de gueule manquaient à l'équilibre sonore de la discussion...

On aura beau traiter les nostalgiques de passés, et n'empêche que sur France-Musique, actuellement, on a déjà droit à beaucoup d'archives.

Alors, attendons quand même d'entendre en premier ces fameux compact-disk.

MATHILDE LA BARDONNIE.

### « LE COURRIER DE L'AIN » EST CÉDÉ À M. BURTON

(De notre correspondant.)  
Bourg-en-Bresse. — Le tribunal de commerce de Bourg-en-Bresse avait décidé, le 9 décembre, de surseoir à statuer jusqu'au 13 janvier 1984 sur la requête en liquidation de biens concernant le Courrier de l'Ain. Ce nouveau délai de grâce accordé au journal de Bourg-en-Bresse était motivé, après le retrait de M. Robert Hersant, par la proposition de rachat formulée le 8 décembre, la veille donc de la réunion du tribunal, par M. Michel Burton, le fondateur de l'entreprise.

Le tribunal de commerce de Bourg n'a pas attendu le mois de janvier pour prendre sa décision. Il a autorisé, vendredi 30 décembre, la SNEP, propriétaire du Courrier de l'Ain, à mettre ses titres en location-gérance à la SECA pour une durée d'un an, au loyer trimestriel de 15 000 F.

Le gérant de la SECA (Société d'exploitation du Courrier de l'Ain, constituée pour dix ans, au capital de 50 000 F) est M. Michel Burton, domicilié à Paris. Le siège de la SECA est fixé au 5, rue Jules-Mignoney, à Bourg-en-Bresse. La décision prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 1984. Au terme de l'acte de location-gérance, un accord de cession devra être voté et homologué.

J.-P.C.

■ Naissance de l'édition lyonnaise du Figaro. — Le couplage publicitaire prévu pour le lundi 2 janvier entre le Figaro et le Journal Rhône-Alpes, deux titres du groupe Hersant, a débouché sur la naissance de deux pages intitulées le Figaro de Lyon, écartées à l'intérieur du quotidien national. A la « une », notre confrère indique : « C'est la première fois qu'un grand quotidien national apporte ainsi à ses lecteurs, en plus de toutes les informations habituelles, l'essentiel des nouvelles locales et la totalité des services qu'ils ont en droit d'attendre : carnet du jour, spectacles, annonces classées, etc. ». Les six pages supplémentaires du Figaro, numérotées de A à F, sont en fait la reprise pure et simple des pages lyonnaises du Journal Rhône-Alpes avec quelques légères modifications dans l'ordre de la pagination et la mise en pages. — (Corresp. rég.)

## LA BANDE FM A PARIS

### Une ordonnance du tribunal condamne les émissions illégales d'A.B.C.

Saisi en référé par l'association l'Animographie, créatrice de Radio-Nanterre, émetteur avec une autorisation du 23 août 1983 sur les fréquences de 94,70 MHz, M. Jean-Michel Guth, premier président du tribunal de Paris, a rendu le 30 décembre une ordonnance enjoignant à Radio A.B.C. de cesser de troubler de quelque manière que ce soit, et notamment par l'usage d'une fréquence radio-électrique non expressément autorisée à son profit, les émissions de l'Animographie Radio-Nanterre sous astreinte journalière de 1 000 F. Le magistrat note que Radio A.B.C. (regroupement des trois stations parisiennes Boulevard du Rock, Carol F.M. et Radio-Express), constatant l'échec de son mariage sur 101,6 MHz avec le regroupement Mégablogique, avait annoncé qu'il émettrait désormais illégalement sur l'ancienne fréquence de Carol (94,8 MHz) et affirmait sa détermination à se bat-

tre « jusqu'au bout » pour obtenir de la Haute Autorité une fréquence propre.

M. Guth constate donc « l'insubordination volontaire d'une prescription obligatoire par elle-même » et estime qu'il convient d'ordonner par voie de remise en état l'application de la décision de la Haute Autorité obtenue par Radio-Nanterre.

■ Sois de Radio-Activité à Rennes. — Sur ordre du parquet de Rennes, la police a saisi, le 29 décembre, l'émetteur et l'antenne de Radio-Activité, une radio privée rennaise contre laquelle Télédiffusion de France (T.D.F.) avait déposé une plainte en octobre dernier. Selon le parquet, cette action entre dans la procédure normale prévue par la loi. Radio-Activité ayant refusé d'obtempérer à une mise en demeure de cesser ses émissions.

### Un nouveau « contrat de rédaction » à l'Est républicain

De notre correspondant

Nancy. — Après avoir été à l'origine d'une grève (le Monde des 7 et 8 décembre 1983), un nouveau « contrat de rédaction » a été signé le 23 décembre entre la direction générale de l'Est républicain et les représentants des journalistes. La nécessité de réviser l'ancien contrat de rédaction, datant de 1974, avait été votée à l'unanimité par les journalistes réunis en assemblée générale le 14 novembre, après l'annonce de l'entrée du Républicain lorrain pour 24,3 % dans le capital de l'Est républicain.

Les journalistes entendaient ainsi prendre les mesures qui leur semblaient nécessaires pour renforcer l'autonomie rédactionnelle face à une possible fusion ou à une nouvelle modification du capital de leur journal. En effet, et depuis l'entrée du Républicain lorrain, une autre part du capital estimée désormais à plus de 20 % semble avoir été rassemblée par un groupe de personnalités nancéennes à la tête duquel se trouve la famille Bourcier (du Groupe Revillon), dont l'un des deux frères, Philippe, est le nouveau président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle. Toutefois, afin que cette transaction devienne effective, le groupe Bourcier doit obtenir le soutien du conseil d'administration de l'Est républicain, dont M. Gérard Lignac (28,4 % du capital) est le P.-D. G. depuis juin 1983.

Face à cette situation, qui reste toujours confuse et mouvante, les journalistes avaient demandé primitivement à la Haute Autorité de leur donner un droit de regard sur la nomination du rédacteur en chef, assorti d'un droit de veto sur la base de la majorité des journalistes possédant la carte professionnelle. La direction générale de l'Est républicain avait opposé un refus catégorique à cette demande, auquel les journalistes avaient aussitôt riposté par une grève de vingt-quatre heures. Finalement, une solution satisfaisante a été trouvée dans le contrat de rédaction conclu ces derniers jours.

Le choix du rédacteur en chef appartient à la direction et la rédaction est consultée sur ce choix par le biais des délégués journalistes élus composant le « conseil de rédaction ». Si la nomination du rédacteur en chef est désavouée à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés, la direction convo-

quera ces derniers dans un délai de cinq jours et entendra les arguments ayant motivé ce désaveu. A l'inverse, la révocation du rédacteur en chef ne pourra être prononcée qu'avec l'accord du conseil de rédaction.

Cette formule fait du nouveau contrat de rédaction de l'Est républicain un cas nouveau et inédit dans la presse quotidienne de province. Il définit l'orientation générale d'un journal « indépendant (qui) s'adresse à un public divers dans ses opinions et sa composition sociale, auquel il propose une information pluraliste et équilibrée ». Le nouveau conseil de rédaction, qui « ne se substitue pas aux organisations syndicales et professionnelles », donnera son avis « sur le choix des éditorialistes et des chroniqueurs, sur l'opportunité des collaborations extérieures et sur l'application de la ligne de conduite définie. S'il lui semble qu'il y a eu carence dans le redressement des erreurs ou la correction des dérives constatées, le conseil peut décider de signaler les manquements à la rédaction ».

Les quatre journalistes exerçant des fonctions de responsabilité dans par leurs pairs et les six journalistes élus par le reste de la rédaction qui composeront ce « conseil de rédaction » devraient être connus dans le courant du mois de janvier.

JEAN-CLAUDE BEMER.

### A Rennes

### FIN DE L'OCCUPATION DE L'IMPRIMERIE OBERTHUR

Les travailleurs de l'imprimerie Oberthur, à Rennes — menacés de cessation d'activités (le Monde du 24 décembre), — qui occupaient les lieux depuis le jeudi 29 décembre, ont décidé samedi 31 de suspendre ce mouvement. Mais, selon le syndicat C.G.T., « loin d'abandonner l'action, nous en modifions les formes pour tenir compte de la situation et agir avec responsabilité, dans un esprit constructif. Nous voulons sauver tous les emplois, c'est la notre seule objectif. M. Edmond Hervé, le gouvernement, viennent de prendre des engagements dans ce sens, ils devront les respecter », ajoute le communiqué.

Les listes d'embauche, dressées par les deux sociétés Loppé et Olier, qui reprennent respectivement les activités de la presse et celles d'édition, seront connues cette semaine. En ce qui concerne les cent quatre-vingt personnes qui ne sont pas reprises dans le cadre du plan de sauvetage conçu par le comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), une « table ronde » doit avoir lieu ce lundi 2 janvier à la préfecture de Rennes pour mettre au point diverses solutions.

■ RECTIFICATIF. — Des erreurs de composition se sont glissées dans la liste des publications du groupe Hachette (le Monde du 29 décembre 1983). Ainsi, TV couleur, TV vidéo, Téléguide, Vidéo 7, Micro 7 et Actualité hippique sont édités par le groupe Lorrain et non par la société S.N.E.F./Edimonde. L'équipe est bien évidemment un quotidien et non un hebdomadaire. Le groupe Hachette précise, par ailleurs, que M. Frank l'Enot, président de France Éditions Publications, détient en son nom personnel 40 % du quotidien Libération Champagne ; il ne s'agit donc pas d'une publication du groupe Hachette.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### LUNDI 2 JANVIER

— M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, répond aux questions des journalistes dans l'émission « Face à la rédaction », sur France-Inter, à 19 h 20.

— M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, est l'invité de l'émission « L'heure de vérité », sur Antenne 2, à 20 h 35.



	la ligne	la ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	85,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	la ligne/col	la ligne/col T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

\* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.



### emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

#### Centrale - A.M. - ENSTA - ENSM...

Sud-Est. Filiale d'un groupe national important, cette société du secteur industriel pétrolier (700 personnes) recherche dans le cadre de son développement plusieurs ingénieurs capables d'assister la direction de l'engineering :

##### Ingénieurs chefs de projets

Ils auront pour première mission, de faire des calculs sur des projets, de participer à la conception et à la réalisation de nouveaux produits, de collaborer à la réponse aux appels d'offres et au suivi des affaires existantes. Leur évolution se poursuivra par la prise en charge d'un ou plusieurs projets. Ces postes s'adressent à des jeunes ingénieurs de formation mécanique générale possédant 3 à 5 ans d'expérience en B.E. (conception et mise en route de prototypes - résistance des matériaux) et dans la conduite des hommes. (Réf. 3125 a)

##### Ingénieur chef du groupe études-affaires

Il devra prendre en charge la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens afin d'assurer d'une part, la conception et le développement de produits nouveaux et d'autre part, de participer à la commercialisation de l'ensemble des activités de la société auprès d'une clientèle pétrolière. Ce poste s'adresse à un ingénieur de haut niveau, de formation mécanique générale, possédant 3 à 10 ans d'expérience dans des fonctions d'encadrement (B.E. calculs - gestion d'affaires - commercial). (Réf. 3125 b)

Pour ces deux types de poste, la pratique des moyens informatiques en calcul scientifique et l'utilisation courante de la langue anglaise sont requises. La rémunération annuelle sera liée à l'expérience et au potentiel des candidats retenus. Françoise Meyer vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence de votre choix.

Meyer & partenaires 100, cours Julien 13006 Marseille (91) 48.36.94.

#### UN CHARGE DE MISSION

Tourisme p. les Pyrénées  
Appuyer un appel technique aux professionnels, collectivité locales et organiser économiquement les producteurs. Form. supérieure env. 35 ans, responsabilité dans une entreprise de tourisme, capacité de relations, motivé et réaliste. Env. C.V. avant le 15 janvier à Condamnation pyrénéenne 12 r. Salsens, 31200 Toulouse

#### 4 ATTACHES DU CADRE DÉPARTEMENTAL

Il est ouvert au département du Haut-Rhin un concours sur épreuves en vue du recrutement de 4 attachés du cadre départemental dont 3 par concours externe et 1 par concours interne.

Les candidats devront être déposés au plus tard le 12 janvier 1984 à 10 heures à l'Hôtel du Département du Haut-Rhin, Bureau du personnel, 11, avenue de la République à COLMAR (Rf. 23-59-51 poste 2483).

Stabl. région Rouen recherche chef des services éducatifs Dipl. d'Etat éduc. spécial + pratique prof. confirmée. Libre rapidement pour assumer fonctions auprès écoles. Conv. salariales à débiter. Ecr. s/n° 7 308 le Monde Pub. s/n° ANNONCES Emploi 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F.O.L. DROME recrute un animateur professionnel pour animation travailleurs immigrés et familles, niveau DUT - CAPASE - DEFA - DECEP ou équivalent expérience animation, envie de continuer. Renseignements F.O.L. DROME R.P. 133 - 26001 VALENCE. Téléphone : 42-18-61. Dépôt de candidature avant le 15 janvier 1984.

#### Engineering opérationnel offshore

Sud-Est. Filiale d'un groupe national important, cette société spécialisée dans les travaux maritimes offshore, recherche des ingénieurs de haut niveau. En liaison permanente avec les directions commerciale, technique et opérationnelle, ils se verront confier dans un premier temps, la totale responsabilité de la réalisation d'un ou plusieurs projets. Leur évolution, liée à la performance de leurs résultats, pourra se poursuivre dans un second temps par la prise en charge d'un poste d'ingénieur d'affaires.

Ces créations de poste s'adressent à des ingénieurs diplômés d'une grande école, possédant 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine maritime ou pétrolier. Basés dans le Sud-Est, ces postes nécessitent des déplacements de courte durée à l'étranger, ainsi la pratique courante de la langue anglaise est-elle requise. La rémunération annuelle de départ sera liée au potentiel et à l'expérience des candidats retenus. Françoise Meyer vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 3126

Meyer & partenaires

100, cours Julien 13006 Marseille (91) 48.36.94

#### GRENOBLE

Société en forte croissance surtout à l'export (60% des ventes), recherche

#### TRÉSORIER

Rattaché directement au Directeur Financier, il aura à traiter :

- des problèmes de trésorerie à court et moyen terme,
- le suivi des emprunts,
- les couvertures de change,
- les échanges internationaux.
- le recouvrement clients.

Une expérience de trésorier dans une grande entreprise et du milieu bancaire est demandée. Anglais indispensable. Réf.

#### CONTRÔLEUR DE GESTION

Intégré au contrôle financier, il prendra en charge :

- le contrôle des coûts,
- le suivi du plan de réduction des coûts,
- l'analyse de rentabilité.

Une expérience en entreprise anglo-saxonne est souhaitée. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence du poste choisi à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

#### DIRECTIONS

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE réalisant sur un marché en forte expansion un C.A. de 45 MF en France et à l'étranger recrute son

#### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Formation : Grande École de Commerce ou Universitaire. Expérience : 2 ans minimum dans une fonction d'Audit.

Il sera chargé, eu sein d'une Équipe de Direction jeune et dynamique, de la Comptabilité Générale, de la mise en place de la Comptabilité Analytique, de la Trésorerie et de la Fonction Personnel.

Envoyer lettre de candidature manuscrite avec C.V., photo et rémunération souhaitée

SOCIÉTÉ PÉRIÉRIC Direction Générale 66, rue du Docteur Calmette 94350 VILLIERS-SUR-MARNE

La Fondation Européenne de la Culture recherche

#### LE DIRECTEUR

de son INSTITUT POUR UNE POLITIQUE EUROPÉENNE DE L'ENVIRONNEMENT, dont le siège est à Bonn.

Ce directeur est responsable de l'ensemble des activités de l'institut et de son développement. Le (ou la) candidat(e) devra notamment être en mesure de négocier des contrats, de diriger des recherches interdisciplinaires orientées vers la décision politique en matière d'environnement et d'en communiquer en plusieurs langues les résultats aux instances parlementaires et gouvernementales. Son lieu de travail sera Bonn, mais il (ou elle) sera également responsable des activités de l'institut dans les autres pays. Le poste implique de fréquents déplacements en Europe. Niveau de rémunération correspondant aux responsabilités.

Les dossiers de candidature doivent être adressés avant le 31 janvier 1984 à la Fondation Européenne de la Culture, 5, Jan van Goyenkade, NL-1075 HN Amsterdam. Le secret des candidatures est garanti.

#### DIRECTEUR QUALIFIÉ

recherché par CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL Handicapés mentaux Benlieux Sud Paris

Envoyer C.V. et prêt. à : YVES GROSSET 20 bis, rue Nantaise-Boulle 91500 BRUNOIS.

#### emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



Le Centre National pour l'Exploitation des Océans

recherche dans le cadre du programme international de forages scientifiques « océan, drilling, program » des

#### GEOLOGUES GEOPHYSICIENS

niveau thèse (équivalent Ph.D.) ou maîtrise, expérience à la mer indispensable, anglais pratiqué couramment.

Postes à pourvoir dans une université américaine.

Merci d'adresser C.V. + prétentions au Service du Personnel CHEN0 - 66, avenue d'Iéna 75116 PARIS.

Importante Société d'Assistance Technique et Maintenance d'équipements électroniques en très forte expansion recherche pour Région Parisienne et Moyen Orient

#### Ingénieurs Système

#### Techniciens Electroniciens

Expérience exigée : radars et Micro-processeurs.

Adresser votre CV à ATM International 134, rue de Charenton 75012 Paris

Recherche traducteur (trilingue) technique anglais/français, en poste dans nos bureaux de Londres ou indépendant (a) résidant en France. Les candidats (sa) expérimentés (sont) dans les domaines : applications, contrats, etc., doivent écrire avec C.V. au M.O., Transstar Ltd. 118-128 End Road, London, W14 6PP, U.K.

#### URGENT

#### AFRIQUE NOIRE TECHNICIENS

Radio maritime

Ayant solide formation et expérience. Parler anglais, arabe, français. Bonne présentation, bon salaire + avantages. Formation 2 mois au Japon. Envoyé C.V. + photo à :

SIECAM 10 BP 513, ABOJIAN 10, Côte d'Ivoire.

#### emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

#### OFFRES D'EMPLOIS



SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE, 91 MASSY recrute

#### 1) POUR SA DIRECTION CONTRÔLE ET QUALITÉ ingénieur qualité logiciel

POSITION II (Réf. 2152) DIPLOME ANALYSTE TEMPS REEL

Expérience industrielle indispensable notamment sur les problèmes de méthodologie.

#### 2) POUR SA DIRECTION DES ETUDES ingénieur-analyste programmeur

DEBUTANT, DIPLOME (Réf. 3643)

#### ingénieur-électronicien

DEBUTANT, DIPLOME (Réf. 5772)

#### ingénieur

DEBUTANT (Réf. 8132) DIPLOME SUP AERO, ENSICA, ENSMA

Spécialisation avionique et systèmes - automatique. Ecrire en précisant la référence du poste Direction des Affaires Sociales B.P. 74, 91301 MASSY cedex

Europe computer systèmes

Notre Société spécialisée dans la location de matériel IBM recherche un

#### CHEF DE CABINET

afin de diriger le cabinet du Président

Ce poste à responsabilité, divers dans ses aspects, conviendrait à un homme d'environ 35 ans, de formation supérieure ayant déjà acquis une expérience dans la gestion de l'administration ainsi que dans l'encadrement. Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite à l'appui de votre CV à Mme Jackie Tod.

ECS - 16 rue Washington - 75008 Paris



هنا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE ASSOCIATION DE TOURISME SOCIAL EN EXPANSION

recherche pour son siège à Paris

Contrat à durée indéterminée

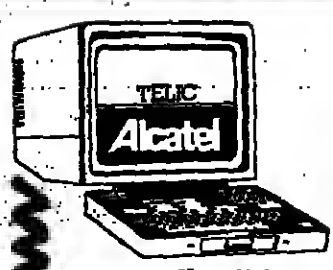
UN CHEF DU PERSONNEL  
POSITION CADRE 3

Salaires annuels 152.000 F. brut.  
Sous la responsabilité du Directeur Adjoint, Directeur du Personnel il assurera :  
- Le suivi des organigrammes et des mouvements de personnel.  
- La réalisation de la paye.  
- Les relations avec le personnel du siège.  
- La planification.  
Une expérience de 3 ans dans un service de personnel est exigée.  
Poste à pourvoir le 1er Février 1984.  
Adresser candidature et C.V. détaillé avant le 11 Janvier 1984  
dernier délai : **AREPOS**  
34, RUE DES MARTYRS - 75009 PARIS

Développer ses activités, une société (PARIS 17e) installant des SYSTÈMES ci en main.

ingénieur logiciel

ayant une connaissance du FORTRAN, diplômé d'une Grande Ecole d'Ingenieurs ou de l'Université.  
Plusieurs années d'expérience de conduite d'applications de gestion ou similaires sur mini.  
Activités de pointe, techniques nouvelles, travail varié.  
Rémunération intéressante.  
Envoyer C.V. à :  
J.N. THINH - ORPA  
16, rue La Condamine - 75017 PARIS - Tél : 522.85.96



TELIC-ALCATEL

Siège Social : STRASBOURG - Direction Commerciale : FRESNES.  
Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privée (télématique, bureautique, électronique grand public).  
Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires.  
• Utilisant une gamme très diverse de technologies de pointe, nous bénéficions des impulsions de chacune d'entre elles.  
Tous nos produits se renouvellent et se diversifient sur un rythme sans cesse plus rapide.  
• Nous déployons sur des marchés nationaux et internationaux en fort développement mais très concurrentiels, notre règle est la compétitivité par l'intelligence, soutenue par un moral de vainqueur et des moyens puissants.  
• Traitant de techniques de communication si variées, nous sommes en prise directe avec l'un des phénomènes socio-culturels les plus émergents du monde contemporain.  
La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement.  
Vous avez le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à STRASBOURG.  
Notre Direction des Achats se renforce en associant à son équipe

2 INGENIEURS ACHATS

• L'un pour les circuits intégrés LSI.  
Au sein d'une équipe gérant une famille de composants, vous aurez pour mission de négocier avec une large autonomie des marchés de composants électroniques.  
Vous assurerez l'interface avec les Services Techniques et les Services d'Ordonnancement et de Fabrication.  
Vous êtes un acheteur ou un vendeur confirmé et vous possédez une bonne expérience de la négociation commerciale, ou bien, vous êtes un jeune ingénieur et vous souhaitez élargir votre action à la Fonction Achats.  
Vous possédez une bonne connaissance de la langue anglaise.  
• L'autre pour les pièces moulées.  
Au sein d'une équipe, vous aurez à négocier l'achat des pièces plastiques moulées.  
En liaison avec les Services Techniques et Industriels, vous participerez à la définition des nouveaux produits. Vous aurez la responsabilité du choix des fournisseurs et de l'élaboration de nos stratégies d'achat.  
Vous possédez une connaissance approfondie des techniques d'injection plastique.  
Vous possédez une bonne connaissance de la négociation commerciale ou vous souhaitez élargir votre action à la Fonction Achats.

Adresser en préluce à notre rencontre, votre curriculum vitae à :  
Bernard CAMMAS - Directeur du Personnel

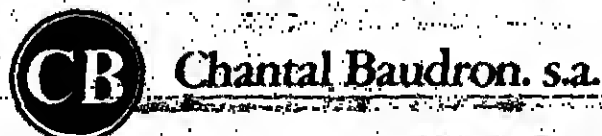


TELIC-ALCATEL  
206, Route de Colmar - B.P. 57  
67023 STRASBOURG Cedex.

Groupe C.G.E.

jeune est pour l'activité publicité - presse -  
R.P. - d'une importante société  
de prestations de services.

Notre groupe dont les activités sont très diversifiées, a une implantation internationale (12.000 personnes). Nous souhaitons confier à un(e) jeune diplômé(e) d'enseignement supérieur (ESC - maîtrise de gestion...), ayant trois ans environ d'expérience de la publicité industrielle, acquise de préférence chez un annonceur, le poste d'adjoint au responsable Publicité - Presse - Relations Publiques. Ce nouveau collaborateur participera à l'élaboration et à la réalisation de brochures de documentation, de rapports d'activité, de journaux internes, à l'organisation de manifestations, de séminaires, à la conception d'actions publicitaires professionnelles. Pour réussir à ce poste, il faut parler anglais, posséder une bonne culture économique, avoir le sens de l'efficacité et de la disponibilité, une grande capacité d'adaptation à des activités variées.  
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence A.264.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron s.a.

JEUNE CADRE FINANCIER

La Direction Financière d'un Groupe privé (CA 3 milliards de francs) recherche un jeune cadre pour développer son service trésorerie.  
Sa mission sera de planifier les moyens de prévisions, de gérer la trésorerie d'une dizaine de filiales en coordination avec les services comptables et la Direction Générale. Interlocuteur privilégié des banques, il développera les relations avec les exploitants au travers du suivi des comptes et des autorisations de crédit des sociétés.  
Cette fonction conviendrait à un homme de rigueur, de négociation et d'encadrement.  
Diplômé d'Etudes Supérieures (option Finances), il a un fort potentiel d'initiatives pour promouvoir l'organisation et la gestion du service. Aussi devra-t-il justifier d'une expérience d'au moins 3 ans dans une fonction similaire.  
Ce poste tressurplendit offre de sérieuses possibilités d'évolution au sein d'une direction financière pour un jeune cadre ambitieux.  
Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre manuscrite, prétentions) sous réf. 224/195 à :



128, boulevard Haussmann  
75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

PROFESSIONNEL DES  
RELATIONS SOCIALES  
H.F.

30 - 35 ans

Cette candidature est destinée à renforcer une équipe chargée de préparer, mettre en œuvre et veiller à l'application de la politique sociale du Groupe.

Le poste à pourvoir suppose une connaissance approfondie DU DROIT SOCIAL (NIVEAU DEA), une bonne culture générale (diplôme complémentaire apprécié) et une expérience de 5 ans minimum en milieu industriel.

Envoyer CV manuscrit, photo sous référence 84885 à  
CORTESE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra -  
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

GROUPE SYSECA

STE D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE  
(700 personnes, C.A. 220 M.F.)  
partenaire d'un groupe industriel  
de taille internationale

recherche  
dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION  
INGENIEURS  
INFORMATIENS

CONFIRMES  
(3 à 5 ans d'expérience)

Postes à pourvoir : CHEFS DE PROJETS

Données : télécommunications, réseaux de données, télématique, microinformatique.

Nous accorderons une attention particulière aux candidats désirant s'investir dans le cadre de notre rapide expansion, ayant le sens des responsabilités et du contact à haut niveau dans les administrations et les grandes entreprises nationales ou internationales et capables de s'intégrer dans des équipes dynamiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2047 à  
GROUPE SYSECA - Service du Personnel  
315, Bureaux de la Colline  
92213 St Cloud Cedex  
Tél. : 602.70.47

CABINET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

situé à Paris, recherche  
REVISEURS CONFIRMES

• diplômés de l'enseignement supérieur  
• ayant acquis une première expérience de la révision et du commissariat aux comptes  
• souhaitant intervenir auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées.  
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 47095 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

AIR INTER  
LIGNES AERIENNES INTERIEURES

Dans le cadre de son nouveau plan de développement recherche pour sa  
DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DES TELECOMMUNICATIONS

INGENIEURS GRANDES ECOLES  
H.F.

(X, Mines, Centrale, ENST, ESE...)

Diplômés Grandes Ecoles Commerciales (HEC, ESSEC) 1 à 3 ans d'expérience, pour participer à la conception, à la réalisation et à la mise en place de systèmes d'information mettant en œuvre des techniques de pointe (télécommunications, bureautique, mini et micro-informatique, bases de données). Une première expérience dans une société de conseil serait appréciée. Les candidats devront posséder de réelles capacités de travail en équipe.

Lieu de travail : ORLY.

Perspectives d'évolution intéressantes. Nombreux avantages sociaux.  
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 619/M au service  
Effectifs Recrutement Orientation  
1, avenue du Maréchal De Gaulle - 91550 PARAY VIEILLE POSTE

Pour s'intégrer aux équipes d'études qui préparent  
ses futures gammes d'ordinateurs  
Bull Systèmes recherche des

INGENIEURS CAO VLSI

Ils participeront à l'étude et au développement d'un système intégré de CAO permettant la mise en œuvre de méthodologies nouvelles de conception structurée des VLSI.  
Plusieurs postes sont ouverts touchant la simulation fonctionnelle et la vérification des VLSI, la composition assistée du plan de masse, la compilation des masques et les tests.  
Ces postes s'adressent de préférence à des candidats diplômés des Grandes Ecoles (ou équivalent).  
Lieu de travail : Les Clayes sous Bois (78).  
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 137 M à

Gérard Lavergne  
Cii Honeywell Bull  
PC OG021C  
94, avenue Gambetta  
75990 PARIS CEDEX 20.



Nous prions instamment nos  
annonceurs d'avoir l'obligeance de  
répondre à toutes les lettres qu'ils  
reçoivent et de restituer aux  
intéressés les documents qui leur  
ont été confiés.

Établissement public  
recherche  
agent possédant licence en  
droit et connaissances en  
gestion pour participation à un  
service conseil en gestion du  
personnel et comptabilité. Ex-  
périence professionnelle à  
préciser, mais non exigée.  
Envoyer candidature manu-  
scrite, curriculum vitae, préten-  
tions et photo sous n° 7.301  
Le Monde Pub.  
services ANNONCES CLASSÉES  
5, r. des Italiens, 75008 Paris.



	Le jour*	Le jour**
OFFRES D'EMPLOI	53,00	58,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le jour**	Le jour***
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

\* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### message N°8

Dans ce message, le dernier de huit, les conseils en recrutement adhérents de Syntec veulent tracer, à l'attention des hommes et des femmes qui deviennent un jour «candidats», les règles du jeu du marché de l'emploi et donner quelques conseils leur permettant de bien orienter leur carrière.

## Au carrefour de votre carrière, une attitude professionnelle

Offreur de services ou demandeur d'emploi, lecteur d'annonces, vous arrivez au terme de votre démarche. Vous avez sélectionné des offres, vous avez répondu à des invitations de cabinets en recrutement. Vous avez accepté la compétition. Des entreprises vous ont été présentées. Et maintenant est venu le moment de votre décision personnelle.

### soyez lucide

Vous disposez d'une masse de renseignements. Certains sont objectifs (secteur d'activité, localisation géographique, intérêt du marché, etc.), d'autres se prêtent à une interprétation subjective (contenu du poste, climat social, partie variable et/ou annexe de la rémunération). Enfin, certains éléments ne vous seront connus que lorsque vous tiendrez le poste (esprit de coopération de vos collaborateurs ou de vos collègues, etc.). A vous donc de réduire les incertitudes, d'éclaircir les zones d'ombre pour pouvoir finalement prendre un risque calculé. Poursuivez votre information, de même que l'entreprise vous a demandé de compléter votre dossier de candidature.

Ne soyez pas dupe de vous-même. Voyez bien quels sont les éléments qui vont emporter votre décision : le secteur de pointe ou l'avis de votre épouse, l'importance de la rémunération ou les études de vos enfants, le goût du risque ou la qualité de la vie.

### soyez libre

Pondérez ces différents éléments comme vous l'entendez. Personne ne le fera pour vous. En ce sens, vous êtes responsable et libre. D'autant plus que c'est vous qui assumerez pleinement toutes les conséquences de votre choix (et votre famille aussi). Entourez vous de tous les conseils sans vous laisser influencer. Soyez fort. Ne vous résignez pas à un changement auquel vous n'achèverez pas vraiment. Gardez la liberté d'offrir vos services à celle des entreprises qui en a le plus besoin et qui vous propose la meilleure contrepartie.

### soyez professionnel

Sachez dire non. Sachez dire oui. Et vous y tenez. Dire non, en temps utile, en pensant aux autres candidats, aux hommes de la nouvelle entreprise. Avec la rigueur du professionnel qui décide de ne pas poursuivre une affaire. Sachez dire oui, dans les délais nécessaires, en pesant les conséquences pour l'entreprise que vous quittez. Avec la détermination du professionnel qui a fait son choix et n'attend pas y revenir. Par dignité personnelle, par savoir-vivre et... peut-être aussi pour ne pas rester dans le milieu du carrefour.

Pour votre carrière, sachez répondre aujourd'hui aux appels de l'économie.

Toutes vos suggestions seront les bienvenues à Syntec-Recrutement 3 rue Léon Bonnat - 75016 Paris.



SYNTEC

Cette communication a été préparée par les adhérents de SYNTEC-RECRUTEMENT : Alexandre TIE S.A., Algos, Aviso Conseil, Bernard Julliet Psycho, Chantal Baudron S.A., Cilas, Cog Habitat Conseil, Corc, C.P.A., Développement, Egor, Etap, Eurequip, Infraplan, Jacques Tixier S.A., P.A., Sefap, Sele-Cagos, Sema Selection, Serifa, Sirc, Sodartus.

## HEC - ESSEC - ESCP

L'option que vous avez choisie vous oriente vers les études financières et économiques.

Vous avez (éventuellement) une première expérience et souhaitez participer aux activités de gestion d'un secteur d'assurance en plein essor.

Votre mission : au sein d'une équipe d'état-major, vous assistez le responsable du service, concevez des outils d'aide à la décision et prenez plus particulièrement en charge études économiques, tableaux de bord et budgets.

Le service : service fonctionnel auprès d'opérateurs, il apporte à la direction «assurances de personnes» l'analyse économique et financière nécessaire à l'appréciation de la rentabilité de ce secteur.

L'entreprise : elle appartient au **Premier Groupe Privé d'Assurances**.

A lui seul le Groupe Drouot représente :

- un C.A. de 6 Milliards de F en 1983,

- un effectif de 2100 salariés et 1750 agents,

- une implantation internationale,

- un cadre de travail exceptionnel à **MARLY LE ROI (77)**, 30 minutes à l'Ouest de Paris.

Vous souhaitez en savoir plus ?



Ecrivez-nous avec C.V., photo et préférences sous **ref. UN 02/84** à Catherine Verheux - Service Recrutement - 1, place Victorien Sardou - 78161 MARLY LE ROI CEDEX.

## Inspecteur du cadre

Importante Société d'Assurances à forme mutuelle, ayant un réseau de 500 Agents et dont le Siège se situe à Paris, recherche pour animer un réseau existant : **Inspecteur du Cadre IARD**.

Circonscriptions : 94, 92, 94 et Sud du 77.

• Vous avez une expérience de 5 ans minimum dans la fonction d'inspection (contrôles financier, technique, animation/production, recrutement, formation).

• Vous pouvez justifier de connaissances juridiques.

• Vous êtes dynamique, disponible, doté d'auto-discipline, de diplomatie, mais aussi de fermeté et de rigueur.

Vous nous intéressez.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous **ref. 3496** à

**ID IMPACT DEVELOPPEMENT**  
Monceau Commercial Building  
38, rue de Lisbonne 75008 PARIS



## COMSIP ENTREPRISE

CONDUITE ET SUPERVISION DE PROCESSUS INDUSTRIELS,  
REGULATION, INSTRUMENTATION ET ELECTRICITE  
(ingénierie, systèmes, travaux et services internationaux)

GROUPE CGEE ALSTHOM

pour assurer le développement de son activité de réalisation de systèmes informatiques dans les domaines pétrole, gaz, chimie, pétrochimie, matériaux, nucléaire, spatial, militaire LA DIRECTION SYSTEMES INDUSTRIELS recherche

### INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

### CHEFS DE PROJETS

diplômés grandes écoles ayant au minimum 3 ans d'expérience en informatique industrielle et pratiquant couramment l'anglais.

### ANALYSTES

BTS ou DUT pratiquant l'anglais

Toutes ces fonctions impliquent des déplacements en France et à l'étranger.

Adresser CV avec photo sous référence 84956 à COMSIP ENTREPRISE - Service du Personnel et des Relations Sociales - BP 305 - 92506 RUEIL MALMAISON Cedex

GROUPE DE PRESSE  
CENTRE DE PARIS  
RECHERCHE

DOCUMENTALISTE EXPERIMENTEE  
Bonne connaissance des problèmes  
économiques indispensables

Anglais courant  
Ecrire : S.P.G.  
13, avenue de l'Opéra,  
75001 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE  
CENTRE DE PARIS  
recrute

RÉDACTEUR

pour informations sur les sociétés  
expérience des services  
d'études de banque ou d'analyse  
financière souhaitée.

Adresser candidature S.P.G.  
13, avenue de l'Opéra,  
75001 PARIS.

SOCIÉTÉ DOCUMENTATION

recherche un

RÉDACTEUR (TRICE)

S.T.S. électronique

Envoyer C.V. et préférences.  
Ecrire sous le n° 7 043738 M

RÉGIE-PRESSE

86 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Conditions cherches pour petite

10 ans niveau CM 2

ou INSTITUTEUR

pour Noël/mars 1984

(5 heures par jour), section de

sports d'hiver, prox. ROMÉ.

Tél. : M. BERRY - 228-90-76.

## THOMSON-CGR

ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche

## JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

pour prendre en charge le suivi d'une production de matériels de haute technicité, dans les différentes étapes d'intégration.

Confirmé ou débutant, nous souhaitons rencontrer un candidat ouvert aux contacts humains et motivé par la production faisant appel aux techniques de pointe dans le domaine électronique et informatique.

Adresser C.V., photo et préférences à Yves KULIG, THOMSON-CGR - 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.



THOMSON

BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

## LE SALON DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS

Aider les entreprises à mener une politique de recrutement efficace et dynamique, qui tienne compte des aspirations des cadres ; d'aujourd'hui et de demain.

Donner aux Jeunes Diplômés et Débutants les moyens d'évaluer la réalité du monde industriel, les contraintes économiques de l'entreprise, pour y adapter leur talent et leurs ambitions professionnelles.

C'est l'idée directrice de ce salon, organisé par le MONDE avec la collaboration de R.T.L. qui aura lieu du mardi 6 au vendredi 9 MARS 1984 au Palais des Congrès.

ENTRÉE LIBRE

Pour toute demande d'information, s'adresser à :



régie presse

J. Degave - D. Le Dren - P. Devoulois  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS  
Tél : 233.44.21

Le Monde

H. Guinaudeau  
5, rue des Italiens, 75002 PARIS  
Tél : 246.72.23

مقداد من الاصل



REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	53,00	58,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,69
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAL	184,00	194,50

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne/let.	La ligne/let. T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	38,00	42,70
IMMOBILIER	38,00	42,70
AUTOMOBILES	38,00	42,70
AGENDA	38,00	42,70

### OFFRES D'EMPLOIS

### OFFRES D'EMPLOIS

### OFFRES D'EMPLOIS

#### Importante Société Française recherche un **Ingénieur plasticien confirmé**

pour développer des applications nouvelles.  
Les candidats ont plusieurs années d'expérience en injection classique et R.I.M., des connaissances en thermoplastique et en technologie des moules. Ils sont bilingues anglais et présentent des aptitudes certaines à l'animation et au travail en équipe.  
Le poste est à pourvoir dans l'Oise.  
Les candidatures de débutants seront écartées.  
Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous réf. 1582/F.T. à

**SOURCES** 16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

Notre client est un important groupe international.  
Il recherche un :

#### **senior auditor**

pour l'intégrer, après une formation de 3 à 6 mois aux U.S.A., au siège européen nouvellement créé à Paris.  
La personne recrutée animera une équipe d'auditeurs chargée d'assurer la révision comptable et opérationnelle des filiales situées, pour la plupart, en France, Italie et Espagne.  
Ce poste offre des possibilités d'évolution très intéressantes, dans une société dont les plus récentes acquisitions européennes incluent une entreprise industrielle française dont le chiffre d'affaires dépasse 1,5 milliard de francs.  
Le candidat idéal pour cette fonction possède une formation supérieure, une solide expérience de l'audit et une parfaite maîtrise de la langue anglaise.  
Veuillez envoyer votre C.V., sous réf. M-411, à Marie-Jo MARTIAL, en indiquant si possible un numéro de téléphone, au 4, avenue Marceau, 75008 Paris.

#### **chef de projet** X. SUPELEC, CENTRALE, PONTS...

Nous sommes une importante société d'ingénierie française, spécialisée dans différents domaines : nucléaire, électricité, chimie...  
Nous recherchons un ingénieur âgé d'environ 28 ans capable de prendre en main la conduite d'applications faisant appel à des bases de données.  
Il devra être capable d'aider les utilisateurs à définir leurs besoins et à intégrer ceux-ci dans une architecture d'ensemble de systèmes utilisant les moyens les plus modernes : réseaux, bases de données, messagerie électronique, C.A.O. Sa démarche sera inspirée de méthodes de type MERISE.  
Il animera une équipe mixte formée d'informaticiens spécialisés et d'utilisateurs.  
Adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 44.05/15/949 à ADEQUATION 62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

**ADEQUATION**

#### IMPORTANT ORGANISME PARA-PUBLIC (12 000 personnes - 2 000 centres)

recherche son

#### **AUDITEUR INTERNE**

Le candidat retenu, de niveau DECS, mettra en place la fonction, sous l'autorité de la Direction Comptable et en relation avec les auditeurs externes, pour assurer la révision comptable des établissements et l'assistance de gestion auprès des centres locaux.  
Ce poste pourrait convenir à toute jeune personne réunissant de profondes qualités de contact, le sens de l'organisation, une première expérience de la révision et le goût des déplacements.  
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence CR 1283, à :

#### **COFINOR**

49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

#### **gérer une équipe comptable**

au sein des services du Siège d'un puissant Groupe multinational français, implanté à Paris Est.  
IL FAUT AVOIR acquis ou minimum 5 ans d'expérience en comptabilité ou sein d'une entreprise industrielle, dirigée par une personne expérimentée et motivée par le développement des applications informatiques.  
La rémunération sera négociée en fonction des compétences des candidats.  
Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétentions sous réf. 21.570-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

**ICA** International Classified Advertising NEW YORK PARIS

#### INFORMATIQUE 5 recrute pour banlieue sud

#### **7 INGENIEURS INFORMATIENS**

Langage commun, mise ou équivalence ou supérieur, débutants acceptés.  
Ecr. INF 5 - 23, rue de la Pépinière 75008 Paris sous référence MAN 180

#### **publival**

vous présente ses  
**Meilleurs Vœux pour 1984**

27 rue des Cordes 92190 MEUDON Tél. 534-64-24

#### BUREAU D'ETUDES ECONOMIQUES

recherche pour mission ou séjour

#### **AFRIQUE DE L'OUEST**

(analyse macro-économique, planification, programmation)

#### **ENSAE**

DEBUTANT ou EQUIVALENT (DEA SCIENCES ECO)

SALAIRE 120.000 BASE FRANCE

Ecrire curriculum vitae détaillé à REGIE-PRESSE N° 7043709M 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS

#### SERVICE DE L'ETAT

recherche

#### **JEUNE INFORMATICIEN**

pour négocier l'achat de matériels de traitement de l'information (bureautique et informatique) et exercer une activité de conseil auprès des utilisateurs.  
Le candidat recherché sera ingénieur ou titulaire d'une maîtrise informatique et devra posséder une bonne connaissance des matériels et des logiciels micro-ordinateurs.  
Adresser C.V. et prétentions à : U.G.A.P. 209, rue de Bercy 75585 PARIS CEDEX 12.

#### GRANDS MAGASINS PARISIENS

recherchent

#### **UN RESPONSABLE DES STOCKS**

Ce poste conviendrait à un candidat ayant eu une expérience similaire, qui souhaiterait élargir son champ d'action et acquies ses responsabilités.  
En effet, il prendra en charge l'animation d'une équipe de 40 personnes et assurera l'organisation du stockage des marchandises d'un magasin.  
Prière d'adresser lettre de candidature + C.V. sous réf. 406 à TRENDANCES, 9, rue Arsène-Houssaye, 75008 PARIS, qui transmettra.

#### les annonces classées

#### **Le Monde**

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures

au 296-15-01

#### L'INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC-CESMAP

Organisme de formation, conseil, recherche en gestion des administrations, entreprises publiques et collectivités locales.

#### RECHERCHE

#### **UN COMPTABLE**

de formation BTS ou DUT avec quelques années d'expérience.

Il sera chargé, sous le contrôle du Directeur Financier, de la tenue de la comptabilité, des déclarations fiscales et sociales et de l'élaboration des documents de synthèse.  
Des connaissances en informatique seraient appréciées.  
Rémunération en rapport avec les qualifications exigées.

Adresser un curriculum vitae à :

Monsieur le Directeur

INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC-CESMAP

67, avenue Léonine - 94112 ARCUEIL CEDEX

#### Etablissement public

recherche

#### AGENT D'ADMINISTRATION

niveau BAC + 2, ayant expérience en matière de programmation de stages formation adultes.

Ecr. sous réf. 7302 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

#### INFORMATIS-TELECOM

PAPIS-PROVINCES

Pour renseignements projets TELECOM 1, VIDEOTEX, de systèmes de réseaux de télécommunications, nous recherchons :

#### INGENIEURS SYSTEMES

Bonne expérience en logiciel des transmissions par paquets. L'exp. des protocoles HDLC, X.25, SNA, TRANSPAC est appréciée.

#### INGENIEURS SYSTEMES

PROCESSEUS INDUSTRIELS SOLAR-MITRA-PDP-MICRO

#### INGENIEURS TELEPHONE

AVANT BONNE EXPERIENCE EN TELEPHONE TEMPORELLE

Projet exceptionnel pour leurs intérêts.

28, rue Daubenton-St. 337-95-22.

#### REcherche

#### **TUYAUTEURS-CALCULATEURS**

PÉTROLE ou NUCLÉAIRE

Tél. pr. r.v. 337-42-58.

#### LABORATOIRE PHARMACOLOGIQUE FRANÇAIS

Banlieue Paris pour compléter son département d'electrophysiologie cellulaire, recherche

#### **SPECIALISTES (H.F.) IONTOPHORESE PATCH - CLAMP VOLTAGE CLAMP**

Expérience 3 ans min.

Ecr. n° 84.075 Courtes Publicité 20, av. Opéra, 75004 PARIS Cedex 01 qui transmet.

#### CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche

#### **COLLABORATEUR (trice)**

B.T.S. ou D.E.C.S. comptable expert.

Adresser C.V. et photo + prét. sous réf. 7043-738 à REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

#### Entreprise de Secteur Tertiaire Paris

recherche

#### **CADRE RESPONSABLE D'UNITÉ**

Chargé (e), sous l'autorité du responsable de service d'ANIMER une petite équipe dont les méthodes de travail s'organisent autour d'un système informatisé.

Profil souhaité :

- diplômé de l'enseignement supérieur (Licence ou Droit de préférence) ;
- aptitudes à l'encadrement et à l'organisation du travail en équipe en liaison avec l'INFORMATIQUE.

Une première expérience professionnelle dans ce secteur serait un atout appréciable.

Ecrire avec C.V. + photo + prétentions, sous réf. 7043-738 M, REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

#### secrétaires

#### **CABINET BREVETS**

cherche :

#### **1. - PERSONNE**

ayant notions solides de procédures administratives concernant les

#### **DEPOTS DE MARQUES**

en France et à l'étranger

#### **L'ANGLAIS INDISPENSABLE**

#### **2. - SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE TRILINGUE ANGLAIS-ALLEMAND**

connaissances de préférence les procédures de DÉPÔTS DE BREVETS D'INVENTIONS en France et à l'étranger.

Adr. C.V. + photo et prét. à CABINET WESTEN 20, av. Friedland, 75008 Paris.

#### DEMANDES D'EMPLOIS

#### **EXPORT GESTION**

Je suis un homme de 40 ans, le parle anglais et espagnol, vous apporte une formation supérieure complètes (Droit, Sc. Pol.), expérience de direction-gestion de P.M.E. spécialisée sur les secteurs Europe, Amérique latine, Maghreb.

Excellent négociateur, esprit de synthèse, créatif et organisé. TRÈS BONNES RÉFÉRENCES

Ecr. n° 8878 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

#### MEILLEURS VŒUX POUR 1984

André MOQUET 61, boulevard de Reilly 75012 Paris 343-01-00

36 ans, marié, un enfant, anc. Bouill. Arts Déco, USA, ancien directeur de recherches du professeur Pierre Coudin (Hautes Etudes Sc. Sociales)

#### RECHERCHE POSTE

ENSEIGNEMENT (Secondaire ou universitaire) en Sciences Sociales

REDACTEUR ou SECRÉTAIRE particulier personnel (rapports adm. courants, etc.)

MERCI et BONNE ANNÉE

#### INFIRMIÈRE D. E. 01-80

cherche postes en entreprise ou en lib. pharm. W.E. lib. Ecr. : Gilda PITOUSSI 40, rue du Champlain-Vert 75011 Paris ou tél. 806-88-17.

#### Secrétaire de direction

36 ans, 10 ans d'exp., cadres, sérieux références, recherche poste équivalent Paris ou banlieue Est. Libre sous un mois. Ecr. sous le n° 7043-738 M, REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

#### J. H. déposé Oblig. mil. S.E.P. électronique, cherche emploi formation complémentaire.

Téléphone : 837-70-52.

#### SECRÉTAIRE expérimentée

du, tenait personnel 6 h p/jour, prox. SURESNES. 806-61-58.

H. sérieux répl., connaissances musicales approfondies, Angl., Alle., It., esp. impeccable. Ecr. sous le n° 7043-738 M, REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

#### Entretien débutante ch.

ou en lib. pharm. W.E. lib. Ecr. n° 8878 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

#### JEUNE FEMME 23 ans, débutante, B.T.S. secrétaire de direction, bilingue anglais, recherche poste stable.

Ecr. sous le n° 7043-738 M, REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

#### FRANCE-ALLEMAGNE

H.E.C. ayant large expérience de l'Allemagne et du commerce international étudie toutes propositions. Ecr. n° 7043 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

#### ESTHÉTICIENNE débutante, cherche emploi

Paris, région parisienne. Ecr. n° 8878 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. dés. OM. BEP ag. adm. + CAP empl. bur. exp. 5 mois (compt.-client-tour., pass. devoirs, trav. bur.) Lib. de suite. Poste stable si possible. Tél. 42-17-15.

#### AVOCAT AMÉRICAIN

30 ans - Juris. Docteur barreau, California, Pennsylvanie, expérience prof. (1 en F.A.J.) possédant parfaitement allemand et français cherche travail juridique en France. Tél. (38) 73-46-39.

#### REDACTRICE-DACTYLO

style littéraire, élément personnel s'ad. à exp. des mémoires. Ecr. sous le n° 7043-738 M, REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Artiste peindre exerce toutes propositions. Intéressantes concernant l'illustration d'ouvrages pour enfants ou adultes. Ecr. n° 7308 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

#### VOUS NE CHERCHEZ PAS UN COLLABORATEUR

permanent, mais un homme de haut niveau à qui confier UNE MISSION PRÉCISE E.S.E.C. 41 ans, connaissant la vie des affaires, je me tiens à votre disposition. Ecr. n° 2834 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

#### ORGANISATEUR-INFORMATICIEN

cours CHAM-ISTO, 16 ans d'expérience cherche emploi ttes régions, disponible imméd. (5) 069-40-90 5/12-15 15.

#### traduction demande

TRAUCTIONS allemands, français, arabe pour diplômes E.S.I.T. Travaux dactylo, mémos, rapports, etc... M<sup>me</sup> EL HINDY, 281-85-10.

#### formation professionnelle

#### **FORMATION D'ANALYSTES PROGRAMMEURS DE GESTION**

Niveau requis : Bac + 2 années d'études supérieures scientifiques ou techniques ou cadre expérimenté.

Date et durée : du 30/01 au 28/09/84 (1.200 heures).

Coût de la formation : 3.125 F par mois.

Rémunération possible par les ASSEDEC en Indemnité de Formation ou les FONGEOP pour les salariés en Congé Individuel de Formation. Dossier de candidature à demander au C.A.R.E.L. 17206 - ROYAN Cedex. Téléphone : (40) 05-31-08.

#### propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demander une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 6.P. 281.08 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous, avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (IC 18) 6.P. 402.08 PARIS.

#### L'immobilier

#### **appartements ventes**

#### **6<sup>e</sup> arrdt**

Dauphine, 2 P. 354-42-70

#### **CARACTÈRE, CALME.**

#### **15<sup>e</sup> arrdt**

CAMBONNE, km. réent ETAGE ÉLEVÉ PLEIN SUD DOUBLE SÉJ. + 2 CHAMBRES 95 m<sup>2</sup>, 3 BAINS, PARKING, CARR. 587-22-88.

#### **78-Yvelines**

Particulier vend PARLY-2 APPARTEMENT TYPE-2 double et dernier étage. 2-3 pièces, 72 m<sup>2</sup>, loggia vitrée, 12 m<sup>2</sup>, porte blindée, cave, park. extér. Prix 470.000 F. Parfait état. Tél. : 951-34-13

#### **appartements achats**

Recherche 1 à 3 pers Paris prêt à riva gauche avec ou sans travaux. PRIX COMPTANT ch. notaire. 873-20-67, même le soir.

#### **locations non meublées offres**

#### **Paris**

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS À LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles. OFFICE DES LOGEMENTS. Téléphone : 285-55-48.

#### **Région parisienne**

#### **ST-GERMAIN-EN-LAYE**

PLAGE DU CHATEAU Exceptionnel dans immeuble NEUF DE DRAND LUXE APPARTEMENT 5 de caractère 3 ET 5 PIÈCES. Possible BAIL MIXTE. Bureau location MERCEDI VENDREDI, de 15 à 19 h.

#### **Provence**

50 minutes PARIS-EST F. 2, résidentiel, 1.500 F. + 500 F. Tél. 123 85-02-56.

#### **locations non meublées demandes**

#### **Région parisienne**

Pour Stés européennes cherchez villes, pavillons pour CADRES. Ours 3 et 5 ans. 263-57-02.

#### **bureaux**

#### **Locations**

#### **VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS**

S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique. 355-17-50.

#### **VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 180 F. S.A.R.L. 180 F.**



## APRÈS L'ÉVACUATION DE L'ÉTABLISSEMENT DE POISSY

DEVANT LES GRILLES DE L'USINE

## Le face-à-face des grévistes et des cadres

Les vigiles de Talbot-Poissy, reclus depuis le début du conflit dans leurs grilles, font à nouveau leur métier. A l'arrivée de l'équipe du matin, les accès de l'usine étaient soigneusement gardés. Seul pouvait pénétrer dans l'enceinte le personnel d'entretien et de nettoyage, porteur d'un laissez-passer délivré par la direction.

Peu avant sept heures du matin, les grilles sont soudain fermées, une centaine de grévistes s'étant présentés à l'appel de la C.F.D.T. Commence alors, dans le crachin glacé, un long face-à-face à travers les grilles entre les grévistes et une centaine de cadres et de membres de la maîtrise apparemment porteurs de laissez-passer : « On est venu spontanément, pour témoigner de la chaleur humaine au personnel d'entretien. Quand l'usine est en péril, il n'y a pas d'horaires. » A les entendre, certains, même durant le

conflit, ont fait le déplacement tous les matins.

Un face-à-face parfois tendu, en présence de deux pelotons de gendarmes mobiles transis de froid. « Mouchards ! allez faire d'autres choses vous-mêmes ! C.S.L. à la poule ! » crient les grévistes. « Pas d'insultes, les gars : ne leur répondez pas ! » conseille un cadre. Mais la tentation est trop forte. Un « retournez chez vous, les bronzés, si vous n'êtes pas contents », fuse parfois du groupe des cadres, figés, graves, impossibles sous les sifflets et les moqueries.

Le retour ? Certains, ils l'ont crié sur tous les tons, ne demanderaient pas mieux, « mais pas avec 40 000 F comme nous l'a proposé le gouvernement samedi. C'est insuffisant. Et le retour doit se faire sur la base du volontariat », a rappelé M. Jean-Pierre Noual, secrétaire de la C.F.D.T. Talbot-Poissy, au cours d'un meeting aux portes de l'usine.

## UNE NÉGOCIATION D'ENSEMBLE

(Suite de la première page.)

La C.S.L. de Poissy, pour sa part, estimait que « finalement, l'intervention des forces de l'ordre était la seule solution pour que l'usine de Poissy redémarre enfin ». Elle protestait par ailleurs contre le sacage de ses locaux dans l'usine, « vraisemblablement dans la nuit de vendredi à samedi ».

Parmi les groupes politiques, le P.C.F. a jugé « tout d'fait regrettable » l'intervention de la police. « Solidaire des travailleurs en lutte », il a renouvelé sa « demande pressante » auprès du gouvernement pour une « négociation entre toutes les parties concernées », a indiqué samedi M. Claude Popere, membre du bureau politique. La Ligne communiste affirme sans ambages que « le gouvernement de gauche choisit le camp des patrons », le parti communiste marxiste-léniniste qu'il a « adopté dans les faits la logique du capital ». Quant à M. Jean-Marie Le Pen, il estime que « le pouvoir ne peut que mettre en œuvre les méthodes les plus écru-

elles de la gestion capitaliste ».

Dans le B.3, l'ancien forum de la grève, les derniers slogans C.G.T. disparaissent sous les jets d'eau. On n'a bossé quarante-huit heures. La chaîne est prête à tourner, explique un ouvrier d'entretien. Un petit coup de peinture orange a même été donné pour le supplément d'âme. En revanche, les murs du local de la C.F.D.T. ont été barbouillés de jaune et des piles de tracts renversés après l'évacuation dans la nuit de vendredi à samedi. « Sacage » s'indigne M. Jean-Pierre Noual, qui annonce son intention de porter plainte. « Et les 10 millions de dégâts dans le B.3 après l'incendie, ce n'est pas du sacage ? », maugré un cadre entre ses dents. Dans les deux cas, les auteurs n'ont pas été retrouvés.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Publié)

## PROJET DE PLANTATIONS DE BOIS DE FEU DANS LE SUD-BÉNIN

(accord de prêt n° CS/BN/AGR/82/10 du 16-02-83 entre le Fonds africain de développement (FAD) et le Conseil exécutif national de la République populaire du Bénin)

## APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LE RECRUTEMENT DE TROIS ASSISTANTS TECHNIQUES

La direction des Eaux, Forêts et Chasse lance un appel d'offres pour le recrutement :

- D'un ingénieur forestier, spécialiste en plantations domaniales.
- D'un ingénieur forestier, spécialiste en plantations rurales.
- D'un spécialiste en entretien et réparation des équipements agricoles et forestiers.

Les bureaux ou les experts individuels intéressés peuvent se procurer le dossier d'appel d'offres contre le paiement de cent mille francs (100 000) :

- Auprès de la direction des Eaux, Forêts et Chasse, B.P. n° 393. Tél. : N 33-06-62, COTONOU (République populaire du Bénin).

- Auprès de l'ambassade de la République populaire du Bénin près de la République française à Paris, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS-8 (France). Rel. 500-9840.

- Auprès de l'ambassade de la République populaire du Bénin près de la République Fédérale d'Allemagne à BONN, Rudigerstrasse 10 5 300 BONN-MEHLEM. Tél. : (0228) 344 031/32.

Les propositions de soumission devront être adressées en dix exemplaires (10) en français.

- Au ministère des fermes d'État, de l'élevage et de la pêche, B.P. 03-2900. Tél. : N 30-04-96, COTONOU (République populaire du Bénin).

- Ou à la direction des Eaux, Forêts et Chasse, aux maximum quatre-vingt-dix (90) jours après la date de lancement de l'appel d'offres (le cachet de la poste faisant foi) et devront porter la mention suivante :

## APPEL D'OFFRES POUR LE RECRUTEMENT DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DANS LE CADRE DU PROJET BAD (Bois de feu)

## Talbot ce n'est pas fini...

Dans les entreprises qui s'ouvrent aux technologies nouvelles la réduction du temps de travail peut permettre de maintenir des emplois à condition qu'elle s'accompagne d'un effort de formation

adéquation fine entre les nouvelles technologies et les situations sociales, développer d'autres activités, préparer des plans de mobilité de la main-d'œuvre, provoquer des nécessités de réorganisation, pousser pour orienter l'évolution du travail dans le sens d'un enrichissement global.

## Les 35 heures des postes

La question centrale est de savoir quelles incidences les restructurations, l'adaptation des entreprises au nouvel environnement international, l'introduction de la robotique ou de la productique vont avoir sur l'emploi. Comment faire face à une nécessité sans créer de nouveaux risques ? La réduction de la durée du travail n'est certes pas une panacée mais c'est encore une arme. Les trente-cinq heures ont été créées peu d'emplois - on a parlé d'un « effet sur l'emploi » de soixante-dix mille en 1982, mais il ne s'agissait pas de créations. Cependant là où on a été plus audacieux dans le rythme de la réduction et dans la compensation salariale intégrale, dans la réorganisation du travail, on a aussi su, c'est-à-dire maintenu, de nombreux emplois menacés. Dans la chimie, où l'on est passé à trente-huit heures, une enquête partielle de la fédération C.F.D.T. parle d'« environ trois mille emplois créés ou maintenus ».

S'exprimant le 21 septembre dernier devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. Pierre Bérégovoy après avoir rappelé que dans les vingt-quatre pays de l'O.C.D.E. il faudrait créer dix mille emplois par jour de 1984 à la fin 1989 pour stopper la montée du chômage, avait lancé : « La réduction du temps de travail est inséparable de la modernisation de nos entreprises ». Pourquoi après avoir défendu de si fermes principes le gouvernement d'a-t-il pas saisi l'occasion de l'affaire Talbot pour en apporter la démonstration ? Si on oublie, Or ce n'est pas seulement l'usine de Poissy qui souffre de sureffectifs mais l'ensemble de l'industrie automobile française - Renault inclus - avec environ cinquante mille emplois de trop. Attendra-t-on que le couvercle de la marlinette saute ? De nouvelles possibilités vont être données prochainement. Selon l'ordonnance du 16 janvier 1982 la semaine de trente-cinq heures évaluée en moyenne annuelle s'applique depuis le 31 décembre 1983 pour « les salariés travaillant de façon permanente en équipes successives selon un cycle continu ». Cent cinquante mille salariés, travailleurs postés en continu suivant un système d'équipes alternées sont concernés. L'Agence nationale

pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) vient d'éditer une brochure sur cette obligation (3). L'afflux de demandes qui lui parviennent semble montrer que nombre d'entreprises ne sont pas tout à fait préparées à cette échéance.

L'application de cette disposition peut pourtant rendre opportune une réflexion plus générale sur la diminution du temps de travail. L'entre-prise européenne est européenne. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1984, la France assume la présidence de la C.E.E. Le 9 janvier M. Mitterrand devrait recevoir une délégation de la Confédération européenne des syndicats. Une relance européenne centrée sur les secteurs en pleine restructuration ne serait-elle pas imaginable, souhaitable ? Le 27 septembre dernier, l'I.G. Metall ouest-allemande - organisation qui, à elle seule, a plus d'adhérents que la C.G.T. et la C.F.D.T. réunies - la F.I.M. italienne, la C.F.D.T. et F.O. ont entamé une démarche commune pour obtenir dans l'industrie automobile européenne non seulement les trente-cinq heures mais « la nécessité de négocier l'introduction de la robotisation et de l'automatisation et leurs conséquences en niveau et qualité d'emploi ». Seule l'I.G. Metall a mis ces revendications en discussion, avec difficulté. Sur ce terrain, et au moins dans l'industrie automobile, le gouvernement français a un rôle d'impulsion à jouer en France comme en Europe.

## Temps de travail et formation

Cependant ni les syndicats, ni le patronat, ni le gouvernement n'ont envisagé d'abord la question de la durée du travail comme en 1981 et en 1982. L'idée d'une réduction générale uniforme par la loi a été abandonnée comme l'échec d'un échec industriel, chaque entreprise soit appelée à trouver son propre rythme en fonction de la situation économique. Un pas adapté ne peut être du sur-place. Il faut renégocier les rythmes et les modalités. En période de stagnation ou de baisse de pouvoir d'achat il est difficile de faire admettre une non-compensation salariale intégrale à moins de faire apparaître clairement le bénéfice pour l'entreprise et pour l'emploi. La réduction du temps de travail doit se faire en fonction de la crise et des restructurations industrielles.

Un tel contexte fait ressortir clairement la nécessité d'un lien étroit entre la diminution de la durée du travail et la formation. Un syndicaliste cadre confie récemment en privé : « En fait, il faudrait revenir à la semaine de quarante-cinq heures en imposant dix heures de forma-

tion sur le temps de travail. » Bon-tade ? Pour reconvenir des salariés, pour en préparer d'autres aux changements technologiques, on pourrait-on envisager, en ramenant la semaine à trente-cinq heures, de consacrer les quatre heures de réduction du temps de travail à la formation ? Certaines entreprises y réfléchissent déjà. M. Ralfé lui-même a imaginé que pendant une période relativement longue - deux ou trois ans - la réduction du temps de travail soit compensée en actions de formation aidées par l'Etat. La C.G.C. a lancé l'idée d'une diminution du temps de travail conçue comme une « épargne-temps » permettant le moment venu de « pouvoir consacrer ce temps épargné à une formation de longue durée d'adaptatifs à l'évolution des industries et des entreprises ». Et la fédération de la métallurgie C.F.D.T. songe à des « contrats de réduction du temps de travail-formation professionnelle-emploi ». Ceux-ci pourraient, peut-être permettre par exemple, dans la sidérurgie, dans l'automobile comme dans l'aéronautique de réduire de deux heures à deux heures trente la semaine de travail en payant le coût de cette diminution utilisée pour la formation professionnelle par les aides publiques des contrats de solidarité et par des fonds de formation.

Cette relation apparaît de plus en plus souhaitable si on veut, comme le recommande M. Rigout, ministre de la formation professionnelle, « définir préventivement des plans de formation » plutôt que subir des plans de licenciement. M. Pierre Mauroy a fait savoir qu'il allait étudier, en concertation avec les organisations syndicales, de nouvelles mesures qui dans le cadre de la lutte contre le chômage pourraient effectivement associer réduction de la durée du travail et formation professionnelle. Telles qu'elles sont actuellement esquissées les restructurations industrielles risquent de se traduire en 1984 par des milliers de suppressions d'emplois. Pour éviter une telle perspective qui aggraverait le chômage et exacerberait les tensions sociales, il faut agir très vite.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Dimitri Weiss : les Relations du travail : employeurs, personnel, syndicats, Etat. Cinquième édition entièrement révisée. « Dunod entreprises » : 448 p.

(2) Arete (Association pour la recherche sur l'emploi des techniques) : Négocier l'ordinateur ? La concertation sur les nouvelles technologies dans l'entreprise. Information et société. La Documentation française : 187 p.

(3) ANACT : Les trente-cinq heures dans le travail posté continu : une échéance légale des choix d'organisation. ANACT 7, boulevard Roumain-Rolland 92128 Montrouge ; 104 p., 50 F TTC.

## Une gamme plus ou moins proche des modèles fabriqués sous la marque Peugeot

La gamme de voitures actuellement vendues sous la marque Talbot comprend les Samba, petites voitures à deux volumes fonctionnant à l'essence, lancées avec succès en 1981. Aujourd'hui disponibles en six versions (LS, GL, GLS, cabriolet, Rallye, AS) ; les Horizon, des berlines dont la première apparition remonte à 1977, qui, selon les versions, peuvent fonctionner à l'essence ou en diesel (LS, GL, GLS, EX, Premium, LD, EXD), et les Solara, berlines à trois volumes (LS, GL, GLS, SX), fonctionnant toutes à l'essence.

Pour l'essentiel, les Samba empruntent des éléments utilisés par les modèles de Peugeot (104 et 205). Les Horizon utilisent autant de pièces d'origine Peugeot que d'éléments créés autrefois par Chrysler Simca. Les Solara, quant à elles, sont essentiellement à base de motorisation et de pièces conçues à l'origine par les bureaux de Poissy.

Outre les modèles cités, Talbot commercialise également la Murena, une voiture sportive de 2,2 litres à trois places de front, inspirée de la Baguerra Talbot Matra. Elle était construite à Romorantin, dans les ateliers de Matra. Le groupe 2,2 litres était utilisé sur un modèle Tagora, berline de haut de gamme aujourd'hui disparue. Enfin, la Rancho, modèle « tout chemin », montée voici encore quelques semaines, également à Romorantin, emprunte aussi un moteur conçu autrefois par Chrysler France.

Ces deux derniers véhicules ont vu leur production interrompue en fin d'année, à la suite de la non-reconduction des accords entre Matra et Talbot.

La reprise de la production à l'usine de Poissy se trouve donc facilitée pour l'essentiel dans le cas des Samba. Il n'est autrement pour les modèles construits sur des bases d'origine Chrysler.

Il reste maintenant à savoir si les acquéreurs de voitures Talbot ne s'attendront pas dans l'immédiat de faire les frais d'une longue interruption de fabrication. Pour les modèles de grande diffusion qui empruntent pour une très grande part des pièces Peugeot, aucune retombée n'est raisonnablement à craindre. Il reste que, entre une Peugeot et une Talbot, un automobiliste sera tenté de choisir la première marque. La « cannibalisme » entre modèles, ce phénomène qui sacrifie une voiture au bénéfice d'une autre dans la même firme, l'a déjà démontré tant l'image de marque importe dans cette affaire.

C. L.



هتدنا من الاميل

... LE MONDE - Mardi 3 janvier 1984 - Page 27

# LES DIAMANTS SONT ETERNELS.



Doyle Dane Bernbach, V.A.G. France S.A. 02600 Villers-Colle-Hâts tél. 96.08.03.

Il existe des choses sur lesquelles on peut toujours compter. Des choses qui, à travers les années, gardent leur qualité. On dit que ce sont des valeurs sûres et on est généralement très heureux et très fier de les posséder.

Vous avez une Volkswagen ? Alors, vous savez ce que c'est qu'une valeur sûre. Vous savez que vous pouvez compter sur sa méca-

nique fiable et robuste, sur sa technologie avancée, sur son moteur hautement performant.

Vous savez qu'elle est protégée par des garanties qui vous rassurent et par le service après-vente Volkswagen qui vous tranquillise.

Bien sûr les initiales VW qui ornent votre calandre ne sont pas taillées dans la pierre précieuse. Mais elles en ont le prestige et

la pérennité, même si elles ne coûtent pas le même prix, loin de là !

Elles prouvent que vous avez fait un bon investissement. Comme si vous aviez acheté un diamant blanc bleu.

Avec une différence appréciable : une Volkswagen roule beaucoup mieux que le plus beau solitaire !

## VOLKSWAGEN, C'EST TOUJOURS POUR LONGTEMPS





## LOGEMENT

### Les hausses de loyers autorisées en 1984

Les décrets régissant les hausses de loyers en 1984 sont parus au Journal officiel du 29 décembre. Ils concernent les quatre secteurs définis par la loi Quilès et s'appliquent, en cas de révision annuelle (à la date anniversaire de la signature du contrat), de renouvellement du bail ou d'entrée d'un nouveau locataire. Les travaux effectués dans l'immeuble ou dans l'appartement peuvent donner lieu à des hausses supplémentaires. L'indice de référence est l'indice trimestriel de la construction calculé par l'INSEE et publié au Journal officiel. Sa progression annuelle sert de base de calcul à la progression des loyers. Le dernier indice connu actuellement est celui de

deuxième trimestre 1983, en hausse de 5,99 % par rapport à celui du deuxième trimestre 1982. La hausse applicable aux loyers sera donc de 4,8 % lorsqu'il s'agit de 80 % de l'indice. Celui du troisième trimestre sera connu au milieu du mois de janvier.

Ces décrets ne concernent pas les logements encore soumis à la loi de 1948, auxquels s'applique une hausse annuelle fixée par décret le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année.

Le tableau ci-dessous résume les dispositions réglementaires applicables en 1984.

SECTEUR	REVISION ANNUELLE	RENOUVELLEMENT DE BAIL	NOUVEAUX LOCATAIRES	TRAVAUX (1)
SECTEUR I H.L.M. (2)	1 <sup>er</sup> décret : + 2,2 % 2 <sup>e</sup> décret : le taux jusqu'à 80 % de l'indice			+ Sur 12 mois, 10 % de coût réel des travaux (limites supérieures : 4 000 francs par logement + 1 000 francs par pièce principale (3))
SECTEUR II Sociétés immobilières, etc.	80 % de l'indice	80 % de l'indice	+ 80 % de l'indice + Si travaux, pas de limitation pour leur répartition + Loyers sous-évalués : 4,4 % de la hausse des loyers sous-évalués (4), + 4 % de la hausse des loyers sous-évalués (5) et si le loyer est compris entre 50 % et 60 % du loyer plafond (6)	+ Au plus, 8 % de coût des travaux (limites supérieures : 4 000 F par logement + 1 000 francs par pièce principale) + Si travaux, pas de limitation pour leur répartition
SECTEUR III Sociétés immobilières d'investissement, assurances, banques, etc.	80 % de l'indice	100 % de l'indice	+ 100 % de l'indice + 4 % de l'ancien loyer + Si travaux, pas de limitation pour leur répartition	10 % de coût réel des travaux dans la limite de 200 F par mètre carré de surface habitable
SECTEUR IV Propriétaires privés	80 % de l'indice	80 % de l'indice	+ 80 % de l'indice + Si travaux, pas de limitation pour leur répartition + Loyers sous-évalués : le même que celui d'un logement comparable occupé depuis trois ans (sauf indication contraire) ou en cas de sous-évaluation, au cas A.B. à la Commission départementale des loyers	+ Au plus, 8 % de coût des travaux (limites supérieures : 4 000 F par logement + 1 000 francs par pièce principale)

- (1) Par « travaux », on entend ceux qui « tendent à améliorer le confort, la sécurité, l'équipement, la qualité thermique et phonique ».
- (2) Les décrets n'ont pas à préciser les hausses en cas de renouvellement de bail, puisque cette procédure n'existe pas dans les H.L.M., où le maintien dans les lieux est de droit. En cas d'arrivée de nouveaux locataires, des règles précises, propres aux H.L.M., permettent de calculer le loyer.
- (3) Lorsque cette hausse pour travaux, applicable seulement un mois après la fin de ceux-ci, dépasse 10 % du montant du loyer, le reliquat de la hausse ne doit être appliqué que le 1<sup>er</sup> janvier 1985.
- (4) Les logements construits grâce à des prêts du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique sont, pour la plupart, assés d'un loyer plafond.
- (5) Lorsque aucun loyer plafond n'existe, on prend pour base de comparaison un loyer de référence égal à 20 F par mètre au mètre carré habitable.

DAFSA vient de publier dans le cadre de sa collection

#### « ANALYSES DE SECTEURS »

un ouvrage intitulé :

#### L'INDUSTRIE DU MATÉRIEL FERROVIAIRE ROULANT DANS LE MONDE

L'évolution mondiale du trafic ferroviaire a été, depuis le milieu des années 70 :

- légèrement croissante pour le trafic-voyageurs ;
  - déclinante en ce qui concerne le trafic-marchandises. La baisse de ce dernier, de caractère structurel, s'est accentuée depuis 1980 à cause de la récession économique.
- L'analyse plus fine de l'évolution des trafics et des segments sectoriels et géographiques de la demande mondiale permet de distinguer trois types de marchés du matériel ferroviaire :
- celui des matériels destinés au transport urbain dont le marché potentiel est vaste et dont les progrès technologiques récents ont encore élargi les possibilités de développement ;
  - celui des matériels destinés aux liaisons interurbaines à grande vitesse dont le marché se situe essentiellement dans les pays développés ;
  - enfin, celui des matériels destinés au transport des marchandises dont l'importance dépend étroitement des moyens de financement des pays en développement.

L'objet de cette étude est la présentation des industries qui répondent aux appels d'offres internationaux. Les industries ferroviaires, surtout en Europe et au Japon, ne peuvent assurer un bon taux d'emploi de leurs capacités de production que par l'exportation. Les restructurations effectuées dans ces pays visent à constituer de grands pôles susceptibles de fournir un service complet (ingénierie, travaux d'infrastructure, matériel de traction et matériel tracté) pour affronter avec les meilleurs atouts la compétition internationale.

L'étude apporte des informations sur les spécialisations des industries nationales, sur les structures par produits et par destination des exportations et sur les principales sociétés du secteur (activité, biens financiers, analyse des comptes).

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA au 7, rue Bergère, 75009 PARIS (Tél. : (1) 323-19.19), au prix de 7 800 F H.T. - 8 346 F T.T.C.

(Publicité)



#### RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE  
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL n° P 3428

La Compagnie des Phosphates de Gafsa, exploitant minier dans le Sud tunisien, se propose de louer le matériel suivant en deux variantes :

- Première variante :**
- Un camion Dumper de 75 tonnes US ;
  - Une chargeuse sur pneus de 9 m3.

- Deuxième variante :**
- Un camion Dumper de 120 tonnes US ;
  - Une chargeuse sur pneus de 17 m3.

Les engins seront admis temporairement pour une période d'essai effective de l'ordre d'une à deux années, moyennant un paiement de location dans les normes des cahiers des charges tenus à la disposition des soumissionnaires aux bureaux de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 9, rue du Royaume d'Arabie-Soudaite, à Tunis (service général).

L'acquisition définitive pourra être prononcée après la période sus-indiquée et en cas d'essai concluant.

Les intéressés par cet avis d'appel d'offres pourront retirer un exemplaire des cahiers des charges contre paiement de 20 dinars. L'ouverture des plus soumissionnaires contenant les offres et portant la mention « Ne pas ouvrir - A.O. n° P 3428 » sera publique et aura lieu le 14 février 1984, à 9 heures, dans la salle des réunions de la direction des achats, 2130 Metlaoui.

Les offres seront adressées au nom de M. le Directeur des achats de la C.P.G., à Metlaoui.

## ÉNERGIE

### LA MISE EN APPLICATION DU CONTRAT DE 1982

#### La France a reçu du gaz sibérien

Le gazoduc reliant la Sibérie à l'Europe de l'Ouest, dans la construction a soulevé tant de polémiques, est devenu opérationnel le 1<sup>er</sup> janvier. Une première expédition de gaz naturel sibérien y a été pompée à destination de la France, a indiqué Radio-Moscou.

Long de 4 500 kilomètres, ce gazoduc se sera achevé qu'en printemps, lorsque auront été montées les quarante et une stations de pompage. Actuellement quatre stations fonctionnent déjà et dix-huit autres sont sur le point d'être terminées, mais dans l'état actuel ce tuyau peut déjà transporter du gaz en faible capacité, selon la presse soviétique. C'est ainsi que la livraison de gaz à la France a pu commencer. A Paris, aucune confirmation n'a pu être obtenue car Gaz de France prolongeait le week-end du 1<sup>er</sup> janvier et ne rouvrait que le 3.

L'U.R.S.S. doit en principe livrer annuellement, de par les contrats de 1982, 12 milliards de mètres cubes de gaz à l'Europe occidentale, montant qui ne sera atteint qu'en 1986. Un tiers seulement de ce volume sera fourni en 1984. Outre la France, l'Allemagne fédérale, l'Autriche et la Suisse recevront du gaz sibérien. L'Italie, si elle a signé un accord de principe avec les Soviétiques, n'a pas encore conclu de contrat.

Pour la France, qui disposait déjà de 4 milliards de mètres cubes par an de gaz d'U.R.S.S., ces nouvelles fournitures arrivent alors qu'elle n'en a guère besoin. Elle reçoit en effet du gaz d'Algérie dont elle est maintenant un client essentiel (les Américains ont arrêté leurs enlèvements de gaz pour obtenir une baisse de prix, les Belges ont réduit leurs achats tout comme les Espagnols, qui prennent un tiers seulement des quantités contractuelles).

Sur un marché du gaz fort déprimé, les livraisons soviétiques font aussi l'objet de négociations. Français et Soviétiques ont commencé à rediscuter des prix, comme cela est d'ailleurs prévu dans le contrat.

Enfin ce gaz va entrer en concurrence avec le charbon - pour la fabrication de vapeur - ce qui devrait contraindre le gouvernement à faire des choix difficiles. - B. D.

#### LA FRANCE PRODUIRAIT AVEC LE BRÉSIL DU CONCENTRÉ D'URANIUM A PARTIR DE PHOSPHATES

Les gouvernements français et brésilien doivent signer prochainement un accord de financement pour la construction d'une usine de concentré d'uranium à partir de phosphates dans l'état de Ceará, dans le Nord-Est brésilien. C'est ce qu'a indiqué le 1<sup>er</sup> janvier le ministre des mines et de l'énergie, M. César Cals. Il existe en effet un procédé Fecchini d'extraction d'uranium à partir de phosphates, et des négociations sont en cours avec le Maroc et le Brésil.

Mais cette coopération nucléaire de la France avec des Brésiliens qui se disent « déçus » de leur collaboration avec les Allemands de l'Ouest bute actuellement sur la question de l'enrichissement de l'uranium. Le Brésil a en effet en chantier une usine d'enrichissement - sur procédé allemand - à laquelle il manque des compresseurs. Alors que l'Argentine voisine est entrée le 18 novembre dans le club fermé des nations capables d'enrichir l'uranium (le Monde du 22 novembre), le Brésil demande avec instance à Paris qu'Alstom-Atlantique lui fournisse ces compresseurs. Aucune décision n'a été prise par la France : sans parler des difficultés financières du Brésil, les intentions de ce pays ne paraissent pas très « pures ». Brasília ne dispose d'aucun réacteur nucléaire en fonctionnement et n'a donc pas besoin de combustible.

● Pologne : redressement de la production de charbon. - En 1983, la Pologne a extrait de son sous-sol 191 millions de tonnes de charbon, soit 1,7 million de tonnes de plus qu'en 1982 et en a exporté 35 millions de tonnes. En outre, le rendement des mineurs a augmenté. En 1979, la production de charbon avait atteint 200 millions de tonnes. Elle était tombée l'année suivante à 160 millions de tonnes du fait des troubles politiques dans le pays. - (A.F.P.)

## ÉTRANGER

### PAR DÉCISION DE LA JUSTICE ITALIENNE

#### Les biens des anciens administrateurs du Banco Ambrosiano ont été mis sous séquestre

Milan (A.F.P.). - La justice italienne a mis sous séquestre pour 600 milliards de lires (352 millions de dollars) de biens appartenant à d'anciens administrateurs de l'ex-Banco Ambrosiano, la banque privée italienne à l'origine d'un scandale retentissant qui a éclaté en 1982.

La presse italienne, qui rapporte cette information, indique que la décision de justice, d'une ampleur sans précédent en Italie, consiste en des hypothèques légales sur des biens immobiliers et la mise sous tutelle judiciaire de biens mobiliers. Les scellés ont ainsi été apposés sur des immeubles entiers, des complexes industriels, des terrains, des comptes en banque, diverses quantités de titres et d'actions, quelques sociétés.

L'action judiciaire a été décidée à titre préventif par le parquet de Milan, qui enquête sur l'endettement illégal de l'ancien premier institut de crédit privé italien. Le scandale avait été provoqué par la fuite à l'étranger, en 1982, du président du Banco Ambrosiano, Roberto Calvi, revenu depuis le 18 juin sous un pont enjambant la Tamise, à Londres. Les comptes de sa banque devenaient révéler sa « trou » de 1400 millions de dollars en prêts consentis par ses filiales étrangères à des sociétés fictives, domiciliées pour la plupart aux Caraïbes.

L'institut pour les œuvres de religion (I.O.R.), la banque du Vatican, est aussi impliqué, à hauteur de 1285 millions de dollars, selon le ministre italien du Trésor, M. Nino Andreatta, le Saint-Siège, pour sa

part, a toujours argué de sa bonne foi.

Selon des sources qui paraissent concordantes, le Vatican, par souci d'apaisement, serait cependant convenu de contribuer à couvrir le déficit, bien que ses experts divergent toujours avec ceux de l'Etat italien sur la nature de sa responsabilité. Les chiffres avancés varient entre 200 et 300 millions de dollars (340 à 510 milliards de lires). Le règlement, estime-t-on généralement, pourrait intervenir prochainement, peut-être à l'occasion de la révision des accords de Latran (concordat), qui régissent depuis 1929 les rapports entre l'Italie et le Saint-Siège.

Le séquestre judiciaire s'ajoute en conséquence à la contribution vaticane, permettant aux parties lésées dans le scandale, notamment les quatre-vingt-huit banques étrangères, de récupérer une part importante de leurs créances, estime la presse italienne.

Une cinquantaine de personnes, presque toutes celles impliquées pour banqueroute frauduleuse dans cette affaire, sont concernées par la décision du parquet de Milan. Il s'agit notamment de l'industriel Carlo Pesenti, de l'éditeur Angelo Rizzoli, des hommes d'affaires Umberto Ortolani, Flavio Carboni et Roberto Pizzetta, des ex-administrateurs et dirigeants du Banco Ambrosiano, dont l'ex-vice-président Roberto Rosone, en prison depuis un mois, ainsi que de deux fonctionnaires italiens de l'I.O.R., Luigi Mezzini et Pellegrino di Sorbello.

#### Dans une interview au « Spiegel »

#### M<sup>re</sup> CRESSON CRITIQUE LE PROTECTIONNISME ALLEMAND

« La R.F.A. est le pays européen qui cause le plus de difficultés à la France dans le domaine des exportations en raison des normes de sécurité et d'hygiène qu'elle lui impose et derrière lesquelles elle s'abrite habilement pour protéger ses produits », déclare M<sup>re</sup> Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, dans une interview à l'hebdomadaire ouest-allemand Der Spiegel.

« Ces difficultés », précise M<sup>re</sup> Cresson, « font que le déficit de la balance commerciale de la France vis-à-vis de la R.F.A. a atteint, en 1982, 38 milliards de francs. »

Parmi les nombreux produits bloqués aux frontières par les Allemands, M<sup>re</sup> Cresson cite notamment la bière et la charcuterie. Elle indique que les exportations de bière française en R.F.A. - 170 000 hectolitres en 1974 - sont tombées à 7 000 hectolitres « en raison du protectionnisme pratiqué par l'intermédiaire de la loi sur la pureté de la bière. (...) Les Allemands exigent que ni le malt ni le riz n'aient été dans la fabrication de la bière, alors que la loi contient vingt-cinq produits chimiques ».

« Les exportateurs français ont du retard à rattraper et nos petites et moyennes entreprises doivent plus investir dans ce secteur », reconnaît cependant M<sup>re</sup> Cresson, qui conclut : « Si nous nous heurtons à des obstacles lorsque nous voulons exporter vers la R.F.A., nous ne pourrions pas réduire les tensions économiques qui règnent dans notre pays. » - (A.F.P.)

#### PÉROU

● Inflation-record. - Au Pérou, l'inflation a battu tous ses records, avec une hausse des prix de 125,1 % en 1983, indique l'Institut national des statistiques. (A.F.P.)

#### En Brésil

#### LA PRODUCTION NATIONALE A BAISSÉ DE 6 % PAR HABITANT EN 1983

Le produit intérieur brut (P.I.B.) brésilien a baissé de 3,9 % en 1983 par rapport à 1982, selon une estimation de l'Institut d'économie de la Fondation Getúlio-Vargas. Compte tenu d'une croissance démographique de 2,5 %, le P.I.B. par habitant aurait diminué de 6 % en 1983. Le P.I.B. du Brésil a ainsi atteint l'année dernière 170 milliards de dollars (1 360 dollars par tête).

La production industrielle, qui représentait 31 % du P.I.B., a diminué de 7,9 %. Le secteur agricole (11 % du P.I.B.) a progressé de 2,1 % à la suite d'une récolte de café meilleure que les précédentes.

La grave récession de 1983 est due, selon la Fondation Getúlio-Vargas, aux mesures déguisées par le gouvernement du général João Figueiredo en matière monétaire, fiscale et salariale. Ces restrictions ont diminué la demande interne de biens de consommation et ont élevé les coûts de production industrielle, dans le cadre du programme de réajustement de l'économie destiné à réduire l'inflation (211 % en 1983).

Selon la même source, les secteurs du commerce et celui des transports et des communications ont augmenté respectivement de 4,4 % et 0,4 %. - (A.F.P.)

● Coopération agromontane franco-indienne. - M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, en visite officielle en Inde depuis le 27 décembre, et son homologue indien M. Rao Bhendra Singh ont envisagé une coopération entre les deux pays. Elle pourrait porter sur la culture de l'olivier, des pommes de terre, des tomates, des raisins, sur la transformation des produits laitiers et des huiles, sur les technologies de la fermentation des produits solides, sur la pêche et l'aquaculture, la forêt. Plus précisément les deux pays coopéreront à des programmes de technologies agro-industrielles : pompes solaires et turbines pour l'irrigation, matériel agricole. (A.F.P.)

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

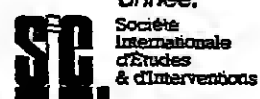
#### COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ (C.G.E.)

La Compagnie Générale d'Électricité a levé, à son assemblée, l'option de vente portant sur neuf cent mille actions de la Société Générale d'Entreprises-Saintpaul et Brice qui lui avait été consentie par la Compagnie de Saint-Gobain le 29 juillet dernier.

De fait de cette opération, le groupe de la Compagnie Générale d'Électricité, qui détenait antérieurement 53 % du capital de la Société Générale d'Entreprises-Saintpaul et Brice, en a transféré 24 % à la Compagnie de Saint-Gobain, dont la participation se trouve désormais portée à 25,7 %.

Les deux groupes actionnaires ont accordé à la Société Générale d'Entreprises-Saintpaul et Brice, chacun pour moitié, des prêts participatifs d'un montant total de 300 MF, marquant ainsi leur volonté de contribuer au renforcement de la situation financière de leur filiale commune et de favoriser son développement.

L'équipe S.I.E.I. adresse à ses nombreuses relations ses meilleurs vœux pour la nouvelle année.



Société Internationale d'Études et d'Interventions  
5, Boulevard Magenta - 75010 PARIS  
Téléphone : (1) 240.67.36  
Téléc. : 210.500 flash ext. 1753



سازمان ارایه

# LE CARNET DU Monde

# INFORMATIONS «SERVICES»

## Naissances

Natale et Olivier BAYLE, sont heureux d'annoncer la naissance de  
Joliette, Alice, Paloma,  
à Paris, le 29 décembre.  
31, avenue Parmentier,  
75011 Paris.

## Mariages

On nous prie d'annoncer le mariage de  
M. Daniel BROCHARD  
et  
M<sup>me</sup> Michèle DARRORT,  
célébré dans l'intimité le 27 décembre 1983.

## Décès

M. Philippe Adenot et M<sup>me</sup> Jeanne Adenot,  
M. Raymond Adenot et M<sup>me</sup> Monique Adenot,  
M. Jean-Marie Adenot et M<sup>me</sup> Marie-Liesse Derbes,  
M. Armand Derbes et M<sup>me</sup> Anne-Marie Adenot,  
M. Gilles Adenot et M<sup>me</sup> Lydie Lamouille,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Pierre ADENOT,  
née Elisabeth Mamez,  
survécue, le 31 décembre 1983, à l'âge de quatre-vingt ans.  
Les obsèques auront lieu en l'église de Saint-Martin de Montigny (Hauts-de-Seine), sa paroisse, le samedi 7 janvier 1984, à 10 heures.  
Ni fleurs ni couronnes.  
81, rue de la République,  
92150 Montigny.  
— M<sup>me</sup> Alfred-Serge Balachowsky,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Tatiana Montel,  
sa sœur,  
M. et M<sup>me</sup> André Guyot,  
M. et M<sup>me</sup> Thierry Guyot  
et leur fils,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Fangeas  
et leur fils,  
M<sup>me</sup> Escap  
et ses enfants,  
ses beaux-frères, belle-sœur, neveux,  
nièces, petits-neveux, petites-nièces,  
Les familles de Feroudy, Neveux,  
Nicol, Angélergues,  
leurs parents et amis,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Alfred-Serge BALACHOWSKY,  
membre de l'Institut,  
professeur honoraire  
au Muséum d'histoire naturelle,  
professeur honoraire  
à l'Université de Paris,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945  
avec palmes,  
médaille de la Résistance française  
avec rosette,  
Kings Medal for courage  
(britannique),  
Kruis Van Verdienste  
(hollandaise),  
ancien officier  
des Forces françaises combattantes  
récipié - Buchmaster-Proprietor - F.F.L.  
déporté résistant (Dora, Buchenwald),  
survécue à Paris le 24 décembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.  
La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 4 janvier 1984, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
18, avenue de Versailles,  
75016 Paris.  
(Le Monde du 28 décembre.)

— Nous apprenons la mort de notre confrère

Joseph DIEUDONNE,  
rédacteur en chef adjoint  
à l'Est républicain,  
décédé à Nancy, dans la nuit du 1<sup>er</sup> janvier, à l'âge de soixante-quatre ans.

[M. en 1918 à Longeville-la-Met, « Jo » Dieudonné, licencié en lettres à la veille de la seconde guerre mondiale, est engagé volontaire en 1939. Blessé à la tête en 1940, il est par la suite un des instituteurs du camp des Chénoues, puis participe aux campagnes de France et d'Allemagne. L'année suivante, il est à l'origine de la division, puis de la guerre, modèle de la Résistance. Jo Dieudonné obtient vers la fin de la guerre le grade de lieutenant. Il est nommé professeur de lettres en 1950 à l'Université de Nancy, il devient directeur régional en 1960, puis chef du département en 1974, avant d'être nommé rédacteur en chef adjoint, responsable des informations.  
Conseiller municipal de Villers-le-Nancy, vice-président du conseil urbain de Nancy, Jo Dieudonné était également conseiller de l'ordre de la Mérite. Il est mort le jour où il était candidat à la mairie, dans une clinique de Nancy, d'une embolie pulmonaire. — J.-L. B.]

— M. Raymond FERNANDEZ,  
Ses enfants, petits-enfants,  
Et toute la famille,  
font part du décès de

M<sup>me</sup> Renée FERNANDEZ,  
survécue dans sa cinquante-huitième année.  
Les obsèques auront lieu le mardi 3 janvier 1984, à 14 h 30, en l'église de Saint-Michel de Mont-Mesly de Créteil (94000).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Renée Viers,  
M. et M<sup>me</sup> Camille Samson,  
M. et M<sup>me</sup> Alain Barret,  
Et tous ses amis de la Cité nouvelle,  
font part du décès de leur ami,

Marcel FREDOU,  
qui s'est éteint doucement le 29 décembre 1983.  
Il a fait don de son corps à la médecine.

M. et M<sup>me</sup> Alain Barret,  
39, rue Rouelle,  
75015 Paris.

— Anne et Werner Kramer,  
Emmanuelle Castro  
et Bernard Orton,  
Pierre et Catherine Gaillard,  
Luc et Catherine Gaillard,  
Roland et Catherine Gaillard,  
sont enfants,  
Pascal, Nathalie, Cécile, Julie,  
Nathalie, Agathe, Claire, Hélène,  
Jérôme, Laure et François,  
sont petits-enfants.  
Toute sa famille et ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pol GAILLARD,  
agréé de l'Université,  
survécue, le 30 décembre 1983, en son domicile, à Paris, à l'âge de soixante-sept ans.

Selon sa volonté, ses vœux ont été donnés à la banque des yeux et son corps au laboratoire d'anatomie René Descartes.  
11, rue du Docteur Finlay,  
75015 Paris.

— Le professeur et M<sup>me</sup> Jean Jahier,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Robert Elrod,  
M<sup>me</sup> Suzanne Jahier,  
leurs enfants et leur famille,  
M<sup>me</sup> Catherine Barla, sa sœur,  
M<sup>me</sup> Arlette Rodenas,  
ont le regret de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Henri JAHIER,  
née Isabelle Mostoya,  
survécue à Dijon le 28 décembre 1983.  
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à Beauséjour (Alpes-Maritimes), le 31 décembre 1983.  
Rue du Sacré, Côté 16,  
21910 Sauton-la-Chapelle.  
15, rue Olivier-Noyer,  
75014 Paris.

— M<sup>me</sup> Ursula Van Kobbler,  
M. Oat Kobbler,  
La famille et leurs amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

Arnold KUBLER,  
créateur et ancien rédacteur en chef  
de la revue internationale d'art, Du,  
écrivain, journaliste,  
auteur dramatique  
et artiste dessinateur,  
Grand Prix de Littérature  
de la ville de Zurich,  
leur père, parent et ami,  
survécue, le 27 décembre 1983 à Zurich,  
dans sa quatre-vingt-quatrième année.

— Jacques Lory,  
Catherine Lory,  
Renée Liégeois,  
ont la douleur de faire part de la mort de

M<sup>me</sup> Marcelle LORY,  
née Bonnesfont,  
survécue à Paris le 28 décembre 1983  
dans sa soixante-dix-neuvième année.  
La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 3 janvier 1984, à 10 h 30, en l'église Saint-Dominique, 20, rue de la Tombe-Léandre, Paris-14<sup>e</sup>.  
6, rue Halévy, 75014 Paris.  
7, rue Bériz, 75014 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Arlen Papazian,  
M. et M<sup>me</sup> Edouard Emirzian,  
M. et M<sup>me</sup> Christian Petrossian,  
sont enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Vighen Papazian,  
M. et M<sup>me</sup> Aris Azarian,  
M. Azam Papazian,  
Eliane et Mariam Emirzian,  
Tigrane et Stepan Petrossian,  
sont petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Aram Mazhmanian,  
sont frère et belle-sœur,  
M<sup>me</sup> Irène Petrossian,  
sa belle-sœur,  
M. et M<sup>me</sup> Mikael Koucharian,  
M. et M<sup>me</sup> Arsen Petrossian,  
M. et M<sup>me</sup> Ruzhik Petrossian,  
M. et M<sup>me</sup> Karen Petrossian,  
sont neveux et nièces,  
Les familles Petrossian, Papazian,  
Kabadayan et Agadjanian,  
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Melkum PETROSSIAN,  
née Chaké Makhmouss,  
survécue le 27 décembre 1983.  
Suivant le désir de la défunte, l'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.  
18, boulevard de La Tour-Maubourg,  
75007 Paris.

— Le conseil d'administration,  
La direction générale,  
Et le personnel des sociétés  
Petrossian,  
ont le regret de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Melkum PETROSSIAN,  
née Chaké Makhmouss,  
épouse de M. Melkum Petrossian, l'un  
des deux frères fondateurs des sociétés  
Petrossian.  
Suivant le désir de la défunte, l'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.  
18, boulevard de La Tour-Maubourg,  
75007 Paris.

— Mario-Thérèse Pierre,  
son épouse,  
Dorine, Bertrand et Rémy Pierre,  
sont fils,  
M. et M<sup>me</sup> Raymond Pierre,  
sont parents,  
Michel et Geneviève Pierre  
et leurs enfants,  
sont frères, belle-sœur, neveux et nièces,  
M<sup>me</sup> Pierre Magnaval,  
sa belle-mère,  
Pierre et Françoise Cauchois  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Joanne Neuville,  
sa fille et ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

Chantal PIERRE,  
ingénieur général de l'armement,  
le 29 décembre 1983, à l'âge de cinquante-deux ans.

Le service religieux sera célébré le mercredi 4 janvier 1984, à 14 heures, en l'église Saint-Rémy de Gif-sur-Yvette (Essonne).

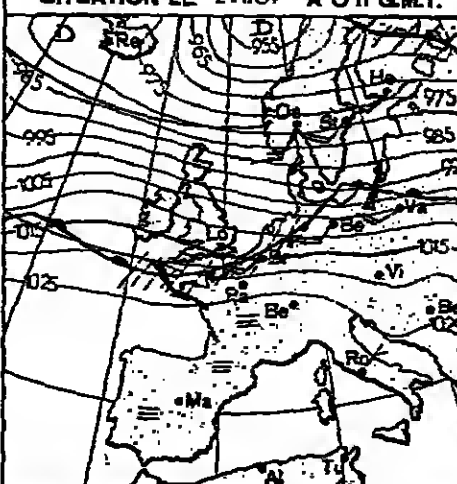
Cet avis tient lieu de faire-part.  
8, allée de l'Étang,  
91190 Gif-sur-Yvette.

— M<sup>me</sup> Ursula Van Kobbler,  
M. Oat Kobbler,  
La famille et leurs amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

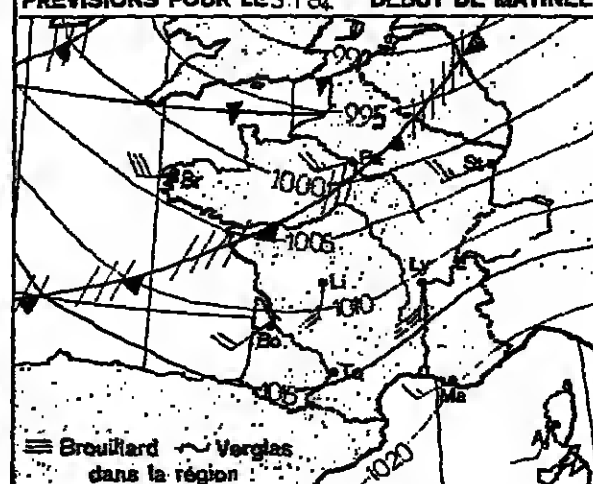
Arnold KUBLER,  
créateur et ancien rédacteur en chef  
de la revue internationale d'art, Du,  
écrivain, journaliste,  
auteur dramatique  
et artiste dessinateur,  
Grand Prix de Littérature  
de la ville de Zurich,  
leur père, parent et ami,  
survécue, le 27 décembre 1983 à Zurich,  
dans sa quatre-vingt-quatrième année.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2.1.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 3.1.84 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France

entre le lundi 2 janvier à 0 heure et le mardi 3 janvier à midi.

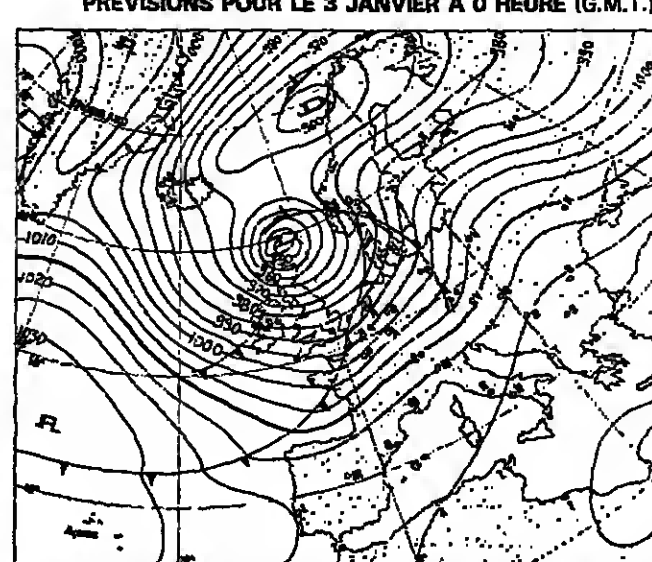
Les conditions anticycloniques qui protègent actuellement la plus grande partie du pays des perturbations océaniques feront place mercredi à un flux cyclonique de nord-ouest associé à une forte advection d'air froid.

Mardi en matinée, les régions méditerranéennes bénéficieront d'un temps très ensoleillé. Des éclaircies se développeront également du Sud-Ouest au Massif Central et aux Alpes ainsi que sur les régions côtières de la Manche. Il pleuvra de la Vendée et des Charentes au Bassin parisien, aux Ardennes et à la Lorraine. En cours de journée, cette zone de pluies (neige au-dessus de 1800 à 2000 mètres) se décalera vers le Sud-Est et atteindra la Corse en soirée. Elle sera suivie d'un temps frais et très instable : succession d'éclaircies et d'averses, parfois de grêle, de neige au montagnard au-dessus de 600 à 800 mètres. Ces averses seront fréquentes près du littoral de la Manche et de l'Atlantique ainsi qu'au voisinage des versants nord et ouest des massifs montagneux.

Les températures subiront une baisse sensible : le maximum variera de 5 à 10 degrés du nord au sud du pays, sauf sur le Midi méditerranéen, où la douceur persistera. Le vent soufflera fort de sud-ouest puis de nord-ouest au nord de la Loire; une tempête aura d'ailleurs eu lieu sur les côtes de la Manche et de la Bretagne dans la nuit de lundi à mardi. Météo et orage se leveront en fin de journée.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer était, à Paris, le 2 janvier, à 7 heures de 1020,9 millibars, soit 765,7 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 3 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



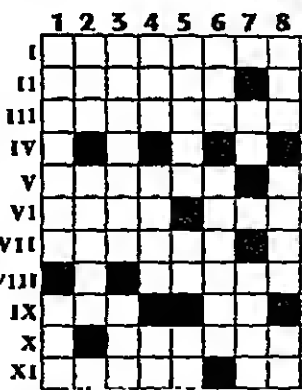
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1<sup>er</sup> janvier; le second, le minimum de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup> janvier) : Ajaccio, 16 et 8 degrés; Biarritz, 8 et 6; Bordeaux, 6 et 4; Bourges, 3 et 2; Brest, 10 et 11; Caen, 9 et 9; Cherbourg, 10 et 8; Clermont-Ferrand, 9 et 5; Dijon, 2 et -1; Grenoble, 10 et -3; Lille, 9 et 7; Lyon, 3 et -1; Marseille-Marseille, 14 et 6; Nancy, 2 et 0; Nantes, 9 et 8; Nice-Côte d'Azur, 15 et 8; Paris-Le Bourget, 7 et 7; Paris-Montsouris, 8 et 7; Pau, 7 et 5; Perpignan, 16 et 1; Rennes, 9 et 9; Strasbourg, 8 et -3; Tours, 6 et 6; Toulouse, 7 et 4; Pointe-à-Pitre, 22 et 19.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 4 degrés; Amsterdam, 10 et 6; Athènes, 16 et 5; Berlin, 9 et 5; Boma, 8 et 7; Bruxelles, 8 et 7; Le Caire, 20 et 12; Les Canaries, 20 et 17; Copenhague, 9 et 4; Dakar, 22 et 17; Djibouti, 15 et 7; Genève, 3 et -3; Jérusalem, 11 et 7; Lisbonne, 8 et 5; Londres, 12 et 4; Luxembourg, 2 et 2; Madrid, 6 et 2; Moscou, 0 et 0; Nairobi, 27 et 16; New York, 0 et -4; Palma-de-Majorque, 17 et 4; Rome, 15 et 5; Stockholm, 9 et 2; Téhéran, 15 et 7; Tunis, 15 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3615



sont plus fréquents que les « aues ». Points de parcours dans une discipline sportive. Une fois pour Tarascon, deux fois pour Tartarot. 5. Muser avec les musées. Note. Négation. 6. Catalyseur. Exécute un travail pressant. 7. Sans effets et en état d'en produire beaucoup. Quand elle faiblit, le soleil se couche. 8. Tranchant et coupant court. Irrationnel. Donnait l'heure à Louxor. 9. Précède le nom du patron. Ne flotte pas très longtemps. Sa joute ne fut pas à la mesure de son estomac.

Solution du problème n° 3614

HORizontalement

I. Eventuels compagnons de lit de la belle Yvette. II. Met du feu dans le regard. Cupulatif. III. Sur l'écu ou sur le dos. IV. N (Néant). V. Un ancien valet royal en adresse une au monarque. Personnage. VI. Pousée de masse. A besoin d'une direction pour sa formation. VII. Mince cravate, elle n'en reste pas moins humaine. VIII. Peut être cassée pour vice de forme. IX. Bien qu'amateur de son, il ne veut rien entendre. Note. X. Siège de Bédouins corpiolates. XI. Bonne, elle fait la meilleure des perles. Voyelles mouillées.

VERTICALEMENT

1. Change de régime quand elle grossit. Bonne adresse pour un poulet. 2. Met aussi du feu dans le regard. Sous produit de la ferme. 3. Son meilleur atout, c'est le carreau. Le menu fretin. 4. Les aies y

Horizontalement

I. Egoutier. Liffé. II. Noctambule. Uns. III. CU. Embonpoint. IV. Epi. Iule. Prouve. V. Ninas. Parer. VI. Sialon. Harem. Sa. VII. Ton. Tondaison. VIII. Intestat. Onc. IX. Rues. Euripide. X. En. Bigleuse. As. XI. Der. Stalag. XII. Touraine. Bâter. XIII. Oh. Ivre. Belge. XIV. Rulade. Irréelle. XV. Este. Salue. Sein.

Verticalement

1. Encensoir. Store. 2. Goupil. Nue. Obus. 3. Oc. Inattendu. IT. 4. Ute. Aloès. Erine. 5. Tami. Brave. 6. Imbu. Toi. Ires. 7. Ebbi. Ta. Gène. 8. Ruac. Hôtel. II. 9. L.P. (Louis-Philippe). Fausnes. Bru. 10. Léopard. Rut. Ere. 11. Irréalisable. 12. Noémi. Pelage. 13. Futur. Sol. Aïde. 14. R.N. Sondage. Li. 15. Espérances. Rico.

GUY BROUTY.

QUALITÉ DE LA VIE

PAPIERS RECYCLÉS. — Le secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie publie un Guide de l'acheteur de papiers recyclés. Edité sur papier recyclé, logique oblige, il donne la définition de ce type de papier; ses caractéristiques d'emploi; son prix de revient et les normes Afnor qui régissent sa fabrication, ainsi qu'une liste (à compléter) des fabricants et transformateurs-distributeurs. \* 14, boulevard du Général-Leclerc, 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex, tél.: 758-12-12.

SALONS

ART DE VIVRE ET DÉCORATION. — La dixième Maison des internationaux créateurs est le point de rencontre des professionnels du cadeau, de l'objet et de la décoration, et se tiendra du 12 au 17 janvier, 24, quai d'Austerlitz, à Paris (13<sup>e</sup>).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 4 JANVIER

« Notre-Dame de Paris », 15 heures, portail central, M. Guiller.  
« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>me</sup> Hubot.  
« Histoire de la médecine », 15 heures, 12, rue de l'Ecole-de-Médecine, M<sup>me</sup> Fenne.  
« Le Louvre », 15 heures, métro Louvre, M<sup>me</sup> Saint-Giron (Caisse nationale des monuments historiques).  
« Le musée Grévin pour les enfants », 15 heures, 10, boulevard Montmartre (Arts et Curiosités de Paris).  
« Palais de justice », 14 h 30, 10, place Dauphine (M. Charry).  
« L'Opéra », 13 h 45, entrée (Commission d'Art et d'Architecture).  
« Le palais du Luxembourg », 15 heures, 20, rue de Tournon (P.-Y. Jassé).  
« De la place Dauphine au Couvent des Grande-Augustines », 14 h 30, Pont-Neuf, statue Henri-IV (Paris pittoresque et insolite).

## AUTOMOBILE

L'OPHEL CORSA SR :

UNE MODESTE SPORTIVE

Annouée pour prochaine voici un an, la livraison d'une Corsa musclée est désormais réalité. Opel propose maintenant trois types de moteur (1 000 cm<sup>3</sup>, 1 200 cm<sup>3</sup>, 1 300 cm<sup>3</sup>) pour ses petites voitures fabriquées en Espagne à Saragosse avec deux types de carrosserie et des finitions variables.

Pour la General Motors, dont Opel est la filiale allemande, la Corsa SR doit prendre sa place dans le marché des mini-sportives où l'on trouve aussi bien des modèles très rapides, comme la Visa Chrono de Citroën par exemple ou la Metro MG Turbo, que des voitures plus modestes en performance, comme la Uno 70 super de Fiat ou la Samba GLS de Talbot. A l'usage, la SR nouvelle s'apparente plus aux deuxièmes références qu'aux premières. Le 1 297 cm<sup>3</sup> à arbre à cames en tête, que l'on connaît puisqu'il est monté sur la Kadett SR, développe 70 CV à son maximum de puissance, bien que le véhicule ait été doté d'une boîte à cinq vitesses avec rapports courts et que les performances chronométrées sur route fermée aient relevé plus de 165 km/h. Il manque à l'ensemble un peu de nerf. En revanche, son comportement routier est bon, à peine plus dur en suspension que sur les autres versions moins sportives.

Un certain nombre de détails marquent le modèle essayé - spoiler avant et becquet arrière, encadrement des vitres noir, jantes larges. Le prix fixé, 50 000 F, est l'autre avantage du modèle avec sa conduite aisée en tout itinéraire.

C.L.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 1<sup>er</sup> janvier 1984 :

DES DÉCRETS

● Du 30 décembre 1983 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1984 ;

● Portant modification de certaines dispositions du code de la route.

DES ARRÊTÉS

● Portant autorisation de l'émission d'emprunts permanents « C.A.E.C.L.-Régions de France » émis par la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

● Relatif au brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré de l'option ski nordique de fond.

# SOLDES

jusqu'à épuisement des stocks

Vêtements et accessoires pour hommes

# MADELIOS

Prise de la Madeleine, Paris

Pour ceux qui savent choisir



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. Les richesses de la société de consommation, par André Danzin.
3. Le Gouvernement de la France sous la V<sup>e</sup> République, de Jean-Louis Quémener. Chroniques constitutionnelles françaises, de Pierre Avril et Jean Gicquel.
4. Lettres au Monde.

### ÉTRANGER

3. LE COUP D'ÉTAT AU NIGÉRIA.
4. LA SITUATION AU LIBAN.
5. EUROPE
- BELGIQUE : violentes manifestations aux Foursins.
- AMÉRIQUES
- BRUNÉI : l'indépendance de l'ancien protectorat britannique.

### POLITIQUE

6. Les vœux du président de la République.
- POINT DE VUE : « La décision du Conseil constitutionnel sur les péquisions fiscales », par Olivier Dumas.

### SOCIÉTÉ

7. Sécurité renforcée après les attentats du week-end.
- Une loi pour réglementer l'expérimentation de médicaments sur l'homme, « il faut à la France deux ou trois enfants par famille », déclare M. Mitterrand au cours de la visite d'une maternité.
- SPORTS : le Rallye Paris-Dakar.

### RÉGIONS

8. Quel profita du développement des activités tertiaires ?

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- 15 à 19. LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1983 : « L'Europe favorita », dossier établi par François Renard, André Dessot et Serge Marti.

### CULTURE

19. RENCONTRE : Robin Renard.
- DANSE : vidéo au Centre Pompidou.
- MUSIQUE : le Trio à cordes de Paris en liberté.
21. COMMUNICATION.

### ÉCONOMIE

26. L'ÉVACUATION DE L'USINE TALBOT DE POISSY.
28. LOGEMENT : les hausses de loyers en 1984.
- ÉNERGIE : la France a reçu du gaz libérien.

**RADIO-TÉLÉVISION (21) INFORMATIONS**  
**SERVICES (29) :**  
 Météorologie ; Météo croisée.  
 Annonces classées (22 à 25) ; Carnet (29) ; Programmes des spectacles (20).

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup>-2 janvier 1984 a été tiré à 412 826 exemplaires

**SOLDES D'HIVER**

le bazar à tissus, le plus chic, le plus grand, le plus étonnant.

**TISSUS "COUTURE" ET "DÉCORATION" RODIN**

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

vous êtes intéressé par l'ordinateur personnel ?

**Magazine**

vous informe en vente en kiosque Pour vous abonner : 256.31.02

A B C D E F H

## L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS » D'ELF-ERAP

### M. Mauroy annonce la publication du rapport de la Cour des comptes

M. Pierre Mauroy devait rendre public, lundi 2 janvier, au cours d'une conférence de presse, le contenu du rapport de la Cour des comptes sur l'affaire des « avions renifleurs ». Après avoir consulté M. André Charbonnier, premier président de la Cour, M. Mauroy a décidé de ne pas le publier.

Le document de la Cour des comptes qui devait être publié, traitait de l'affaire des avions renifleurs. Mais on sait que l'enquête de M. Gicquel s'est arrêtée aux portes de la Cour des comptes, première destination du milliard de francs investi par la compagnie pétrolière dans le projet controversé, et dont 500 millions ont disparu. Le rapporteur suggère, en janvier 1981, que des investigations soient menées hors des frontières. Cette recommandation était restée sans effet lors de la remise du rapport à M. Raymond Barre. Quant à M. Mauroy, il devait, au contraire, annoncer que le gouvernement y donnerait suite.

Le premier ministre envisageait d'autre part, avant sa conférence de presse, d'éventuels prolongements judiciaires aux faits révélés par le rapport et à la destruction, par l'ancien président de la Cour des comptes, en 1982, des trois exemplaires du document qu'il détenait.

## APRÈS LES ATTENTATS DE TAIN-L'HERMITAGE ET DE MARSEILLE

### Les réactions des milieux politiques

M. GASTON DEFFERRE, ministre de l'intérieur, maire de Marseille, a qualifié l'attentat de Marseille d'« odieux, marqué par une grande cruauté ». « Encore un attentat qui frappe malheureusement des victimes innocentes, ce qui rend encore plus inqualifiable », a ajouté M. Defferre. « Cet acte prend un caractère d'autant plus odieux qu'il a été perpétré le soir même de cette fin d'année où des familles et des amis étaient réunis dans la joie pour l'année nouvelle. Je puis assurer que tout sera mis en œuvre pour découvrir les coupables et les livrer à la justice ».

M. CHARLES FITTERMAN, ministre des transports, a déclaré : « Le gouvernement partage la douleur des familles frappées, l'indignation et le choc que suscite un tel crime. Le gouvernement mettra tout en œuvre pour retrouver les coupables et les frapper. Si quelqu'un s'imaginait que de tels attentats peuvent intimider notre pays, il se trompe ».

M. CHARLES HERNU, ministre de la défense, a qualifié dimanche à N'Djamena (Tchad), d'« odieux » les deux attentats, ajoutant que les auteurs étaient « condamnés d'avance ».

M. JACQUES CHIRAC, président de R.P.R., a fait savoir : « J'ai appris avec une profonde émotion les nouvelles attentats terroristes qui ont frappé des innocents au moment où chacun s'apprêtait à fêter la nouvelle année. J'adresse mes condoléances aux familles des victimes et forme des vœux de rétablissement aux blessés. Je souhaite que l'action de nos services de sécurité permette de découvrir rapidement les coupables et qu'alors la justice puisse les châtier de manière exemplaire ».

M. JEAN-MARIE LE PEN, président du Front national, a déclaré : « Trop de complaisance, de complaisance, de laxisme, ont permis à des individus d'accomplir l'insupportable. Le Front national ne se laissera pas intimider par ces attentats ».

M. MITTERRAND : la crise rend ses lettres de noblesse à l'entreprise

M. François Mitterrand déclare, dans une interview publiée par le magazine Challenge : « La crise a ce mérite de redonner ses lettres de noblesse à l'entreprise ». « Les Français commencent à comprendre, ajoute-t-il, que c'est l'entreprise qui crée la richesse, l'entreprise qui crée l'emploi, l'entreprise qui crée la prospérité, l'entreprise qui crée la place dans la hiérarchie mondiale. Le chef de l'Etat déclare aussi : « On peut comprendre que ceux qui n'ont pas part au capital et peu aux bénéfices aient lutté, doivent lutter pour que soient reconnus et défendus leurs droits. Cette évolution nous l'avons souhaitée et nous l'avons accélérée ».

A propos de l'éducation, M. Mitterrand affirme : « Ce que nous voulons, c'est donner à tous les mêmes chances au départ. Ne pas faire cet effort de prospection serait un gaspillage immense. (...) Mais qu'après, les meilleurs se distinguent, tant mieux. Les élites, se sont celles qui font progresser la collectivité nationale. (...) Leur point commun c'est la volonté de créer, le goût de réussir, le désir de marquer leur domaine d'action. S'il fallait faire de la France je ne sais quel pays grisaille, ne comptez pas sur moi ».

## MOSCOU CONFIRME LA PROCHAINE RENCONTRE ENTRE M. SHULTZ ET M. GROMYKO

L'agence Tass a confirmé, samedi 31 décembre, que M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, rencontrerait bien le secrétaire d'Etat américain, George Shultz, le 18 janvier prochain à Stockholm (le Monde daté 1-2 janvier). A l'occasion de la conférence sur le désarmement en Europe. Mais elle a regretté, dans un commentaire publié samedi 31 décembre, que le département d'Etat ait « fait une déclaration publicitaire » sur cette rencontre.

« Ni la conférence de Stockholm, ni les entretiens bilatéraux ne peuvent se substituer aux entretiens de Genève », sur les euro-missiles, interrompus, le 22 novembre dernier, à l'initiative de Moscou, après le début des travaux d'implantation des premières fusées de l'OTAN.

Dans un entretien accordé au journal japonais Yomiuri, et que reproduit le Monde, M. Gromyko, premier ministre soviétique, renouvelle les accusations traditionnellement portées par le Kremlin contre les Etats-Unis et les dirigeants de certains autres pays qui, en dépit de la volonté de leurs propres peuples, ont donné leur accord à un déploiement des euro-missiles. Il ajoute cependant : « La conjonction est effectivement complexe, mais la direction soviétique (...) ne voudrait pas la considérer comme irréversible ».

Au cours de la conférence de Stockholm, M. Gromyko s'entretient également en tête à tête avec son collègue ouest-allemand, M. Genscher.

A Londres, le ministre de la défense a annoncé dimanche que les premiers missiles de croisière installés en Grande-Bretagne en application de la double décision de l'OTAN étaient désormais opérationnels. Il s'agit de seize fusées se trouvant sur la base de Greenham Common, à environ 80 kilomètres de Londres.

MM. Papadéprou et Cansueto ont, leur chef, adressé une lettre commune à MM. Reagan et Andropov pour leur demander l'arrêt du déploiement des missiles nucléaires en Europe de l'Est et de l'Ouest, a indiqué samedi à Athènes un porte-parole officiel. Dans leur message, les premiers ministres grec et turc soulignent notamment le rôle de Moscou et Washington à reproduire les pourparlers de Genève. (A.F.P., A.P., Reuters, Tass.)

## Au Tchad

### M. Hissène Habré s'attend à une attaque de ses adversaires dans l'Est du pays

M. Charles Hernu, qui avait auparavant passé la nuit de la Saint-Sylvestre en compagnie d'un détachement français à Biltine et à Arada, dans l'est tchadien, a été reçu, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, à N'Djamena, par le président Hissène Habré. Après cet entretien de deux heures, le ministre français de la défense a qualifié d'« excellents » les rapports franco-tchadiens. Il a également déclaré que le contingent français stationné au Tchad avait « un moral d'acier ». M. Hernu a regagné la France lundi matin 2 janvier.

De son côté, recevant samedi le corps diplomatique à l'occasion des fêtes de fin d'année, M. Hissène Habré a déclaré que ses adversaires s'apprêtaient à engager des « moyens importants » dans une attaque contre l'Est, une localité défendue par quelques centaines de soldats tchadiens qui se trouvent à proximité de Biltine et à 130 km de la frontière soudanaise. De source militaire informée, on confirme qu'une colonne de partisans de M. Goukouni Oueddei, équipés de véhicules Toyota munis d'orgues de Staline, fait actuellement marche sur l'Est. Un coup de main des « goulakistes » contre cette garnison tchadienne, que les Français considèrent sur la « ligne rouge », ne serait pas exclu, à la veille de la « table ronde » entre Tchadiens convoquée en début de semaine prochaine, à Addis-Abeba, siège de l'Organisation de l'unité africaine.

Les mêmes sources indiquent également que les troupes françaises au Tchad ont pris des dispositions de protection identiques à celles adoptées par le contingent français à Beyrouth, à la suite de renseignements selon lesquels des « terroristes irakiens », venant du territoire camerounais, auraient franchi le Chari et pénétré au Tchad dans la zone où se trouvent les garnisons françaises. Une liste de pas « terroristes » aurait même été établie.

Enfin, à propos de la rencontre d'Addis-Abeba, le président Hissène Habré a exprimé, dans un message de Nouvel An, son « désir ardent » et sa « volonté constamment renforcée » de la voir aboutir à des « résultats heureux ». Evoquant cette « table ronde », entre le gouvernement tchadien et les différentes personnalités de l'opposition, le chef de l'Etat tchadien a toutefois ajouté : « On ne s'y méprendra pas, il n'est pas question pour nous de retomber dans le système odieux des tendances ».

## En Tunisie

### LA HAUSSE DU PRIX DU PAIN A PROVOQUÉ DES ÉMEUTES

Tunis (Reuters). - Des émeutes ont éclaté dimanche 1<sup>er</sup> janvier dans la ville de Kasserine, à 200 kilomètres au sud-ouest de Tunis, à la suite de la forte hausse du prix du pain. Les émeutes ont débuté par le pillage de la boulangerie de la ville, puis se sont étendues à d'autres boulangeries. Des émeutes, contacts par téléphone, ont rapporté que la police et des unités de l'armée étaient intervenues pour mettre fin aux troubles qui ont fait des victimes dont on ignore le nombre lundi en fin de matinée. Toujours selon ces émeutes, les violences ont continué dans la matinée de dimanche, à la suite d'une manifestation contre la hausse de 70 % du prix du pain. Les forces de l'ordre ont intervenues après la mise à sac par les manifestants de magasins de la ville.

## Sur le vif

### Bonnes résolutions

C'est dur la vie ! C'est vraiment la vie ! J'ai eu pourtant bien démarré l'année. J'avais pris plein de bonnes résolutions. Et, pour commencer, plus de tabac, plus d'alcool, plus de chocolat. La gym cinq fois par semaine au lieu de trois. Le coiffeur, terminé : trop cher, trop loin, trop bête. Je me laverai les cheveux deux fois par semaine. Bon, O.K., on n'est pas parce que je suis une femme que je dois systématiquement refuser de les descendre. Ça fait mieux, ça fait M.L.F. attardé, je veux bien.

Idem pour les taxes et les ventes au journal. Personnel n'a été engagé pour lever la semaine, c'est vrai. Je ne puis pas sembler de n'avoir pas de quoi payer la tournée au tabac du coin à la place d'un radin obstiné à ne jeter dans la soucoupe que des regards absents et distraits. Et je ne roussirai plus chaque fois que mon chef, en relevant ma copie, barrera « per contra » pour écrire « en revanche », c'est promis.

La-dessus, ce matin j'étais en retard, je force dans l'escalier sans prendre le temps d'allumer la minuterie et je m'étais sur un énorme sac poubelle, posé là à mon intention, devant la porte, sur la passerelle, mal frotté, dégoûtant, débordant de restes de révelon écumants et de pots de

yaourt dégoûtants. D'accord pour prendre mon tour, mais je n'ai pas dit que ce serait le premier.

J'arrive au bureau, ma place de parking est déjà prise. Il y en a vraiment qui ne vous font pas de cadeaux. Demain, croyez-moi, si ce saule me refait le coup, je lui crève un pneu, ce n'est pas compliqué. Au café, ma meilleure copine « ouille » de me soutenir la bonne année. Allez, c'est décidé, j'appelle Yves pour un bon brushing. Ça me coûtera ce que ça me coûtera, mais j'aurai au moins droit à un peu d'affection et d'amitié.

Ensuite, quand mon chef m'a réclamé sur un ton sec les justificatifs de ma note de frais, je n'ai pas pipé, je tiens à le signaler, je me suis écriée :

Par contre — je dis bien « par contre », qu'il essaye un peu de me faire dire « en revanche ».

J'ai poussé une énorme gueule contre le garçon d'équipe qui fauchait, à chaque fois d'est pareil, le Harard Tribune avant de me le donner. Non, mais il se croit tout permis !

Il a bien raison. Moi aussi. A midi, il y avait un pot au second, chez les standardistes. J'ai pris un double whisky.

CLAUDE SARRAUTE.

## TREMBLEMENTS DE TERRE AU PAKISTAN ET AU JAPON

Le violent tremblement de terre qui a secoué, samedi 31 décembre, la frontière pakistano-afghane a fait, selon les dernières estimations, une quinzaine de morts et plusieurs dizaines de blessés.

Le séisme, dont l'épicentre est situé sur les montagnes de l'Hindou Kouch (au nord du Pakistan), a été ressenti à 650 kilomètres de là, ébranlant Tachkent en Union soviétique, Chandiaghar, en Inde, et Kaboul, en Afghanistan.

D'autre part, au Japon, la ville de Tokyo et ses environs ont aussi été ébranlés, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, par une secousse d'une magnitude de 7,5 sur l'échelle de Richter.

En Guinée, enfin, le président, Sekou Touré a annoncé samedi que le tremblement de terre qui s'était produit le 22 décembre dans la région de Guéckon, dans le nord-ouest du pays, a fait 275 morts, 1 500 blessés et 20 000 sans-abri.

## Les Lois éternelles du succès

### tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour gérer votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se gêner à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous.

W.R. Borg, dpt. 352, chez Aubanel - 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon Cedex.

## BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : W.R. Borg, dpt. 352, chez AUBANEL, 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon Cedex, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
 N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_  
 CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_  
 AGE \_\_\_\_\_ PROFESSION \_\_\_\_\_  
 Aucun démarcheur ne vous rendra visite.

هتدا من الاصل